

LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais



MUSIQUE
LA FASCINATION INTACTE
DES PIANISTES POUR
MAURICE RAVEL PAGE 28

BOUALEM SANSAL
LE DOUBLE JEU DÉSHONORANT
DES SOCIALISTES,
PAR PASCAL BRUCKNER PAGE 16



LE FIGARO SCOPE

- **Paris :** les meilleures formules déjeuner du 2^e
 - **Cannes :** un week-end entre art et azur
 - **Saint-Malo :** les bonnes tables marines
- PAGES 36 À 39

PORTRAIT

Ferrand, une nouvelle vie au Conseil constitutionnel PAGE 9

DÉPARTEMENTS

Les préfets, hommes forts de la République aux pouvoirs bientôt élargis PAGE 10

BOURSE

Les bénéfices du CAC 40 ont baissé en 2024 PAGE 20

EUROPE

La BCE attentive au grand virage allemand PAGE 21

CHAMPS LIBRES

• Un grand entretien avec le général Paloméros

• Les tribunes de Céline Imart et d'Alexandre Stobinsky

• Le bloc-notes de Laurence de Charette

PAGES 15 À 17

FIGARO OUI FIGARO NON

Réponses à la question de jeudi :

Avez-vous été convaincu par l'intervention d'Emmanuel Macron ?

NON 59% **OUI 41%**

VOTANTS : 203 056

Seriez-vous prêt à placer votre épargne pour financer la défense ?

Téléchargez l'appli du Figaro pour voter

FABIEU CLAIREFOND - WWW.BRIDGEMANIMAGES.COM

Le réarmement de la France, un casse-tête financier

Les chefs d'État et de gouvernement européens ont entériné le plan de Bruxelles pour financer les dépenses militaires, qui donne de la souplesse aux États membres pour s'endetter.

Du soutien immédiat à l'Ukraine au partage du parapluie nucléaire, en passant par un réarmement intensif, les Européens se sont lancés dans d'intenses discussions sur la défense du Vieux Continent, lors d'un sommet extraordi-

naire convoqué jeudi, à Bruxelles. Les chefs d'État et de gouvernement ont endossé les propositions de financement mises sur la table par la Commission. À savoir, une enveloppe de 150 milliards d'euros de prêts mis à disposi-

tion des États membres pour s'équiper. Et une flexibilité qui leur est accordée pour investir au niveau national en excluant les dépenses militaires du calcul de déficit. Dans un entretien au *Figaro*, la ministre des Comptes publics, Amélie de

Montchalin, réaffirme que toute hausse d'impôts pour financer cet effort est exclue. Alors que la France est surendettée, d'intenses réflexions sont en cours pour voir comment mobiliser l'épargne privée. Les idées fusent, par

exemple celle de lancer un livret d'épargne dédié aux investissements dans la défense. Ou lever les contraintes réglementaires qui empêchent les grands investisseurs de se porter sur ce secteur.

PAGES 2 À 7 ET L'ÉDITORIAL



À Bruxelles, les Européens affichent leur soutien à l'Ukraine

Réunis à Bruxelles, jeudi, les Vingt-Sept devaient approuver sans dissension les conclusions du sommet, qui caractérisent la guerre d'agression russe en Ukraine et ses répercussions comme « un défi existentiel pour l'UE ». PAGES 2 ET 3

ÉDITORIAL par Gaëtan de Capèle

Le déni français

L'Europe, combien de divisions ? Désormais face à l'ours russe après le revirement historique de l'Amérique, voici venue l'heure des comptes. Ils sont sombres : l'éventualité d'un retrait du parapluie américain nous fait apparaître dans toute notre nudité, privés de moyens militaires pour nous opposer aux ambitions de Vladimir Poutine. Si l'urgence d'un réarmement européen massif ne fait plus débat, même en Allemagne, il va nécessiter des investissements colossaux. Contrairement à ce que l'on nous fait croire depuis trop longtemps en France, l'argent magique n'existe pas. Le « plan » de 800 milliards avancé par Ursula von der Leyen n'annonce pas une pluie d'euros tombée du ciel : purement comptable, il autorise pour l'essentiel à isoler les dépenses militaires des autres. La réalité est qu'il va falloir emprunter massivement pour subvenir à nos besoins. À Berlin, où les finances publiques sont tenues au cordeau, cela ne pose aucun problème. À Paris, où l'on suffoque sous une montagne de dettes, cela se corse. Le premier acte du réarmement français devrait consister à sortir du déni, à dire la vérité crue, telle qu'elle est, en cessant de tourner

autour du pot. La voici : notre sacro-saint modèle social - 900 milliards de dépenses par an, un tiers du PIB, record du monde - ruine consciencieusement le pays et le prive de toute marge de manœuvre financière. Mais s'interroger sur sa pérennité relève du sacrilège. Avancer des pistes d'économies attire la foudre. Il faut se pincer pour le croire : pendant qu'un sommet planche en toute urgence à Bruxelles sur le financement de la défense européenne, un « conclave » se réunit à Paris pour voir comment abaisser l'âge de la retraite. De l'Élysée à Matignon, on promet d'écarter toute hausse d'impôt - réclamée à cor et à cri par la gauche - pour financer l'effort de défense. Encore heureux ! Avec des prélèvements obligatoires supérieurs à tout ce qui existe ailleurs, il n'aurait plus manqué que cela. Restent la dette, c'est-à-dire la fiscalité différée, ou les arbitrages budgétaires, en bon français les économies sur la dépense publique, notamment sociale. Quoi qu'on en dise, il faudra bien se résoudre à y toucher. ■

Avancer des pistes d'économies attire la foudre

Restent la dette, c'est-à-dire la fiscalité différée, ou les arbitrages budgétaires, en bon français les économies sur la dépense publique, notamment sociale. Quoi qu'on en dise, il faudra bien se résoudre à y toucher. ■

Privée du renseignement américain, l'armée de Kiev en plein désarroi

La décision de Donald Trump de geler les livraisons d'armes en cours ainsi que la fourniture de renseignement, indispensables pour faire face à l'agression russe en Ukraine, ne provoquera pas un effondrement immédiat de l'armée de Kiev. Mais le temps dont dispose l'Ukraine avant d'affronter d'immenses problèmes dépendra de sa capacité à s'adapter et de celle de l'Europe à suppléer aux manques engendrés par le défaut américain. L'armée ukrainienne pourrait être au bord de la paralysie dès cet été. PAGE 2

LES TENTATIONS 7-24 MARS

DES PRIX TRÈS SÉDUISANTS SUR LA NOUVELLE COLLECTION*



* Sur modèles spécialement signalés

rochebobo
PARIS

Liste des magasins participant à l'opération sur roche-bobo.com
OUVERTURE LES DIMANCHES DE L'OPÉRATION (selon autorisation)

Les Européens prêts à accélérer sur leur réarme et à discuter d'une extension de la dissuasion nu

Florentin Collomp Correspondant à Bruxelles

Les Vingt-Sept préparent des garanties de sécurité pour un accord de paix en Ukraine.

Du soutien immédiat à l'Ukraine au partage du parapluie nucléaire, les Européens se sont lancés dans d'intenses discussions sur leur défense, lors d'un sommet extraordinaire convoqué jeudi, à Bruxelles. Motivé par la prise de conscience de la menace russe et le constat brutal d'un revirement d'alliances américain, un sentiment d'urgence dominait. Sauf chez le Hongrois Viktor Orban, partisan de négociations de paix avec Moscou, qui a continué à faire entendre une voix discordante sur l'Ukraine, au grand dam de ses homologues, dont Emmanuel Macron, qui l'avait convié à dîner à l'Élysée la veille au soir.

« Coordonner toutes nos capacités en Europe pour construire une vraie force militaire est ce qui nous donnera un avantage clair contre la Russie »

Donald Tusk Président polonais

Au lendemain de l'intervention télévisée du chef de l'État, plusieurs dirigeants ont réagi à sa proposition d'extension de la dissuasion nucléaire française à d'autres nations. Une idée lancée au départ par le futur chancelier allemand, Friedrich Merz, au soir de sa victoire aux élections législatives, le 23 février. À l'instar d'autres responsables baltes et nordiques, le président lituanien, Gitanas Nausėda, a salué « une proposition intéressante : toute opportunité pour améliorer notre dissuasion est bienvenue ». « Vous ne me verrez pas dire non aux idées des autres : tout doit être sur la table désormais », a réagi pour sa part la très atlantiste Danoise Mette Frederiksen, sous la menace d'une annexion forcée du Groenland

par Donald Trump. Partisan lui aussi de sauver ce qui peut encore l'être de la relation transatlantique, le Polonais Donald Tusk a néanmoins salué une proposition française « très prometteuse ». Selon lui, « coordonner toutes nos capacités en Europe pour construire une vraie force militaire est ce qui nous donnera un avantage clair contre la Russie ». Pris entre deux eaux, le Polonais était forcé d'admettre que les États-Unis étaient devenus « un partenaire plus exigeant et difficile ». La solution, selon lui, pour sauver l'Otan, serait que l'Europe relève le défi de la « course à l'armement » déclenchée par la Russie – « et elle doit la gagner ».

La bataille est lancée. Les Vingt-Sept devaient approuver sans dissension les conclusions du sommet, qui caractérisent la guerre d'agression russe en Ukraine et ses répercussions comme « un défi existentiel pour l'Union européenne ». Les chefs d'État et de gouvernement ont endossé les propositions de financement mises sur la table par la Commission deux jours plus tôt. À savoir, une enveloppe de 150 milliards d'euros de prêts mis à disposition des États membres pour s'équiper dans une série de domaines prioritaires. Et une flexibilité qui leur est accordée pour investir au niveau national en excluant leurs dépenses militaires du calcul de déficit.

« La priorité est de réarmer l'Europe, presse la première ministre danoise. Le temps manque. Dépenser, dépenser, dépenser. » La France et plusieurs autres pays poussent pour que les dispositifs dévoilés cette semaine soient suivis d'autres, plus ambitieux, par la suite. « Ces propositions sont bonnes, mais il nous en faut plus », plaide Evika Silina, première ministre de Lettonie. La question d'un emprunt commun pour subventionner l'industrie de la défense devrait revenir à l'agenda dans les semaines ou mois à venir, en particulier



Antonio Costa, président du Conseil européen, Volodymyr Zelensky, président ukrainien, et Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, jeudi, à Bruxelles.

quand la nouvelle coalition allemande aura pris ses marques.

Les discussions sur le règlement de la guerre en Ukraine ont été reportées à la fin du sommet, alors que de nombreux dirigeants, impatients, se disaient prêts à se passer de l'unanimité faute de l'accord

d'Orban. Le Slovaque Robert Fico, partisan lui aussi de la ligne du Kremlin, après avoir dénoncé cette « réunion européenne de combat », est rentré dans le rang quand ses homologues ont accepté de se préoccuper de la reprise du transit du gaz russe, interrompu par l'Ukraine fin

Le gel de l'aide militaire américaine pourrait handicaper l'armée ukrainienne dès l'été

Tanguy Berthemet

La décision de Donald Trump de suspendre les 3,85 milliards de soutiens militaires décidés par la précédente Administration, de stopper les livraisons d'armes en cours ainsi que la fourniture de renseignements ne provoquera pas un effondrement de l'armée de Kiev. Ou du moins pas dans l'immédiat. Mais le temps dont dispose l'Ukraine avant d'affronter d'immenses problèmes dépendra de sa capacité à s'adapter et de celle de l'Europe à suppléer aux manques engendrés par le défaut américain.

« L'Ukraine a une marge de sécurité de six mois même sans l'aide américaine, mais cela sera bien plus difficile », affirme, Fedir Venislavsky, un député ukrainien. Si cette prévision peut paraître un peu optimiste, la plupart des analystes estiment que les armées de Kiev sont à même de résister jusqu'au début de l'été. Depuis plusieurs années, les experts militaires notent, avec une pointe d'admiration, les capacités d'adaptation des forces ukrainiennes. Ces quelques semaines pourraient être mises à profit par Volodymyr Zelensky pour tempérer l'immense pression d'un Donald Trump, pour l'heure totalement aligné sur Moscou. L'arrêt de l'aide militaire était d'ailleurs une demande de Vladimir Poutine.

Les manques ne se feront en outre pas sentir de la même manière dans tous les secteurs. D'une manière générale, la dépendance militaire de Kiev vis-à-vis des États-Unis et de ses alliés en général est bien moindre aujourd'hui qu'elle ne l'était en février 2022,

lors de l'agression russe. Les obus de 155 mm et les pièces d'artillerie, qui avaient tant manqué lors de la contre-offensive ratée de l'été 2023, sont désormais largement produits en Ukraine. L'Europe a aussi sensiblement augmenté ses capacités de production. Mais c'est surtout l'évolution des techniques militaires qui a changé la donne.

Désormais ce sont les drones, essentiellement ukrainiens, qui jouent un rôle fondamental sur le champ de bataille, avant même l'artillerie. L'an dernier, l'Ukraine a livré 1 million de drones et la production devrait augmenter en 2025. Selon la commission parlementaire ukrainienne de la défense, en 2024, 65 % des soldats russes tués ou blessés au front l'ont été par un drone, contre seulement 20 % par de l'artillerie, dont 10 % par de l'artillerie américaine. Il n'empêche, si ces 10 % devaient venir à manquer, cela se sentirait. L'impact pourrait être encore plus important si Washington devait aussi interdire aux nombreux États qui usinent des obus sous licence américaine de livrer l'Ukraine.

Pour les gros systèmes, les États-Unis n'en fournissent que 20 %, selon l'armée britannique. Mais ces 20 % sont les plus cruciaux et les plus délicats à remplacer. Pour sa défense aérienne loin de la ligne de front, celle des grandes villes notamment, l'Ukraine dépend beaucoup des Patriot américains. Elle dispose de sept pas de tirs, dont deux sont sans doute détruits. « Pour les Patriot, comme pour tous les systèmes américains, il y a deux problèmes, celui des munitions et celui des pièces pour les maintenir », résume Léo Péria-Peigné, du centre de recherche français Ifri. L'Europe a dans ce

secteur l'une de ses plus grosses lacunes, et elle est loin de pouvoir remplacer les États-Unis. Kiev a certes de deux SAMP/T européens fournis par Rome et Paris, qui sont très bons mais peu mobiles et surtout construits en trop petits nombres. L'Ukraine est également à la peine pour tenter des interceptions air-air. Elle a reçu quelques chasseurs F-16 américains ainsi que des Mirages 2000-5 français, mais en nombre insuffisant pour assurer une couverture efficace, même si dans ce domaine l'Europe peut faire des efforts.

Les troupes privées de renseignement

Or la défaillance des Patriot pourrait engendrer des conséquences en chaîne. Si les frappes russes se font plus simples et plus efficaces, elles affecteront rapidement les réseaux énergétiques ukrainiens et les sites industriels de défense. La capacité de Kiev à fabriquer ses propres armes, notamment les drones, en serait réduite.

La capacité ukrainienne à frapper en profondeur est l'autre secteur où le retournement américain laissera un grand vide. Les matériels américains en sont le fer de lance avec les missiles sol-sol Atacms tirés par les Himars, ces très efficaces lance-roquettes multiples. Washington en a donné une quarantaine. Les remplacer est presque impossible, sinon par des systèmes bien moins efficaces et de toute façon en nombres insuffisants. Là encore, Kiev pourrait tenter de pallier ce manque avec des chasseurs et des missiles franco-britanniques Scalp-Storm Shadow, mais comme pour les interceptions air-air, le faible nombre d'appareil rend la solution très fragile.

D'autant qu'un autre danger plane sur la défense ukrainienne. Outre les armes, le président Trump a aussi interdit de fournir des renseignements à Kiev. Les détails sur le type de renseignements suspendu et les informations encore fournies demeurent flous. Mais certains médias américains affirment que c'est bien l'ensemble des renseignements dont les troupes ukrainiennes sont désormais privées.

Selon Institute for the Study of War (ISW), un centre d'analyse, l'Administration Trump a spécifiquement coupé l'apport des informations qui permettent la mise en alerte des systèmes qui protègent contre les attaques de missiles de longue portée ou de drones, pour désigner les cibles des frappes des Himars, sur le front et ou en profondeur dans le territoire russe. Ce sont ce type de renseignements qui ont permis à l'Ukraine des opérations spectaculaires et efficaces comme celle du 18 septembre 2024, la frappe du dépôt de Toropets qui réduisit en cendres l'équivalent de trois mois de munition pour l'armée russe.

La France et la Grande-Bretagne, pourraient en partie compenser le départ américain pour désigner des cibles mais de manière nettement moins précise. Ces pays sont en revanche incapables de suivre les mouvements sur le front comme les Américains. La dernière menace, et peut-être l'une des plus sérieuses, se niche dans Starlink, le système internet par satellite d'Elon Musk. Pour l'heure le milliardaire trumpiste n'a pas coupé cette clé de voûte des communications de l'armée ukrainienne. Mais dans ce contexte, Kiev et ses alliés réfléchissent déjà à des solutions de remplacements. ■

Du ciel au cyber, agressif de la Rus

Nicolas Barotte

Pour la Russie, la France est une cible et un palier a été franchi. Dimanche, un chasseur Su-35 a effectué plusieurs passages agressifs auprès d'un drone Reaper français volant au-dessus de la Méditerranée dans l'espace aérien international. Ce comportement révèle « une volonté manifeste de détruire l'appareil », affirme l'état-major des armées. « Ce n'était jamais arrivé », poursuit-on. Pour éviter toute surenchère et faute d'armement pour se défendre, le drone a dû quitter sa zone de manœuvre. La doctrine occidentale consiste par ailleurs à ne jamais risquer l'escalade.

Pour riposter, le ministre des Armées, Sébastien Lecornu, a rendu public l'incident mardi soir. Il s'agit d'une attaque « sous le seuil » du conflit, ajoute l'état-major : l'avion russe « lourdement armé » a choisi de s'en prendre à un appareil non habité pour éviter tout risque de perte. En effectuant plusieurs passages, il a délibérément cherché à faire chuter le drone, comme cela avait déjà été le cas en mer Noire contre un drone américain en mars 2023. L'avion russe avait alors largué du kérosène dans son sillage.

« C'était probablement un essai pour observer les conséquences », dit-on. Pour Moscou, la France fait partie des adversaires à tester et à intimider. Comme le Royaume-Uni, l'Allemagne et d'autres, elle a déployé des forces sur le flanc est de l'Otan en réaction à la menace russe. En Méditerranée, la France assure des missions de surveillance de ses intérêts au Proche-Orient. En s'approchant du drone parfaitement identifiable, le pilote russe savait qu'il menaçait.

ment cléaire française



nio Costa, en accueillant le président Volodymyr Zelensky à Bruxelles. Les dirigeants européens se sont en outre fait fort de montrer à leur hôte une conception de l'hospitalité diamétralement opposée à ce qu'il avait enduré à la Maison-Blanche il y a une semaine. «*Nous sommes très reconnaissants de ne pas être seuls. Et ce ne sont pas seulement des mots. Nous le ressentons*», a remercié le chef de l'État ukrainien.

« Accroître la défense de l'Ukraine contribue à accroître la défense de l'Europe »

Antonio Costa
Président du Conseil européen

Reste que Zelensky se retrouve écartelé entre le soutien proclamé de l'Europe à un renforcement de la position de Kiev avant tout cessez-le-feu et des négociations qui semblent à nouveau se profiler sous la houlette américaine. À Bruxelles, il a été rassuré par les démonstrations de solidarité des Européens, tandis que la pression monte pour aller signer un accord avec Donald Trump, malgré le fiasco diplomatique de la semaine dernière. Le président ukrainien a évoqué la possibilité d'une «*réunion importante*» avec les États-Unis la semaine prochaine.

En parallèle, les Européens avancent dans leurs tractations pour élaborer un ensemble de garanties de sécurité à un plan de paix qui tienne dans la durée. Il s'agit de démontrer le volontarisme d'une «*coalition de volontaires*» pour aligner des capacités de sécurité, y compris des troupes au sol, afin de négocier ensuite un soutien américain. Outre la France et le Royaume-Uni, d'autres seraient prêts à s'y joindre. Londres a tenu des discussions sur le sujet avec «*une vingtaine de pays*» ces dernières vingt-quatre heures. Et Paris s'apprête à accueillir la semaine prochaine un sommet des chefs d'état-major des armées des pays qui pourraient participer. ■

STEPHANIE LECOQ / REUTERS

2024. En dépit du blocage du Hongrois, les Européens ont au contraire insisté pour lier la sécurité à long terme du continent au sort immédiat de l'Ukraine. «*Accroître la défense de l'Ukraine contribue à accroître la défense de l'Europe*», rappelait le président du Conseil, Anto-

» Lire aussi
PAGES 15 ET 17

Moscou ne veut pas de troupes de maintien de la paix issues de l'Otan

Alain Barluet
Correspondant à Moscou

Réagissant jeudi très négativement à l'intervention télévisée d'Emmanuel Macron la veille, la Russie en a profité pour rejeter à nouveau fermement l'éventuel déploiement d'un contingent européen de maintien de la paix en Ukraine. «*Une discussion menée avec un objectif ouvertement hostile (sur laquelle) nous ne voyons aucun compromis possible*», a déclaré Sergueï Lavrov. Selon le chef de la diplomatie russe, Moscou «*considérera la présence de ces troupes sur le territoire ukrainien de la même manière qu'elle considérerait la présence potentielle de l'Otan en Ukraine*». Comprendre, de façon résolument hostile, dans la mesure où, comme l'a dit M. Lavrov, quel que soit le drapeau de ces contingents, «*il s'agira toujours de troupes de l'Otan*».

L'éventualité d'un envoi de troupes en Ukraine pour surveiller un cessez-le-feu a été évoquée par le premier ministre britannique, Keir Starmer, et par Emmanuel Macron, d'autres pays envisageant un soutien logistique. La fin de non-recevoir russe est tombée alors que les Vingt-Sept étaient réunis en sommet extraordinaire à Bruxelles. Londres a par ailleurs indiqué avoir

été en discussion mercredi avec une vingtaine de pays «*intéressés*» à s'engager dans le maintien de la paix en Ukraine.

Adeptes des «*mesures en miroir*», la diplomatie russe a appliqué la même méthode en réponse aux propos télévisés du président français qui avait qualifié mercredi soir la Russie de «*menace*» pour la France et l'Europe. «*Bien sûr, c'est une menace contre la Russie. S'il (Emmanuel Macron, NDLR) nous voit comme une menace*»,

« Moscou considérera la présence de ces troupes sur le territoire ukrainien de la même manière qu'elle considérerait la présence potentielle de l'Otan en Ukraine »

Sergueï Lavrov
Ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie

a ainsi rétorqué Sergueï Lavrov, en réponse, lors d'une conférence de presse, à la proposition du chef de l'État d'une protection de l'Europe par le parapluie nucléaire français.

Sur ce thème de la dissuasion nucléaire, des plus sensibles aux yeux de Moscou, la porte-parole du MID - le

Quai d'Orsay russe - a ironisé. Maria Zakharova a comparé Emmanuel Macron à Ole Lukojé - un personnage d'un conte de fées danois de Hans Christian Andersen qui avait deux parapluies magiques, l'un noir, l'autre multicolore, qu'il ouvrait aux enfants endormis, selon qu'ils aient été sages ou désobéissants. Le président Macron «*fait tous les jours des déclarations tout à fait déconnectées de la réalité et qui contredisent ses déclarations précédentes. C'est un conteur*», a déclaré Mme Zakharova. Pour sa part, Dmitri Peskov, le porte-parole du Kremlin, a dénoncé la «*rhétorique nucléaire*» de M. Macron et sa «*prétention au leadership nucléaire en Europe*».

À Moscou, la priorité reste toutefois au sommet à venir entre Vladimir Poutine et Donald Trump, dont les préparatifs iraient bon train. Après avoir promptement reçu l'agrément officiel de Washington, un nouvel ambassadeur russe aux États-Unis a été nommé en la personne d'Alexandre Dartchiev, directeur du département de l'Amérique du Nord au MID. La diplomatie russe compose actuellement l'équipe qui sera chargée de négocier sur l'Ukraine avec les Américains. Ces négociateurs seront officiellement nommés sitôt désignés leurs interlocuteurs américains, a indiqué jeudi la porte-parole Maria Zakharova. ■

Le groupe SNCF génère des bénéfices pour régénérer le réseau ferroviaire.

En 2024, pour la 4^{ème} année consécutive, nous réinvestissons nos bénéfices, soit 1,6 milliard d'euros de résultat net, dans l'infrastructure, le matériel et l'humain, partout en France.

43,4 milliards d'euros
de chiffre d'affaires

1,6 milliard d'euros
de résultat net

10,8 milliards d'euros⁽¹⁾
d'investissement, dont 95%
en France pour rénover
le système ferroviaire

18 500
collaborateurs recrutés
en CDI en France

12 700 PME/PMI
françaises ont travaillé
avec le groupe SNCF



le face-à-face sie contre la France

Ce n'est pas le premier incident entre la France et la Russie. En janvier, un avion de patrouille maritime français ATL2 avait été «*accroché*» par un système de défense antiaérien russe et ciblé par un radar de conduite de tir. L'Otan, qui commandait l'opération, avait assuré que ce type de comportement menaçant n'était pas exceptionnel. Depuis trois ans les accrochages sont réguliers. L'Alliance établit une recension rigoureuse de ces incidents en les caractérisant. L'armée française réalise aussi ses propres analyses pour «*objectiver*» le risque d'escalade. «*Les Russes ne se comportent pas de la même façon avec les Américains, les Britanniques, les Turcs ou les Français*», constate-t-on aussi au sein de l'armée française.

Campagnes de désinformation

La stratégie russe vise à diviser le camp occidental. La France n'est pas la seule visée. Avec le Royaume-Uni, en pointe dans le bras de fer avec la Russie, le Kremlin s'est aussi montré agressif. En octobre 2022, un Su-27 russe avait tiré «*accidentellement*» un missile de proximité en direction d'un avion de reconnaissance britannique Rivet Joint. Les accès de tension avec la Russie ont connu des hauts et des bas depuis le début du conflit en Ukraine. L'agressivité russe n'est pas le fruit du hasard, de comportements personnels mais l'objet d'une stratégie. Elle cherche à imposer une présence pour contester la liberté de circulation dans les espaces internationaux.

Le face-à-face entre la Russie et la France se poursuit sur tous les théâtres. Dans l'espace exoatmosphérique, la compétition existe depuis plusieurs années. «*Il n'y a pas eu récemment de regain de comportements inamicaux envers*

nos satellites», expliquait-il y a peu un haut gradé. «*Mais il y a des capacités nouvelles qui sont déployées, que ce soit par les Chinois ou par les Russes, qui ne consistent pas à faire de la surveillance terrestre... Quand des satellites changent d'orbite sans pour autant venir nous voir, c'est que nos compétiteurs sont en train de tester des capacités*», observait-on.

En mer, la marine russe est à l'inverse soumise à une forte pression : elle a perdu ses accès en mer Noire et se trouve en difficulté en Méditerranée, avec le changement de régime en Syrie. Quant à la Baltique, il s'agit désormais d'un «*lac otanien*». Reste le domaine sous-marin. La flotte russe est aussi sous surveillance. En janvier, la frégate *Normandie* a ainsi «*accompagné*» le transit du sous-marin russe *Novorossiysk* le long des côtes en le faisant publiquement savoir. Pour contester l'influence française, la Russie a choisi d'autres champs de bataille. En Afrique, elle a contribué à faire reculer la présence militaire de la France au Sahel, et s'intéresse maintenant à la Côte d'Ivoire ou au Bénin.

Les opérations d'influence et les campagnes de désinformation russes n'ont également pas cessé. La France «*fait l'objet d'un ciblage particulièrement agressif et persistant des acteurs de la menace informationnelle russe*», assure l'agence Viginum dans son rapport publié à l'occasion des trois ans de la guerre en Ukraine. «*Ce ciblage s'est sensiblement intensifié depuis les déclarations du président de la République française le 26 février 2024, qui indiquaient que l'option éventuelle d'envoi de troupes sur le territoire ukrainien n'était pas exclue*». Invisible la plupart du temps, le domaine cyber est devenu un espace de confrontation permanent. ■

(1) Tous financements confondus : collectivités territoriales, État et SNCF.
SNCF - 2 place aux Étoiles - CS 70001 - 93633 LA PLAINE SAINT-DENIS CEDEX - 552 049 447 RCS BOBIGNY. © James Rignault.

Défense : l'armée française prépare son nouvel ordre de bataille

Nicolas Barotte

Alors qu'une augmentation du budget militaire se profile, l'état-major fixe ses priorités.

En privé, les militaires s'interrogeaient depuis longtemps déjà sur le décalage entre la menace, leurs besoins et les moyens qui leur étaient accordés. Les écarts ne cessaient de croître malgré un réarmement engagé dès 2015, mais insuffisant face à l'accélération du désordre mondial. La convergence brutale d'une rhétorique russe agressive et d'un désengagement américain possible a placé chacun devant ses responsabilités. Une nouvelle augmentation du budget de la Défense est désormais sur la table. En coulisses, le chiffre de 9,5 milliards d'euros de plus dès cette année est évoqué. Le budget initial, en augmentation de 3,3 milliards par rapport à l'année dernière, prévoit 50,5 milliards d'euros pour la défense. La loi de programmation militaire 2024-2030 ambitionne de porter l'effort à 67 milliards dans cinq ans. Dans une interview au *Point*, le ministre des Armées, Sébastien Lecornu, propose d'aller plus loin. « Un "poids de forme" de l'armée française à un peu moins de 100 milliards d'euros de budget annuel permet de durcir notre modèle d'armée », a-t-il déclaré. Il faudra ensuite décider des priorités à traiter.

« Même si cela a moins d'impact en termes de signalement stratégique, mieux vaut investir sur la logistique et le soutien »

Eric Autellet

Ancien major général des armées

Pour dissuader la menace russe « tout dépendra de la force de nos armées », prévient l'ancien ministre délégué aux Armées, Jean-Louis Thiériot. Le député (LR) veut croire qu'il n'y aura pas « de risque majeur avant trois ou quatre ans ». Mais la possibilité d'une confrontation figure bien parmi les hypothèses auxquelles il faut se préparer. Ce n'est pas la seule. « La menace russe sera récurrente, le risque de découplage américain est réel, mais l'Europe ne devra pas oublier ses responsabilités au sud. Le danger serait de ne traiter que le flanc est », dit-il. L'augmentation des moyens budgétaires en France devra répondre à ces défis tous azimuts. Elle devra aussi prendre en charge les surcoûts du soutien à l'Ukraine. « Il faut prendre trois ans d'avance sur l'application de la loi de programmation militaire », estime Jean-Louis Thiériot. Un premier effort budgétaire permettra « d'accélérer les livraisons » prévues, poursuit-il, en citant quelques exemples : munitions, véhicules prévus dans le programme Scorpion, optronique pour les frégates... La liste est longue. Elle ne s'arrête pas là pour donner à l'armée française une taille suffisante pour être réellement autonome et dissuasive.

L'armée française dispose d'à peu près tout, mais en quantité insuffisante. « Il y a un besoin de munitions et d'intercepteurs sol-air, c'est-à-dire de missiles Aster par exemple », complète Élie Tenenbaum, directeur du centre des études de sécurité de l'Ifr. « Le renseignement et le spatial » sont aussi des domaines prioritaires, dit-il. Ces capacités sont indispensables à la planification et la conduite des opérations. L'augmentation du budget des armées devra « combler les impasses qui avaient été

faites » par la LPM et qui ont montré leur caractère essentiel en Ukraine, poursuit-il.

Après avoir pris conscience de la nécessité de renforcer ses moyens d'artillerie de longue portée, le temps est venu d'accélérer. La question du renouvellement des lance-roquettes unitaires (LRU) devra être tranchée. Le missile MBDA est sur les rangs, avec son Land Cruise Missile (LCM) qui ne sera pas disponible à court terme. L'hypothèse d'un achat « sur étagère » avait été discutée, y compris en acquérant des Himars américains. Depuis, le contexte géopolitique a changé. Le budget devra aussi financer le projet européen ELSA de frappe dans la profondeur. Si les Français et les Européens prévoient aussi de déployer des troupes en Ukraine, ils auront besoin de capacités de défense sol-air disponibles aujourd'hui en quantité limitée.

Si les militaires se félicitent du réveil tardif - des Européens, ils craignent aussi les effets d'un réarmement désordonné. « L'important est de conserver la cohérence des armées », souligne l'ancien major général des armées, le général Eric Autellet, qui se trouvait au cœur du processus mis en place pour la montée en puissance de l'outil militaire, jusqu'à son départ en 2023. Les armées sont confrontées « à un changement d'échelle, à un changement de rythme et à une extension des domaines de conflictualité. Il faut consolider chaque axe », assure-t-il : augmenter les stocks, gagner en agilité de production, développer de nouveaux outils pour lutter contre les menaces hybrides. Au sein de l'institution, on se méfie aussi des effets d'annonce. Si les drones sont devenus un équipement prioritaire du champ de bataille, personne ne veut constituer des stocks de matériels obsolètes le moment venu. Les armées réclament aux industriels des capacités de production « au coup de sifflet » plutôt que des livraisons.

« L'enjeu principal est de savoir avec qui nous coopérerons et pour quoi faire ? S'agit-il de pouvoir mener seul une guerre ? ou en demeurant dans un cadre OTAN ? »

Thibault Fouillet

Spécialiste des questions de défense et directeur scientifique à l'IESD

« Même si cela a moins d'impact en termes de signalement stratégique, mieux vaut investir sur la logistique et le soutien », poursuit le général en retraite. À court terme, les armées voudraient augmenter leurs capacités dans le domaine numérique, indispensable au commandement, ou celui de la guerre électronique, plutôt que commander des « gros objets », comme un deuxième porte-avions qui ne serait livré que dans des années. La marine et l'armée de l'air espèrent néanmoins bénéficier d'une remontée en puissance. Le ministre des Armées, Sébastien Lecornu, a ouvert le débat sur une augmentation de la flotte d'avions de chasse. La question de porter à 18 le nombre de frégates de premier rang, contre 15 aujourd'hui, est aussi posée.

Avant de dépenser l'argent, les militaires s'interrogent sur leurs missions.

« L'enjeu principal est de savoir avec qui nous coopérerons et pour quoi faire ? », interroge Thibault Fouillet, spécialiste des questions de défense et directeur scientifique à l'Institut d'études de stratégie et de défense (IESD). « S'agit-il de pouvoir mener seul une guerre, ou en demeurant dans un cadre Otan ? », indique-t-il. Ce débat, qui s'ouvre pour la France et pour l'Europe, est vertigineux. Les États-Unis fournissent jusqu'à présent l'essentiel des moyens qui permettent d'envisager et d'encadrer des opérations alliées : commandement, logistique... Si l'armée américaine n'est plus considérée comme une alliée fiable, il faudra compenser son absence potentielle. Les Européens pourraient aussi réfléchir à une répartition des rôles : aux armées du flanc est d'investir en masse pour « encaisser le choc » le jour venu, et aux autres de fournir l'appui qui sera nécessaire pour riposter. Ces réflexions sont pour l'instant ouvertes. Suivant les réponses qui seront données, elles feront apparaître les priorités du réarmement. ■

Exercice sur la base aérienne de Nancy-Ochey, le 20 novembre dernier, avec le système de défense sol-air Mamba pour une préparation opérationnelle et un déploiement de lutte antidrone.

PHOTOPQR/L'EST REPUBLICAIN/MAXPPP



Les industriels français prêts à accélérer

Véronique Guillermard

L'appel d'Emmanuel Macron à « produire davantage » sur le sol français et « hausser » l'effort de défense a été entendu haut et clair par la dizaine de grands industriels de l'armement français et les 4000 petites et moyennes entreprises, formant la Base industrielle et technologique de défense (BITD), dont les représentants seront reçus « dans les prochains jours », par le président de la République et les ministres concernés. Pour la filière, « il s'agit d'un changement complet de paradigme : passer d'une économie de flux à une économie de stocks », analyse Vincent Desportes, manager en charge des industries de défense, au sein du cabinet Avencore. En clair, tourner la page des petites séries et des livraisons s'étalant sur des décennies, de surcroît souvent décalées, car la défense a longtemps été la variable d'ajustement du budget de l'État.

Les industriels se déclarent prêts à relever le défi. « Nous serions capables de monter en puissance, nous l'avons déjà démontré. Ce n'est pas facile. Il faut le planifier. Nous y travaillons et tentons de l'anticiper, car cela ne se fait pas en un claquement de doigts », souligne Éric Trappier, PDG de Dassault Aviation*, le constructeur du Rafale, l'avion de combat français. Le groupe se prépare à porter la production à 5 appareils par mois, contre près de 3 actuellement (1 en 2020) pour notamment renforcer les capacités des armées françaises.

Mais les industriels ne se contenteront pas des seules déclarations politiques. « Nous savons mettre en œuvre des montées en cadence de production et l'avons démontré. Mais il ne doit pas y avoir de mélange des genres. Un industriel produit lorsqu'il a des commandes et pas seulement des intentions de commandes », souligne Philippe Keryer, directeur général délégué, stratégie, recherche & technologie de Thales. Or, pour que l'État passe de nouvelles commandes, il faut des financements. Donc augmenter le budget de la défense, au-delà de ce qui est prévu par la loi de programmation militaire 2024-2030, soit 413,3 milliards d'euros sur la période. Avec 50,5 milliards en 2025 (+3,3 milliards par rapport à 2024), la France

consacre désormais un peu plus de 2% de son PIB à sa défense. Mais il va falloir faire plus. Emmanuel Macron veut augmenter ce budget « sans augmenter les impôts ». Reste que « la question est posée de la réalité sur le long terme de l'argent qui sera mobilisé, de la demande et des moyens, car les industriels ont besoin de visibilité, à au moins dix ans. Or, depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, cette visibilité, via de nouvelles commandes, s'est limitée à certains segments », relèvent Nicolas Beaugrand et Aymeric Gobilliard, associés au cabinet AlixPartners à Paris.

« Il va falloir investir de façon significative »

« Selon une récente note de l'Insee, le taux d'utilisation des machines atteint 90% dans la défense, relève Aymeric Gobilliard. Pour produire plus, il va falloir investir de façon significative. Les industriels y sont prêts dès lors qu'ils ont de la visibilité, comme l'ont déjà fait KNDS, MBDA ou Eurenco. » Depuis 2022, ce sont surtout les industriels produisant des systèmes d'artillerie, de surveillance aérienne, des missiles et des munitions dont Kiev a un besoin urgent, qui ont été en première ligne.

Ainsi Safran produit désormais deux fois plus d'armement sol-air modulaire (AASM), appartenant à la famille des bombes guidées (600 exemplaires en 2024). « Nous pouvons encore doubler, tripler la cadence de l'AASM, de façon agile, en appliquant les méthodes de production utilisées dans le civil pour les moteurs Leap », a indiqué Olivier Andriès, directeur général de Safran, mi-février. Le groupe a déjà décidé d'investir « pour multiplier par 2,5 à 3 fois, la fabrication de turboréacteurs de missiles (notamment Scalp et Exocet de MBDA, NDLR) » dont il est le seul spécialiste en Europe.

De son côté, KNDS France, la branche tricolore du groupe franco-allemand de blindés et matériels terrestres, a investi 500 millions d'euros sur fonds propres pour réorganiser son outil industriel afin d'augmenter la cadence de production du canon Caesar. Il s'est doté de lignes d'assemblage inspirées de l'automobile, a recruté (450 à 500 personnes par an) et a constitué des stocks. La production de canons Caesar a quadruplé à 8 par mois en 2024, contre 2 par mois en 2022. KNDS France vise désormais 12 systèmes d'artil-

lerie par mois. Parallèlement, le cycle de production du Caesar a été raccourci de moitié, à 15 mois. Côté obus de 155 mm, il en sort désormais 50 000 par an, contre 30 000 par an, avant la guerre en Ukraine.

De son côté, Thales a investi 750 millions d'euros sur fonds propres, entre 2021 et 2024, en France, pour augmenter ses capacités. L'an dernier, 24 radars de surveillance et de défense aérienne GM 200, 400 et GF 300 (équipant le SAMP/T franco-italien, équivalent européen du Patriot américain, NDLR) sont sortis de son usine de Limours (Essonne). C'était 12 en 2021. Et ce sera 30 en 2025. Pour sa part, le missile MBDA, codétenu par Airbus, le britannique BAE Systems et l'italien Leonardo, a lancé un plan d'investissement de 2,5 milliards d'euros d'ici à 2028, dont 1 milliard en France, pour notamment augmenter de 50% la production de missiles Aster d'ici à 2026 par rapport à 2022. Cela, en réduisant de 42 à 18 mois le délai de fabrication.

Pour changer de braquet, les industriels se sont organisés : en constituant des stocks de matières premières, 80 tonnes d'aciers spéciaux (contre 5 tonnes avant la guerre en Ukraine) chez MBDA ; et de composants stratégiques, chez Thales, qui s'est doté d'une capacité propre de design de puces, unique en Europe ; et aussi en passant des commandes pluriannuelles aux sous-traitants afin de leur donner de la visibilité. Mais aussi avec des reconversions de sites. Le site de Thales à Ymare à côté de Rouen, spécialisé dans les pièces de radars civils, travaille désormais pour les radars militaires. Cette priorisation, envisagée à grande échelle par l'État, « risquerait toutefois de créer des conflits d'intérêts, car la majorité des entreprises formant la BITD travaille pour d'autres industries qui augmentent aussi leur cadence, notamment l'aéronautique commerciale (Airbus) », relève un observateur.

L'industrie d'armement française, qui est une des rares en Europe à savoir concevoir, construire et maintenir la quasi-totalité des armements, y compris l'arme nucléaire, a démontré son engagement. Elle attend désormais des commandes fermes pour passer à la vitesse supérieure. ■

* Le groupe Dassault est propriétaire du Figaro.

7H-9H
EUROPE 1 MATIN
Dimitri Pavlenko

Retrouvez l'Édito politique à 7h53 avec Alexis Brézet et Vincent Trémolet de Villers du Figaro



Europe 1
LA RADIO LIBRE



Comment mobiliser la finance privée ?

Bertille Bayart

« *La patrie a besoin de vous* », a déclaré Emmanuel Macron dans son allocution télévisée mercredi soir. Cela signifie-t-il qu'elle a besoin de l'argent des Français pour financer l'effort massif en faveur de la défense ?

C'est d'abord l'argent des contribuables qui est sollicité : l'entretien des Armées, les achats de matériels sont du ressort de la dépense publique. Le ministre Sébastien Lecornu évaluait mercredi sur France Inter le « poids de forme » des armées dans le contexte actuel à un budget annuel d'environ 90 milliards d'euros contre 50,5 milliards cette année. Un écart énorme à combler pour un pays incapable de redresser ses comptes. Et cela est censé être fait « sans augmenter les impôts » (Emmanuel Macron) ni « rien abandonner de notre modèle social » (François Bayrou)...

Cette équation apparemment insoluble fait émerger l'hypothèse d'un appel à l'épargne privée. Certains évoquent la possibilité de lancer un emprunt national, volontaire ou forcé. Cette piste aurait peut-être un « effet drapeau », mais aucune utilité financière. Une dette reste une dette, quel que soit le créancier auprès duquel on l'a contractée. Sauf à contraindre les ménages français qui y souscriraient à accepter un rendement inférieur, pour faire baisser le prix moyen de la dette publique.

D'autres pistes, plus disruptives, pourraient-elles être envisagées pour minimiser la dépense publique, ou pour en maximiser l'impact ? Dans *Les Échos* fin janvier, le directeur général d'Axa, Thomas Buberl, proposait de « réfléchir ensemble, pouvoirs publics et acteurs privés, sur des moyens innovants d'investir collectivement dans l'achat de matériel militaire qui serait mis ensuite à la disposition de nos armées ». Une forme de leasing, comme cela existe pour tous les biens d'équipements en somme.

La mobilisation de l'argent privé est surtout attendue dans le financement des entreprises de défense. Sur ce volet aussi, les idées fusent, par exemple celle de lancer un livret d'épargne dédié. Là encore, au-delà du renforcement de

l'esprit de défense, l'intérêt paraît limité. Le sujet n'est pas celui d'une nouvelle enveloppe. Qu'il s'agisse de l'industrie de défense en particulier ou de l'industrie en général, l'enjeu est d'amener l'épargne française et européenne à s'investir sur le marché domestique (alors que 300 milliards d'euros partent chaque année se placer outre-Atlantique) et à prendre un peu plus de risques. Cela suppose moins de contraintes, et plus de perspectives de rendement. Rien d'autre.

Du côté des contraintes, on peut en identifier de trois ordres. La première porte sur les régimes prudentiels des institutions bancaires et des assureurs. Ce sont les règles de Bâle 3 et Solvency 2 qui, au nom de l'exigence légitime de sécurisation du secteur financier, corsètent excessivement la prise de risque.

Mettre l'accent sur les entreprises duales

La deuxième limite est celle créée par la fragmentation du marché européen des capitaux. La France et l'Europe manquent de fonds d'investissement capables de miser plusieurs dizaines voire centaines de millions d'euros sur un seul projet. Il faut donc, en attendant que l'arlésienne de l'Union des marchés de capitaux soit traitée, combler plusieurs failles de marché. Il s'agit d'abord du financement en fonds propres de la chaîne de sous-traitance. Les acteurs dédiés, comme le fonds ACE de Tikehau, dédié à l'aéronautique, ou Ereiné lancé par Weinberg Capital, sont rares. Un nouveau fonds associant des acteurs publics comme la Caisse des dépôts et Bpifrance, et institutionnels privés, devrait voir le jour. Une réunion est organisée le 20 mars par les ministères de l'Économie et des Armées. Des initiatives citoyennes émergent également, comme la création de la plateforme de crowdfunding SouvTech Invest. Il faut ensuite décoincer le financement de l'innovation dans le secteur. Cet impératif, et la résilience de la filière, plaident pour mettre l'accent sur les entreprises duales, dont les activités civiles peuvent créer des effets d'échelle qui aident à rentabiliser les débouchés militaires.

La troisième limite est spécifique au secteur de la défense. Il s'agit des classi-

fications ESG (environnement, social et gouvernance), ces labels de vertu des produits d'épargne, consolidés au niveau européen par la « taxonomie » produite par la Commission. Le secteur de la défense fait peu à peu son retour dans ces classifications dont il a été exclu explicitement ou implicitement. Mais par habitude ou par frilosité des investisseurs, les fonds amendent trop lentement leur doctrine d'investissement. « *La taxonomie doit être réexaminée et mise en cohérence avec les déclarations de la Commission européenne sur la défense et la souveraineté* », a estimé cette semaine Patrice Caine, PDG de Thales. Les prêts bancaires sont aussi visés. Les PME de la filière, ou qui souhaitent travailler pour elle, se plaignent régulièrement d'avoir des difficultés à accéder au crédit, ou à le payer plus cher que pour des activités civiles. Le sujet est pris à bras-le-corps par la profession bancaire et par la DGA (Délegation générale à l'armement). Il reste à lever les dernières ambiguïtés. « *La notion d'armes controversées dans les règlements européens ou même tout simplement dans les normes internes aux organismes bancaires et financiers, génère des freins et une confusion induite touchant les sous-traitants de notre dissuasion nucléaire* », dénonçait en janvier le ministre des Armées Sébastien Lecornu, déplorant des « effets d'éviction inacceptables ». C'est aussi le cas au niveau de la Banque européenne d'investissement (BEI). L'an dernier, ses critères de financement ont été assouplis pour les biens à double usage, afin de financer des équipements militaires sans exiger 50 % d'applications civiles. Il faudra aller plus loin.

Lever les contraintes qui pèsent sur le financement de l'industrie de défense ne servira que si les investisseurs y voient aussi une perspective de rendement. L'élan patriotique ne suffira pas. En bout de chaîne, c'est donc la réalité des carnets de commandes qui déboulera les investissements et réorientera l'épargne. L'envolée des cours de Bourse des grands industriels depuis quelques semaines démontre que l'appétit est là dès lors que les perspectives sont plus solides. Comme le dit un professionnel du secteur, « *dans économie de guerre, il y a économie* ». ■

Amélie de Montchalin : « Il n'y aura pas d'impôt Ukraine »

Propos recueillis par Tristan Quinault-Maupoil et Marie Visot

Amélie de Montchalin, ministre en charge des Comptes publics, exclut que l'endettement finance les dépenses militaires supplémentaires.

LE FIGARO. - Le président de la République a annoncé des investissements supplémentaires pour notre défense mais sans hausse d'impôts ; le premier ministre dit que la priorité budgétaire va à nos armées, mais sans abandonner notre modèle social. D'où va venir l'argent ? AMÉLIE DE MONTCHALIN. - Nous sommes face à un double défi de souveraineté : l'un stratégique et géopolitique, l'autre financier. Et l'un ne va pas sans l'autre. Un pays endetté qui se rend dépendant des marchés financiers, c'est un pays qui perd sa souveraineté. Et si on doit se réarmer, on ne peut pas le faire en étant fragile budgétairement. Faire face à ces défis, cela implique de faire des choix. Ces choix doivent préserver ce qui fait la solidité de notre nation : la solidarité, notre défense, notre éducation... C'est cet ensemble qui nous fait résister à des crises. Dans le moment que nous connaissons, il faut retrouver notre puissance et notre capacité à nous défendre. Pour une raison simple : le lit de l'impuissance fait le carburant des extrêmes.

Sans hausse d'impôts pour la financer, donc ?

Le président de la République a été clair : il n'y aura pas d'impôt Ukraine. Nous avons, nous ne l'oublions pas, le taux de prélèvement obligatoire le plus élevé de l'OCDE. Mais c'est vrai qu'il va falloir revoir nos priorités, nos missions, réévaluer les besoins des Français. Nous devons nous mettre d'accord sur l'essentiel et la démocratie sociale va avoir une place essentielle dans la méthode. Le poison des débats budgétaires, c'est quand les Français ont le sentiment que les choix se font dans leur dos.

La contribution différentielle sur les hauts revenus, qui pourrait se transformer en une taxe pérenne sur le patrimoine, permettra-t-elle de financer en partie le budget de l'armée ? Notre conviction avec Éric Lombard, c'est que l'investissement et la défense de nos entreprises sont prioritaires pour affronter la période qui s'ouvre. Nous ne devons rien faire qui les incite à se désengager dans ce moment crucial. Tout comme nous ne devons pas tolérer les contournements abusifs de l'impôt. Soyons clairs : pour financer notre effort de défense durablement, comme toutes les priorités de l'action publique, c'est bien par la réduction de notre déficit que nous y arriverons.

« Il faut retrouver notre puissance et notre capacité à nous défendre. Pour une raison simple : le lit de l'impuissance fait le carburant des extrêmes »

En tout état de cause, nous allons devoir dépenser plus d'argent public. Votre collègue Sébastien Lecornu évoque une hausse du budget de la défense à 90 milliards d'euros par an...

Nous sommes un pays fort et avec des leviers d'action nombreux, qui permettront de doubler le budget des Armées entre 2017 et 2030. Nous financerons évidemment ce qui est désormais nécessaire. Nous avons de quoi faire face, avec de l'argent public, de l'argent privé, de l'argent européen. Deux questions se posent : quel soutien à l'Ukraine maintenant, avec un montant qui dépend considérablement de l'évolution du scénario géopolitique, d'un potentiel cessez-le-feu, etc. ? Et, par ailleurs, quel modèle d'armée d'ici à 2030 ?

Il n'y aura pas de « quoi qu'il en coûte » militaire ?

Notre dette aujourd'hui nous coûte plus cher qu'hier. Le chemin devant nous ne



Amélie de Montchalin, ministre en charge des Comptes publics.

peut pas être celui de l'endettement. En revanche, c'est celui de davantage d'économies, d'une réflexion globale sur le fonctionnement de notre action publique. Ce n'est ni le temps des sacrifices ni de la tronçonneuse, mais de l'efficacité.

« La dette, ça sert à financer les investissements, des canons ou des centrales nucléaires, pas le Doliprane de ma mère », a déclaré le patron de Bpifrance, Nicolas Dufourcq, qui propose de mettre les retraités à contribution. Qu'en pensez-vous ? Le principe de notre Sécurité sociale, créée il y a 80 ans, c'est un pacte de la nation avec elle-même : les bien portants financent ceux qui sont malades, les actifs financent les retraités. Le premier ministre l'a dit dans son discours de politique générale : le fait que ce pacte social génère aujourd'hui de la dette pour nos enfants est un problème majeur. Nous allons faire les choses avec méthode et proposer comment rééquilibrer le financement de la protection sociale.

L'emploi est un des leviers pour aider à rééquilibrer nos finances publiques. Les Français vont-ils devoir travailler plus ? Encore une fois, nous n'allons pas faire un budget ou concocter une réforme sur un coin de table en 24 heures sur des sujets aussi essentiels. On ne va pas choisir entre la santé et la sécurité des Français. Mais un pays qui se finance, c'est un pays qui produit de la richesse et crée des emplois. Si le taux d'emploi augmentait de 4 points en France, pour rejoindre celui de l'Allemagne, nous aurions une réduction directe du déficit de 25 milliards d'euros.

Certains, comme votre collègue Jean-Noël Barrot, défendent l'idée d'un grand emprunt populaire. Est-ce réaliste ? Avant de parler des outils, il faut définir la nature des besoins et les types de financement, la part entre le financement national et européen.

Le gouvernement veut mobiliser l'argent privé. Comment ? Il ne s'agit pas d'exproprier les Français de leur épargne : ce serait une confiscation. Il s'agit davantage de mobiliser un certain nombre d'acteurs financiers qui, au nom d'un engagement social et responsable, ont souvent mis en place des politiques d'exclusion des entreprises de la défense. Le 20 mars prochain, à Bercy et autour d'Éric Lombard et Sébastien Lecornu, des acteurs privés, financiers et industriels se rencontreront pour que le circuit de l'épargne puisse participer au financement de nos fleurons.

La trajectoire du déficit public est-elle tenable compte tenu des nouveaux impératifs ? Le 5,4 % de déficit en 2025 reste notre cible. Nous y tenons fermement. La nouvelle méthode budgétaire que nous mettons en place nous permettra de surveiller les dépenses et les recettes au fur et à mesure de l'année. Et nous ajusterons s'il faut prendre des mesures correctrices. Il y va de notre crédibilité, tant financière que géopolitique. ■

Jean-Noël Barrot, un ministre propulsé dans le fracas du monde

Tristan Quinault-Maupoil

Le patron du Quai d'Orsay va débiter un tour de France pour expliquer les conséquences des crises internationales. Il défend aussi le lancement d'un grand emprunt militaire populaire.

Les tourments du monde braquent les projecteurs sur le Quai d'Orsay. Entrée en matière ardue pour son locataire, Jean-Noël Barrot. Du Bureau ovale de Donald Trump - où il accompagnait Emmanuel Macron en février - au palais d'Ahmed al-Charaa à Damas - où il s'est rendu en janvier -, l'économiste aborde l'exercice de la diplomatie par gros vents. De la guerre russo-ukrainienne au bras de fer qui oppose la France à l'Algérie, « la situation internationale s'invite avec fracas à la table des Français », remarque le quadragénaire omniprésent dans les médias.

Après sept mois en charge de l'Europe, « un galop d'essai réussi » selon les mots d'un confident de François Bayrou, il est devenu en septembre le patron du très sensible ministère des Affaires étrangères. Dans un gouvernement qui compte deux anciens premiers ministres et quatre ministres d'État, aucun n'a été propulsé au Quai d'Orsay comme ce fut souvent le cas. Seule sa filiation avec l'ancien commissaire européen Jacques Barrot le précède quand il aborde les diplomates.

« À l'heure des guerres commerciales, il n'est pas inutile d'avoir quelques notions d'économie », glisse l'ancien professeur du MIT de Boston et de HEC, et ex-ministre chargé du Numérique. L'un de ses prédécesseurs, l'ancien premier ministre socialiste Jean-Marc Ayrault, doit le rencontrer prochainement mais loue déjà un responsable qui « maîtrise très bien sa fonction dans un style personnel fait de mesure, de sérénité dans un monde très chan-

geant. Et face à un président qui a une pratique très personnelle de la diplomatie, dans un Quai d'Orsay déstabilisé par la réforme de son organisation ».

À l'inverse de Catherine Colonna, restée discrète lors de l'invasion de l'Ukraine puis des attaques du Hamas en Israël bien qu'issue du sérail diplomatique, lui, a décidé de faire feu de tout bois. « Mon objectif est de tourner ce ministère vers les Français, pour que son action ne leur soit plus étrangère. Ce qui se passe ici est l'affaire de tous », résume-t-il avec un maniement de la formule qui ne lui était pas connu.

« Si nous détournons le regard, nous serons un jour ou l'autre entraînés vers la guerre »

Jean-Noël Barrot Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères

Peu habituel chez ses prédécesseurs, il va « lancer une série de déplacements dans toutes les régions » de l'Hexagone « pour aller à la rencontre des Français », annonce-t-il au Figaro. Nantes sera sa première étape lundi. « Ça a du sens, on n'a jamais eu autant besoin d'expliquer quelle était l'action internationale de la France », l'encourage sa voisine de circonscription dans les Yvelines, la ministre Aurore Bergé.

« Qu'ils soient élus locaux, chefs d'entreprise, lycéens ou étudiants ils doivent voir le dessous des cartes, avoir les cartes en main pour prendre pleinement conscience des défis qui sont devant nous », deve-

loppe Jean-Noël Barrot, qui se donne pour « mission de réarmer les esprits ». Tout en prônant un grand emprunt militaire et populaire : « Associer les Français à cet effort à travers un investissement financier de leur part ? Je n'y verrais que des avantages. C'est ce qu'il s'est passé dans de nombreux pays lors des grandes crises. C'est une manière de contribuer à l'éveil des consciences et de permettre à chacun de prendre sa part à l'effort national s'il le souhaite », défend le centriste.

« Il faut écarter la tentation du défaitisme », confie le ministre, qui s'est ému cette semaine au Sénat que des parlementaires communistes adoptent « la rhétorique du Kremlin », en prenant position contre les récentes annonces d'Emmanuel Macron. « À l'extrême droite comme à l'extrême gauche on retrouve l'idée que la guerre d'agression russe en Ukraine serait de la responsabilité des États-Unis et de l'Europe. Si nous détournons le regard, nous serons un jour ou l'autre entraînés vers la guerre », insiste-t-il depuis son imposant bureau où trône l'une des célèbres mappemondes commandées par François Mitterrand avant que l'URSS ne disparaisse.

Le mois dernier, Jordan Bardella l'a attaqué sur BFMTV en lui reprochant de « refuser de discuter avec M. Lavrov », le chef de la diplomatie russe, tout en étant à « plat ventre devant le nouveau régime syrien héritier d'al-Qaïda et de Daech » et « d'une complaisance inouïe avec l'Algérie ». La réplique n'a pas tardé, à la faveur d'une rencontre à Washington entre le président du Rassemblement national et



« Mon objectif est de tourner ce ministère vers les Français, pour que son action ne leur soit plus étrangère », explique Jean-Noël Barrot (ici, le 5 mars, dans son bureau du Quai d'Orsay, à Paris).

SEBASTIEN SORIANO/LE FIGARO

du ministre israélien de la Diaspora Amichai Chikli. Un échange qui a fait sortir le ministre de ses gonds. « Grande leçon de patriotisme et de diplomatie, deux jours après qu'Amichai Chikli a appelé à fermer le consulat général de France à Jérusalem », a-t-il tancé sur le réseau social X, propriété d'Elon Musk. Ce dernier lui

Consulats américains : l'inquiétude des élus face aux menaces de fermetures

Emmanuel Galiero

Des manifestants ont décidé de se retrouver vendredi à Strasbourg devant les portes du consulat américain pour dire « non » à sa fermeture. Yvonne Gonzales, consule générale des États-Unis, ne pourra pas ignorer l'inquiétude des élus et des associations venus lui dire, sur le quai Mullenheim, face au pont Kennedy, tout le mal qu'ils pensent des projets de Donald Trump. La diplomatie américaine, pour faire des économies, envisagerait plusieurs fermetures de consulats, dont quatre en France, comme l'a indiqué la presse américaine.

Franck Leroy, président (ex-Horizons) de la région Grand Est, partage amplement ces craintes car la fermeture du consulat américain au cœur de la capitale parlementaire de l'Union européenne constituerait, selon lui, un inquiétant signal de défiance envers l'Europe. Une alarme largement partagée en France, notamment à Bordeaux, où le maire écologiste Pierre Hurmic pointa lui aussi une menace pesant sur « près de 250 années d'amitié » franco-américaine. Rennes et Lyon seraient également dans le viseur.

Pour Strasbourg, deuxième ville diplomatique de France et cœur de plusieurs institutions internationales, à l'image de New York et Genève, la suppression du consulat américain - le premier fut installé dans la cité en 1866 - serait vécue comme une catastrophe historique et une forme de rupture dans les relations tissées entre la France et les États-Unis. La préfecture du Bas-Rhin abrite notamment 70 consulats, le Conseil de l'Europe et la Cour européenne des droits de l'homme. « Ne nous laissons pas faire ! », a lancé Franck Leroy cette semaine sur les réseaux sociaux, en exprimant sa confiance en l'engagement européen

du gouvernement, du chef de l'État et de nombreux parlementaires.

« Nous ne savons rien de précis et rien n'est confirmé officiellement mais l'émotion commence à grandir car l'importance de ce consulat est majeure. On a l'impression que tout cela est animé par une volonté de balayer des convictions humanistes et une certaine conception de la démocratie », se désole l'élu régional. Jeudi, à l'occasion de la réunion annuelle organisée avec les consulats locaux et après un entretien avec la consule américaine, Yvonne Gonzales, Franck Leroy n'a pas obtenu de confirmation ou d'infirmité concernant cette fermeture. Il sait que la rumeur circule dans les cercles consulaires depuis plusieurs semaines mais jeudi, son interlocutrice n'était pas en mesure de lui dire quand elle pourrait obtenir des précisions sur le sujet. « Je l'ai sentie elle-même inquiète et sincère. Elle connaît l'attachement de l'Alsace à ce consulat et je sais que beaucoup, côté américain, se désolent de cette situation », confie-t-il.

Au pied du mur

Au-delà de la force symbolique de la fermeture du consulat américain dans la cité alsacienne, qu'il analyserait comme une remise en cause du projet européen, Franck Leroy redoute aussi des conséquences en matière économique et politique. Il peine à comprendre le sens des mesures de restructuration qui justifieraient une telle décision dans une région où sont hébergés près de 5 000 ressortissants américains et d'importants capitaux américains, investis dans 217 établissements américains comptant 22 862 employés. Les échanges commerciaux entre la région et les États-Unis représentent 5,2 milliards d'euros d'exportations et 3,6 milliards d'importations. « Dans le Grand Est, les États-Unis arrivent en seconde position des investissements étrangers, après l'Allemagne », fait observer le président Leroy, alors que les

voisins allemands s'interrogent également sur l'avenir des consulats américains dans trois villes importantes que sont Hambourg, Leipzig et Düsseldorf.

Jeudi, au lendemain de l'allocation d'Emmanuel Macron sur le contexte international et au moment même où le chef de l'État participe à un Conseil européen extraordinaire à Bruxelles, Franck Leroy juge les propos présidentiels « très justes ». Il y voit le reflet d'une Europe placée au pied du mur ne pouvant plus compter sur ses alliés américains et se retrouvant confrontée à un virage de l'Amérique « à 180° ». Il estime également que le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, a été traité avec une « brutalité sidérante » par les autorités américaines et déplore des considérations trumpistes « plus commerciales que stratégiques ». « Ce contexte nous inquiète, souligne-t-il, car Donald Trump semble faire peu de choses d'un héritage historique commun datant de plus d'un siècle, fait de solidarité et du sacrifice des soldats américains. Il serait regrettable que ce passé soit abîmé par une logique que l'on ne comprend pas. »

En appelant au « sursaut » européen, Franck Leroy espère des initiatives fortes et des coopérations plus puissantes entre les partenaires de l'Union européenne. Dans cette optique, le 27 mars, à trois kilomètres du consulat américain, il présidera une séance plénière du conseil régional pour faire émerger un accord de coopération entre le Grand Est, territoire peuplé de 25 régions, et le ministère des Armées. « L'Europe est une grande puissance qui s'ignore », regrette-t-il. Entre impatience et détermination, le président de région sait qu'il n'a pas les moyens de garantir le maintien du consulat américain à Strasbourg, mais refusant de croire que cette fermeture est déjà actée à Washington, il préfère retenir une leçon optimiste de l'histoire. « Face à la gravité, l'Europe a toujours su réagir ». ■

La gauche défend le recours à financer la hausse des dépenses

Richard Flurin

Le cap a été fixé par le président de la République lors de son allocution solennelle mercredi soir. Pour faire « face à ce monde de dangers », et en particulier à une Russie qui s'arme à pleine cadence, les pays européens doivent désormais consacrer entre 3 % et 3,5 % de leur richesse nationale aux dépenses militaires. Pour la France, qui finance sa défense à hauteur de 2 % de son produit intérieur brut aujourd'hui, cela représente un effort de 30 milliards à 45 milliards d'euros. Une somme considérable au regard de l'état déplorable des comptes de l'État. Emmanuel Macron ne s'y est pas trompé, anticipant lors de son allocution « des réformes, du choix, du courage ». Mais le président a d'ores et déjà prévenu que cela devait se faire « sans que les impôts ne soient augmentés ».

Une proposition qui ne convient pas à la gauche, laquelle refuse d'écarter le levier fiscal pour financer ce nouvel effort budgétaire. S'il se déclare « d'accord avec le président de la République quand il dit qu'il faut relever notre budget de défense », le député de gauche François Ruffin a estimé sur RTL jeudi matin que « la guerre ne peut pas être le prolongement de la casse sociale par d'autres moyens ». « Il va falloir que les amis de M. Martin (Patrick Martin, président du Medef, NDLR) payent le prix de l'impôt », a-t-il martelé. Pour faire valoir son argument, la figure du camp progressiste s'est appuyée sur un raisonnement historique. « La Première Guerre mondiale, ça a été la naissance en France de l'impôt sur le revenu. La Deuxième Guerre mondiale aux États-Unis, avec Roosevelt, ça a été une multiplication par 20 de l'impôt sur le revenu », a énuméré François Ruffin.

Sa collègue Clémentine Autain s'est inquiétée quant à elle sur Sud Radio « d'une cure d'austérité demandée aux Français » en réaction aux propos d'Emmanuel Macron. « Sans hausse d'impôts, les super-riches ne paieront pas l'effort de dépense », a-t-elle clamé. Le premier secrétaire du Parti socialiste Olivier Faure a également appelé « au patriotisme fiscal » en faisant « contribuer les ultra-riches », après avoir souligné que « le soutien à l'Ukraine est un impératif ». Dans ce message posté sur X mercredi soir, le patron des socialistes a lui aussi mobilisé le souvenir de l'ancien président américain Franklin D. Roosevelt, qui a « eu le courage » de recourir à l'impôt « pour financer une économie de guerre ».

« Il faut que l'on parvienne rapidement à la création d'un livret d'épargne permettant aux Français de faire preuve de patriotisme grâce à la mobilisation de leurs économies »

Patrick Kanner Président du groupe socialiste au Sénat

Pour les parlementaires de gauche, il ne s'agit pas seulement d'obtenir ce faisant de nouvelles recettes pour financer la hausse des dépenses militaires du pays. Le recours à l'impôt permettrait de surcroît de garantir la « justice fiscale », essentielle selon eux pour apaiser le pays dans le contexte inquiétant décrit par le président. « Les guerres réclament l'unité de la nation qui se fait par la justice », a lancé jeudi matin François Ruffin. « Il est plus que nécessaire d'aller au-delà de ce que nous faisons pour le soutien à l'Ukraine, mais ces investissements ne doivent pas se faire aux dépens de la cohésion sociale », renchérit Anna Pic, députée so-



CONTRE-POINT
PAR GUILLAUME
TABARD

Réarmement : un impératif également économique

De la guerre au nerf de la guerre. Au lendemain de l'allocution d'Emmanuel Macron, le débat militaire se transforme en débat budgétaire. Comment financer l'effort de défense envisagé par le chef de l'État ? Se poser cette question, c'est déjà admettre que cet effort est nécessaire. L'ampleur de la menace russe, le déploiement de forces européennes en Ukraine, l'extension du parapluie nucléaire français, la nature de « l'engagement » des citoyens : tout ne va pas de soi dans les pistes présidentielles. Mais l'octroi de moyens supplémentaires pour la défense est approuvé par un large arc politique intégrant une partie de la gauche.

Les clivages réapparaissent cependant dès que la question du financement est abordée. Et le récent débat budgétaire n'incite guère à l'optimisme. Entre la recherche d'un compromis avec le PS et l'absence de véritable réforme structurelle, on a vu le casse-tête d'un budget se contentant de miser sur un objectif de 5,4% de déficit. Comment aller plus loin sur la voie du redressement des finances publiques tout en rajoutant quelque 30 milliards annuels pour porter le budget de la défense de 2% à 3% ou 3,5% du PIB ?

Que la gauche réclame de faire payer « les plus riches » n'est pas une surprise. Mais si, comme le veut Emmanuel Macron, cet effort doit se faire « sans augmenter les impôts », il n'y a pas d'autres solutions que de s'attaquer enfin sérieusement aux dépenses de l'État. Profitant de ce qu'il n'est plus directement aux commandes, le président a sommé les forces politiques, économiques et sociales de faire des propositions. Mais qui y est prêt ? Même les plus réformateurs se contentent de déclarations aussi martiales que générales, ne trouvant guère d'autres exemples concrets que la suppression d'une poignée d'agences de l'État. Quant aux gouvernements successifs, l'actuel compris, la promesse d'une revue détaillée des dépenses ne se traduit en général que par un (léger) coup de rabot généralisé.

Au regard de l'ambition affichée, l'équation passera par des remises en cause radicales. D'abord dans la gestion des dépenses sociales qui représentent à elles seules la moitié des dépenses publiques. C'est la raison pour laquelle Emmanuel Macron en a, une fois de plus, appelé à un changement de logiciel. Mais depuis le Covid, le « rien ne sera plus comme avant » a beaucoup servi. Et si, en dépit de certaines réformes utiles (du marché du travail au RSA en passant par les retraites), il n'a pas réussi à conjurer la spirale de la dette et des déficits lorsqu'il avait les pleins pouvoirs, comment y parviendra-t-il alors qu'il n'est plus maître du gouvernement ? D'autant que François Bayrou et Éric Lombard ont d'ores et déjà prévenu qu'ils ne toucheraient pas au « modèle social ». Et quel clin d'œil pathétique que le jour même où l'on cherche les moyens de financer davantage notre défense, le « conclave » imprudemment voulu par le premier ministre débatta de la remise en cause de l'âge de départ en retraite ! Comme si le « réarmement » souhaité face aux menaces géopolitiques ne passait pas aussi par un « réarmement » économique de la France. ■

frontières européennes ni l'intégrité de notre débat public ne sont négociables. Sur ces sujets il faut être intransigeants. »

Mais c'est d'abord la nature des relations avec l'Algérie qui, en faisant l'objet d'une querelle politique, a obligé le ministre à intervenir dans le débat hexagonal. Le « bras de fer » réclamé par son collègue de l'Intérieur Bruno Retailleau l'a conduit à devoir expliquer la ligne moins abrasive préférée par les diplomates. La manière dont son collègue LR a essayé d'en faire un levier politique l'a agacé alors que les occupants du Quai d'Orsay ont crié à « l'effet de manche ».

En retour, une partie de la droite lui a reproché d'être otage de son administration, réputée conciliante envers Alger. « Quand on vous confie une responsabilité ministérielle, on ne vous demande pas d'être directeur d'administration centrale, mais de conduire une politique », insiste le vice-président du MoDem, qui doit surtout intégrer le domaine réservé d'Emmanuel Macron en le conjuguant à son compagnonnage ancien avec François Bayrou.

« C'est un ministre qui, contrairement à son prédécesseur Stéphane Séjourné, sait dire des choses qu'il pense par lui-même et qui diffère de son administration. Mais il n'a pas une proximité suffisante avec le chef de l'État pour l'amener sur sa ligne, sûrement plus dure à l'égard d'Alger qu'il ne le dit », analyse Roger Karoutchi, le vice-président LR de la commission des affaires étrangères du Sénat.

« Il fait le travail », le félicite le sénateur Claude Malhuret, proche d'Édouard Philippe. Tout en remarquant une rupture de style : « J'imagine mal Jean-Yves Le Drian faire des reels sur les réseaux sociaux, mais ça correspond à sa génération et à l'époque », relativise l'élu, écho au montage vidéo potache publié par le ministre en marge du G20 en Afrique du Sud où il se met en scène en reprenant les codes de la miniserie à succès *Bref*. Malgré le format léché, visionné plus de 400 000 fois sur Instagram, les commentaires ont parfois été acrimonieux. « À force d'être bon en com sans délivrer derrière sur les actes, le retour de boomerang est violent avec des gens qui ne manifestent même plus leur mécontentement, mais, pire, n'écoutent même plus et deviennent indifférents aux politiques », s'inquiète Kéliane Martenon l'ancienne communicante numérique de Bruno Le Maire, également passée par l'Élysée. Jean-Noël Barrot fait le pari que dans la période il sera autant écouté que remarqué. ■

donne également du fil à retordre, depuis qu'il a ferrailé pour la régulation des réseaux sociaux lorsqu'il était à Bercy et qui le poursuit au Quai en prenant part à des incursions électorales en Europe.

« Je le vois beaucoup apparaître sur mon fil Twitter, beaucoup plus que je ne le souhaiterais, observe-t-il, mais la responsa-

bilité revient d'abord à la Commission européenne à qui nous avons délégué notre capacité de sanctionner les plateformes qui ne respectent pas les règles minimales de respect du débat public. Elle doit maintenant sévir et montrer que les règles sont appliquées en Europe. » « Si elle ne le fait pas, elle devra restituer aux États membres

la capacité de le faire pour garantir la vitalité du débat public », tonne le patron de la diplomatie. Et pas question d'imaginer un éventuel « deal » pour la fin de la régulation des réseaux sociaux contre le retrait des droits de douane promis à l'Europe par Donald Trump : « Je m'y opposerais de toutes mes forces car ni les

L'impôt pour militaires

cialiste et membre de la commission de la défense nationale, qui se défend de toute logique « marxiste ». En sus des contribuables aisés, les outils fiscaux doivent également pour la députée socialiste s'adresser aux entreprises, qui ont bénéficié des baisses d'impôts de production et qui tireront des « dividendes de la guerre ».

Le Parti socialiste insiste cependant sur la complémentarité des différentes sources de financement. À la tribune de l'Assemblée nationale et du Sénat en début de semaine, les orateurs socialistes ont plaidé pour un emprunt collectif au niveau européen ainsi que l'utilisation des 200 milliards d'euros d'avoirs russes gelés. Les sénateurs PS ont également déposé il y a plusieurs mois une proposition de loi visant à la création d'un « livret d'épargne défense souveraineté » pour mobiliser l'argent de tous les Français. Les sénateurs de droite ont aussi déposé une proposition de loi allant dans le même sens, preuve qu'un consensus peut aboutir, en tout cas à la Chambre basse.

« Il faut que l'on parvienne rapidement à la création d'un livret d'épargne permettant aux Français de faire preuve de patriotisme grâce à la mobilisation de leurs économies », soutient le président du groupe socialiste au Sénat, Patrick Kanner. Ce dernier regrette qu'Emmanuel Macron ait écarté a priori la piste de la fiscalité et rappelle au surplus qu'en vertu de l'article 34 de la Constitution, « c'est au Parlement que revient le dernier mot en matière budgétaire ». L'élu socialiste du Nord aimerait qu'une nouvelle taxation pour financer ce qu'il appelle « l'économie d'armement » soit délimitée dans les grandes lignes à Bruxelles avant d'être débattue par le Parlement. « Il faut une définition européenne puis des déclinaisons nationales. Le Parlement européen peut accompagner », plaide Patrick Kanner. ■

À l'ombre de l'actualité internationale, Wauquiez accélère sa campagne pour LR

Claire Conruyt

Il faut bien faire campagne, même si les circonstances sont toutes particulières. Ce mercredi soir, tandis qu'Emmanuel Macron annonçait aux Français l'entrée du monde dans une « nouvelle ère » face à la mondialisation de la « menace russe », Laurent Wauquiez donnait rendez-vous aux sympathisants des Républicains à Neuilly-sur-Seine, banlieue chic de l'Ouest parisien. Autrement dit, admet l'un de ses soutiens, un territoire « a priori acquis » à Bruno Retailleau, son concurrent à la présidence du parti.

Depuis leur entrée en campagne, le ministre de l'Intérieur et le patron des députés LR se livrent à une bataille sourde, où l'on évite soigneusement les piques trop directes - la peur, évidemment, d'être accusé d'avoir lancé en premier les hostilités d'une guerre des chefs. Il n'empêche, le malaise est palpable au sein du parti.

« Peut-on se permettre d'avoir un ministre de François Bayrou pour diriger notre famille politique ? », interroge Geoffroy Didier, président délégué de la région Île-de-France. Moins pudique, Patrick Pessis, candidat LR aux législatives de 2022 à Neuilly, rebondit : « On m'a demandé de ne pas dire trop de mal de la concurrence parce qu'on est tous du même parti et tous amis ! Ha ha ha ! Mais, dire du bien, c'est ennuyeux. Alors que dire du mal... », poursuit-il, fort tenté de « re-tailler le costume » de ladite concurrence. Cette petite pointe d'ironie est loin de conquérir la salle. « Je vous donnerai son numéro, on le loue pour la soirée ! », ironise Geoffroy Didier. Rires de circonstance, avant la prise de parole de Laurent Wauquiez.

« Ma mère est dans la salle alors autant vous dire que je suis sous haute surveillance », lance-t-il, après avoir remercié les élus venus le soutenir - parmi eux, les députés Vincent Jeanbrun, Ian Boucard,

Jean-Didier Berger ; l'eurodéputée Isabelle Le Callennec ; la vice-présidente de la région Île-de-France, Florence Portelli ; ou encore, le sénateur de Haute-Loire, Laurent Duplomb. Lutte contre l'immigration, contre la bureaucratie administrative et contre l'assistanat, le rétablissement de l'ordre et défense de l'« assimilation »... Laurent Wauquiez déroule les grands classiques de la droite, promettant un « projet de rupture » pour le parti devant un auditoire de 380 personnes, selon le chiffre revendiqué par son équipe. Tenant à distance un duel à fleurets mouchetés.

Avantages et handicaps

« Je ne veux pas de guerre des chefs, je n'ai pas souhaité qu'on en arrive là et... Voilà, je pense qu'on peut additionner les talents plutôt que de se diviser. Chacun dans son rôle. Nous avons besoin de nos ministres, de ce que fait Bruno, tout entier dévoué à essayer d'avoir des résultats, et ce n'est pas facile dans cette période de compromis », plante-t-il. Citant le cas algérien, sujet de dissensions entre Emmanuel Macron et Bruno Retailleau, il poursuit : « Il faut que notre famille politique ait un président qui puisse se faire entendre sans craindre de déplaire à Emmanuel Macron ou à François Bayrou. » Au *Figaro*, le patron des députés LR poursuit : « La droite ne se refondra pas en se faisant la béquille du macronisme. Sur l'accord de 1968, Bruno n'a même pas rebondi sur les propos du président de la République ! »

Alors que le Congrès est prévu pour la mi-mai, les avantages et les handicaps de chaque candidat les guettent : pour l'un, la liberté de la tribune dans l'ombre ; pour l'autre, les contraintes du pouvoir en pleine lumière. Dès lors, certains font le pari que le ministre de l'Intérieur se verra bientôt contraint par son statut : « S'il ne gagne pas ses différents rapports de force avec Macron, ça va passer pour de l'impuissance, et il va perdre de son capital. Et, s'il claque la porte en disant qu'il n'a pas les

mains libres ? Eh bien, mon gars, il t'a fallu six mois pour t'en rendre compte ? », glisse un connaisseur des arcanes du parti. « Dire : "J'ai fait ce que j'ai pu", ça ne fait pas un président », siffle-t-on dans le premier cercle de Wauquiez.

Car, bien sûr, derrière tout cela se joue la présidentielle à venir. Ce n'est guère assumé par les principaux intéressés, mais les camps Retailleau et Wauquiez se préparent. Chacun sa mise en scène. Laurent Wauquiez, lui, a choisi de se faire accompagner par son épouse, Charlotte. Laquelle, de plus en plus impliquée dans la campagne, parle avec quelques sympathisants réunis dans un bar ce mercredi soir. Tout en les assurant de la motivation de son mari. « Je lui donne quelques conseils, mais je n'ai pas son talent, certifie-t-elle. C'est l'homme de la lumière quand moi je suis plutôt du côté de l'ombre. »

Mais, s'agissant de 2027, « ce n'est pas le moment d'y penser, l'erreur serait d'enjambrer les étapes », martèle Laurent Wauquiez auprès du *Figaro*. Le député de Haute-Loire a, depuis le début, veillé à préciser que le président du parti ne serait pas automatiquement le candidat de la droite pour la prochaine présidentielle. Même si, « oui, évidemment, ça va de pair, glisse un élu. Mais il est trop tôt pour l'assumer. Je pense qu'il ne se sent encore très fragile dans l'opinion. » Au *Figaro*, Laurent Wauquiez précise : « Il y a une très grosse différence entre (Bruno Retailleau) et moi : je suis contre la primaire, ce système importé des socialistes qui lézarde le parti dans des déchirements internes. Lui est pour. Et il a autour de lui des soutiens qui y sont très favorables... » Le député de Haute-Loire vise nommément Xavier Bertrand ou encore David Lisnard. « Les petits barons profitent de la vague retailleau du moment pour se faire Wauquiez, glisse un soutien du député de Haute-Loire. S'il veut s'entourer de petits opportunistes aux ambitions présidentielles évidentes et avancer sur une planche pourrie, grand bien lui fasse ! » Le ton est donné. ■

Écoutez
Guillaume
Tabard
à 8h10
dans la Matinale
de David Abiker
avec LE FIGARO



À Gaza, le Hamas sous forte pression de Trump

Guillaume de Dieuleveult Correspondant à Jérusalem

Le président américain menace le groupe de subir ses foudres, tout en ouvrant un canal direct de négociations.

Tout à sa volonté de voir sortir les 59 otages encore aux mains du Hamas, Donald Trump recourt à sa méthode habituelle : casser les règles et mettre une pression maximale. C'est ainsi que, pour la première fois, les États-Unis ont établi mercredi un canal direct de négociations avec le mouvement islamiste, pourtant classé comme terroriste par leur Administration depuis 1997. Simultanément, le président américain a, une fois de plus, menacé le Hamas de subir les foudres de sa colère.

Illustré par la photo d'un Donald Trump à l'air déterminé et redoutable, un message adressé au groupe islamiste a été publié mercredi soir sur le compte X du président. «*Shalom Hamas : cela veut dire à la fois Bonjour et Au revoir. À vous de décider. Libérez tous les Otages maintenant, pas plus tard, et ramenez les corps de tous les gens que vous avez assassinés, ou c'est FINI pour vous. Il n'y a que des gens malades et tordus pour garder des corps, et vous êtes malades et tordus ! J'envoie à Israël tout ce dont il a besoin pour finir le boulot, pas un seul membre du Hamas ne sera en sécurité si vous ne faites pas ce que je vous dis.* »

Le message a été publié après qu'une délégation d'ex-otages a rencontré Donald Trump dans le Bureau ovale. «*Ma famille et moi-même, nous pensons que vous avez été envoyé par Dieu pour les libérer. Vous avez le pouvoir de le faire* », lui a déclaré Omer Shem Tov, un otage récemment libéré, après 505 jours de captivité. Le message du président américain se termine par une adresse au «*peuple de Gaza* » : «*Un Futur magnifique vous attend, mais pas si vous reprenez les Otages. Si vous le faites, vous êtes MORTS !* »

Depuis son retour au pouvoir, le président américain a menacé à de multiples reprises d'ouvrir «*les portes de l'enfer* » sur l'enclave palestinienne, déjà ravagée par plus d'un an de guerre. Fort de son soutien, Israël s'y prépare.



Le président Donald Trump avec huit otages libérés par le Hamas, à la Maison-Blanche, mercredi. @POTUS/X

Les États-Unis ont repris les livraisons de bombes de 900 kg, interrompues sous l'Administration Biden, et le ministre de la Défense, Israel Katz, a promis jeudi que l'armée frapperait avec une force «*jamais vue jusqu'à présent* » si les otages n'étaient pas libérés. La tension est forte dans la bande de Gaza, où, jeudi après-midi, l'armée a annoncé avoir bombardé un «*groupe d'individus qui étaient en train de poser des explosifs* » près de soldats israéliens, dans le nord de l'enclave.

Parallèlement, le Hamas, comme les États-Unis, reconnaissent avoir ouvert un canal direct de discussions. Côté américain, c'est Adam Bohler, l'envoyé spécial pour la question des otages, qui est à la manœuvre. Il s'agit notamment d'obtenir la libération de cinq otages détenant la nationalité américaine, dont un, Edan Alexander, serait toujours en vie. Jeudi, le Hamas a affirmé qu'il était prêt à entrer dans la deuxième phase de l'accord de cessez-le-feu, qui prévoit un retrait total des

troupes israéliennes et la fin des combats. En revanche, il s'est opposé à la proposition de Steve Witkoff, l'envoyé spécial de Trump au Proche-Orient, qui consistait à prolonger la première phase de l'accord, laquelle devait prendre fin le week-end prochain.

C'est ce refus qui a poussé, dimanche dernier, Benjamin Netanyahu à bloquer l'entrée de l'aide humanitaire dans la bande de Gaza. Avec une conséquence immédiate pour la population de Gaza, qui a aussitôt vu les prix aug-

menter et certaines denrées disparaître des étals. «*Dès que Netanyahu a annoncé sa décision, les commerçants ont fait monter les prix* », peste une habitante de Khan Younes.

«*Shalom Hamas : cela veut dire à la fois Bonjour et Au revoir. À vous de décider. Libérez tous les Otages maintenant, pas plus tard, et ramenez les corps de tous les gens que vous avez assassinés, ou c'est FINI pour vous* »

Donald Trump
Président des États-Unis

Depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, le 19 janvier, environ 78 000 tonnes de nourriture sont entrées dans la bande de Gaza : il s'agit d'aide humanitaire, gratuite, ou de produits destinés au commerce. Cela a entraîné une amélioration immédiate des conditions de vie de Gazaouis, avec le retour de denrées dont ils étaient privés depuis quinze mois. Mais la rupture de la chaîne d'approvisionnement suscite l'inquiétude des organisations humanitaires, toujours au chevet d'une population durement frappée par la guerre. «*Nous ne pouvons pas tirer un trait sur les progrès enregistrés ces derniers jours. L'aide doit rentrer et les otages doivent sortir* », souligne Tom Fletcher, secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et coordonnateur des secours d'urgence pour l'ONU.

Pour les habitants de Gaza, le fragile espoir du retour à une vie normale est en train de s'éclipser. «*Rien n'est clair, dit une habitante, à part une seule chose : les Israéliens nous tuent avec leurs bombardements, le Hamas nous tue avec sa politique et les commerçants nous tuent avec leurs prix. Tous les trois, ils travaillent contre le peuple.* » ■

Le Hezbollah essaie de redéfinir sa place dans le jeu libanais

Sibylle Rizk Beyrouth

Alors que son désarmement est inscrit en haut de l'agenda libanais, les paris sont ouverts sur la volonté ou le refus du Parti de Dieu à se transformer en une formation politique comme les autres.

Les funérailles de Hassan Nasrallah le 23 février ont tourné une longue page de l'histoire du Hezbollah, qu'il a dirigé pendant trente-deux ans. La mobilisation massive organisée pour l'événement montre que le parti tient encore debout malgré l'écrasante victoire d'Israël, qui a éliminé tous ses cadres militaires de premier et de deuxième rang, détruit une grande partie de son arsenal, et imposé de très lourdes pertes humaines et matérielles à la communauté chiite libanaise. Il conserve toutefois une forte base populaire - «*la plus importante du pays* », selon Ghaleb Abou Zaynab, membre du bureau politique du Hezbollah - ainsi qu'un appareil organisé et efficace.

Né au début des années 1980 à la conjonction de la résistance à l'occupation israélienne du sud du Liban et de la dynamique de la révolution islamique iranienne, le Hezbollah est désormais sommé de se «*libaniser* » : rendre ses armes pour devenir un parti politique comme les autres. Rien ne garantit cependant une telle évolution de la «*résistance* », un terme interchangeable en arabe avec le nom du parti, qui en souligne le caractère quasi existentiel.

La fonction militaire régionale du Hezbollah, conçue comme la ligne de défense avancée du programme nucléaire iranien à la frontière avec Israël, relève à coup sûr du passé. Même si de nombreuses questions concernant ses missiles balistiques demeurent : pourquoi n'en a-t-il pas fait usage, la décision lui appartenait-elle ou était-elle tributaire du feu vert iranien, et ces missiles ont-ils été entièrement détruits ? La chute de Bachar el-Assad éloigne en tout cas la possibilité immédiate de reconstituer ce type d'arsenal, et la pression pour le désarmement total du Hezbollah et le démantèlement de sa structure milicienne est maximale. Elle émane d'Israël et des États-Unis, mais aussi des pays du Golfe, Arabie saoudite en tête.

Les effectifs exacts de l'organisation paramilitaire qui disait pouvoir mobiliser une centaine de milliers de combattants, rétrogradés, ont toujours été difficiles à connaître. A fortiori après les pertes subies depuis le 8 octobre 2023. La réorganisation de ces forces est en cours, disent la plupart des analystes, sans visibilité réelle. Les uns évoquent une implication directe de Téhéran pour combler le vide à la direction militaire. D'autres supposent un re-

tour à une structure clandestine, semblable à celle des années 1990.

Le Hezbollah a évité toute présence armée le jour des funérailles de Nasrallah. Ses forces ne sont plus visibles au sud du fleuve Litani, en application du cessez-le-feu du 27 novembre qui prévoit le déploiement de l'armée libanaise jusqu'aux frontières. Le maintien de cinq positions israéliennes en territoire libanais, en violation de cet accord, laisse cependant ouverte la question de la défense légitime contre l'occupation. Officiellement, le Hezbollah s'en remet au nouveau pouvoir exécutif libanais. À terme toutefois, si l'occupation se prolonge, il pourrait être tenté de recourir à des groupes sans affiliation directe avec le parti, qui mettraient les autorités libanaises dans une situation délicate.

Obtenir le maximum

La question du sort des armes au nord du fleuve Litani est plus complexe encore et occupe l'essentiel du débat politique au Liban. L'État doit retrouver le monopole légitime de la violence, affirme depuis son investiture le président Joseph Aoun. Un engagement repris par le gouvernement de Nawaf Salam, auquel le Hezbollah a ac-

cordé son vote de confiance bien que, pour la première fois depuis l'accord de Taëf qui a mis fin à la guerre du Liban (1975-1990), la déclaration de politique générale ne fasse aucune mention à la «*résistance* ». Après Taëf, toutes les milices avaient été dissoutes, sauf le Hezbollah, du fait de l'occupation israélienne dans le sud du Liban. Certains des anciens seigneurs de guerre sont immédiatement devenus des piliers du nouveau système politique (Nabih Berri, Walid Joumblatt), tandis que d'autres en ont été d'abord écartés, à l'instar du chef des Forces libanaises (FL) Samir Geagea, détenu pendant onze années. Pour les uns, le Hezbollah est conscient que son tour est venu et cherche avant tout à obtenir le maximum en échange. Pour d'autres, il est trop tôt pour trancher. «*La transformation des FL en parti politique parlementaire a pris des années, à l'issue de la défaite de ces forces chrétiennes pendant la guerre. La configuration actuelle du Hezbollah est différente, souligne un observateur qui préfère l'anonymat. La participation au pouvoir n'a jamais été un objectif en soi pour le Hezbollah. La direction militaire de l'organisation a toujours été prééminente. C'est son ADN. Sans oublier la part d'idéologie que la figure religieuse du martyr de Hassan Nasrallah renforce. Enfin, la mobilisation qui a eu lieu le jour des funérailles a une forte dimension défensive pour une communauté affaiblie.* »

Le président Aoun a inscrit le désarmement du Hezbollah dans le cadre d'une «*stratégie de défense nationale* » qu'il s'agit de définir. Cela «*nécessite un long processus* », rétorque Ghaleb Abou Zaynab, pour tempérer les pressions. «*Le Liban est notre patrie définitive, (...) nous participerons à l'édification de l'État (...) dont nous sommes une partie intégrante* », a déclaré le secré-

taire général du Hezbollah, Naïm Kassem. Ce positionnement vise-t-il à gagner du temps, traduit-il une réorientation réelle, ou bien celle d'une branche du parti chiite que certains disent divisé ? Les autorités libanaises tentent d'imposer leur agenda malgré une marge de manœuvre extrêmement étroite dans un pays morcelé et en faillite. Leur principal levier est les aides internationales pour la reconstruction des habitations et infrastructures détruites par les frappes israéliennes. Le chantier se chiffre en milliards de dollars. L'objectif est de rétablir la légitimité de l'État en coupant l'herbe sous le pied du Hezbollah, dont la puissance repose en partie sur le soutien social et financier qu'il apporte à ses partisans. Mais cette aide se fait attendre alors que l'embarco sur les vols en provenance d'Iran - soupçonnés de transporter des valises de cash - suscite d'ores et déjà la colère parmi les bénéficiaires. De fait, le blocage des fonds internationaux - du Golfe en particulier - est tributaire de la restructuration bancaire, monétaire et budgétaire entravée depuis au moins cinq ans malgré l'aggravation de la crise économique et sociale qui en découle.

«*La majorité des chiïtes sont fatigués. Ils veulent reconstruire leurs maisons. Les entreprises ont beaucoup perdu. Il faut aussi prendre soin de milliers de personnes handicapées, - l'attaque des bipères a rendu aveugles des centaines de personnes - c'est beaucoup à l'échelle de la communauté. Il y a quelque chose qui s'est rompu dans la relation avec le Hezbollah* », explique Mohamad Hage Ali, chercheur au Carnegie Middle-East. Si l'État n'honore pas sa promesse de reconstruction, ils n'auront d'autre choix que de rester dans le giron du Parti de Dieu, ajoute-t-il. «*Les éléments du récit incriminant l'État sont déjà en place.* » ■

LE

GRAND JURY

Le Grand Jury, le rendez-vous politique incontournable.

DIMANCHE 12H-13H

EN DIRECT DU GRAND STUDIO DE RTL
ET EN DIFFUSION SIMULTANÉE SUR PUBLIC SENAT

6

#LeGrandJury

Louis Hausalter

L'ancien président de l'Assemblée nationale, dont la nomination a été validée par le Parlement à une voix près, doit prêter serment ce vendredi devant Emmanuel Macron.

La petite cérémonie doit avoir lieu à huis clos ce vendredi à midi, dans le salon des Ambassadeurs de l'Élysée. Après un mot d'accueil d'Emmanuel Macron, les trois nouveaux membres du Conseil constitutionnel prêteront serment, à la veille de leur entrée en fonction pour une durée de neuf ans non renouvelable. Une nouvelle vie commence donc pour le sénateur Les Républicains Philippe Bas, désigné par le président du Sénat, Gérard Larcher ; l'ex-députée MoDem Laurence Vichnievsky, choisie par la présidente de l'Assemblée, Yaël Braun-Pivet ; et surtout l'ex-titulaire du perchoir Richard Ferrand, nommé par Emmanuel Macron à la présidence de l'institution chargée de vérifier la conformité des lois à la Constitution. La décision présidentielle a suscité son lot de polémiques, qu'il lui faut désormais faire oublier au moment de succéder à Laurent Fabius, dont le mandat expire samedi.

Auprès de ses interlocuteurs, l'ex-premier ministre socialiste s'est montré pincé que le chef de l'État choisisse Richard Ferrand pour prendre sa suite. Il faut dire que l'intéressé n'a pas son parcours de normalien, énarque et conseiller d'État ayant ensuite enquéillé quantité de fonctions électives et ministérielles, jusqu'à Matignon. Sa nomination par Emmanuel Macron a d'ailleurs provoqué un tir de barrage de professeurs de droit lui déniant toute compétence. Mais, dans le paysage politique, c'est surtout sa grande proximité avec le chef de l'État qui a été pointée de toutes parts, alors que Richard Ferrand a été l'un des premiers soutiens d'Emmanuel Macron et l'architecte en chef de son mouvement En marche.

Autant de critiques qu'il s'est employé à déminer le 19 février, lorsqu'il s'est présenté « avec humilité » devant les commissions des lois de l'Assemblée et du Sénat. Évoquant ses « très modestes études » de deux ans de droit avant d'entamer tôt une vie professionnelle qui l'a conduit au journalisme, à la communication, puis au monde mutualiste, Richard Ferrand s'est défini comme « un serviteur de la République ». Lui qui s'est engagé jeune au Parti socialiste par admiration pour François Mitterrand a tenu à faire sien le « devoir d'ingratitude » théorisé en son temps par Robert Badinter, quand le président socialiste l'avait nommé à la tête du Conseil.

« Je mesure pleinement l'ampleur de la mission. Je sais ce qu'elle suppose d'oubli des engagements passés, d'abnégation, d'impartialité, en un mot de sagesse », a-



Richard Ferrand prend la tête du Conseil constitutionnel pour une période de neuf ans non renouvelable.

PAUL DELORT/LE FIGARO

Ferrand, une nouvelle vie au Conseil constitutionnel

Il assurait aux députés. À ceux qui s'offusquaient que l'on ne nomme pas un juriste capé, ce natif de l'Aveyron qui s'est ensuite enraché dans le Finistère a fait valoir l'importance de « la connaissance du réel ». « Tous ceux qui ont assisté ou visionné les auditions ont reconnu qu'il était à cet instant le mieux à même de prendre et de hisser la charge », défend l'avocat et ex-questeur de l'Assemblée Florian Bachelier, proche de Richard Ferrand, dont il assure qu'il n'est « ni homme de cour ni héritier de caste ».

Mais il s'en est fallu d'une voix pour que le Parlement n'empêche la nomination de Richard Ferrand, qui n'a dû son salut qu'à l'abstention du Rassemblement national. De quoi susciter la gêne dans le camp présidentiel. « C'est grâce à Marine Le Pen que Ferrand est là. Le reste c'est de la littérature », soupire un interlocuteur d'Emmanuel Macron. À droite comme à gau-

che, on a aussitôt soupçonné « un deal caché », selon les termes du député LR Olivier Marleix. Les élus RN, eux, ont laborieusement justifié leur choix en assurant que les candidats alternatifs d'Emmanuel Macron s'appelaient Christiane Taubira ou Éric Dupond-Moretti - ce qui relève de leur pure imagination.

D'autres pistes sont plus sérieuses. Alors que le Conseil constitutionnel doit prochainement examiner une affaire qui pourrait avoir un impact favorable sur son sort judiciaire, Marine Le Pen croit-elle en la mansuétude d'un Richard Ferrand qui a une piètre opinion des juges ? Le sexagénaire reste marqué par l'affaire des Mutuelles de Bretagne, qui l'a contraint à quitter un poste de ministre en 2017, avant d'être mis hors de cause par la Cour de cassation. À ses proches, Richard Ferrand a avancé une explication plus simple : quand il présidait l'Assem-

blée nationale, il n'a jamais refusé une entrevue à Marine Le Pen, alors députée non inscrite, traitée avec les mêmes égards que n'importe quel élu de l'Hémicycle. Le même s'est d'ailleurs ému auprès d'Emmanuel Macron l'été dernier, quand le bloc central et la gauche ont manœuvré pour priver le RN de postes clés à l'Assemblée.

Reste que, si Richard Ferrand a senti le vent du boulet, c'est aussi en raison de l'attitude des LR, alors que Laurent Wauquiez avait appelé à s'opposer à sa nomination. Un épisode qui a mis à mal la solidité de la coalition autour de François Bayrou. « Tout le monde a la volonté de refermer la parenthèse pour que ça ne devienne pas une plaie », dédramatise un ministre. Ce qui n'empêche pas Richard Ferrand de garder une dent contre Gérard Larcher, accusé de n'avoir pas dissuadé les sénateurs de droite de voter contre lui.

Mais, depuis que sa nomination a été actée, il s'est surtout attelé à préparer son atterrissage dans les élégants bureaux de la Rue de Montpensier. Il a d'abord pris soin de confier à un administrateur judiciaire la dissolution de sa société de conseil, lancée après sa défaite aux législatives de 2022, et d'envoyer des lettres de démission de ses fonctions au groupe de cliniques Elsan et auprès d'un fonds du Crédit mutuel. Des précautions qui s'expliquent surtout par une certaine propension à l'« angoisse médiatique », comme on le dit dans l'entourage de cet homme habitué à fuir la lumière.

Richard Ferrand ne compte d'ailleurs pas donner autant dans la communication que Laurent Fabius, qui aimait incarner l'institution, non sans susciter des agacements au sein du collège. Certes, le nouveau président du Conseil constitutionnel s'emploiera à défendre l'institution quand elle est critiquée, comme lorsqu'elle a très largement censuré la dernière loi immigration l'an dernier. Mais il compte associer aux efforts d'explication des décisions - qu'il juge nécessaires - les autres Sages, lui qui, devant les parlementaires, a insisté sur l'importance de la « collégialité ».

« Je mesure pleinement l'ampleur de la mission. Je sais ce qu'elle suppose d'oubli des engagements passés, d'abnégation, d'impartialité, en un mot de sagesse »

Richard Ferrand

Ces derniers jours, Richard Ferrand a rencontré tous ses futurs collègues. Celui qu'il connaît le mieux est l'ancien ministre radical Jacques Mézard, lui aussi un soutien historique d'Emmanuel Macron, qui l'a nommé au Conseil en 2019. Première décision d'importance : il lui reviendra de nommer un nouveau secrétaire général, la cheville ouvrière du Conseil, puisque l'actuel titulaire du poste, Jean Maïa, a été proposé par Emmanuel Macron pour prendre la tête de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP). Pour le reste, Richard Ferrand découvrira lundi le détail des affaires en instance et présidera dès mercredi sa première audience.

À l'aube de cette nouvelle vie de neuf ans, Richard Ferrand a forcément été troublé en lisant, la semaine même de sa prise de fonction, les nécrologies de Jean-Louis Debré, disparu mardi. Comme lui, celui qui a présidé le Conseil constitutionnel entre 2007 et 2016 fut un ancien président de l'Assemblée. Comme lui, il a été nommé par un président dont il était un fidèle d'entre les fidèles. Jusqu'au bout, Debré a été chiraquien. Ferrand ne saurait se défaire d'un coup de son étiquette macroniste, lui que le chef de l'État appelle souvent pour lui demander des conseils, sans forcément les écouter. « C'est celui qui dit vraiment son fait au président et n'appelle pas ensuite la presse pour le raconter », a glissé Édouard Philippe à une sénatrice qui hésitait à approuver sa nomination. Prudent, l'homme prévoit d'espacer ces contacts. Mais il sait que le devoir de réserve n'a pas le pouvoir d'effacer une amitié. ■

Ces perdants macronistes qui se « recasent » près du pouvoir

Loris Boichot

Emmanuel Macron a réuni tout ce que son camp compte de candidats battus aux élections législatives. Dans les jardins de l'Élysée, ce 29 août 2022, il promet à ses quelque 200 invités - dont une centaine d'anciens députés balayés - de les « aider ». « Nous vous devons de vous accompagner dans cette période », leur lance-t-il. Il ajoute : « Je serai toujours là pour vous, parce que vous avez toujours été là pour moi ».

Dans son auditoire, personne ne se doute qu'une centaine de nouveaux défaits quitteront l'Assemblée nationale deux ans plus tard, emportés dans le fracas de la dissolution. Beaucoup peineront à trouver un emploi, mais d'autres bénéficieront du soutien promis par le chef de l'État.

Cette semaine, son engagement a été tenu pour trois anciens députés de son camp, promus à d'augustes fonctions. Richard Ferrand, ancien président de l'Assemblée nationale, doit prendre vendredi la présidence du Conseil constitutionnel, une nomination vali-

dée par les parlementaires à une voix près. Son ex-ministre déléguée chargée de la Jeunesse Sarah El Haïry, a été proposée haut-commissaire à l'Enfance. Quant à son ancien ministre de l'Europe, puis des Transports, Clément Beaune, il succède à François Bayrou à la tête du haut-commissariat au Plan, comme l'a révélé lundi *Le Figaro*.

Derrière ces nominations critiquées - leurs contempteurs évoquent le « recasage » de « copains » du pouvoir -, un spectaculaire phénomène de reconversion touche d'anciens députés devenus ministres, dirigeants d'instances ou conseillers ministériels. La fin du cumul des mandats est passée par là : la plupart d'entre eux se sont retrouvés sans fonction de maire, président de département ou président de région après leur défaite. Mais ils ont pu toucher 57% de leur indemnité parlementaire chaque mois (soit 4353 euros brut), au titre du chômage - leur régime est allié sur celui des salariés depuis 2018.

Emmanuel Macron et François Bayrou ont tenu à leur ménager plusieurs places. Non écrite mais appliquée sous plusieurs gouvernements, la règle consistant à exclure d'un exécutif les

candidats battus aux législatives a été enterrée. Michel Barnier, puis son successeur centriste, n'ont pas hésité à en faire quelques-uns ministres. « De fait, cette règle a pris fin sans que cela nous soit reproché dans l'opinion », relève Patrick Mignola, ministre des Relations avec le Parlement, l'un des cinq actuels membres du gouvernement battus en 2022 ou 2024 - avec Manuel Valls (Outre-mer), Amélie de Montchalin (Comptes publics), Laurent Saint-Martin (Commerce extérieur) et Patricia Mirallès (Anciens combattants).

Connaissance du Parlement

« La légitimité démocratique est fondamentale, mais l'expertise doit aussi être valorisée », juge Patrick Mignola. Défait dans sa circonscription de Chambéry (Savoie) en 2022, ce proche du premier ministre s'est adjoint les services d'une autre ancienne députée du Mouvement démocrate (MoDem), Anne-Laure Babault, qu'il a choisie comme conseillère.

Fait nouveau depuis le passage de Michel Barnier à la tête du gouvernement, une série d'ex-parlementaires se sont

reconvertis en collaborateurs ministériels. L'ancien premier ministre avait nommé à la tête du « pôle défense » de Matignon l'ex-député (Les Républicains, LR) François Cornut-Gentille, défait en Haute-Marne en 2022, quand sa ministre de l'Éducation nationale, Anne Genetet, avait recruté dans son cabinet l'ancien député (Renaissance) Robin Reda.

Sous François Bayrou, le mouvement s'est amplifié. Son directeur de cabinet adjoint, Louis Margueritte, et son conseiller presse, Bruno Millienne, ont tous deux perdu leur circonscription de Saône-et-Loire et des Yvelines en juillet dernier. À Bercy, l'ancien député de Haute-Garonne Mickaël Nogal est devenu « conseiller spécial » du ministre Éric Lombard.

À la Justice, Gérald Darmanin a donné le même titre à l'ex-députée Marie Guévenou, son ancienne ministre déléguée chargée des Outre-mer. Leur connaissance du Parlement est recherchée, à les entendre. « L'expérience politique, ça met en confiance les dirigeants : on sait anticiper les coups bas, les vraies et les fausses alliances », avance Bruno Millienne, depuis Matignon.

Avoir des « technos », c'est bien, mais peut-être pas suffisant. »

Chez les « technos », en parallèle, la tentation de rejoindre des cabinets s'affaiblit. La récente valse des gouvernements a découragé de nombreux hauts fonctionnaires : pourquoi abandonner son administration pour rejoindre un exécutif en sursis ?, s'interrogent-ils. Quitte à laisser du terrain à des profils plus « politiques ».

L'après-Assemblée nationale, pour l'immense majorité des macronistes défaits, ne s'est pas déroulée dans des cabinets ministériels ou à des fonctions de premier plan. Mais dans le privé, ou à la retraite pour les âgés. « Pour beaucoup, c'est vachement dur : quand vous êtes de la macronie, on vous tourne le dos », assure l'ancien député Patrick Vignal. À 67 ans, ce membre de Renaissance a retrouvé du travail auprès d'une grande entreprise de travaux publics, et a commencé une formation en affaires publiques à Sciences Po. Face aux reconversions de ses anciens collègues auprès du pouvoir, il se dit « partagé » : « Si c'est pour avoir un salaire, ça m'énerve ; si c'est pour s'ouvrir le ventre pour la cause qu'on défend, tant mieux. » ■

Les préfets de département, hommes forts de la République aux pouvoirs bientôt élargis

Jean-Marc Leclerc

Le gouvernement travaille sur deux décrets visant à renforcer leurs prérogatives. Un vrai retour de balancier, porté notamment par le ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, après des décennies d'effacement de l'État au plan local.

« **C'**est le même marteau qui frappe, on a seulement raccourci le manche. » Le gouvernement a décidé de redonner toute sa vigueur à la célèbre formule du président du Conseil Odilon Barrot, s'agissant de l'action des préfets, représentants du gouvernement dans les territoires. En liaison avec Matignon, le ministre LR de l'Intérieur, Bruno Retailleau, est en train de mettre la dernière main à deux décrets très attendus dans la haute fonction publique : des textes, soumis dans les semaines à venir au Conseil d'État, doivent redonner du pouvoir aux préfets, tout particulièrement dans les départements.

Au programme : en plus des effectifs supplémentaires dans les préfectures (101 emplois, autant que de départements, l'an dernier, et 101 de plus cette année), les préfets vont devoir être consultés sur les nominations de tous les chefs de service, leur notation, leurs primes, mais aussi sur l'implantation des services publics de l'État dans leur territoire. Pour rompre avec cette fâcheuse manie qu'ont prise les administrations centrales de manager tout depuis Paris, sans toujours se soucier de l'échelon local. Un décret spécifique va donc y mettre bon ordre.

Ce n'est pas tout. Un second décret est en préparation. Il porte sur le pouvoir de dérogation accordé au préfet de département et ce n'est pas anodin. Ce pouvoir de déroger aux normes édictées par l'échelon central existait déjà, mais « *engoncés dans des règles formelles trop restrictives qui obligent à consulter systématiquement Paris* », confie un grand préfet. Ce qui est, selon lui, « *totalemment inhibant* ».

« *Déroger, cela peut consister en l'allongement de la durée de validité d'une subvention pour tenir compte de situations particulières, ou en l'élargissement d'une zone géographique pour qu'un quartier bénéficie des mêmes dispositifs que la rue d'à côté; cela peut être utile pour faciliter l'octroi d'aides également* », explique un préfet de département rural. Un préfet plus chevronné ajoute : « *Ces dérogations peuvent porter sur des questions d'urbanisme, d'environnement ou de sécurité, notamment concernant les établissements recevant du public, des commerces, des restaurants, des bars.* »



Bruno Retailleau (au centre) et le préfet des Alpes-Maritimes, Hugues Moutouh, lors d'une visite du ministre de l'Intérieur axée sur les contrôles aux frontières et la lutte contre l'immigration clandestine, à Menton, le 18 octobre 2024.

Avec ces nouveaux décrets, l'objectif est clair : alléger le formalisme et étendre les matières où le préfet de département peut intervenir, en l'érigeant en acteur clé de la proximité. « *En tout état de cause, ses actes sont soumis au contrôle du juge* », rappelle un haut fonctionnaire à Beauvau.

Les préfets sont, il est vrai, à la croisée des chemins de toutes les politiques ministérielles. Ils sont 127 répartis dans les départements, les régions, les zones de défense, de Lille à Marseille, en passant par Guéret ou Cayenne. Sans compter les sous-préfets, qui les secondent dans les 332 arrondissements du pays. « *La légitimité du préfet dans les territoires, il la tire de sa capacité à réunir tous les partenaires autour d'une table. Il est le pivot de la concertation au plan local et les élus attendent énormément de lui* », estime le préfet Franck Robine, directeur de cabinet de Bruno Retailleau.

Le ministre de l'Intérieur produit-il une circulaire censée marquer un tour de vis sur les régularisations de sans-papiers en France? C'est aux préfets qu'il l'adresse. Qu'un incendie ravage une forêt, qu'un cyclone dévaste Mayotte, les Antilles ou La Réunion et c'est le préfet et ses équipes qui se portent aux avant-postes pour coordonner les secours, en lien étroit avec les collectivités territoriales. Le pouvoir du préfet n'a d'égal que sa vulnérabilité. Lorsqu'un problème se pose, d'ordre public ou de simple gestion des personnels, c'est le préfet ou la préfète qui saute.

Menace purement théorique? Allez demander à Lydia Guirous, ancienne porte-parole du parti LR, bombardée préfète déléguée à l'égalité des chances en Gironde, au bénéfice de la réforme Macron censée ouvrir ces éminentes fonctions à de nouveaux profils issus de la société civile. Le 5 février dernier, après des accusations de management inapproprié émises par plusieurs fonctionnaires préfectoraux, cette quadragénaire pleine d'allant a été remerciée, sans autre forme de procès, « *à sa demande* », est-il écrit dans le décret du président Macron qui la démet.

« La légitimité du préfet dans les territoires, il la tire de sa capacité à réunir tous les partenaires autour d'une table. Il est le pivot de la concertation au plan local et les élus attendent énormément de lui »

Franck Robine, préfet et directeur de cabinet de Bruno Retailleau

Six mois plus tôt, le 16 juillet 2024, pour des questions de méthode là encore, le préfet du Tarn, Michel Dubois, énarque lui, avait connu la même disgrâce. « *C'est sûr, admet un jeune préfet d'un autre département, nous sommes révocables ad nutum, tous les mercredis, mais je ne voudrais pas exercer un autre métier; c'est le plus beau de la fonction publique.* »

Le 26 novembre dernier, lors de la dernière assemblée générale de la puissante association du corps préfectoral, Bruno Retailleau a redit son souhait de graver dans le marbre les nouveaux pouvoirs des préfets. Son bras droit, le préfet Robine, tient à apporter cette précision : « *Le président de la République a lui-même dessiné les contours de cette politique le 12 mars 2024, lors d'une convention managériale à Paris, où il s'adressait à 700 préfets, sous-préfets, directeurs et opérateurs de l'État.* » Il était alors question de réhabiliter la culture du résultat. Une administration plus proche des gens, capable de livrer le service au ci-

toyen « *jusqu'au dernier kilomètre* ». Histoire de tirer les leçons du mouvement des « *gilets jaunes* » notamment, qui avait mis en exergue les méfaits d'une centralisation excessive et autoritaire.

Il se trouve que Bruno Retailleau et Emmanuel Macron sont totalement alignés sur la nécessité de renforcer le pouvoir des préfets au niveau des départements. « *Paris ne sait pas tout* », aime à rappeler le Vendéen lors de ses déplacements dans les territoires. À Metz, le 15 novembre dernier, il déclarait : « *Plus la distance est grande, plus la confiance se réduit* », souhaitant que « *l'État se réorganise autour du préfet de département afin que l'État ne parle que d'une voix* ». Nous y sommes.

Ce mouvement est un retour de balancier. Ces dernières décennies, « *on a assisté à un éclatement de l'État au plan local* », déplore une source autorisée à Beauvau. L'échelon central anime à distance ses services dans les territoires, où il a multiplié les directions interdépartementales et les états-majors régionaux et zonaux, tandis qu'ont enflé parallèlement des agences de l'État sur maintes thématiques : l'amélioration de l'habitat, la biodiversité, la rénovation urbaine, la maîtrise de l'énergie. Sans parler des offices divers et variés.

À cela s'est ajoutée, sous la présidence Chirac, la réforme visant à renforcer les prérogatives du préfet de région, au détriment de l'action du préfet de département, qui se voyait cantonné à la gestion des forces de l'ordre, de la sécurité civile et de la cohésion. « *La police, les pompiers et les SDF* », résume un préfet, dépité. Selon lui, « *on a déshabillé les préfetures de département* ». Leurs directions départementales de l'équipement (DDE), par exemple, ont perdu leur substance; les budgets et les effectifs ont fondu.

C'est ce mouvement que l'exécutif veut enrayer, en redonnant des moyens au préfet de département. Bien sûr, celui-ci verra toujours son action limitée vis-à-vis de certaines institutions. La justice est ainsi protégée par une séparation stricte des pouvoirs. Les armées, l'Éducation nationale ont également leur dynamique et leur hiérarchie propre.

Élisabeth Borne, ministre de l'Éducation, gardera donc la main sur la nomination des recteurs, mais, au-dessous, les directeurs académiques des services de l'Éducation nationale (DASEN) seront soumis au regard du préfet de département. La question de la carte scolaire pourrait aussi le concerner plus directement. Idem s'agissant des agences qui vivent un peu trop leur vie.

Les acteurs locaux n'en peuvent plus des normes paralysantes. « *On l'a bien vu après le passage du cyclone Chido à Mayotte; il a fallu, pour engager la reconstruction, en passer par une loi d'ur-*

gence qui consiste principalement en des assouplissements aux règles d'urbanisme et de commande publique », rappelle un secrétaire général de préfecture. À l'entendre, « *une simplification s'impose dans tous les territoires* ».

Bruno Retailleau n'ignore pas que la réforme qui a supprimé le corps préfectoral le 1^{er} janvier 2023, pour tirer les conséquences de la création du corps des administrateurs de l'État, avec suppression de l'École nationale d'administration (ENA) au profit d'un Institut national du service public (INSP), a pu créer un trouble.

Matignon attend désormais la copie des ministères, pour bleuir les deux décrets d'ici au mois mai, si tout va bien. Le maire de Pau, en tant que grand élu local, ne peut se montrer insensible à l'idée de redorer le blason du préfet de département. Son ministre de l'Intérieur n'a pas attendu la production de nouveaux textes pour agir. Il pilote ses préfets dans les départements avec une un style « *franc et direct* » qui n'est pas pour déplaire aux plus engagés d'entre eux.

« *Régulièrement, il nous reçoit à Beauvau, au moins une fois tous les deux mois, voire une fois par mois* », confie l'un d'eux. Le reste du temps sont organisées des visioconférences thématiques présidées par le directeur de cabinet du ministre ou l'un de ses adjoints, par exemple sur la politique migratoire.

« La culture du résultat prônée par Bruno Retailleau est plus douce que celle des années Sarkozy et respectueuse des spécificités des territoires »

Un préfet très en vue à Paris

Globalement, les préfets de département sont libres de gérer l'action publique sur leur territoire, dans le respect des priorités gouvernementales. Ils reçoivent 3 à 4 circulaires par jour, émanant des diverses directions des ministères. « *C'est clairement trop, mais on les applique avec pragmatisme* », explique un préfet.

La bureaucratie guette tout de même lorsque l'on apprend que, s'agissant des indicateurs de performance, les préfets en territoriale ont 138 priorités de l'État à décliner localement et qu'ils doivent rendre des comptes sur leurs avancées au moyen d'un logiciel dédié. Ils sont assistés dans leur tâche par un Conseil supérieur de l'appui territorial et de l'évaluation, présidé par le préfet Bernard Schmelz. Un outil apprécié dont les conclusions mériteraient toutefois d'être mieux suivies par les échelons centraux, selon certains préfets du terrain.

« *La culture du résultat prônée par Bruno Retailleau est plus douce que celle des années Sarkozy et respectueuse des spécificités des territoires* », remarque un préfet très en vue à Paris. Un pont de la préfecture qui n'a plus rien à prouver le dit sans filtre : « *D'avantage de pouvoir par décret, c'est bien, mais on ne va pas se mentir; les chefs qui savent cheffer le resteront; préfet, c'est une fonction qu'il faut incarner.* »

Un point remonte de façon récurrente : au-delà du fait que l'on ne peut plus exercer le métier de préfet que neuf années durant au maximum, il apparaît contre-productif de limiter à seulement deux années le temps de service dans un département. « *Deux ans, ce n'est pas suffisant pour maîtriser un territoire* », se désole un saint-cyrien, ancien commandant de gendarmerie.

Le combat de la simplification administrative se joue en interministériel. « *Il est âpre et il révèle l'incroyable force de résistance de l'État profond* », assure au Figaro l'un des préfets les plus capés de France. À l'entendre, cette inertie est celle des administrations et entités centrales qui veillent jalousement sur leurs prérogatives. Elles ont pléthore d'effectifs et elles ne rendront pas les armes facilement, face à celui qui serait tenté un jour de dégraisser le mammoth pour reverser une partie des agents sur le terrain, au plus près des administrés et des nécessités opérationnelles. ■

ARTCURIAL

HERMÈS
2020
Sac Kelly Sellier 25
Veau Epsom
Vendu 30 176 €



ESTIMATIONS GRATUITES
& CONFIDENTIELLES
Hermès & Luxury Bags

Vente en préparation - Juillet 2025 à Monaco

Clôture du catalogue +33 (0)1 42 99 16 59
mai 2025 vdebreil@artcurial.com

Deux prisons haute sécurité pour les 200 « plus gros narcotrafiquants »

Paule Gonzalès

Les établissements de Vendin-le-Vieil, dans le Pas-de-Calais, et Condé-sur-Sarthe, dans l'Orne, ont été choisis pour les regrouper.



La prison de Vendin-le-Vieil (Pas-de-Calais) est parmi les plus sécurisées de France. PHILIPPE HUGUEN / AFP

« Une révolution carcérale », historique et « globale ». Voilà ce que Gérard Darmanin a annoncé, jeudi soir, au « 20 Heures » de France 2. Entre la fin du mois de juillet et le 15 octobre, 200 des 700 narcotrafiquants les plus dangereux de France seront incarcérés dans les deux maisons centrales les plus sécurisées du territoire.

À commencer par celle de Vendin-le-Vieil, dans le Pas-de-Calais. Puis, à l'automne, ce sera au tour de Condé-sur-Sarthe, dans l'Orne, d'accueillir le « nec plus ultra » du crime organisé qui sera soumis à un régime carcéral particulièrement contraignant. Sont prévus un endiguement physique parti-

culièrement sévère et la généralisation de la visioconférence pour voir leur juge et éviter une nouvelle tragédie comme celle du péage d'Incarville, lors de l'évasion de Mohamed Amra en mai dernier. D'ici à 2027, quatre ou cinq autres établissements devraient être mis à niveau pour accueillir 500 autres détenus dangereux.

Fin mars-début avril, à quelques exceptions près, ces deux établissements seront vidés de leurs 350 détenus qui seront alors répartis vers d'autres établissements pour peine. Quatre mois seront nécessaires pour effectuer les aménagements. Vendin-le-Vieil est l'établissement le plus facile à adapter. Son niveau de sécurité actuel n'entraînera pas de travaux pharaoniques et les ajustements en-

treront dans l'enveloppe de quatre millions d'euros promise par le garde des Sceaux.

Un hélicoptère à proximité

Pour les spécialistes de la pénitencier, « il s'agit de simplement renforcer la sécurité périmétrique et celle du parking de l'établissement et de fixer des caillebotis aux fenêtres ». Mais aussi, pour Vendin-le-Vieil comme pour Condé-sur-Sarthe, d'équiper ces établissements d'hygiaphones puisque les contacts physiques seront prohibés, l'installation de portails à ondes millimétriques plus performants encore, et des salles de visioconférence dignes de ce nom puisque sera évité au maximum le risque des extractions. Outre des niveaux de sécurité qui sont

très largement supérieurs à d'autres établissements, comme ceux de Saint-Maur et surtout d'Arles, Vendin-le-Vieil et, dans une moindre mesure, Condé-sur-Sarthe ont l'avantage d'être plus proches de Paris - une heure et demie de trajet pour le premier - dont le Tribunal gère les affaires de criminalité organisée les plus graves. Il sera donc plus simple, en cas d'extrême nécessité, d'organiser des extractions, ou de faire se déplacer les juges d'instruction en charge de ces gros dossiers. Vendin-le-Vieil dispose par ailleurs d'un hélicoptère non loin.

De plus, le ministre de la Justice a promis que plusieurs compagnies d'intervention d'élite - les ERIS, équivalent pour la pénitencier du GIGN - seraient à demeure dans ce type d'éta-

blissement. Cela ne se fera pas en un jour. Dans un premier temps, en cas d'incidents graves, il faudra donc faire se déplacer ces forces d'intervention. Mais, d'ici au 15 octobre prochain, la Chancellerie peut se donner les moyens de rapprocher de Condé une équipe d'ERIS et obtenir du ministère de l'Intérieur un renforcement, en périphérie, des effectifs de forces de sécurité intérieure.

Par ailleurs, même si Gérard Darmanin ne le dit pas officiellement, Vendin et Condé sont déjà des établissements profilés puisqu'ils accueillent beaucoup de détenus sensibles, qu'ils soient terroristes, comme Salah Abdeslam, ou issus du grand banditisme, comme Redouane Faïd et désormais Mohamed Amra. ■

Cellules surpeuplées, manque d'effectifs... Escorter les détenus vire au casse-tête

Sur la corde raide. Pendant que Gérard Darmanin, le garde des Sceaux, peaufine son plan « narco prison », sur le terrain, magistrats et administration pénitentiaire sont confrontés à l'un des plus gros casse-tête de la chaîne pénale : les extractions judiciaires. Marie-Suzanne Le Quéau, procureur générale de Paris, les suit comme le lait sur le feu pour éviter que le système ne déraile. Escorter les détenus hors les murs des prisons est devenu un véritable tour de force au quotidien, particulièrement en Île-de-France. La crainte, celle que « les impossibilités de faire » de l'administration pénitentiaire dans les délais imposés n'aboutissent à des libérations intempestives de dangereux délinquants. « Entre nos deux ressorts, Paris et Versailles, sont extraits des établissements pénitentiaires entre 150 et 200 détenus quotidiennement », rappelle le procureur. En 2024, les six grands procès qui ont mobilisé la juridiction parisienne (assassinat de Samuel Paty et attentats de Nice notamment) ont mobilisé 402 jours d'extraction. Un record.

« Les extractions augmentent forcément en proportion de l'évolution de la surpopulation carcérale », souligne Marie-Suzanne Le Quéau. Une surpopulation qui continue de battre des records avec plus de 82000 détenus recensés en février 2025, pour 62000 places de prison opérationnelles. « Nous sommes en moyenne, dans les établissements pénitentiaires parisiens, à 148 % de taux d'occupation », rappelle la magistrate. « Cela représente 11720 détenus dont une majorité de prévenus qui ont donc besoin de voir leur juge. Évidemment les moyens dévolus à l'administration pénitentiaire n'ont pas augmenté dans les mêmes proportions que les détenus. » À la cour d'appel d'Aix-en-Provence, le procureur général Franck Rastoul rappelle que « sur le seul ressort de Marseille, on compte 830 détenus en lien avec la délinquance organisée contre 700 il y a encore quelques mois. Une montée en gamme de la délinquance qui concerne aussi Nice, Toulon ou Draguignan. »

L'attaque du fourgon pénitentiaire qui a coûté la vie à deux agents, en mai 2024 à Incarville, a conduit à un protocole signé avec les syndicats de surveillants

permettant de renforcer les escortes. « Nous sommes ainsi passés de 200 à 500 détenus nécessitant des escortes renforcées. Les profils sont ceux du terrorisme et de la criminalité organisée », détaille Marie-Suzanne Le Quéau.

« Il est impératif d'activer un comité de pilotage afin de bien identifier les profils les plus dangereux qui exigent le niveau d'escorte le plus fort »

Marc Cimamonti

Procureur général de Versailles

« Il est impératif d'activer un comité de pilotage afin de bien identifier les profils les plus dangereux qui exigent le niveau d'escorte le plus fort. Une circulaire sur le renforcement de la coordination judiciaire en matière de criminalité organisée vient justement d'être diffusée pour éviter que se reproduise l'affaire Amra », souligne de son côté Marc Cimamonti, procureur général de Versailles. Très

concerné lui aussi par la tension qui augmente en matière d'extractions judiciaires, il estime par ailleurs « que la rigidité des règles sur l'usage de la visioconférence est très handicapante. Pouvoir y recourir davantage permettrait de desserrer l'étouffement ». La loi sur le narcotrafic devrait assouplir le recours à ce dispositif. Pour autant, précise Marie-Suzanne Le Quéau, « nous en avons augmenté l'usage de 30 % et nous sommes toujours sur le fil du rasoir ». À Aix-en-Provence, Franck Rastoul annonce pour « les quatre derniers mois, une augmentation de 40 %. Soit une centaine de visioconférences par mois ».

En 2024, les ressorts de Paris et Versailles, qui concentrent la délinquance la plus grave, ont comptabilisé 44866 demandes d'extraction dont 34916 ont été réalisées. 6980 ont été annulées tandis que 2970 ont fait l'objet d'une « impossibilité de faire » de la part de l'administration pénitentiaire.

En tout donc, un peu plus d'un cinquième (22 %) des demandes n'ont pas été honorées. « Le principe de l'exécution immédiate d'une réquisition judiciaire

semble être devenu facultatif », déplore Marc Cimamonti. À Paris comme à Versailles, ces difficultés de l'administration pénitentiaire à remplir cette mission, faute d'effectifs suffisants, ont obligé les parquets à créer des permanences qui gèrent les priorités en temps réel. Un casse-tête qui occupe quotidiennement magistrats et greffiers.

Au quotidien, ces derniers négocient et arbitrent les extractions qui font l'objet de « d'enjeux procéduraux majeurs », sous peine de libération intempestive, car il s'agit de juger dans les délais, et les comparutions de détenus qui contestent leur détention provisoire. Tout le reste, interrogatoires, auditions, confrontations devant le juge d'instruction, fait l'objet de reports. « On fait avec les moyens du bord et, bien sûr, cela désorganise tous les cabinets d'instruction », regrette Marc Cimamonti. À Aix-en-Provence, le parquet général a négocié que « toutes les extractions pour prolonger les détentions provisoires soient assurées, d'une manière ou d'une autre. Mais cela fait de l'instruction la variable d'ajustement. Ce n'est pas supportable... ». ■ P.G.

« Financement libyen » : les riches heures de la villa « Nabila »

Stéphane Durand-Souffland

Selon le parquet, la vente de la maison de Mougins, surévaluée, faisait partie du plan frauduleux pour récupérer l'argent de Tripoli.

Dans l'Atlas du Parquet national financier (PNF), Mougins se situe en périphérie de Tripoli. Plus précisément, la vente d'une villa dans cette riantie commune des Alpes-Maritimes constitue l'une des annexes du supposé « financement libyen » de la présidentielle 2007 de Nicolas Sarkozy.

Selon l'accusation, la vente en 2009 de ce bien au LAP, fonds souverain piloté par Béchir Saleh, personnage central du dossier, permettait d'injecter 10 millions d'euros libyens dans le système frauduleux présumé, alors que la bicoque décrépite ne valait peut-être pas plus de 822000 euros. Et de compenser au passage les 500 000 euros débouqués auparavant en faveur de Claude Guéant, afin de lui permettre d'acquiescer un appartement parisien. Cette somme aurait

été puisée - à leur insu ? - dans les avoirs de riches Saoudiens, les Bugshan, avec lesquels l'intermédiaire Alexandre Djouhri entretenait des liens privilégiés. Les 500 000 euros étaient en tout cas revenus discrètement après l'opération « Nabila » dans les comptes suisses siphonnés.

Selon l'enquête, Alexandre Djouhri était le propriétaire de la villa, rachetée à la fin des années 1990 à Adnan Khashoggi, un autre riche Saoudien. Des documents revêtus de son paraphe semblent en attester. Faux, se défend le prévenu dont les gesticulations vindicatives exaspèrent le tribunal - accessoirement, il plombe l'ensemble de ses coprévenus poursuivis pour association de malfaiteurs. À l'en croire, il n'était qu'un prête-nom car le véritable propriétaire, dont il tait l'identité, « père et

grand-père honorable », destinait la maison à « sa compagne » (comprendre : sa maîtresse).

Une « amitié désintéressée »

Officiellement, la villa « Nabila » appartenait à une cascade de sociétés. L'une d'elles, Bedux, était immatriculée au Panama et présidée par une certaine Sanchez Gonzalez. Cette dernière a affirmé qu'elle ne connaissait ni la villa ni les personnages qui gravitaient autour, ni même Bedux. Quel toupet, se dira-t-on, sauf que Sanchez Gonzalez était la femme de ménage du cabinet d'avocats local qui avait créé Bedux. Dont l'ayant droit serait un certain Alexandre Djouhri - inutile de préciser qu'il s'en défend.

Pour couronner le tout, la villa « Nabila » était à l'époque de son rachat par le LAP l'objet d'une dette fiscale de

1,4 million. Brice Hortefeux, l'un des prévenus, avait naguère écrit à Bercy pour tenter d'arranger l'affaire - un « courrier banal » qui ne lui est pas reproché.

Plus troublantes sont les télécopies reçues sur le sujet par Claude Guéant à l'Élysée, dont il était le secrétaire général. Elles lui étaient adressées avec la mention « aux bons soins de Nathalie », sa secrétaire particulière, connue donc de l'expéditeur. Pour rappel, Alexandre Djouhri a été reçu 59 fois au palais présidentiel entre 2007 et 2012. Les fax venaient « de la part de A.D. » et ils avaient pour objet « Bachir/Mougins » (le prénom de M. Saleh, connu de Claude Guéant, est tantôt retranscrit de l'arabe en Béchir, tantôt en Bachir). Alexandre Djouhri jure qu'il n'est pas « A.D. ». Claude Guéant, lui, assure qu'il « n'a ap-

pris l'existence de cette fameuse villa par la presse » que dix ans plus tard. Et qu'il n'a jamais ordonné à Bercy de réexaminer la dette fiscale de « Nabila » - le PNF ne produit aucune preuve du contraire.

Fin 2006, Claude Guéant avait remarqué que son ami Djouhri, rencontré au printemps, portait une jolie montre. Il la lui avait « spontanément » donnée. C'était une breloque à 11 000 euros, mais l'austère fonctionnaire ne l'a découvert qu'une fois rentré chez lui - il n'avait pas remarqué la marque prestigieuse (Patek Philippe). Claude Guéant a cependant gardé cette merveille horlogère, considérée comme le gage d'une « amitié désintéressée » venue d'un homme dont il ignorait la profession mais avec qui il avait « immédiatement eu un feeling ». Et qui ne lui a « jamais demandé aucune contrepartie ». Reprise des débats lundi. ■

L'effrayant menu du frelon asiatique

Delphine Chayot

L'analyse d'intestins de larves prélevées dans des nids montre que l'insecte invasif mange tout ce qu'il rencontre et ne menace pas seulement l'abeille domestique.

Si sa proie préférée est l'abeille domestique, le frelon asiatique (*Vespa velutina*) semble avoir des goûts variés. En analysant le contenu intestinal de larves de l'insecte envahissant, une équipe de chercheurs de l'université d'Exeter, au Royaume-Uni, a identifié l'ADN de plus de 1400 espèces différentes, parmi lesquelles des mouches, des abeilles sauvages, des coléoptères, des papillons et des guêpes. Comme les larves se nourrissent des invertébrés apportés par les frelons adultes, cela ouvre une fenêtre sur le régime alimentaire de l'espèce dans son ensemble.

«Alors que la plupart des invertébrés terrestres connaissent un déclin dramatique, le frelon asiatique, dont l'aire de répartition continue à s'étendre, constitue une menace supplémentaire» pour cette microfaune, écrivent les auteurs de l'étude publiée le 4 mars dans la revue *Science of the Total Environment*. Après avoir conquis l'Europe de l'Ouest, l'espèce d'origine asiatique a été signalée en Amérique du Nord en 2023. Elle a colonisé l'ensemble du territoire français en une vingtaine d'années.

En collaboration avec des associations locales et des universités, les scientifiques ont réalisé leurs prélèvements de larves en France (en Aquitaine), en Espagne, au Royaume-Uni et sur l'île anglo-normande de Jersey. «Pour limiter le danger, les nids ont été ensachés à l'aube ou au crépuscule, puis transportés au laboratoire où ils ont été réfrigérés», explique Juliette Poidatz, entomologiste et auteur de l'étude. Une fois la colonie endormie, nous avons pu prélever une quinzaine de larves par nid – soit 1500 échantillons au total – et analyser les séquences ADN présentes dans leur tube digestif.

Sans surprise, l'abeille domestique (*Apis mellifera*) est l'espèce la plus fréquemment retrouvée : elle est présente dans tous les échantillons et son abondance augmente à proximité de ruchers. La guêpe commune et la mouche bleue de la viande sont détectées dans

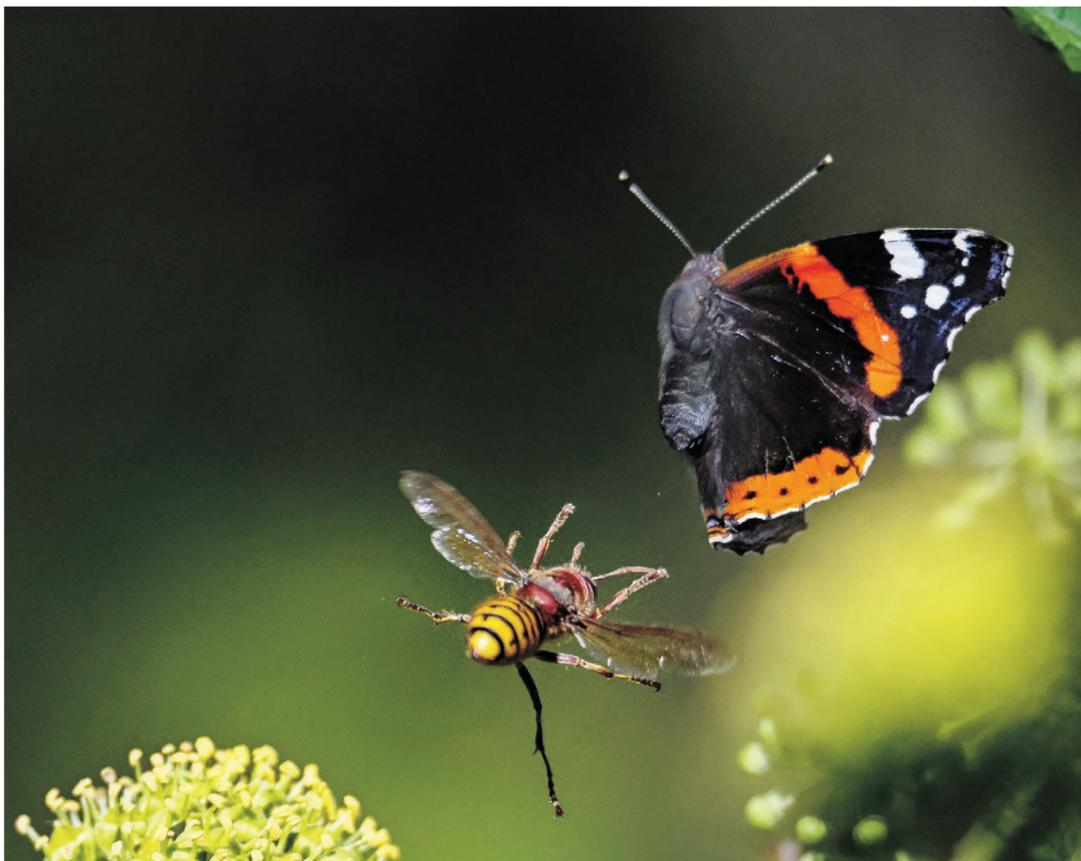
de très nombreux échantillons. Deux espèces de bourdons figurent aussi parmi les victimes, «sans doute des individus fragiles ou malades», suppose Juliette Poidatz. Sur les 50 espèces les plus chassées, 43 sont des pollinisateurs de plantes, parmi lesquels quatre espèces d'abeilles sauvages. Un constat inquiétant pour ces insectes solitaires déjà soumis à de nombreuses menaces, comme l'uniformisation des paysages, les produits chimiques, les maladies, ou encore la destruction physique des nids par les jardiniers.

« Le frelon affecte une grande diversité d'invertébrés essentiels aux cultures européennes et aux écosystèmes »

Juliette Poidatz
Entomologiste

Autre enseignement : le régime alimentaire des larves varie selon les régions – il est plus diversifié au Sud – et la saison. «Cela montre que le frelon asiatique est très adaptable et opportuniste, même s'il cible en priorité des espèces vivant en colonie», commente Quentin Rome, chercheur au Muséum national d'histoire naturelle. «Il chasse tout ce qu'il trouve, se nourrit du nectar des fleurs, de fruits et même de cadavres de mammifères», confirme Eric Darrouzet, enseignant chercheur spécialiste des insectes sociaux à l'université de Tours. Ses besoins sont importants. Il a été calculé qu'une colonie de frelons asiatiques peut prélever, entre mars et octobre, jusqu'à 11 kg d'insectes dans la nature.

De nombreuses espèces décelées dans le tube digestif des larves n'apparaissent cependant que ponctuellement. «La technologie utilisée, qui consiste à séquencer une région du génome de très nombreuses fois, est très sensible, et le risque de contamination des échantillons est important, relève Quentin Rome. D'où la présence dans la liste de *drosophiles* et de *fourmis*, qui n'ont certainement pas été chassées mais ont



Sur les 50 espèces les plus chassées par le frelon asiatique, 43 sont des pollinisateurs de plantes.

probablement laissé leur ADN dans des liquides sucrés consommés par le frelon.» Dans une étude parue en 2021, le scientifique estimait de son côté à 400 le nombre d'espèces consommées par le frelon asiatique dans un département français – un potentiel de proies déjà conséquent.

Selon les données des apiculteurs, le frelon à pattes jaunes serait responsable

d'environ 20 % de la mortalité de l'abeille domestique. À la prédation, s'ajoutent les pertes indirectes liées au vol stationnaire des frelons devant les ruches qui empêche les abeilles de sortir pour constituer des stocks de nourriture. Mais l'identification dans son régime alimentaire d'insectes sauvages pollinisateurs et recycleurs de déchets inquiète aussi les chercheurs. «Le fre-

lon n'est pas seulement un désastre pour les apiculteurs, il affecte une grande diversité d'invertébrés essentiels aux cultures européennes et aux écosystèmes, conclut Juliette Poidatz. Il faut que les pouvoirs publics prennent en main la lutte contre cette espèce». Une proposition de loi visant à endiguer sa prolifération devait être votée jeudi 6 mars à l'Assemblée nationale. ■

Les baleines qui fuient les orques ont appris à se rendre « inaudibles »

Cyrille Vanlerberghe

Les espèces de cétacés qui fuient devant leurs prédateurs « chantent » moins fort ou à des fréquences plus basses que celles qui les affrontent.

Dans le grand groupe des baleines à fanons, aussi appelées mysticètes, il existe deux types d'espèces bien distinctes dans leur comportement de défense face à leurs seuls prédateurs, les orques. D'un côté les baleines qui fuient et de l'autre celles qui se battent et affrontent en groupe leurs prédateurs. Ces deux familles ont des comportements bien différents et largement documentés. Dans une nouvelle étude publiée dans la revue *Marine Mammal Science*, les scientifiques apportent néanmoins une nouvelle distinction, assez cruciale : les baleines « fuyeuves » vocalisent à de basses fréquences, largement inaudibles par les baleines tueuses. L'évolution les aurait ainsi dotées d'un appareil de vocalisation bien particulier, se concentrant sur des fréquences ne risquant pas d'attirer les orques, alors que les baleines qui affrontent le danger ont des vocalises plus aiguës, plus fortes, et de manière générale plus facilement repérables. La plupart du temps, les orques s'attaquent aux proies les plus faciles, les baleineaux, mais ils peuvent chasser des adultes de plus petite taille, comme les baleines de Minke, aussi appelées petits rorquals.

L'espèce la plus emblématique de baleine qui affronte ses prédateurs est sans doute la baleine à bosse. Elle vit en larges groupes qui se rassemblent dans des eaux côtières peu profondes lors des périodes de reproduction. Leurs chants sont extrêmement variés et complexes, et servent aux mâles à se faire remarquer par les femelles. Quand les baleineaux naissent, ils sont protégés des attaques des orques par la présence de nombreux adultes prêts à se battre pour les défendre. Dans le même « club » des combattantes, on retrouve les baleines boréales et les baleines franches australes, deux autres espèces qui ont, elles

aussi, une nage plutôt lente qui ne leur permet pas de fuir.

Dans l'autre camp, celui des bons nageurs capables de filer vite – 20 à 40 km/h – pendant de longues périodes afin de distancer les orques, on retrouve la baleine bleue, le plus gros animal de la planète, dont la taille avoisine les 30 m de long et qui peut peser jusqu'à 200 tonnes. Ce cétacé au corps très allongé a une vie adulte largement solitaire, en haute mer, et ses chants se résument à de lents appels à des fréquences très basses, pour signaler sa présence et sa position.

Une immense majorité des populations de baleines combattantes produisent des vocalises au-delà de 1500 Hz, alors que moins d'un quart de celles qui fuient dépassent cette fréquence

«J'ai commencé ces recherches sur les fréquences des vocalises par une constatation qui me paraissait assez surprenante : les baleines qui ont les cris les plus puissants de tout l'océan, qui sont audibles à de très grandes distances, les baleines bleues, émettent des sons qui sont trop bas pour être entendus par les orques. Et j'ai voulu vérifier si c'était aussi vrai pour les autres baleines qui fuient les prédateurs», explique Trevor Branch, spécialiste des cétacés à l'université de Washington, à Seattle. Pour mener ce travail, il s'est appuyé sur l'abondante littérature sur le sujet, en scrutant plus de 250 études scientifiques, dont 142 d'entre elles lui ont permis d'établir les gammes de fréquences dans lesquelles s'exprimaient un total de 83 populations distinctes de baleines à fanons.

Des expériences menées dans des grands parcs aquatiques sur des or-

ques vivant en captivité montrent en outre que ces animaux sont sourds en dessous de 100 Hz, et ne captent que des sons très forts en dessous de 1500 Hz. C'est au contraire entre 10 et 50 kHz qu'ils sont les plus sensibles. En croisant ces deux sources d'information, le chercheur américain constate qu'une immense majorité (24 sur 27) des populations de baleines combattantes produisent des vocalises au-delà de 1500 Hz, alors que moins d'un quart de celles qui fuient dépassent cette fréquence.

«C'est un résultat très surprenant, commente Olivier Adam, bioacousticien spécialiste des cétacés à Sorbonne-Université à Paris. On pourrait penser que le premier déterminant pour la fréquence des vocalisations est la taille de l'animal, avec des sons plus bas pour les animaux les plus grands.» Mais les analyses menées par Trevor Branch montrent au contraire qu'il n'y a pas de relation directe entre la taille des espèces et la « hauteur » de leurs chants. Les petites baleines de Minke de l'Antarctique, qui ne font que 12 m de long, ont ainsi des chants plus bas en fréquences que les baleines franches du Pacifique Nord, qui sont bien plus massives et peuvent mesurer jusqu'à 20 m de long. En revanche, la première, Minke, fait partie des fuyeuves, alors que la seconde est une combattante. «Et si la baleine de Minke chante parfois à des fréquences qui sont audibles par les orques, elle compense en chantant moins fort et moins souvent, ajoute Trevor Branch. Sur 90 enregistrements acoustiques réalisés tout autour de l'Antarctique, on détecte des chants de baleines bleues dans 90 % des cas, et des baleines de Minke dans seulement 3 % des cas. C'est bien le signe de sa grande discrétion, car on sait qu'il y a dans l'océan austral au moins 50 fois plus de baleines de Minke que de baleines bleues.» ■

ARTCURIAL

VAN CLEEF & ARPELS
Clip de corsage
« Danseuse »

Vendu 165 315€



ESTIMATIONS GRATUITES
& CONFIDENTIELLES
Joierie

Vente en préparation – Juillet 2025 à Monaco

Clôture du catalogue +33 (0)1 42 99 16 30
mai 2025 vgoyer@artcurial.com

Des raisons d'y croire, ou pas, pour le PSG

Christophe Remise et Baptiste Desprez

Dominateurs et brillants dans le jeu, mais battus au Parc, les Parisiens seront dos au mur à Anfield, mardi prochain.

Si près, si loin... Le PSG a produit un match de très haut vol face à Liverpool. Le hold-up, ce sont néanmoins les Reds qui l'ont réalisé en s'imposant 1-0 au Parc des Princes, mercredi, en huitième de finale aller de Ligue des champions, grâce à un but de Harvey Elliott à la 87^e minute de jeu. La seule frappe cadrée des (probables) futurs champions d'Angleterre... Cruel, frustrant, presque incompréhensible. Mais les faits sont là et Paris traversera la Manche en quête d'exploit mardi prochain (21h), lors de la deuxième manche. Mission impossible pour les Rouge et Bleu ?

Des raisons d'espérer

Bien évidemment, avec un but de retard, les Parisiens ne débarqueront pas dans des conditions idéales à Anfield... Luis Enrique devra opérer un travail conséquent sur le mental de ses joueurs. L'architecte de la remontada de 2017 sait y faire. Les raisons d'espérer, ses hommes les ont toutefois mises en pratique à l'aller. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : 70 % de possession, plus de 60 % de duels gagnés, 14 corners à 2, 27 tirs (dont 10 cadrés) à 2... Une domination sans partage. Liverpool a essayé de presser haut pendant dix minutes avant d'être repoussé dans ses 30 derniers mètres pendant le reste de la rencontre. Difficile d'imaginer les Reds autant en difficulté devant leur public ? Peut-être. Mais ils n'ont pas choisi de l'être au Parc des Princes. Peut-être n'auront-ils pas le choix non plus dans le nord de l'Angleterre. Une chose est sûre : le PSG de Luis Enrique ne changera pas d'idée. Les Rouge et Bleu tenteront à nouveau d'étouffer leurs adversaires. La meilleure défense, c'est l'attaque. Domicile ou extérieur, Anfield ou pas.

Achraf Hakimi résumait parfaitement la situation, avec une dose d'optimisme maximale, évidemment : « Si on a la même personnalité, la même dynamique, la même détermination qu'aujourd'hui, c'est sûr qu'on parviendra à se qualifier. Si on se crée autant d'occasions, c'est sûr qu'on marquera au moins un but. » Bien sûr, Liverpool tentera de jouer davantage. Probablement que les Reds y parviendront. Mais Paris sait aussi piquer en transition.

Les joueurs de Luis Enrique peuvent en outre se souvenir qu'ils ont renversé la tendance face au Barça après avoir cédé au Parc à l'aller. Défaite 2-3 à Paris, victoire 4-1 à Montjuïc en quarts de finale l'an dernier. Remontada rendue



Buteur lors de la qualification face au Barça l'an passé, le milieu de terrain Vinha (ici au premier plan, devant son coéquipier Pacho et le Liverpoolien Salah) sera mardi prochain l'un des atouts maîtres des Rouge et Bleu à Anfield.

possible par un fait de jeu, l'expulsion de Ronald Araujo. Il faudra sans doute compter sur ce genre d'élément pour imaginer un exploit en Angleterre. Encore faudrait-il que l'arbitre qui sera désigné se montre plus attentif. Davide Massa aurait en effet dû expulser Ibrahima Konaté à la 25^e minute mercredi, même si le Français a plaidé non coupable après la partie... Last but not least, il n'est pas interdit de penser que le héros du match aller, Alisson, sera juste normal au retour. Au Parc, le portier brésilien a réalisé « le match de sa vie », selon sa propre évaluation, et ainsi « sauvé » Liverpool, comme l'a souligné Virgil van Dijk. Neuf arrêts, dont certaines parades absolument ex-

ceptionnelles pour dégoûter Dembélé, Kvaratskhelia ou encore Doué.

Des raisons de craindre le pire

« Paris a été meilleur, tous nos fans, toute l'Angleterre l'a vu. » Arne Slot ne s'est pas caché face aux médias pour reconnaître la supériorité du PSG dans des proportions que le successeur de Jürgen Klopp n'imaginait pas un seul instant. Manière aussi de provoquer une réaction de ses troupes, forcément touchées dans leur orgueil après l'insipide production délivrée dans la capitale française. Difficile d'imaginer un autre sentiment de la part de Mohamed Salah, machine à marquer cette saison (36 matchs, 28 réalisa-

tions), malaxé par l'agressivité de Nuno Mendes. L'Égyptien n'a jamais existé au Parc et il sera la principale menace mardi soir dans la fournaise d'Anfield. Le caractère du Pharaon n'est plus à démontrer et se faire marcher dessus pendant 86 minutes lui restera forcément en travers de la gorge. Devant ses supporters et un stade qui est son jardin, il est impensable de voir le gaucher de 32 ans passer à nouveau à côté.

Si Paris garde le même cap sur le plan du jeu avec le dogmatique Luis Enrique, Liverpool ne peut pas proposer aussi peu de choses collectivement devant plus de 60 000 supporters des Reds impatients à l'idée d'en découper au regard du premier round livré mercredi soir.

D'aucuns diront aussi qu'en réalisant un match aussi pauvre à tous les niveaux, tout en gardant leur cage inviolée grâce au magnifique Alisson Becker - dont Gianluigi Donnarumma ferait bien de s'inspirer, lui qui n'a jamais fait gagner un match décisif à Paris depuis son arrivée, en 2021 -, les leaders de Premier League ont déjà fait l'essentiel. Avec un peu plus et mieux, cela passera. C'est fort possible, les statistiques le confirment, avec 84 % de chance de se qualifier en quarts de finale de la Cl.

Le contexte Anfield est aussi à prendre en compte avec une jeune équipe parisienne (23,95 ans de moyenne d'âge, soit le groupe le plus jeune des huitièmes de finaliste), qui n'a pas brillé loin de ses bases en Ligue des champions cette saison. Que ce soit face à Arsenal (2-0) et à Munich (1-0) lors de la première phase, le PSG n'a pas existé dans un environnement hostile. C'était une autre équipe de la capitale aussi... Qu'en sera-t-il face à des Reds vexés et forcément remontés à bloc après avoir été bousculés comme jamais cette saison au Parc ? Quid du vrai caractère de cette équipe parisienne qui vise grand, mais reste encore petite face aux immenses sommets ?

Autre interrogation et crainte : la capacité de ce PSG à se montrer réaliste face à ce qui se fait de mieux sur la planète football et avec un gardien qui ne rassure personne. En mettant en confiance Alisson Becker, qui n'avait pas besoin de cela pour démontrer tout son talent, les attaquants parisiens ont perdu la bataille technique et psychologique face au portier brésilien. Il faudra se montrer bien plus saignant et efficace à Anfield. Et marquer deux buts de plus que l'adversaire pour se qualifier à moins d'en passer par la prolongation et les tirs au but. Autre élément chiffré, le club parisien, dans son histoire, a disputé seize matchs sur le sol anglais. Pour trois petites victoires. Un bilan familial qui rend la mission sacrément ardue. Pour ne pas dire impossible ? ■

8^{ES} DE FINALE RETOUR LDC

BARCELONE	11 mars (1-0)	BENFICA
LIVERPOOL	(1-0)	PARIS SG
INTER MILAN	(2-0)	FEYENOORD
LEVERKUSEN	(0-3)	BAYERN MUNICH
LILLE	12 mars (1-1)	DORTMUND
ASTON VILLA	(3-1)	BRUGES
ATLÉTICO MADRID	(1-2)	REAL MADRID
ARSENAL	(7-1)	PSV EINDHOVEN

Six Nations : Noel McNamara, un pont entre l'Irlande et la France

Arnaud Coudry

Le coach irlandais, en charge de l'attaque de l'UBB après avoir suivi la génération actuelle du XV du Trèfle chez les jeunes, décrypte le choc.

Il n'est pas l'entraîneur irlandais le plus connu du Top 14, Ronan O'Gara faisant les beaux jours de La Rochelle, mais Noel McNamara s'est rapidement fait un nom dans notre championnat en étant, comme adjoint de Yannick Bru depuis 2023, l'entraîneur de l'attaque de Bordeaux-Bègles, l'une des équipes qui produit le rugby le plus offensif et exaltant en Europe. À l'occasion du choc au sommet de la quatrième journée du Tournoi des six nations entre l'Irlande et la France (ce samedi à 15h15), le technicien de 42 ans décrypte, pour *Le Figaro*, les enjeux de la rencontre à l'Aviva Stadium.

Selon lui, l'Irlande, actuelle deuxième nation au classement mondial et en lice pour un historique troisième titre d'affilée dans le Tournoi, a récemment « fait évoluer son style de jeu ». Et de détailler : « Lors de la dernière Coupe du monde, c'était une équipe qui avait beaucoup la possession du ballon. Mais il y a eu depuis une évolution avec plus de jeu au pied. C'est sûrement pour utiliser les qualités de (l'ouvreur) Sam Prendergast, qui a un jeu au pied très long. Cela a bien marché sur les trois premiers matchs, c'est intéressant. Le point fort actuel des Irlandais, ce sont les essais marqués à la suite de touches. Ils sont très efficaces dans ce domai-

ne. Ce sera intéressant de voir si la France - qui arrive à imposer une grosse pression, notamment dans les rucks, grâce à ses avants - arrive à contrer ça. Le choix d'un banc en 7-1 (sept avants et un arrière) confirme que la France souhaite appuyer dans ce domaine. »

Longtemps, l'emblématique Jonathan Sexton a été le cerveau et le maître à jouer du XV du Trèfle, avec ses 118 sélections entre 2009 et 2023. Après son départ, il a fallu le remplacer, se réinventer. « L'Irlande a eu besoin d'un peu de temps pour s'adapter après la dernière Coupe du monde (défaite en quart de finale contre la Nouvelle-Zélande 24-28, NDLR). Il était en poste et performant depuis plus de dix ans, insiste Noel McNamara. À l'époque, le plan de jeu de l'Irlande était construit autour de lui, avec beaucoup de possessions, des schémas de jeu précis. Il arrivait à penser deux-trois temps de jeu à l'avance, il lisait parfaitement les défenses. Il a forcément laissé un grand vide. »

D'aucuns avancent que l'équipe irlandaise est désormais vieillissante, qu'elle est moins dominante que dans un passé pas si lointain. À l'image des revers concédés l'an dernier contre l'Angleterre dans le Tournoi (22-23) ou face aux All Blacks cet automne (13-23). Un avis qui n'est pas partagé par le technicien de

l'UBB, qui connaît particulièrement bien les joueurs actuels du XV du Trèfle, pour avoir été au début de sa carrière entraîneur des catégories de jeunes en Irlande (moins de 18 ans, moins de 20 ans, académie du Leinster). « Je les ai presque tous eus sous mes ordres », sourit-il en évoquant les Andrew Porter, Dan Sheehan,

« Le point fort actuel des Irlandais, ce sont les essais marqués à la suite de touches. Ils sont très efficaces dans ce domaine. Ce sera intéressant de voir si la France - qui arrive à imposer une grosse pression dans les rucks grâce à ses avants - arrive à contrer ça »

Noel McNamara Entraîneur adjoint de l'Union Bordeaux-Bègles

Ronan Kelleher, Tadhg Beirne, James Ryan, Caelan Doris et autres Jack Crowley. Soulignant la « culture rugby » commune qui est transmise dès le plus jeune âge : « Il y a énormément de connexions entre les jeunes et l'équipe première. Ils fréquentent le même centre d'en-

traînement et échangent beaucoup avec leurs aînés, participent à des entraînements en commun. »

Alors que l'UBB est l'une des équipes les plus attrayantes offensivement, le rugby irlandais véhicule en revanche, auprès de certains, l'image d'un rugby trop structuré, limite ennuyeux. « L'Irlande peut encore s'améliorer dans le jeu non structuré, les transitions et les turnovers (ballons de récupération), reconnaît le technicien girondin. Mais tant que tu gagnes, ce n'est pas un problème... Moi, je prends autant de plaisir à regarder jouer l'Irlande que la France. Ce qu'on essaie de faire à Bordeaux est un peu un mélange des deux : trouver un équilibre avec un jeu structuré mais aussi des libertés pour sortir des schémas et proposer d'autres choses », explique McNamara qui a eu un parcours atypique. Il n'a en effet jamais joué au rugby, étant originaire d'une région où le football gaélique était roi, et il a commencé comme... professeur de maths, avant de basculer vers le rugby. Et de beaucoup voyager, avec des expériences à North Harbour en Nouvelle-Zélande, puis chez les Sharks de Durban, où il a rencontré Yannick Bru.

« Je me suis personnellement inspiré de tout ce que j'ai pu voir lors de mes voyages. J'ai retenu notamment des Sud-Africains leur bon jeu au pied, leur état d'esprit en

conquête, raconte-t-il. En équipe de France, la capacité à évoluer dans un jeu déstructuré est aussi une grande qualité. Il faut trouver un équilibre entre tout ça. » Ce samedi, il scrutera de près le match de ses protégés en Gironde : Louis Bielle-Biarrey, Yoram Moefana et Damian Penaud, rappelé pour ce choc à l'Aviva Stadium.

« C'est un privilège pour moi d'avoir autant de joueurs de cette qualité à Bordeaux, nous confie-t-il. Et le plus intéressant, c'est que ces joueurs sont encore très jeunes. Moefana (24 ans) peut encore progresser, tout comme Bielle-Biarrey (21 ans) et Depoortère (22 ans, réserviste ce samedi). Et n'oublions pas Jalibert qui n'a que 26 ans ! À son âge, Sexton n'était pas encore installé et n'avait pas beaucoup de sélections. Ce qui m'intéresse à l'UBB, c'est de faire encore progresser tout ce groupe. »

Un travail qui profite aujourd'hui aux Bleus. Bordeaux-Bègles est en effet devenu le premier fournisseur de trois-quarts du XV de France : ils étaient sept dans la dernière liste de 42 joueurs de Fabien Galthié, devant Toulouse (4). Alors, un petit pronostic pour samedi ? Éclats de rire : « Je ne sais pas... J'adore mes joueurs, ils peuvent faire un gros match mais je suis irlandais aussi ! J'espère juste que ce sera l'un des plus grands matchs de l'année. » ■

« Pour l'Europe, c'est maintenant ou jamais »

ENTRETIEN

Général Jean-Paul Paloméros

Ancien chef d'état-major de l'armée de l'air, le général Jean-Paul Paloméros, qui fut aussi le commandant suprême des forces alliées en charge de la transformation de l'Otan, appelle les Européens à sortir de la dépendance militaire des États-Unis, et à « construire l'autonomie stratégique européenne » pour assurer la défense de l'Ukraine et de l'Europe.

« Allons-nous renoncer à nos valeurs parce que les États-Unis menacent de nous quitter ? », s'interroge-t-il. Reconnaisant la difficulté de la remontée en puissance militaire, il préconise d'utiliser une « stratégie de rupture », en tirant les leçons de l'approche asymétrique et technologique des Ukrainiens qui « ont changé l'art de la guerre ».

➤ Lire aussi PAGES 2 À 7



PROPOS RECUEILLIS PAR
Laure Mandeville

LE FIGARO. – Il apparaît que nous ne pourrions sans doute plus compter, demain, sur l'Amérique pour nous défendre. L'Europe peut-elle se substituer à elle, dans l'urgence, pour défendre l'Ukraine ?

GÉNÉRAL JEAN-PAUL PALOMÉROS. – Si on n'avait pas le choix, il faudrait bien le faire ! Il faut souhaiter que cette occurrence ne se produise pas à court terme. Mais si on regarde objectivement la somme de la puissance militaire des pays européens, elle n'est pas neutre. Évidemment, il y a de gros trous dans le bouclier, parce que les Américains ont développé au fil du temps des capacités uniques. Je pense à la défense antimissile et au renseignement satellitaire, et puis à la masse d'hommes et de capacités d'équipement qu'ils peuvent fournir à long terme. Le point faible des Européens est là. Nous avons développé des systèmes d'armes qui fonctionnent très bien, pour ceux qui sont envoyés en Ukraine. Mais on est incapable de se protéger contre les missiles balistiques les plus avancés. Ainsi, on ne pourrait pas défendre Kiev aujourd'hui, même si on peut essayer et que cela ne serait pas nul. Car nous n'avons pas fait ce choix ! Je prends ce sujet particulier parce qu'il me touche beaucoup. J'avais été associé à toutes ces questions après la guerre froide, et insisté pour défendre les besoins de la défense antimissiles. Mais on nous disait : on a la dissuasion nucléaire et la guerre est finie, pas la peine de dépenser. Le nœud du problème est cette équation financière dont on n'arrive pas à sortir, entre les fausses lois de programmation et la réalité de nos ambitions. On n'a bien sûr pas tout abandonné. Nous avons en France, réussi à entretenir deux belles composantes de la dissuasion nucléaire, ce qui prouve la compétence et la volonté de s'appuyer sur cette composante de dissuasion. Mais on voit que le monde d'aujourd'hui n'est plus le monde calibré d'hier, où la dissuasion du fort au fort et du faible au fort s'imposait dans le dialogue stratégique. Aujourd'hui, M. Poutine met en doute le calcul de la dissuasion. C'est un vrai sujet. Personne ne sait aujourd'hui ce qui va advenir en Ukraine. Le président Trump n'a pas éclairci ses idées dans son discours d'avant-hier. La vérité est qu'il pourrait très bien laisser mourir les Ukrainiens, par asphyxie lente. Et puis les amener par défaut à une table de négociation qui n'en serait pas une.

À la fin de la guerre froide, l'Europe avait une capacité à se défendre. Cela ne montre-t-il pas qu'il est possible de se relever ?

Oui, c'est mon sentiment. On avait le nombre et la qualité. Nous avions encore nos trois composantes nucléaires, y compris celle du plateau d'Albion. Et au niveau de la préparation ou du nombre de nos forces, on était en mesure de résister. On avait aussi le service militaire, pas crucial pour les capacités, mais qui permettait une intégration de la nation à l'effort de défense. À la fin de la guerre froide, les Européens auraient donc fait bien meilleure figure, que ce soit les Allemands, les Britanniques ou nous-mêmes. Nous nous étions organisés pour avoir de la résilience. Je me souviens des nuits passées dans les bunkers ou abris bétonnés, prêt à déclencher sur alerte, des exercices contre les menaces nucléaires, bactériologiques, chimiques ! Tout ça pour illustrer l'idée, devenue un lieu commun, qu'on s'est laissé bernier par l'illusion des « dividendes de la paix ». Il y a eu un élément contraire, quand on a été pris dans la guerre du Golfe, mais on n'en a pas tiré les bonnes conclusions. On a modernisé nos forces, en tout cas pour ce qui est de l'armée de l'air, et on bénéficie toujours de cet élan. Mais on a aussi tiré l'idée qu'il n'y aurait plus de grands conflits chez nous et qu'il fallait donc organiser notre force sur le mode de la projection pour s'intégrer dans le cadre de coalitions. Sans compter les réformes multiples avec le coup de grâce des années 2010, et cette loi de programmation militaire assassine, qui nous a privés presque instantanément de 54 000 hommes ! Ce sont ceux-là qui nous manquent aujourd'hui incontestablement. Les Britanniques sont dans une situation encore pire. Nous avons tous le même problème de la remontée en puissance !

Que faut-il faire d'urgence pour aider l'Ukraine ?

Donner du cash aux Ukrainiens pour qu'ils fassent tourner à plein leurs usines d'armement à défaut de fournir des capacités que nous n'avons pas. Ils disent, et je pense que c'est vrai, qu'ils ont encore un potentiel de production interne. Il faut aussi lancer très vite une task force d'acquisition de munitions et, surtout, faire un point exhaustif des capacités actuelles de ceux qui veulent et peuvent s'engager. Nous devons mener une analyse de risque pour savoir jusqu'où on peut aller dans des prêts et des dons de matériel prélevés sur nos propres forces. C'est un exercice indispensable et politique, de haut niveau, à mener au niveau européen de manière que le déficit des uns puisse être compensé par d'autres. Il faut faire en sorte que les Ukrainiens ne s'écroulent pas. Nous devons montrer ensemble avec les Ukrainiens, que nous sommes capables de résister, même si on ne peut remplacer les capacités américaines. L'exemple du premier ministre britannique qui débloque 1 milliard d'aide et des systèmes de défense sol air est important.

Les missiles sol-air remplaceraient les Patriots ?

C'est une tentative pour compenser certaines capacités, mais pas avec les mêmes performances. Il y aura forcément de la casse. Mais l'idée est de ne pas laisser les Ukrainiens démunis, et de mettre les états-majors européens autour de la table pour réfléchir à la manière de répondre à la stratégie des Ukrainiens, qui vont identifier les trous laissés potentiellement par les Américains. Cela va exiger que les états-majors européens dialoguent très vite pour déterminer où on peut les aider. C'est une équation terrible, car l'improvisation est difficile. Quiconque pense qu'on peut construire du jour au lendemain un outil de défense se trompe. Dans le court terme, on vit d'expédients.

Il nous faut mener un effort de guerre, ce qui nécessite une reconversion économique. Notre monde est en train de s'écrouler et celui qui se profile est très dangereux »

L'aviateur Xavier Tytelman affirme que pour répondre à l'urgence, il faut s'inspirer des Ukrainiens, qui ont utilisé des percées technologiques pour organiser une montée en puissance d'une défense low cost, centrée sur les drones. Pourquoi ne pas construire des drones à bas coût ? Peut-on aussi mobiliser des capacités alternatives de renseignement, comme le radar de Lyon Mont-Verdun ?

Ce radar sert à la conduite des opérations aériennes de grande envergure. Je ne suis pas sûr que ce soit un besoin à court terme. Le souci principal, c'est le renseignement. Car c'est avec cela que les Ukrainiens gagnent la guerre ou plutôt qu'ils ne la perdent pas, car ils sont capables d'avoir un cycle de réaction, d'observation, de planification, plus rapide que les Russes, grâce à tous les moyens d'écoute satellitaires et de renseignement électromagnétique des Américains. Nous, nous avons avancé là-dessus mais nous avons accepté une forme de dépendance américaine. Là-dessus Trump n'a pas tort. Mais il faut reconnaître que les Ukrainiens ont progressé dans ce domaine en faisant descendre l'acquisition du renseignement jusqu'au niveau du combattant, associé à un drone. C'est donc, comme vous le dites, le moment de créer une dynamique « low cost », ou en tout cas rapide. Il y a beaucoup d'imagination, d'innovations dans nos start-up et nos grands groupes. Alors il faut y aller. C'est ce que j'appelle l'économie de guerre, ce moment où on met en synergie toutes les compétences, tous les moyens et tous les cerveaux pour atteindre un but précis.

Tenir la ligne de front tout en menant une transformation de l'Europe en acteur géopolitique par la mise en route d'une économie de guerre, c'est l'objectif ?

Je ne vois pas comment on peut échapper à l'idée d'une économie de guerre. Il y a des questions sous-jacentes loin d'être neutres, comme l'approvisionnement en matières premières. Mais il nous faut mener un effort de guerre, ce qui nécessite une reconversion économique. Notre monde est en train de s'écrouler et celui qui se profile est très dangereux. Au niveau européen, cela implique une mise en synergie, en oubliant les processus habituels. Il faut donner sa place à l'innovation, chercher la vitesse et la voie la moins coûteuse, accep-

ter une stratégie de rupture. Les Ukrainiens nous ont montré la voie, car sur le champ de bataille, ils ont changé l'art de la guerre, en tout cas en partie. Certes, avec nos équipements, et notamment les équipements américains. Mais il y a de bonnes leçons à prendre. Quant au plan organisationnel, il y a un point très intéressant : sur les trente-deux pays de l'Otan, vingt-trois sont membres de l'UE, et au-delà de l'UE, on a un format avec les Britanniques, les Norvégiens, les Turcs. Ce que j'appelle la défense de l'Europe.

Une coalition des volontaires, c'est le bon format pour contourner les blocages ?

Ayant la chance d'avoir ce cadre-là, à la jonction de l'Otan et l'UE, on dispose d'une bonne base d'analyse des capacités des pays. Il faut capitaliser dessus ! Je n'ai pas de doute sur le fait que les états-majors sont capables d'évaluer la situation rapidement. Pas la peine de réinventer la roue. On a aussi le processus de Ramstein. Certes Ramstein est une base américaine, mais c'est en Allemagne. Sinon, on pourrait le faire en France, par exemple à Lyon-Mont-Verdun... ou ailleurs ! Ayons de l'audace ! Nous savons bien que nous ne pourrions remplacer les Américains ipso facto. Mais si on n'arrive pas à combler 100 % des besoins, peut-être pourra-t-on se satisfaire de 80 % ? Si la volonté politique est là, comme cela semble être le cas cette fois, nous pouvons aider l'Ukraine à ne pas céder. Nous nous honorerions en le faisant, et nous pourrions regarder la tête haute, non seulement les Ukrainiens, mais l'avenir. Le général de Gaulle ne serait pas parti à Londres s'il n'avait pas pensé qu'on pouvait résister. Les circonstances sont différentes, mais nous devons trouver un second souffle, ensemble. Nous nous sommes mis dans une dépendance des Américains. Et nous voilà au défi. On ne va pas laisser tomber nos valeurs parce que les Américains menacent de nous laisser tomber !

Des pays vont jouer un rôle clé. La France, la Grande-Bretagne, la Pologne, mais aussi l'Allemagne, où nous voyons le nouveau chancelier Merz faire le constat de la rupture transatlantique en marche

L'arrivée de ce chancelier est une chance qu'il ne faut pas laisser passer. Certes il aura des difficultés pour construire son gouvernement, mais il a la poigne et des idées complètement avant-gardistes pour la contribution de l'Allemagne. Nous ne devons pas avoir peur de ça !

La France aura aussi un rôle central à jouer.

Car elle n'a pas renoncé à sa culture militaire. La grande différence avec les autres, c'est que globalement, en matière de défense, nous achetons français ou européen. Nos amis, c'est à peu près l'inverse. L'attitude actuelle des Américains – et je sais à quel point c'est douloureux à accepter pour nos alliés, exige un changement. Il faudrait être aveugle ou abandonné du Ciel pour ne pas comprendre qu'il devient crucial de s'affranchir de cette dépendance américaine au plus vite. Peut-être que cela va se calmer. Mais nous n'avons plus le droit de parier que Trump changera. Où va-t-il ? Y aura-t-il une alternance démocratique à Washington ? Nous n'en savons rien ! Les Européens ont été dans une dépendance, que les Américains eux-mêmes nous reprochent ! Le risque serait qu'une accalmie nous paralyse. Or ce que nous montre cette situation, c'est que, pour l'Europe, c'est maintenant ou jamais. Si on veut défendre nos pays et nos modèles démocratiques, il faut construire une véritable autonomie stratégique européenne.

Le président de la République et le premier ministre britannique, Keir Starmer, se disent prêts à fournir des troupes au sol dans le cadre d'une garantie de cessez-le-feu. Vous en pensez quoi ?

Le problème de fond, c'est qu'il faut trouver une garantie de sécurité. Évidemment si les Russes foulent aux pieds un éventuel accord, il n'y aura pas de garanties qui tiennent. Avec ce qui s'est passé suite au processus de Minsk en 2014, il y a toutes les raisons de penser que cela restera très instable. Dans ce contexte, 20 000 hommes ou 30 000 hommes ne changeront pas l'équation. Mais l'autre option serait de ne rien faire ! Si les Américains se dérobent, ce qui n'est pas sûr, on n'a pas d'autres choix que d'aller positionner effectivement des troupes de présence plus ou moins active. Est-ce qu'on peut appeler ça du maintien de la paix ? On voit bien que vu la géographie de l'Ukraine qui n'est pas un petit pays, cette force sera surtout ce que j'appellerais une forme de dissuasion conventionnelle. C'est un concept un peu nouveau. Mais, très honnêtement, nous n'avons pas vraiment d'alternative. Cela passe par la conclusion d'un cessez-le-feu comme cela a fonctionné en Corée depuis bien longtemps. On aurait pu rêver mieux, mais si cela permet de conserver une Ukraine, certes réduite mais toujours libre et démocratique, cela sera déjà un beau résultat.

La dissuasion conventionnelle dont vous parlez ne marchera que si ce déploiement est accompagné de la construction d'un poing militaire européen dissuasif ?

Exactement. Cela passe, comme pour la dissuasion nucléaire par une volonté politique affichée qui ne laisse aucune ambiguïté. La puissance devient la clé. Nous sommes face à un test vital. ■



Résolution pour la libération de Boualem Sansal : le Parti socialiste invente la solidarité sans participation

Mais quelle mouche a donc piqué les socialistes pour qu'ils s'abstiennent de voter une résolution exigeant la libération immédiate de l'écrivain Boualem Sansal, otage du pouvoir d'Alger ? De la part de La France insoumise, amoureuse des régimes autoritaires et inféodée à l'islam politique, le refus va de soi : déjà Rima Hassan, la petite télégraphiste du Hamas, avait refusé de voter la résolution du Parlement européen sur ce thème le 24 janvier 2025 au motif que la cause de M. Sansal, tout à fait légitime, était instrumentalisée par la droite extrême et oubliait les droits des Palestiniens. Mais de la part des élus du Parti socialiste, MM. Hollande et Faure étant absents ? Leur défense est étrange. Ils refusent d'autant plus d'appuyer la résolution qu'ils se proclament en faveur de « la libération immédiate et inconditionnelle de Boualem Sansal ». Comprenez qui pourra : je te lâche d'autant plus que je te soutiens. Le texte proposé par les centristes leur déplaît car il appelait à conditionner les futurs versements de fonds européens à l'Algérie à des progrès substantiels en matière d'État de droit et de libertés individuelles. Cela semble logique : si Alger respectait les droits humains, elle n'aurait jamais kidnappé Boualem Sansal à l'instar de n'importe quel groupe djihadiste. Or on ne touche pas à l'Algérie, c'est une cause sacrée en raison de la colonisation.

On le sait, trois éléments au moins ont contribué à la fureur de la clique des autocrates d'Alger. D'abord l'attribution du prix Goncourt à Kamel Daoud le 4 novembre 2024 en dépit d'une intense campagne de calomnies dirigées contre les jurés du prix et l'auteur de *Houris* coupable d'avoir rouvert le dossier, interdit, de la guerre civile (1990-1999) avec une formidable puissance d'évocation. Pendant une heure, Kamel Daoud a expliqué aux dix jurés du prix qu'il est sur une liste noire de personnes à traquer, qu'il a dû déménager, changer son fils d'école et qu'en entrant dans le restaurant, il a craint d'être rafalé ou poignardé par un fanatique, malgré la présence d'une quarantaine d'agents en civil de la police française. Les articles se succèdent dans la presse algérienne pour accuser Daoud, grand ami de Boualem Sansal, d'avoir battu son ancienne épouse, plagié l'histoire d'une patiente de sa femme qui est psychiatre. Un procès est en cours contre lui qui se tiendra le 7 mai pour atteinte à la vie pri-

vée. Avec ce prix aussi politique que littéraire, les relations franco-algériennes ont pris un tour saumâtre.

Quelques jours auparavant, fin octobre, Emmanuel Macron avait effectué une visite officielle de réconciliation au Maroc qu'il avait boudé pendant ses premières années de présidence. Durant ce séjour, Emmanuel Macron confirme ce qu'il avait déjà annoncé durant l'été : la reconnaissance de la souveraineté de Rabat sur le Sahara occidental, pomme de discorde avec l'Algérie. La coupe est pleine pour les autorités algériennes qui lancent une véritable campagne stalinienne contre l'Hexagone. Paris doit payer le prix de son insolence. Le 22 novembre, l'agence officielle Alger Presse service publie un communiqué : « La France macroniste-sioniste s'offusque de l'arrestation de Boualem Sansal à l'aéroport d'Alger. » En d'autres termes : le lobby juif fait la loi à Paris pour mieux discréditer l'islam et l'Algérie.

Il est des intellectuels et des partis qui n'ont jamais accepté mentalement l'indépendance des anciens territoires sous administration française. L'anticolonialisme ou le décolonialisme sert de marxisme de substitution à toute une gauche en perte de compréhension du monde

Il faut ajouter à ce psychodrame un entretien donné par Boualem Sansal au média français Frontières dans lequel il reprend la position du Maroc et ajoute que toute la partie ouest de son pays était marocaine avant la colonisation française dont les trois villes, Tlemcen, Oran et Mascara. Il rajoute une phrase qui a fait hurler le pouvoir algérien : si la France n'a pas colonisé le Maroc (elle en a fait un protectorat de 1912 à 1955), c'est que ce dernier « est un grand État » qui existe depuis treize siècles. En effet, « c'est facile de coloniser des petits trucs qui n'ont pas d'histoire mais coloniser un État est difficile ». Les dirigeants du « petit truc » ont vu rouge. Rappelons que l'Algérie a été soumise à la régence ottomane de 1516 à 1835 tout en gardant une large autonomie. Mais c'est contre la France que les dirigeants de ce pays dirigent leurs

coups car la Sublime Porte était musulmane. Boualem Sansal s'est ainsi rendu coupable de trahison et de porter atteinte à l'intégrité territoriale de son pays. Tout le lobby de la nomenclatura algérienne en France, appuyé par des sites fréristes tels Mediapart, se mobilise ainsi qu'une partie de la gauche officielle. Les gardiens du fromage mémoriel grondent et trépingent, on leur vole leur gagne-pain !

Des personnalités prétendent soutenir l'auteur du *Village de l'Allemand* avec un « oui mais » assorti de réticences. Telle Sandrine Rousseau qui pratique la solidarité calomnieuse en affirmant que Sansal « n'est pas un ange » et tient des propos relevant de l'extrême droite. De même qu'il est des nostalgiques de la guerre froide, il est des intellectuels et des partis qui n'ont jamais accepté mentalement l'indépendance des anciens territoires sous administration française. L'anticolonialisme ou le décolonialisme sert de marxisme de substitution à toute une gauche en perte de compréhension du monde. Or l'Algérie est indépendante depuis soixante-trois ans. Mais, pour les autocrates au pouvoir, le ressentiment anti-français est un dérivatif parfait aux malheurs du peuple. Cela évite aux généraux de faire leur examen de conscience et de s'interroger sur leurs propres fautes ou crimes. La guerre d'indépendance ne doit jamais s'arrêter.

Le pouvoir pratique la séduction par l'insulte : il nous crache au visage pour obtenir des avantages indus et nous demande de tendre l'autre joue. Ce qui est terrible dans cette affaire c'est que le régime FLN ne parvient pas à nous effacer et continue à être obsédé par la France, son idée fixe. La France reste une passion algérienne, l'inverse n'est pas vrai. En 1957, Raymond Aron, plus lucide qu'Albert Camus et Jean-Paul Sartre, plaide dans *La Tragédie algérienne* et contre son propre camp pour « l'héroïsme de l'abandon ». La décolonisation était inéluctable. Il faut plaider de nos jours pour l'héroïsme du divorce. Combien de temps tolérerons-nous encore les vitupérations du régime islamo-soviétique dont la vraie crainte n'est pas une « recolonisation », comme le dit la propagande officielle, mais l'indifférence croissante des Français vis-à-vis de cet ancien département. On a envie de dire au président Tebboune : oubliez-nous ! Reprenez vos OQTF et rendez-nous le grand Boualem Sansal. Et bon vent ! ■

* Dernier ouvrage paru : « Je souffre donc je suis. Portrait de la victime en héros » (Grasset, 2024).



PASCAL BRUCKNER

Ce mardi en commission des affaires étrangères, tous les députés de gauche se sont abstenus lors du vote d'une résolution appelant à la « libération immédiate et inconditionnelle » de l'écrivain. Le Parti socialiste emboîte ainsi le pas à une France insoumise inféodée à l'islam politique, déplore le philosophe*.

L'arrêt de l'A69 est une triple folie, économique, sociale et environnementale !

Ce samedi, j'irai manifester avec les citoyens et les élus régionaux, départementaux et parlementaires, pour défendre l'A69 à Castres, dans le Tarn. Le Tarn est un département qui a eu l'immense privilège de connaître, il y a exactement dix ans, la première ZAD de France. On aurait déjà pu se douter que quelque chose prenait l'eau : une zone à défendre, mais à défendre de quoi ? D'une modeste parcelle à Sivens sans un centimètre carré de béton ? D'une mare aux canards qui ne ressemblait probablement pas assez à celle de *Martine à la ferme* ? La « défense » s'était soldée par 300 000 euros de dégâts, aussi divers que bidons d'essence ou vieilles machines à laver : bref, la zone. Les exploitations agricoles, qui devaient bénéficier d'une retenue leur permettant d'assurer la production d'alimentation, ou d'abreuver leur bétail, se sont retrouvées le bec dans l'eau. Et les collectivités du Tarn et du Tarn-et-Garonne, désavouées par une action contestataire après des années de concertation.

Dix ans après, de l'eau a coulé sous les ponts. Mais après un détour par Notre-Dame-des-Landes, voici les zadistes revenus à leurs premières amours tarnaises ! Les mêmes méthodes se répètent, les mêmes stratégies violentes se mettent en place. Caillassage des forces de l'ordre, agressions physiques des salariés du chantier, incendies des engins et des locaux des entreprises : c'est un mode opératoire violent bien rodé, une mécanique de pression d'activistes radicaux, dont les préoccupations réelles pour l'écologie ne coulent pas de source.

Et je le dis avec fermeté : la décision du tribunal administratif de stopper le chantier de l'A69 est un déni de démocratie. Peut-être aurions-nous dû nous y attendre ? Eh bien non, car cette A69 n'est pas un caprice. Ce n'est pas une lubie de technocrates, ni une faveur accordée au « grand capital ». C'est un projet nécessaire, validé à tous les niveaux, par tous les élus, depuis trente ans. Par l'État, avec une déclaration d'utilité publique en 2018 et une validation par le Conseil d'État lui-même en 2021. Par les élus des collectivités locales,

qui ont soutenu et porté ce projet face aux besoins criants de leurs territoires. Par la justice administrative, qui a rejeté 14 recours successifs des opposants contre l'autorisation environnementale, sans jamais suspendre les travaux ou remettre en cause l'utilité publique du projet, qui était donc juridiquement sécurisé. Mais il faut se méfier de l'eau qui dort ! C'est au quinzième recours déposé par cette minorité violente et déconnectée des réalités du terrain, et visant à se glisser dans les interstices du droit, que le chantier est tombé. Les opposants à l'A69 ne sont pas majoritaires, loin de là. Mais ils ont fait du sabotage leur spécialité. Ils utilisent les tribunaux comme des armes politiques et profitent des failles du système pour bloquer des projets d'intérêt général. Ce n'est pas de la démocratie, c'est une prise d'otages juridique.

L'affaire de l'A69 dépasse le cadre d'une simple infrastructure, c'est une affaire qui relève du symbole d'une France à l'arrêt et d'une décision politique impuissante. Je refuse de voir mon territoire pris en otage par ces forces obscurantistes : il est temps de rendre le pouvoir aux citoyens et à leurs représentants

L'arrêt de l'A69 est une triple folie. Une folie économique. C'est un projet structurant, destiné à redonner du souffle à une économie qui souffre de son isolement, et où les entreprises font face à des surcoûts logistiques et humains qu'elles ne pourront plus affronter longtemps si le territoire n'est pas désenclavé. Pour le gaspillage budgétaire, 300 millions d'euros déjà investis risquent d'être sans retour, sans compter le coût colossal d'indemnisation et de remise en état qui atteindrait 1 milliard d'euros. Ce sont des centaines d'entreprises locales et des milliers d'emplois qui sont en danger.

Une folie environnementale. Entre Toulouse et Castres, il faut aujourd'hui compter plus d'une heure de route pour parcourir 75 km sur une nationale polluée et saturée. Cette autoroute est pensée comme une autoroute décarbonée (facilitation du covoiturage, abonnements réduits pour les véhicules électriques...), et exemplaire en termes de compensation : 5 fois plus de zones reboisées et replantées que ce qui a été touché, 3 fois plus de renaturation de zones humides que l'impact initial. Moins de pollution, décarbonation, encouragement des mobilités douces sur le réseau devenu secondaire : l'engagement environnemental du projet fait sens.

Une folie sociale. L'A69 est une réponse à un réseau routier existant engorgé et très accidentogène, permettant d'assurer un itinéraire sécurisé et fluide, au service des entreprises, des travailleurs et des habitants. Cette autoroute est donc une réponse sociale pour tout un territoire, et elle est d'ailleurs soutenue par 80 % de la population locale, contre une minorité agissante qui n'a rien à perdre, ne vit pas sur ce territoire et ne le connaît pas. Les 1000 salariés aujourd'hui sur le carreau apprécieront.

Plus aucun projet d'envergure ne peut se faire en France sans être torpillé. À ce rythme, la tour Eiffel n'aurait jamais été construite : trop de fer, trop de béton, trop de nuisances. L'affaire de l'A69 dépasse le cadre d'une simple infrastructure, c'est une affaire qui relève du symbole d'une France à l'arrêt et d'une décision politique impuissante. Je refuse de voir mon territoire pris en otage par ces forces obscurantistes : il est temps de rendre le pouvoir aux citoyens et à leurs représentants. La démocratie doit l'emporter contre la judiciarisation excessive qui dévoie nos institutions, et contre des écologistes radicaux qui instrumentalisent la peur et la violence pour imposer leur idéologie minoritaire. C'est le sens de mon combat de citoyenne, et d'élue. ■

* Céline Imart est diplômée de Sciences Po Paris et de l'Essec. Elle est agricultrice et députée LR au Parlement européen.



CÉLINE IMART

Le 27 février, le tribunal administratif de Toulouse a annulé l'arrêté préfectoral autorisant le chantier de l'autoroute A69 entre Toulouse et Castres. Un déni de démocratie qui lésera gravement les habitants de la région, estime l'eurodéputée LR*.

Pour comprendre Trump, il faut lire «The Art of the Deal»



LE BLOC-NOTES
Laurence de Charette

➤ Lire aussi PAGES 2 À 7

« **M**on style est assez simple, et direct. Je vise très haut, puis je ne cesse de pousser, pousser, pousser pour obtenir ce que je veux. » Sans doute le lecteur aura-t-il reconnu l'auteur de la phrase à son volontarisme décomplexé : Donald Trump. Ces lignes datent toutefois de 1987 : elles sont extraites du best-seller qui a fait connaître le futur président aux Américains. Sur la couverture, les quelques lettres de son patronyme claquent en gros et en doré (il se dit que l'auteur a eu pour exigence principale leur agrandissement maximum) au-dessus d'une photo du jeune homme au front déjà couvert d'une grande mèche blonde. *The Art of the Deal* est remarquable à plus d'un titre.

Par son auteur bien sûr, l'homme qui vient de jeter aux oubliettes l'ordre du monde dessiné au sortir de la Seconde Guerre mondiale. La rédaction du texte a cependant officiellement été soustraite à une plume extérieure, Tony Schwartz. Malgré (ou plutôt en raison de) son succès fulgurant, le journaliste ne trouvera pas de mots assez durs, après l'élection de Donald Trump, pour regretter son apport. Ses remords iront, selon ses dires, jusqu'à le pousser à reverser une partie de ses gains, évalués à quelque 2 millions de dollars, à des organisations caritatives. C'est dire la puissance qu'on prête à la publication.

Par son parcours, ensuite. *The Art of the Deal* n'est en réalité pas un livre, ou pas qu'un livre. Il s'agit plutôt d'un objet de propulsion ; et de ce point de vue, l'ouvrage est tout à fait admirable, puisqu'il a contribué à faire d'un entrepreneur new-yorkais une star nationale. Dans les années 2000, le concept (glorification de la performance), décliné par NBC en une série télévisée à succès *The Apprentice*, a offert une deuxième rampe de lancement à ce magnat de l'immobilier que l'Amérique a adoré entendre lancer, depuis sa « boardroom », aux jeunes loups du show ses impitoyables : « Tu as vraiment fait un truc stupide », suivis du fameux « Tu es viré ».

Donald Trump a également parcouru sa première campagne électorale son livre en main, n'hésitant jamais à en faire un argument, un totem quasiment. « Notre pays a besoin d'un vrai grand leader maintenant », martelait-il. Un leader qui a écrit *The Art of the Deal*. « Qui ici a lu "The Art of the Deal" ? aimait-il lancer à la foule. Tout le monde

de a lu "The Art of the Deal", deuxième plus grand livre de l'histoire après la Bible. » Le politique puis le géopolitique sont ainsi devenus des champs de transactions. Tout est commerce.

Par son objet enfin. *The Art of the Deal* contient-il la révélation de l'essence de la victoire ? Probablement pas... Mais le cœur du trumpsisme, sans aucun doute : il constitue à ce titre une lecture instructive par les temps qui courent. Plus de 35 ans après sa rédaction, les interlocuteurs du 47^e président des États-Unis trouveront dans ce récit romancé, cette apologie rédigée à la première personne, les fondamentaux de son univers.

Son goût immodéré pour les superlatifs trouve à la fois dans ces pages chargées d'adjectifs comme « merveilleux » et « extraordinaire » un vaste terrain de jeu et une justification théorique : « Voir grand » et même « monumental » est l'un de ces premiers préceptes. « Autant voir grand. La plupart des gens pensent petit. » Il prescrit pour cela « la concentration totale, presque une névrose contrôlée ». « Une petite hyperbole ne fait jamais de mal », renchérit-il plus loin, vantant les bienfaits de cette « innocente exagération » qui est devenue sa signature - ses adversaires parleront plutôt de la fameuse « vérité alternative ».

La journée type du « deal-maker » prend la forme d'une valse échevelée de coups de fil (une centaine par jour), de rencontres (avec les « meilleurs » dans leur catégorie forcément) et de réunions express - « soyez brefs » est le meilleur conseil à donner à ses interlocuteurs. « Ça ne s'arrête jamais, et je ne voudrais pas qu'il en soit autrement », dit-il. S'il lui arrive de dîner aux côtés d'un cardinal, c'est, naturellement, de politique et d'immobilier qu'il est question.

Personne ne sera surpris de lire que Donald Trump n'a jamais fait confiance aux enquêtes marketing ni aux sondages, dont il se moque allègrement. « Je fais mes propres sondages (...) Je demande, et je demande, et je demande, jusqu'à ce que je commence à avoir une intuition à propos de quelque chose. »

Le futur président prodigue des conseils certainement de bon aloi dans le monde des affaires - insistant par exemple sur l'art et la manière de rendre toute chose désirable, l'intérêt de ne traiter qu'avec les puissants au sommet de la hiérarchie, ou la nécessaire âpreté - « être dur, très dur » - des négociations. Plus intéressant, il y dévoile quelques-unes des obsessions qui ne l'ont

pas quitté depuis et qui occupent aujourd'hui la scène internationale : la crainte viscérale de se « faire arracher la chemise sur le dos », (même milliardaire, il est capable d'appeler un fournisseur pour quelques dollars), l'opiniâtreté qui ne s'embarrasse pas des vertus molles de la bonne foi : « Je ferai presque n'importe quoi pour gagner » (l'irruption du « presque » surprend), l'exigence de la reconnaissance, voire de l'assujettissement (Volodymyr Zelensky se consolera peut-être de constater que « je pense que vous êtes très déloyal. Sans moi, vous ne seriez pas où vous êtes maintenant » est une phrase récurrente). Trump expose sa vision du rapport de force qu'on le voit aujourd'hui pratiquer à grande échelle sans distinction entre alliés et adversaires : « Mettre l'interlocuteur dos au mur et l'obliger à négocier », « montrer sa force, être sauvage, insensé même », ne pas hésiter à « rompre la négociation pour reprendre le pouvoir ». Mais il évoque également la « souplesse » qui doit habiter l'esprit du bon fabricant d'accord - « avoir différentes approches en tête », toujours « garder beaucoup de balles en l'air » - et qui éclaire ce que les néophytes pourraient prendre pour des revirements...

Au fil des pages, le lecteur qui n'a pas grandi avec la langue de l'Oncle Sam se trouve finalement face à une difficulté : il fut un temps où les hommes d'affaires parlaient de contrat et les diplomates de traités ; comment désormais traduire avec justesse le mot « deal » ? Le « deal » est un concept vorace qui décreète que tout, absolument tout, s'échange et se négocie ; une entité aux contours mouvants, car elle vaut par son existence même bien plus que par son contenu - et c'est là sa force (tout deal pourra trouver un bon habillage qui fera sa force explique Trump) et sa faiblesse : sans « deal », que devient le « deal-maker » ?

Ministre des dépenses

Éric Lombard a beau travailler ses éléments de langage son penchant pour l'impôt nécessite une vigilance de chaque instant.

Communautarisme

Une partie des Insoumis, écologistes et socialistes n'ont pas voté en commission la résolution appelant à la libération de Boualem Sansal, refusant de « contraindre l'Algérie ». Plus d'arguments en séance plénière ? ■

Justice des mineurs : la proposition de loi de Gabriel Attal est une mystification



ALEXANDRE STOBINSKY

Adoptée en première lecture par l'Assemblée nationale, la proposition de loi de Gabriel Attal « visant à restaurer l'autorité de la justice à l'égard des mineurs délinquants et de leurs parents » ne remplira en réalité aucun des objectifs qui lui sont fixés, s'inquiète le magistrat au tribunal judiciaire de Nanterre.

C e devait être le texte qui offrirait aux Français une réponse tant attendue en matière de justice pénale des mineurs. La proposition de loi de Gabriel Attal « visant à restaurer l'autorité de la justice à l'égard des mineurs délinquants et de leurs parents » - preuve tout de même que cette autorité était jugée en piètre état - adoptée le 13 février dernier en première lecture par l'Assemblée nationale est en réalité une mystification. Et, effet collatéral délétaire, le texte va creuser encore davantage le fossé grandissant entre les Français et les magistrats.

L'objectif principal de la proposition de loi était de créer une comparution immédiate des mineurs. Le terme est effectivement employé dans l'article 4 du texte. Mais les conditions pour y parvenir apparaissent tellement restrictives qu'elles lui font perdre son sens commun. Or, là est tout le problème que connaît la légistique depuis des années : adopter des codes aux effets d'annonce politiques.

En effet, la comparution immédiate pour les majeurs est depuis des années une arme pénale redoutable contre une partie de la délinquance, en particulier de droit commun et souvent en cas de violence. Un individu, sans aucun antécédent pénal, mais ayant commis des faits graves, peut-être traduit immédiatement devant le tribunal et surtout - en cas de renvoi - peut être placé en détention provisoire. Il s'agit pour le parquet du seul moyen d'obtenir une incarcération en matière délictuelle préalablement au jugement, sans saisir un juge d'instruction et hors révocation d'un contrôle judiciaire.

La comparution immédiate des mineurs ne remplira aucun de ces objectifs, tout simplement parce qu'elle calque la procédure d'audience unique déjà existante et qui permet de juger dans un délai d'un mois un mineur ayant déjà un antécédent pénal, s'il est placé en détention provisoire, et sans la fameuse censure culpabilité/sanction. La seule nouveauté du texte Attal est de pouvoir juger le mineur en renonçant à ce délai d'un mois, mais uniquement s'il donne son accord. Quelle est donc

« Quelle est la plus-value de cette comparution immédiate des mineurs si ce n'est, au final, de ne pas passer par la détention provisoire et d'être condamné tout de suite et potentiellement... à une simple mesure éducative ? »

la plus-value de cette comparution immédiate des mineurs si ce n'est, au final, de ne pas passer par la détention provisoire et d'être condamné tout de suite et potentiellement... à une simple mesure éducative ? Encore un effet de bord d'un texte prônant une sévérité accrue, mais offrant éventuellement une réponse pénale moins ferme. Stupéfiant.

Ainsi, la simple condition d'un antécédent pénal pour un mineur posée par la proposition de loi de Gabriel Attal enlève à la comparution immédiate toute sa force en matière d'ordre public, tout son sens. Et, si celle-ci devait être adoptée définitive-

ment, comme en première lecture, les Français s'étonneront légitimement lors d'un prochain drame impliquant un ou des mineurs auteurs d'un deuxième ou d'un troisième fait que ceux-ci n'aient pu être jugés immédiatement pour un premier épisode de violence ou d'extorsion - conformément aux aspirations pour 86 % de la population, sondage Odoxa pour *Le Figaro* du 11 février 2025. Les Français, ayant été floués sur la force même de la loi votée et sur ce qu'ils comprenaient à juste titre de la comparution immédiate, dénonceront des magistrats, forcément laxistes, qui n'auront ainsi pas protégé les Français, trahissant la justice au nom desquels ils la rendent.

Alors bien sûr, sémantiquement, un terme de la justice pénale des majeurs aura investi celle des mineurs. Mais les Français, en matière régalienne, et au fond désormais comme dans toute politique, ne tolèrent plus que des actes. Au Sénat, désormais, de répondre à cette exigence démocratique. ■

Libre à vous
Ce soir à 23h sur
Le Figaro TV, présenté
par Guyonne de Montjou

LE FIGARO

Dassault Médias (actionnaire à plus de 95%)
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Président-directeur général
Eric Trappler
Administrateurs
Thierry Dassault,
Olivier Costa de Beauregard,
Benoît Habert,
Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS (société éditrice)
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Président
Eric Trappler
Directeur général,
directeur de la publication
Marc Feuillée

Directeur des rédactions
Alexis Brézet
Directeur délégué de la rédaction
Vincent Trémolet de Villers
Directeurs adjoints de la rédaction
Gaëtan de Capèle (Économie),
Laurence de Charette
(pôle audiovisuel), Anne-Sophie
von Claer (Style, Art de vivre, F),
Philippe Gélie (International),

Anne Huet-Wuilleme (Édition,
Photo, Révision, DA),
Jacques-Olivier Martin (directeur
de la rédaction du Figaro.fr),
Étienne de Montety (Figaro
Littéraire), Yves Thérard
(Enquêtes, Opérations spéciales,
Sports, Sciences, Culture,
Télévision).

Directeur artistique
Pierre Bayle
Rédacteur en chef
Frédéric Picard (Web)
Directeur délégué
du pôle news
Bertrand Gié
Éditeurs
Robert Mergui
Anne Pican

FIGAROMÉDIAS
23-25, rue de Provence, 75009 Paris
Tél. : 01 56 52 20 00
Fax : 01 56 52 23 07
Président-directeur général
Aurore Domont
Direction, administration, rédaction
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Tél. : 01 57 08 50 00
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression L'imprimerie, 79, rue de Roissy
93290 Tremblay-en-France
Midi Print, 30600 Gallargues-le-Montueux
ISSN 0182-5852
Commission paritaire n° 0426 C 83022
Pour vous abonner Lundi au vendredi de 7h à 18h ;
sam. de 8h à 13h au 01 70 37 31 70, Fax : 01 55 56 70 11
Gérez votre abonnement, espace Client : www.lefigaro.fr/client
Formules d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine
Club Prestige : 599 €. Club : 509 €. Semaine : 445 €. Week-end Prestige : 459 €. Week-end : 389 €. Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement.
Origine du papier : Allemagne. Taux de fibres recyclées : 100%. Ce journal est imprimé sur un papier UPM porteur de l'Ecolabel européen sous le numéro FI/011/001. Eutrophisation : Ptot 0,002 kg/tonne de papier.

LE TRI FACILE
ACPM
Ce journal se compose de :
Édition nationale
146 pages
Cahier 2 Économie
8 pages
Cahier 3 Le Figaro
et vous 14 pages
Sur certaines éditions :
Supplément 4 Magazine
146 pages
Cahier TV 68 pages
Supplément 5 Madame
164 pages
Promo Portage
Moët-Hennessy
diffusion sur une partie
du territoire national

MARCOVASCO

SUIVRE SON COEUR

© Dean McQuade

Laissez-vous inspirer par nos créateurs de voyages.
Bénéficiez d'un programme optimisé en tout point.
Disposez de notre assurance annulation.
Et respirez. Vous êtes déjà en vacances !



01 76 64 74 90
www.marcovasco.fr

Agence de voyages personnalisés
PARIS - LYON - MARSEILLE - RENNES

LE FIGARO économie



EUROPE
LA BCE FACE AUX RISQUES ET À L'INCERTITUDE ACCRUS EN ZONE EURO **PAGE 21**

TÉLÉCOMS
AU SALON DE BARCELONE, LA TECH EUROPÉENNE SIDÉRÉE PAR «L'EFFET TRUMP» **PAGE 25**



Les profits des géants du CAC 40 marquent le pas

FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO, WAVEBREA/K3/MARTINA/STOCK.ADOBE, ALBERT GEAR/REUTERS



Après trois années de hausse, la somme des bénéfices des fleurons français a diminué en 2024. Un recul dû à la baisse de régime de quelques poids lourds. **PAGE 20**

Publicis se renforce encore sur le terrain de la data

Publicis renforce son arsenal en matière de data. Le groupe de communication français, depuis peu numéro un mondial du secteur, a fait l'acquisition de l'entreprise américaine Lotame, spécialisée dans la gestion de données. Cette acquisition doit lui permettre d'optimiser ses campagnes, selon un communiqué publié ce jeudi. Lotame propose une solution qui

donne accès à 1,6 milliard de profils de consommateurs, basés «sur plus de 100 sources de données». La société compte plus de 4000 clients. Elle sera intégrée à Epsilon, l'entité de ciblage publicitaire de Publicis. En combinant ces outils et avec l'aide de l'intelligence artificielle, le groupe entend donner à ses propres clients «l'avantage concurrentiel de mieux

connaître et de pouvoir interagir avec 91 % des individus adultes utilisant internet dans le monde, de manière sécurisée et transparente». Soit plus de 4 milliards de personnes. L'opération, dont le montant n'a pas été dévoilé, reste soumise aux approbations réglementaires et devrait être finalisée au deuxième trimestre. Publicis compte dépen-

ser cette année de 800 millions à 900 millions d'euros pour des acquisitions «ciblées» dans le secteur des données, de la production, des médias numériques et de la technologie, tout en continuant à investir 100 millions d'euros par an pour le développement de sa propre couche d'intelligence artificielle, baptisée Core AI.

AMÉLIE RUHLMANN

> FOCUS L'ASSURANCE-VIE DÉPASSE LE CAP DES 2 000 MILLIARDS D'EUROS

L'assurance-vie vole de records en records. Après une moisson historique en 2024 (+ 29,4 milliards d'euros) le placement préféré des Français vient d'atteindre un nouveau sommet. En janvier, l'encours a franchi pour la première fois la barre des 2000 milliards d'euros (2020 milliards), en hausse de 5,3 % sur un an. Un seuil symbolique jamais atteint.

«Le mois de janvier 2025 est à marquer d'une pierre blanche», a réagi Paul Esmein, directeur général de France Assureurs, qui représente les acteurs du secteur. Car ce sommet n'est pas le seul record à mettre au crédit de l'assurance-vie. En janvier, la collecte nette s'est élevée à 4,5 milliards d'euros sur le mois, en hausse de 2,3 milliards d'euros par rapport à janvier 2024. Il s'agit là de son niveau le plus élevé pour un mois de janvier depuis 2010.

L'appétit pour le fonds en euros, à nouveau rentable grâce à la hausse des taux d'intérêt, explique en partie cet engouement. Les dépôts sur ce support 100 % sécurisé ont grimpé de 12 % en janvier sur un an. Ceux sur les unités de compte (dont le capital n'est pas garanti mais le rendement potentiellement plus élevé) ont augmenté de 6 % sur la même période.

«Cet encours irrigue l'ensemble du tissu économique français et européen, rappelle Paul Esmein. Les épargnants français contribuent donc à travers les cotisations qu'ils versent sur leurs contrats d'assurance-vie à soutenir de façon significative l'économie et les infrastructures de notre pays.»

JORGE CARASSO

le PLUS du FIGARO ÉCO

AUDIOVISUEL
Mediawan rachète le producteur du «Discours d'un roi» **PAGE 26**

LA SÉANCE

DU JEUDI 06 MARS 2025

- CAC 40**
8197,67 +0,29%
- DOW JONES**
42490,69 -1,20%
- ONCE D'OR**
2940,00 (2980,00)
- PÉTROLE (Brent)**
68,800 (69,460)
- EUROSTOXX 50**
5520,47 +0,57%
- FOOTSIE**
8682,84 -0,83%
- NASDAQ**
20110,95 -1,19%
- NIKKEI**
37704,93 +0,77%

L'HISTOIRE

La taxe de trop sur les sacs et les gobelets qui irrite les boulangers

«C'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase», dénonce Dominique Anract, président de la Confédération nationale de la boulangerie-pâtisserie française. Depuis le 1^{er} janvier, de nouvelles obligations concernent les métiers de bouche sur les emballages. Sacs à baguette, gobelets de café, boîtes à gâteaux ou encore sachets de viennoiseries... de nombreux contenants sont visés par cette mesure. Les artisans vont devoir régler une contribution

sur les emballages donnés aux clients, exceptés pour ceux qui consomment leurs denrées sur place. Plusieurs confédérations ont ainsi travaillé avec la société de service agréée par l'État, Adelphi, pour obtenir

une tarification simplifiée pour chaque secteur. Les boulangers devront ainsi régler 0,0079 euro pour chaque passage en caisse réalisé en 2025, 0,0216 euro pour les fromagers-crémiers et 0,0223 euro pour les bouchers et les autres métiers de bouche. Pour une boulangerie moyenne qui reçoit environ 500 clients par jour, les charges supplémentaires s'élèvent ainsi à près de 1500 euros par an. «J'ai conseillé à nos membres d'appliquer 5 ou 10 centimes de plus sur une quiche ou un flan par exemple pour avaler cette contribution», explique Dominique Anract.



Il pointe «une nouvelle taxe alors que les tarifs des œufs, du sucre et du beurre sont encore deux fois supérieurs à la normale». Une mesure qui concerne également les fromagers-crémiers ou encore les bouchers. ■

EMMA CONFRÈRE

Washington suspend les droits de douane sur les produits mexicains

Exercer une pression maximale. Puis la retirer. Autrement dit, souffler le chaud et le froid. C'est ce que Donald Trump ne cesse de faire avec ses partenaires commerciaux. Dernière information en date, la Maison-Blanche a annoncé jeudi suspendre l'essentiel des droits de douane imposés aux produits mexicains. Une pause décrétée jusqu'au 2 avril, date à laquelle les États-Unis doivent imposer de nouveaux tarifs, des «droits de douane réciproques» à un grand nombre de partenaires, dont le Mexique.

La présidente mexicaine, Claudia Sheinbaum, s'est félicitée de la décision de son homologue américain de suspendre les droits de douane, en saluant une collaboration avec «des résultats sans précédent». Les deux gouvernements vont continuer à travailler ensemble «particulièrement sur les sujets de la migration et de la sécurité, qui incluent une réduction du passage illégal du fentanyl vers les États-Unis, ainsi que celui des

armes vers le Mexique», a ajouté le chef de l'État du Mexique. Entretenant l'incertitude, le ministre du Commerce de Donald Trump, Howard Lutnick, a indiqué que les produits canadiens, respectant l'accord de libre-échange entre les trois pays nord-américains, pourraient aussi «probablement» être exemptés de droits de douane. Ces barrières douanières (25 % sur les produits canadiens, sauf les hydrocarbures, taxés à 10 %) piétinent cet accord que Donald Trump avait fièrement signé durant son premier mandat. Mercredi, Washington avait déjà annoncé une exemption des droits de douane sur les véhicules importés du Canada et du Mexique dans le cadre de cet accord, baptisé ACEUM. La riposte immédiate des Canadiens et des Mexicains qui ont annoncé des taxes sur les produits américains a pu jouer sur ce revirement de la Maison-Blanche.

F.N.L.



DANONE
affiche
la plus forte
progression
des profits



BNP PARIBAS
a une fois de plus
battu son record
de résultats



SCHNEIDER ELECTRIC
profite de l'électrification
et de sa présence
aux États-Unis

Les bénéficiaires du CAC 40 ont baissé en 2024

Danièle Guinot

Après trois ans de hausse, les profits des fleurons français ont marqué le pas.

L'année 2024 était semée d'embûches, mais les fleurons du CAC 40 sont, dans l'ensemble, parvenus à plutôt bien la traverser. Au total, les 39 groupes de l'indice (Pernod Ricard ayant un exercice décalé n'est pas inclus) ont généré 139,9 milliards d'euros de résultat net, selon les calculs du Figaro. Certes, ce montant est en baisse de près de 6% par rapport à 2023 (148 milliards d'euros). C'est la première fois depuis 2020 que les profits des grands groupes tricolores fondent. Cependant, ils restent au-dessus des 130 milliards d'euros. Et trois géants, TotalEnergies, LVMH et BNP Paribas ont une nouvelle fois enregistré plus de 10 milliards d'euros de bénéfices. « Les résultats se maintiennent à un niveau élevé, supérieurs à la période pré-Covid (moins de 100 milliards d'euros en 2019) », relève Pierre Blanchet, responsable des solutions d'investissement chez Amundi. C'est la première fois depuis la pandémie que les groupes retrouvent une année normale. Ce qui a dopé la Bourse de Paris ces dernières semaines : le CAC 40 gagne 11% depuis le 1^{er} janvier. Les chiffres d'affaires cumulés des 39 groupes de l'indice CAC 40, dont la composition a changé en 2024 (Accor et Bureau Veritas ont remplacé Vivendi et Alstom) ont un peu mieux résisté, ne reculant que de 1,5%, à 1 685 milliards d'euros.

« Les résultats ont baissé partout en Europe, pointe Emmanuel Cau, analyste chez Barclays. Mais, le recul est un peu plus marqué en France, car les secteurs cycliques à la peine comme l'automobile, le pétrole et le luxe, pèsent lourd dans le CAC 40. » De fait, l'essentiel du recul des bénéfices est lié à la baisse de régime de certains poids lourds qui avaient pulvérisé des records en 2023. « Il y a eu beaucoup de cas particuliers », résume Catherine Garrigues, responsable de la gestion Actions Europe chez Allianz GI. En tête Stellantis (Peugeot, Citroën, Fiat, Doge...), dont les bénéfices ont plongé de 70%, passant de 18,6 milliards en 2023 à 5,5 milliards d'euros. Le constructeur qui a évincé Carlos Tavares, son directeur général, en décembre, a fait les frais de la baisse de ses ventes mondiales (-12%) et surtout de l'échec de sa stratégie aux États-Unis où les stocks de voitures se sont accumulés. STMicroelectronics, le fabricant franco-italien de composants électroniques, a aussi été secoué, ses bénéfices plongeant de 63%. « C'est tout le secteur des semi-conducteurs qui souffre, relève Catherine Garrigues. La demande de certains de leurs clients, par exemple dans l'automobile, a baissé. »

L'atonie de la Chine affecte les groupes de luxe

La baisse de régime de TotalEnergies, qui conserve la palme de la meilleure performance CAC 40 (15,5 milliards d'euros de bénéfices), a aussi pesé sur la tendance. Le groupe pétrolier a souffert de la baisse des prix du pétrole et du gaz, ainsi que d'une demande incertaine en matière de carburant. Ses profits ont baissé de 26%. Dans le secteur du luxe, la situation est plus contrastée. Kering a vu ses bénéfices chuter de 62%. Le groupe peine à relancer sa marque Gucci, qui est en difficulté depuis la fin de la pandémie. Les bénéfices de LVMH (12,6 milliards d'euros) ont, eux, fondu

CAC 40 : les résultats de l'année 2024

Résultats 2024 en millions d'euros

Entreprises	Chiffre d'affaires 2024	Variation 2024/2023 (organique)	Résultat net 2024	Variation 2024/2023	
ACCOR	5 606	+ 11 %	610	- 3,6 %	
AIR LIQUIDE	27 058	+ 2,6 %	3 306	+ 7,4 %	
AIRBUS	69 230	+ 6 %	4 232	+ 11,7 %	
ARCELORMITTAL*	60 330	- 8,5 %	1 293	+ 45,7 %	
AXA	110 316	+ 7 %	7 886	+ 11 %	
BNP PARIBAS	48 831	+ 4,1 %	11 688	+ 4,1 %	
BOUYGUES	56 752	+ 1 %	1 058	+ 1,7 %	
BUREAU VERITAS	6 241	+ 6,4 %	569	+ 13 %	
CAPGEMINI	22 096	- 1,9 %	1 670	+ 0,5 %	
CARREFOUR	94 550	+ 0,4 %	1 080	- 11,5 %	
CRÉDIT AGRICOLE	27 181	+ 7,9 %	7 087	+ 11,6 %	
DANONE	27 376	+ 4,3 %	2 021	+ 129,4 %	
DASSAULT SYSTÈMES	6 210	+ 5 %	1 700	+ 7 %	
EDENRED	2 856	+ 12,4 %	507	+ 89,9 %	
ENGIE	73 800	- 10,7 %	4 100	+ 85,9 %	
ESSILORLUXOTTICA	26 508	+ 6 %	3 122	+ 9,8 %	
EUROFINS SCIENTIFIC	6 950	+ 7 %	405	+ 32 %	
HERMÈS	15 170	+ 15,7 %	4 603	+ 7 %	
KERING	17 190	- 12 %	1 133	- 62 %	
L'ORÉAL	43 480	+ 5,1 %	6 409	+ 3,6 %	
LEGRAND	8 648	+ 1 %	1 166	+ 1,6 %	
LVMH	84 693	+ 1 %	12 550	- 17 %	
MICHELIN	27 193	- 4,1 %	1 890	- 4,7 %	
ORANGE	40 260	+ 1,5 %	2 902	+ 0,3 %	
PERNOD RICARD		exercice décalé		exercice décalé	
PUBLICIS GROUPE	13 965	+ 5,8 %	1 851	+ 13,1 %	
RENAULT	56 232	+ 7,4 %	752	- 66 %	
SAFRAN	27 317	+ 17,8 %	3 068	+ 14,1 %	
SAINT-GOBAIN	46 570	- 2,9 %	2 844	+ 6,6 %	
SANOFI	41 081	+ 8,6 %	8 912	- 1,8 %	
SCHNEIDER ELECTRIC	38 153	+ 8,4 %	4 270	+ 7 %	
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	26 788	+ 6,7 %	4 200	+ 68,6 %	
STELLANTIS	156 878	- 17,2 %	5 520	- 70,4 %	
STMICROELECTRONICS*	12 821	- 23,2 %	1 504	- 63 %	
TÉLÉPERFORMANCE	10 280	+ 2,6 %	523	- 11,6 %	
THALES	20 577	+ 11,7 %	1 900	+ 7 %	
TOTALENERGIES*	207 298	- 9,5 %	15 489	- 25,5 %	
UNIBAIL-RODAMCO-WESTFIELD	2 314	+ 6,7 %	146	NS	
VEOLIA	44 692	1,5 %	1 098	17,1 %	
VINCI	71 623	3,1 %	4 863	3,4 %	

NS : Non significatif * Chiffres convertis en euros

Source : Sociétés

de 17%. Seul Hermès a vu ses profits augmenter (4,6 milliards d'euros). La majorité des groupes de luxe restent affectés par l'atonie de la Chine, où la demande pour leurs produits a calé.

Toutefois, la majorité des fleurons de la cote (27 au total) sont parvenus à augmenter leurs profits. « Il y a eu de bonnes surprises dans certains secteurs

comme les banques et les industriels, très présents sur les marchés mondiaux. Au total, le bénéfice médian des groupes du CAC 40 a augmenté de 4% en 2024 », souligne Pierre Blanchet. Les sociétés financières ont particulièrement brillé, battant pour la plupart de nouveaux records. C'est le cas de BNP Paribas (11,7 milliards d'euros), de Crédit agri-

cole (7,1 milliards d'euros) et d'Axa (7,9 milliards d'euros). Société générale (4,2 milliards d'euros) a, elle, vu ses bénéfices bondir de 69%. Les banques tricolores ont notamment été dopées par leurs activités de marché, la normalisation de la courbe des taux d'intérêt et une reprise des crédits immobiliers. Le record de hausse des profits

revient à Danone : porté par une hausse de ses ventes annuelles, le groupe a vu son résultat net bondir de 129%.

« Depuis cinq ans, les grands groupes français font preuve de résilience, résume Guillaume Laconi, gérant de fonds chez Edmond de Rothschild AM. Ils parviennent à naviguer dans un environnement économique, politique et géopolitique difficile. » La résistance de ces mastodontes s'explique grandement par leur forte internationalisation, la France ne représentant en moyenne que 16% environ de leurs ventes. « L'an dernier, l'économie mondiale s'est plutôt bien tenue, en particulier aux États-Unis où la croissance a été forte, explique Gilles Guibout, responsable des actions européennes chez Axa IM. Ce dynamisme a en partie compensé la faiblesse de la Chine, notamment pour les groupes de luxe. Le marché américain représente en moyenne plus de 20% des ventes des entreprises françaises. »

La bonne santé des États-Unis a profité aux entreprises industrielles, qui ont souvent tiré leur épingle du jeu en 2024. De plus en plus présent outre-Atlantique et porté par la transition énergétique et l'IA, Schneider Electric, le fabricant d'équipements électriques, a dégagé des bénéfices records en 2024. Idem pour Legrand. Saint-Gobain, le géant de la construction a, lui, enregistré des marges records. « Au dernier trimestre de 2024, la baisse de l'euro face au dollar a apporté un coup de pouce aux groupes français », souligne Emmanuel Cau.

Tensions géopolitiques et commerciales

Ces fleurons ont aussi fait des efforts pour réduire leurs coûts, ce qui leur a permis de pallier les baisses de chiffres d'affaires. « Les free cash flows ont également été au rendez-vous (flux de trésorerie disponibles, NDLR), ce qui a facilité le désendettement des groupes », explique Guillaume Laconi. Cette bonne gestion a permis de limiter l'érosion des marges qui avaient beaucoup augmenté ces dernières années, notamment grâce à la hausse des prix. « Du fait notamment de la hausse des salaires, supérieure à la valeur créée par les entreprises, et de la fin de la hausse des prix, les marges se sont un peu tassées en 2024, explique Stéphane Colliac, économiste chez BNP Paribas. Elles se sont normalisées et restent dans l'ensemble supérieures à 2019. Et les entreprises ont continué à investir. Ce qui est positif. »

Dans ce contexte plutôt porteur, les fleurons du CAC 40 ont prévu de continuer à choyer leurs actionnaires : la majorité (32) va augmenter ses dividendes. Seuls Kering et Stellantis les réduiront. « En 2024, les dividendes français ont atteint un montant record de 68,8 milliards d'euros », selon Charles-Henri Herrmann, directeur du développement France chez Janus Henderson. Nombre d'entreprises (Société générale, Axa...) vont aussi lancer des programmes de rachats d'actions. « Ces programmes sont plus nombreux en France qu'ailleurs en Europe », note Gilles Guibout.

Pour l'heure, les entreprises semblent être un peu dans le brouillard concernant 2025. Nombre d'entre elles se sont montrées prudentes sur leurs perspectives, inquiètes des annonces de relèvement des droits de douane par Donald Trump, sur fond de tensions géopolitiques et commerciales. « L'impact de ces risques est difficile à estimer », souligne Stéphane Colliac. Les sociétés présentes aux États-Unis surveillent aussi leur communication.

En revanche, un secteur a le vent en poupe cette année, et tire la Bourse de Paris : celui de la défense. Déjà en forme en 2024, Thales, Safran et Airbus dont une partie plus ou moins grande de l'activité dépend du militaire, ont des carnets de commandes bien remplis. Ils devraient profiter du réarmement à venir de l'Europe. ■

La BCE attentive au grand virage allemand

Anne de Guigné

Le plan massif d'investissement annoncé par Merz pourrait muscler la croissance européenne et l'inflation.

Sans surprise, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a opté ce jeudi pour une cinquième baisse d'affiliée de ses taux directeurs. Après avoir descendu cette nouvelle marche de 0,25 point de pourcentage, le taux de dépôt, le référent de la banque centrale, atteint désormais 2,5%, son niveau le plus bas depuis février 2023 et déjà 1,5 point en dessous de son pic de 4%, au cœur de la crise inflationniste. La décision a été prise à l'unanimité, moins une abstention, a précisé la présidente de l'institution, Christine Lagarde. La banque centrale détend ses taux depuis l'été dernier au fur et à mesure que la désinflation se confirme. La lutte contre les hausses de prix demeure en effet le cœur de son mandat. Toute la subtilité de l'exercice consiste à accomplir cette mission sans étouffer l'économie.

Pour cette raison, les banquiers centraux gardent les yeux rivés sur les indicateurs macroéconomiques et en particulier l'évolution de la croissance et de l'inflation. Deux indicateurs sensibles à la politique monétaire, comme à de nombreux autres éléments : politique budgétaire, tensions géopolitiques, innovation, épargne... Ce jeudi, la BCE a ainsi actualisé ses prévisions : sans avoir pu prendre en compte les effets des plans d'investissements dans la défense et les infrastructures annoncés cette semaine, elle a rehaussé ses estimations d'inflation pour 2025 et abaissé celles de la croissance. Pour cette année, l'institution table désormais sur une inflation de 2,3%, contre 2,1% précédemment. Les économistes de la banque estiment encore que le produit intérieur brut (PIB) de la zone euro progressera de 0,9% en 2025, quand ils tablaient sur 1,1% en décembre.

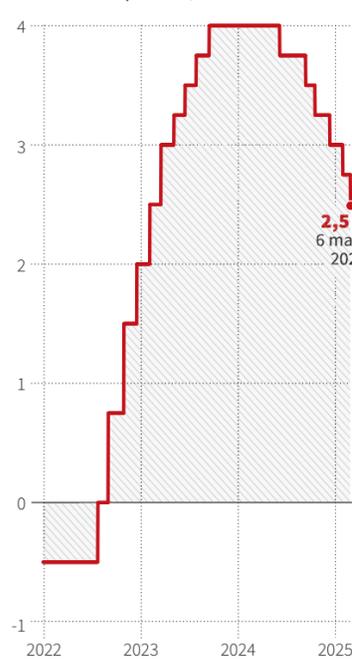
Ces données sont cruciales car elles motiveront les prochaines décisions de la BCE. Christine Lagarde a insisté sur la difficulté de la période, soulignant l'existence de quelques éléments de stabilité : l'évolution du marché du travail, des salaires, de l'inflation des services mais aussi de nombreuses incertitudes : « Les politiques commerciales et leurs réponses, les plans d'investissements... » Dans ce contexte mouvant, « nous ne pouvons pas nous engager à l'avance sur une voie particulière », a insisté la présidente, précisant que les commentaires éventuels de

certains gouverneurs n'étaient que « des points de vue personnels et ne reflétaient pas le collectif ».

Des voix se sont en effet fait entendre ces derniers jours pour suggérer que la BCE devrait envisager une pause dans ses baisses de taux. Isabel Schnabel, économiste allemande membre du directoire de la Banque centrale, a ainsi avancé la semaine dernière qu'« il devient de plus en plus improbable que les conditions de financement actuelles freinent sensiblement la consommation et l'investissement ». Autrement dit, il ne convient plus de baisser les taux car la politique monétaire n'est plus « restrictive » : elle ne freine plus l'activité. « Le communiqué de la BCE, par rapport aux précédents, atténue l'affirmation que la politique monétaire est encore restrictive ce qui réduit donc l'ampleur de la baisse ultérieure des taux directeurs qui est encore possible », note d'ailleurs Éric Dor, directeur des études économiques de l'Iéseg.

La BCE baisse de nouveau ses taux directeurs...

Taux de dépôt de la Banque centrale européenne, en %



Sources : BCE, Bloomberg

Dans le même communiqué, la BCE reconnaît toutefois que « l'activité de prêt demeure globalement modérée ». Entre les lignes, malgré la nouvelle prudence, semble donc se dessiner la perspective de quelques futures baisses de taux, avant la pause demandée

« Il devient de plus en plus improbable que les conditions de financement actuelles freinent sensiblement la consommation et l'investissement »

Isabel Schnabel Économiste

par les gouverneurs les plus inquiets de l'inflation. « La banque centrale peut bien dire que la politique monétaire devient "significativement moins contraignante", mais la croissance reste faible et les investissements alle-

mands prendront du temps pour porter leurs fruits. Nous anticipons que les baisses se poursuivent au deuxième trimestre, et visons un taux directeur en dessous de 2% en début d'été », avance ainsi Guy Stear d'Amundi. Charles Seville de Fitch abonde : « Malgré le coup de pouce à la demande qui devrait être apporté par la relance budgétaire allemande, nous pensons que les mauvaises performances de l'économie de la zone euro et la menace des droits de douane américains inciteront à de nouvelles baisses de taux en 2025. »

L'un des grands enjeux des prochains mois sera en effet le rythme de déploiement du plan de relance allemand. Mardi, la CDU et le SPD, qui sont en train de négocier leur contrat de coalition à Berlin, sont tombés d'accord pour sortir de l'orthodoxie budgétaire et lever le fameux « frein à la dette » qui limitait jusqu'ici les dépenses publiques. Friedrich Merz, le futur chancelier, s'est même avancé sur plusieurs

centaines de milliards d'euros d'investissement dans la défense et dans les infrastructures. Une inflexion qui rebat les cartes pour la croissance et l'inflation européennes. « Les investissements dans la défense et l'économie pourraient renforcer croissance et inflation », a d'ailleurs concédé Christine Lagarde.

Mercredi, les marchés ont réagi vivement à l'annonce allemande : le rendement des obligations allemandes à 10 ans a pris plus de 30 points de base pour atteindre 2,79%. La plus importante hausse journalière depuis les années 1990, selon Bloomberg. Dans le sillage, tous les autres rendements des obligations souveraines bondissaient également. Pour Frederik Ducrozet de la banque Pictet, « Christine Lagarde ne semble pas particulièrement inquiète de la réévaluation des taux sur les marchés, notant que les mouvements des spreads (écarts) entre pays sont restés "très limités" malgré la forte hausse des rendements obligataires », écrit-il. ■

... mais sur les marchés, les taux longs flambent

Taux obligataire à 10 ans, en %



La présidente de la Banque centrale européenne, Christine Lagarde, jeudi, à Francfort, lors de sa conférence de presse. JANA RODENBUSCH / REUTERS

Au Japon, la production de riz traverse une crise historique

Régis Arnaud Tokyo

Le gouvernement a dû puiser dans les réserves d'urgence de cette céréale sacrée pour enrayer la flambée des prix.

« Y aura-t-il assez de riz ? » La question hante le Japon, patrie de cœur de cette céréale. Pour la première fois, le gouvernement a décidé de puiser 210 000 des 910 000 tonnes de réserves de riz qu'il conserve en cas de péril grave (guerre, famine). Sur le terrain, la panique pointe face aux étals qui se vident. « En juin, il n'y aura plus rien », s'émeut Minoru Yamashita, petit revendeur de riz de Tokyo, devant ses étagères en partie désertes. À cette offre en baisse répond la hausse logique des prix. En janvier, selon le ministère de l'Agriculture, le cours du riz a bondi de 69% en un an, frappant les ménages au portefeuille. La situation alimente rumeurs et spéculation. Sur le site de vente d'occasions en ligne Mercari, les revendeurs de riz ont fait leur apparition ! « Ce sont les Chinois ! », clame le rumeur sur internet. L'été dernier, déjà, le pays s'était alarmé devant une offre chiche, appelant cette période celle de « la panique du riz ».

Le riz au Japon est, davantage que le pain en France, le cœur de tout repas, du petit déjeuner au dîner, autant en abondance que l'eau. Avant l'époque moderne, il fut une monnaie, avec laquelle les foyers réglèrent l'impôt. Aujourd'hui encore, en japonais, un même mot signifie « riz » et « repas » :

« gohan. » Une denrée qui bénéficie donc d'une attention toute particulière : depuis 1970, après un épisode de surproduction qui menaçait les revenus des riziculteurs, la récolte est encadrée par une politique publique spécifique dite « gentan ». L'objectif étant de restreindre l'offre à la demande des Japonais. Comment ? En incitant les exploitations à mettre une partie des rizières en jachère ou à une production alternative (farine de riz, biscuits, exportations...). Et en refusant l'importation, maintenue à distance par des barrières tarifaires (jusqu'à 800% de droits de douane) quasi infranchissables. Ce système permet de maintenir en activité les milliers de petits riziculteurs qui structurent la campagne et qui, reconnaissants, assurent la stabilité électorale du Parti libéral démocrate (PLD), formation charnière de la vie politique.

Cette gestion au grain près avait maintenu les cours stables. Mais l'été dernier, les calculs d'apothicaire du ministère se sont révélés faux. La récolte de fin 2023, remarquablement médiocre, s'est télescopée avec un regain de demande intérieure post-Covid. Le gouvernement a envenimé la situation en relayant au début de l'été un risque élevé de grand séisme, donc de pénurie, déclenchant un réflexe de stockage par les riziculteurs, les re-

vendeurs et les consommateurs. « Ces milliers de petits gestes de précaution ont fini par impacter la distribution de riz, autoalimentant la pénurie », décrypte Masaru Yamada, journaliste, grand spécialiste d'agriculture. « Désormais, à la moindre rumeur, les clients s'affolent », s'attriste Minoru Yamashita dans sa petite échoppe. Au ministère de l'Agriculture, on ressort la balance : cette année, la récolte est anticipée à 6,8 millions de tonnes, pour une demande prévue à... 6,7 millions.

« Aujourd'hui, 40% de la surface rizicole du pays est inexploitée »

Kazuhiro Yamashita Économiste spécialiste du riz

Cette précarité nouvelle permet de tirer un bilan du « gentan ». Il est sombre. La demande de riz diminuant depuis cinquante ans (baisse de la population, changement des habitudes alimentaires), la production a suivi la même pente raide. « Aujourd'hui, 40% de la surface rizicole du pays est inexploitée », explique Kazuhiro Yamashita, grand spécialiste du riz. Cet économiste pointe aussi l'énorme coût de cette politique en subventions à la filière (350 milliards de yens par an -

2,24 milliards d'euros). Sans compter le prix fort auquel le consommateur japonais paie son riz depuis 1970, de surcroît désormais à la hausse. Ce alors que les riziculteurs survivent à peine. Quatre-vingt-dix pour cent de la production sont assurés par de minuscules exploitations familiales prises en tenaille par la toute-puissante coopérative agricole JA, à la fois fournisseur (d'engrais, de machinerie) et client (de sa production). En 2023, leur bénéfice moyen annuel a atteint un microscopique... 97 000 yens, soit 575 euros ! « L'essentiel des subventions est capté par les grands riziculteurs. Les petits vivent de boulots annexes », explique Masaru Yamada. Le salaire réel des riziculteurs est de 10 yens (0,06 euro) de l'heure, se scandalise Yoshihide Kanno. Ce leader paysan a prévu un grand défilé de tracteurs en plein Tokyo fin mars pour alerter la population.

Kazuhiro Yamashita plaide pour un renversement de la politique rizicole du Japon en favorisant non plus la réduction mais la hausse de la production, sur le modèle de la France et, plus largement, de l'Union européenne. Il pense que l'image formidable du riz japonais, « la Rolls-Royce de cette céréale ! », comme il la surnomme avec humour, lui offrirait l'accès à des consomma-

teurs dans le monde entier. Et se prend à rêver : « Si le Japon pouvait produire 17 millions de tonnes par an, dont 7 millions pour le marché intérieur et 10 millions pour l'exportation, cela nous donnerait la latitude pour gérer les variations de l'offre et de la demande japonaise ». Mais avec un âge moyen des agriculteurs de 69 ans, le Japon n'a sans doute plus les moyens humains d'une réforme de sa politique rizicole. « Le « gentan » est certes insoutenable, mais il ne faut pas perdre de vue qu'il façonne nos campagnes. Tout le monde veut cultiver le riz en plaine, mais en montagne, ce sont les « petits » qui assurent la production. Que deviendront nos paysages, nos villages quand ils seront éteints ? », se demande Masaru Yamada.

Eri Otsu, rizicultrice et intellectuelle, incarne un chemin. Avec son mari et ses quatre enfants, elle exploite sept hectares de rizières à Kumamoto (sud du Japon) et fournit directement chaque mois une clientèle fidèle de 150 foyers. Elle incarne une agriculture engagée, organique, solaire, tournée vers les cycles courts et le respect de sa terre. « J'adore produire pour des gens que je connais, et qui me soutiennent dans les moments difficiles. Si je dépendais de JA, je ferais une croix sur mon bonheur », explique-t-elle, radieuse. ■

Anne Bodescot

Son bénéfice a été divisé par trois l'an passé. Mais les marchés ont salué la reprise de son activité. Le cours de l'action s'est envolé de 33 % jeudi.

Satisfecit ! Benjamin Smith, le directeur général d'Air France-KLM, a affiché jeudi sa confiance dans sa stratégie, même si les bénéfices du groupe (317 millions d'euros) ont été divisés par trois en 2024. Le groupe franco-néerlandais a en effet affronté des vents contraires au début de l'an passé, avec une inflation des coûts et des difficultés d'exploitation. L'été a aussi été difficile : les touristes ont évité Paris pendant les Jeux olympiques, ce qui a pénalisé le trafic aérien dans la capitale.

Mais la compagnie s'est bien rattrapée au dernier trimestre, avec un résultat d'exploitation largement supérieur aux attentes (396 millions d'euros, pour un chiffre d'affaires de 7,88 milliards d'euros). Le groupe a en effet pu progressivement augmenter ses capacités de vols (avec une hausse de 3,6 % des sièges proposés à ses clients sur l'année) pour répondre à une demande croissante. C'est surtout cette divine surprise que la Bourse a retenu. L'action du groupe s'est envolé de 33 % jeudi. Sa concurrente Lufthansa, qui publiait elle aussi ses résultats, a elle aussi connu un net rebond de l'activité dans les derniers mois de l'année dernière.

Ce dernier trimestre dynamique a permis à Air France-KLM de réaliser au total un chiffre d'affaires de 31,5 milliards d'euros en 2024, en hausse de 4,8 %. Des recettes comparables à celles d'LAG (British Airways, Iberia, Vueling), qui se sont établies à 32,1 milliards l'année dernière... pour un bénéfice huit fois plus élevé. La compagnie franco-néerlandaise est donc toujours trop peu rentable. La marge est même retombée à 5,1 %, contre 5,4 % en 2023, en raison de l'inflation des coûts, particulièrement forte pour KLM.

Mais les progrès sont en marche. Benjamin Smith s'est ainsi félicité d'engranger les retombées de la montée en gamme de l'offre. Car si la clientèle d'affaires fait toujours grise mine - les visioconférences ont rendu inutiles nombre de voyages -, le groupe a développé de nouveaux segments dans la catégorie «loisirs», pour les touristes prêts à payer nettement plus cher des cabines luxueuses. Ce pari s'avère gagnant. Les Américains, en particulier,



Air France-KLM a réalisé un chiffre d'affaires de 31,5 milliards d'euros en 2024, en hausse de 4,8 %.

Air France-KLM redécolle après l'épreuve difficile de Paris 2024

ont tiré à la hausse les résultats de cette gamme «Premium», qui a représenté l'an dernier 26,9 % du chiffre d'affaires, contre 25,6 % un an plus tôt.

À l'autre bout du spectre, les résultats de Transavia, la filiale low cost, confortent aussi les espoirs du groupe. Grâce notamment à sa décision de rendre payants les bagages en cabine, elle a réussi à dégager de justesse en 2024 son premier bénéfice opérationnel depuis la pandémie (3 millions d'euros). «Ce modèle marche bien, il correspond à ce que recherchent la plupart des clients» a pointé le directeur général d'Air France-KLM, qui compte sur la desserte d'Orly par la ligne 14 pour soutenir la demande.

De nouveaux avions vont donc être transférés d'Air France vers Transavia, pour accroître l'offre de sièges. En 2025, le groupe prévoit ainsi d'augmenter les capacités de sa filiale low

cost de 10 %, contre 3,5 % pour les longs comme pour les moyens courriers d'Air France-KLM.

Autre bonne surprise, le programme de fidélisation du groupe, Flying Blue, est devenu la poule aux œufs d'or. L'an dernier, la vente de «miles» aux différents partenaires a dégagé un bénéfice d'exploitation de 200 millions d'euros pour un chiffre d'affaires de 811 millions.

Benjamin Smith se veut donc résolument optimiste. Encouragé par le boom des ventes en fin d'année, il a réitéré son ambition d'atteindre 8 % de marge opérationnelle à horizon 2028. Il attend déjà l'an prochain une progression d'au moins 300 millions d'euros du résultat d'exploitation, malgré les obstacles qui se dressent sur sa route.

La taxe sur les billets d'avion instaurée en France par le gouvernement pour combler le déficit devrait en effet avoir un impact négatif de 90 à 170 mil-

lions d'euros sur le résultat d'exploitation. Air France n'a pas eu en effet la possibilité de la répercuter intégralement sur le prix du billet. Cette augmentation pourrait également avoir un effet sur la demande en France.

Projets d'acquisition

Le groupe s'attend encore cette année à une hausse des coûts, notamment salariaux, mais l'espère plus faible que l'année passée. Quant à la guerre en Ukraine et aux tensions entre l'Europe et les États-Unis, elles n'ont pas eu d'impact, jusqu'à présent, sur la dynamique des réservations. Interrogé sur les conséquences de ces tensions sur ses relations avec des fournisseurs américains comme Starlink, le patron d'Air France-KLM a botté en touche, affirmant que les décisions du groupe étaient dictées «par l'intérêt de ses clients».

Les projets d'acquisition, eux, sont toujours d'actualité. Le groupe est ouvert à l'acquisition de la compagnie TAP Portugal, qui doit être privatisée. Que Air France KLM ait réussi le mariage entre deux compagnies de nationalité différente est, selon son directeur général, un atout dans les négociations avec le gouvernement portugais. Mais il serait aussi intéressé par une prise de participation dans la compagnie espagnole Air Europa, déjà membre du réseau Skyteam. «La Péninsule ibérique nous intéresse depuis des années», a développé Benjamin Smith. «L'Atlantique Sud, l'Amérique latine sont des marchés forts pour nous, et ils se développent.» Mais tout dépendra du verdict de la Commission européenne, qui surveille les fusions entre compagnies. Celle-ci s'était montrée, dans le passé, hostile aux ambitions du groupe aérien AIG sur Air Europa. ■

Suez prêt à adapter sa stratégie pour devenir plus rentable

Emmanuel Egloff

Après le départ de la PDG et la nomination d'un président, le groupe est à la recherche d'un directeur général.

La conduite du changement, les salariés de Suez y sont désormais habitués. Ils n'ont, il est vrai, guère le choix au vu des changements qu'ils subissent depuis quelques années. Il y a d'abord eu l'OPA réussie de l'éternel rival Veolia, qui s'est conclue début 2022 par la création d'un nouveau Suez largement amaigri et recentré sur la France. Une nouvelle étape se profile aujourd'hui. Le 9 décembre dernier, Suez annonçait en effet le départ de Sabrina Soussan, qui dirigeait le groupe depuis à peine trois ans.

Aucun successeur n'était nommé immédiatement, ce qui montre le caractère soudain de ce départ. Thierry Déau, le patron du fonds Meridiam, un des principaux actionnaires avec 39 % du capital, est devenu président de Suez. Les responsables des divisions eau et déchets assurent conjointement la gestion opérationnelle du groupe à titre intérimaire. Ce départ n'a pas pour origine des difficultés financières. Thierry Déau a remercié «chaleureusement Sabrina Soussan pour sa précieuse contri-

bution et l'excellent travail de reconstruction, de structuration et de développement du groupe». Et d'ajouter que la société «a continué à croître à un rythme annuel élevé, à innover et à proposer des solutions de haute qualité à ses clients, tout en redressant sa rentabilité».

Sur le papier, cette gouvernance intérimaire assure une certaine continuité des projets impulsés par Sabrina Soussan. En réalité, le départ de cette dernière laisse augurer une inflexion dans la stratégie du spécialiste des services à l'environnement. Une nouvelle phase qui devrait se traduire par des choix plus tranchés pour privilégier la rentabilité. Dans les déchets, il faut aller dans la transformation de la matière, notamment avec le recyclage, plutôt que sa simple gestion. Ce métier devrait être plus dynamique que l'eau, où il faut privilégier la performance au détriment des volumes.

Surtout, cette dynamique doit se faire en étant frugal dans l'utilisation des capitaux. «Il est envisageable de faire des arbitrages entre toutes les activités et les zones géographiques, de recycler du ca-

pital pour aller chercher de la croissance», confie une source proche du conseil d'administration. Ça ne devrait toutefois pas aller jusqu'à envisager une séparation entre les activités d'eau et de déchets, rumeur récurrente concernant Suez. Meridiam, comme la CDC, qui possède 19 % du capital, y sont fermement opposés.

L'américain GIP, qui a autant de parts de Suez que Meridiam, est moins clair sur ces sujets. Fonds d'infrastructure, GIP possède une vision à plus long ter-

Après l'OPA de Veolia, le chiffre d'affaires était passé de 18 à 6,8 milliards d'euros. Et il avait fallu reconstruire l'entreprise. Cela a été réussi. Plusieurs acquisitions d'envergure ont ensuite été réalisées, permettant au chiffre d'affaires de revenir à 9 milliards d'euros

me que les fonds d'investissement classique. Pour autant, il a un horizon à plus court terme que Meridiam, fonds français qui n'hésite pas à revendiquer un horizon temporel d'au moins 25 ans, ou que la CDC, qui ne fait pas des retours sur investissement à court terme un objectif prioritaire. De plus, GIP a été racheté en janvier 2024 par son compatriote BlackRock, le premier gestionnaire d'actifs dans le monde, ce qui a pu augmenter ses objectifs de retour sur investissement.

Le fonds américain semble avoir été surpris par les performances de Suez. «GIP n'avait pas perçu l'impact d'un certain nombre d'événements hexogènes chez Suez», explique un ancien de la maison. La forte hausse des prix de l'énergie après le début de la guerre en Ukraine a ainsi augmenté les coûts. Et la baisse de la consommation en France a également eu un impact sur l'activité déchets. » Cela n'a pas empêché l'entreprise de se développer à marche forcée en seulement trois ans. Après l'OPA de Veolia, le chiffre d'affaires était passé de 18 à 6,8 milliards d'euros. Et il avait

fallu reconstruire l'entreprise. Cela a été réussi. Plusieurs acquisitions d'envergure ont ensuite été réalisées, permettant au chiffre d'affaires de revenir à 9 milliards d'euros, dont 40 % réalisés hors de France, et les marges se sont redressées. Mais GIP attendait plus. Le fonds américain était très réticent, depuis plusieurs mois, à remettre de l'argent pour financer de nouvelles acquisitions.

De quoi le pousser à convaincre des coactionnaires d'infléchir la stratégie. Ensemble, ils ont décidé d'adapter la gouvernance, en séparant les fonctions de président et de directeur général. Le conseil d'administration a mandaté le cabinet de chasseurs de têtes Egon Zehnder pour trouver un directeur général d'ici quelques semaines. Ce dernier doit connaître les métiers et le mode de fonctionnement de Suez. Cela permettrait une intégration plus facile que l'ex-PDG. Sabrina Soussan, appréciée par la base, avait eu du mal à se faire accepter par les principaux managers du groupe qu'elle n'avait pas, il est vrai, hésité à bousculer... ■

Leonardo et Baykar s'allient dans les drones

Valérie Segond Rome

Le géant italien de la défense et l'entreprise turque ont annoncé la création d'une coentreprise.

Après l'alliance avec Rheinmetall dans les chars d'assaut, celle avec le Japon et le Royaume-Uni dans les avions de chasse de nouvelle génération (à l'horizon 2035), Leonardo vient de nouer un accord pour construire une joint-venture (JV) à 50/50 dans les systèmes aériens sans pilote (UAV) avec le leader mondial des grands drones, Baykar. « Ces alliances, qui marient les meilleures technologies et les capacités de production et de développement déjà existantes, sont la manière la plus rapide et la plus efficace de construire l'Europe industrielle de la défense », explique Roberto Cingolani, l'administrateur délégué de Leonardo. « L'Europe a perdu trop de temps. Il faut accélérer pour assurer la sécurité mondiale. » Et d'illustrer sa vision stratégique avec la naissance, dit-il, « d'un nouvel acteur de référence dans les technologies sans pilote, qui joueront un rôle de plus en plus central dans l'avenir de la défense ».

De fait, relève Elio Calcagno, chercheur dans le programme défense, sécurité et espace de l'Institut Affari Internazionali (IAI), « l'Europe est très en retard sur toute la gamme des drones qui sont apparus si décisifs dans la guerre en Ukraine ». Si le marché était dominé par les américains (MQ-Reaper) et les israéliens (Harop), la Turquie est devenue ces dernières années un acteur de poids avec ses drones Bayraktar TB2



Baykar, le géant turc de l'aéronautique et de la défense, exporte 1,8 milliard de dollars par an depuis quatre ans, dont le modèle Bayraktar TB2, utilisé par l'armée ukrainienne. BAYKAR

dans le conflit entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie dans le Haut-Karabakh, qu'elle a ensuite vendus à l'Ukraine. Puis Kiev a produit massivement ses propres drones, les FPV, capables d'abattre des hélicoptères russes.

Baykar, qui exporte 1,8 milliard de dollars de drones par an depuis quatre ans, est devenu en vingt ans le leader mondial des grands drones armés, sorte de petits avions sans pilote agiles et autonomes. Elle a commencé à vendre le Kilizema, un chasseur de combat sans pilote capable de mener des opérations militaires à basse altitude en utilisant l'intelligence artificielle. Et développe aujourd'hui le Bayraktar 3, premier au monde à décoller et à atter-

rir avec succès sur un porte-avions à piste courte. L'entreprise turque est d'ores et déjà une société de haute technologie.

La coentreprise entre Leonardo et Baykar fera ainsi de la conception, du développement, de la production et de la maintenance de systèmes aériens sans pilote pour l'Italie et l'Europe. Elle vise à intégrer l'électronique de Leonardo (radars, censeurs...), ses systèmes de commandement et de communication (C4I), sa technologie en matière de charge utile, et sa capacité à exploiter l'intelligence artificielle aux plateformes de drones de Baykar. « Notre complémentarité permettra de construire des systèmes avancés d'avi-

ons sans pilote qui assureront la suprématie aérienne », promet le directeur général de Baykar, Selçuk Bayraktar, 44 ans, qui a grandi dans l'entreprise familiale turque. Cet ingénieur diplômé du MIT (Massachusetts Institute of Technology), qui a épousé en 2016 la fille du président Erdogan, est surnommé l'« Elon Musk turc » pour son ambition de changer le rapport des Turcs à la technologie.

Les deux partenaires ont défini les rôles entre eux : en Italie, chez Leonardo, le travail sera réparti entre l'usine de Ronchi dei Legionari dans le Frioul, spécialisée dans les drones, mais qui, faute d'activité, devait fermer, et les établissements de Rome Tiburtina, spé-

« Notre complémentarité permettra de construire des systèmes avancés d'avions sans pilote qui assureront la suprématie aérienne »

Selçuk Bayraktar
Directeur général de Baykar

cialisés dans l'électronique, et l'usine de Nerviano, près de Milan, pour les solutions pour le secteur spatial. Et Baykar utilisera l'usine de Piaggio Aerospace qu'il a rachetée récemment. Leonardo et Baykar espèrent que leur premier prototype, dans le segment des grands drones, sortira d'ici douze à dix-huit mois. À terme, ils visent néanmoins tous les segments : drones de surveillance, drones d'attaque, y compris les petits engins low cost, aujourd'hui dominés par les Chinois et les Ukrainiens. Contrairement à l'alliance avec Rheinmetall, la coentreprise n'a pour l'instant pas de commande des forces armées italiennes. Néanmoins, des rumeurs font état de discussions pour la fourniture de 1100 à 1300 appa-

reils. Cette joint-venture permettra à l'entreprise turque Baykar non seulement de franchir un cap dans l'intégration technologique, mais aussi d'accéder au marché européen, en profitant du savoir-faire de Leonardo en matière de certification. Un véritable sésame en sorte pour un groupe non européen qui veut entrer sur un marché européen très contrôlé, au potentiel considérable. Lequel, parie Roberto Cingolani, devrait dépasser les 100 milliards de dollars d'ici à dix ans. « Alors qu'il y a dans le monde actuellement 30 000 avions de chasse avec pilote, dans un futur proche il y en aura 50 000 sans pilote », pronostique Selçuk Bayraktar. « Les avions de combat sans pilote, pour lesquels il n'y a pas de véritable offre aujourd'hui, constitueront une part importante du marché des systèmes volants », estime, lui aussi ; Elio Calcagno. ■

FDJ change de nom pour incarner son envergure européenne

Jorge Carasso

En mettant la main sur le suédois Kindred (Unibet), le groupe s'est internationalisé.

C'est la naissance d'un champion européen des jeux d'argent et de hasard. La Française des jeux (FDJ), a annoncé ce jeudi se rebaptiser FDJ United. Un changement de nom qui vise avant tout à incarner sa « nouvelle envergure européenne », indique l'entreprise.

En effet, en mettant la main fin 2024 sur le suédois Kindred (Unibet, Maria Casino, Vlad Casino...), pour 2,5 milliards d'euros, soit la plus grosse acquisition de son histoire, le groupe a provoqué un big bang dans le monde du jeu. Il est devenu un des leaders sur le Vieux Continent, présent dans treize pays européens (Espagne, Italie, Royaume-Uni, Suède, Danemark...). En année pleine, cette activité à l'international pèse près d'un quart de son chiffre d'affaires.

25 millions d'euros de taxes exceptionnelles

« Aujourd'hui, notre groupe entame un nouveau chapitre de son histoire, plus diversifié et plus international », a indiqué la PDG Stéphane Pallez, qui présentait ce jeudi les résultats 2024. La FDJ avait aussi acquis le site de paris hippiques ZETurf et la loterie irlandaise PLI en 2023.

Le nouveau nom chapeautera toutes les activités du groupe, qui change de logo. Mais pour les clients français, rien ne change. Les marques commerciales fortes continueront d'exister : FDJ pour les activités de monopole en France (loterie, tickets à gratter...) ou encore Unibet pour les paris en ligne.

Cependant, ce rapprochement n'est pas synonyme de croissance. En 2025, le groupe désormais consolidé vise un chiffre d'affaires stable autour de 3,8 milliards d'euros et un taux de marge d'Ebitda (résultat brut d'exploitation) courant supérieur à 24 %. Des niveaux proches de ceux de 2024, si l'acquisition de Kindred était intervenue au 1^{er} janvier 2024, et non en octobre. Les raisons de cette stabilité ? Tout d'abord, l'augmentation de la fiscalité sur les jeux d'argent et de hasard qui va rogner les marges du groupe. Cette réforme, prévue par la loi de financement de la Sécurité sociale, applicable au 1^{er} juillet en France, devrait lui coûter 45 millions d'euros en 2024 (90 millions d'euros sur une année pleine).

Ce n'est pas tout, le durcissement des contrôles des joueurs aux Pays-Bas aboutirait à un manque à gagner de 10 millions d'euros. En outre, FDJ United devra aussi payer près de 25 millions d'euros dans le cadre de la nouvelle taxe exceptionnelle sur les bénéfices, pour les entreprises réalisant plus de 1 milliard d'euros de chiffre d'affaires.

Pour combler ce manque à gagner, le groupe a annoncé ce jeudi un plan calé sur trois ans prévoyant une optimisation des coûts technologiques sur les paris en ligne.

Même si le bénéfice ajusté de ces divers éléments ressort en hausse de 13 %, à 490 millions d'euros, les résultats ont été sanctionnés à la Bourse de Paris. Le titre perdait jeudi plus de 10 % à 33,82 euros, dans un marché stable. « On a habitué nos investisseurs à une croissance continue, là, on est sur un palier », reconnaît Pascal Chaffard, directeur financier du groupe. ■

Il y a des cadres qui n'ont pas la chance de pouvoir sortir du cadre.

Avec Cadreemploi et son réseau de 15 000 employeurs, accédez chaque mois à plus de 35 000 offres d'emploi dédiées aux cadres.

Devenez le cadre que vous voulez être

CADREEMPLOI.fr

CADREEMPLOI



Sanofi va céder son usine d'Amilly au laboratoire français Astrea Pharma.

les premières années. Il détient déjà deux usines en France, dont l'une, située à Monts en Indre-et-Loire, a été rachetée en janvier dernier au groupe Récipharm. Ce site, spécialisé dans la production de produits injectables stériles, a notamment produit des fioles de vaccins Moderna. Les deux sites qu'il détient déjà seront ainsi complémentaires de celui d'Amilly.

« L'ensemble des équipes poursuivrait son activité et les médicaments produits à Amilly continueraient de l'être. Ce choix stratégique repose avant tout sur la volonté de pérenniser le site et de valoriser son expertise »

Sanofi

« Ce projet de développement n'aurait aucun impact sur l'emploi, les patients ou les professionnels de santé, assure Sanofi. L'ensemble des équipes poursuivrait son activité et les médicaments produits à Amilly continueraient de l'être. Ce choix stratégique repose avant tout sur la volonté de pérenniser le site et de valoriser son expertise. » Et le laboratoire de préciser que « tous les sites de Sanofi qui ont été repris par des partenaires externes ces cinq dernières années sont aujourd'hui encore tous en activité ». Sanofi continuera par ailleurs de passer commande d'une certaine forme de Dépakine à son ancienne usine.

L'usine d'Amilly emploie à ce jour 276 salariés, qui cesseront d'être employés par Sanofi. Cette perspective ne ravit pas le personnel du site. Une première réunion de négociation sur leurs conditions de départ aura lieu le 13 mars prochain. « Dans le cadre de la cession d'Opella, les salariés concernés ont reçu un chèque de 13 000 à 15 000 euros selon leur ancienneté, précise Fabien Mallet. Mais cela équivaut à peine à deux ans de garanties en tant que salarié chez Sanofi. »

Les syndicats craignent surtout que ce site ne soit pas le dernier cédé. « L'usine de Maisons-Alfort, qui produit le Lovenox, un médicament aujourd'hui très concurrentiel, suscite aussi l'inquiétude », souligne Michel Histe, coordinateur de la CFE-CGC chez Sanofi.

Mais Sanofi ne fait pas que fermer des usines. Le laboratoire investit aussi massivement pour produire les médicaments de demain. En septembre dernier, il a inauguré Modulus à Neuville-sur-Saône, près de Lyon, une usine à même de produire 500 millions de doses de vaccins par an. Un investissement de 500 millions d'euros. À compter de 2026, Sanofi prévoit trois à cinq lancements de nouveaux traitements ou vaccins. ■

Sanofi poursuit son désengagement de la médecine grand public

Marie Bartnik

Le laboratoire pharmaceutique s'apprête à céder son usine d'Amilly, dans le Loiret, ainsi que les marques Aspégic et Kardégic.

Sanofi continue de se délester de ses médicaments les plus grand public, et ajuste son outil industriel en conséquence. Le laboratoire pharmaceutique français s'apprête, selon une information de *La République du Centre* confirmée au *Figaro*, à céder son usine d'Amilly, dans le Loiret, au laboratoire français Astrea Pharma. Il cède parallèlement trois marques de médicaments fabriquées dans cette usine, Aspégic, Kardégic et Cardirene, équivalent italien du Kardégic, au laboratoire Substipharm. Ces deux opérations devraient être finalisées au troisième trimestre.

Cette vente n'est pas une surprise. Sanofi a entrepris il y a plusieurs an-

nées un virage stratégique vers les médicaments biologiques et innovants, comme le Dupixent, son produit star. Il se déleste en revanche, comme la plupart de ses concurrents, des médicaments grand public et matures de son portefeuille, moins risqués mais aussi moins rémunérateurs. C'est dans cette optique que Sanofi a entrepris de céder 50 % d'Opella, son activité de médicaments grand public, au fonds d'investissement américain CD&R, pour près de 10 milliards d'euros.

Bien que figurant dans le catalogue d'Opella, l'Aspégic ne fait cependant pas partie des marques rachetées par le fonds d'investissement américain. Elle n'est donc pas soumise, assure le laboratoire, aux garanties exigées par l'État

dans le cadre du contrat tripartite signé en octobre avec Sanofi et CD&R.

Cette exclusion s'explique en partie par les tout petits volumes de vente de l'Aspégic, plus utilisé dans les années 1970 qu'aujourd'hui. Il ne pèse que 0,5 % du marché des antidouleurs en France - un marché largement dominé par le Doliprane. L'exclusion de cette marque du portefeuille d'Opella s'explique aussi par son lien étroit avec l'usine d'Amilly, où d'autres médicaments, cette fois sur ordonnance comme le Kardégic, sont fabriqués à partir du même principe actif.

Sanofi élargit son portefeuille et réorganise son maillage industriel en conséquence. Le savoir-faire de l'usine d'Amilly, qui consiste à mettre les

molécules actives sous forme pharmaceutique (en les enrobant, les encapsulant, les mettant en sachet ou les transformant en gel) était devenu moins utile au laboratoire français. « La fabrication pour des tiers des formes pâteuses, comme les pommades ou les dentifrices, avait été arrêtée. Or elles représentaient 30 % des volumes fabriqués à Amilly », constate Fabien Mallet, coordinateur de la CGT chez Sanofi. Depuis six à huit mois, la direction laissait entendre que l'avenir du site se ferait sans Sanofi. »

Sanofi estime que sa cession à Astrea Pharma lui offrira un « nouvel élan », grâce à l'augmentation des volumes produits. Le façonnier s'est engagé à y investir quatre millions d'euros par an

Aroma-Zone, cet ovni de la beauté à la croissance fulgurante

Manon Malhère

L'enseigne de cosmétiques a vu son chiffre d'affaires bondir de 56 % en 2024. Elle part à la conquête du Royaume-Uni.

Arrivée à la tête d'Aroma-Zone il y a moins de quatre ans, Sabrina Herlory-Rouget ne s'attendait certainement pas à un tel succès en si peu de temps. L'enseigne de soins et de bien-être au naturel a enregistré une progression de son chiffre d'affaires record de 56 % en 2024, après une hausse de 43 % l'année précédente. « Aroma-Zone fait déjà partie des toutes premières marques de beauté en chiffre d'affaires », précise la PDG, qui ne communique pas davantage sur les chiffres.

Preuve de cet essor fulgurant : l'an dernier, Aroma-Zone est devenue la deuxième enseigne préférée des Français après Decathlon et avant Amazon, Picard ou la Fnac, des marques historiques, selon la récente étude du cabinet de conseil en stratégie OC&C. « Aucune marque n'avait réussi à progresser de la sorte en un temps record », précise Stéphane Blanchard, directeur général du cabinet en France. Avec ses produits de soins, de beauté et de bien-être « sains », « naturels » et « efficaces » vendus au « juste prix », l'entreprise a réussi à conquérir près de 3 millions de consommateurs, de plus en plus sensibles à ces critères. Si les jeunes générations sont en particulier

séduites, « plus de 40 % de nos clients ont plus de 40 ans », insiste Sabrina Herlory-Rouget. Aujourd'hui, les centres commerciaux se l'arrachent. La marque rejoint ainsi le cercle des grandes enseignes de beauté - aux côtés de Sephora, Rituals, Yves Rocher - qui ont le vent en poupe auprès de consommateurs moins attirés par les boutiques de prêt-à-porter.

Fondée en 1999, Aroma-Zone est avant tout une histoire familiale. Celle de deux sœurs, Anne-Cécile et Valérie Vausselin, et leur père, tous trois ingénieurs alors basés à Clermont-Ferrand, qui lancent un site en ligne sur l'aromathérapie et proposent la vente d'huiles essentielles. En 2005, les deux sœurs décident de s'installer en Provence, plus précisément « au pays des aromatiques », à Cabrières-d'Avignon, dans le département du Vaucluse. À cette période, Aroma-Zone vend ses produits en ligne, proposant à ses clients de fabriquer leur propre cosmétique comme les crèmes de visage, les gels douche et autres soins en tout genre. Le pari est risqué dans un secteur de la beauté très concurrentiel. « Nous sommes d'abord perçus dans le milieu de la cosmétique traditionnelle comme un ovni ; peu im-

porte, nos clients y croient et nous soutiennent ! », racontent les deux sœurs. Avec ce concept, l'enseigne prend son envol et est rachetée par le fonds d'investissement Eurazeo en 2021.



Depuis le début 2022, on a cette ambition très universelle de l'offre et d'entrer dans tous les foyers

Sabrina Herlory-Rouget
PDG d'Aroma-Zone

Placée à sa tête, Sabrina Herlory-Rouget engage les grandes manœuvres avec un repositionnement stratégique tout en conservant l'ADN - « produits naturels » et « accessibles » - de la marque. « Depuis le début 2022, on a cette ambition très universelle de l'offre et d'entrer dans tous les foyers », explique la dirigeante. Pas question, toutefois, d'investir dans des budgets marketing et de communication traditionnelle. Depuis le début, Aroma-Zone mise sur le bouche à oreille et les réseaux sociaux qui lui permettent de se constituer une « communauté ». Sur TikTok, l'enseigne a enregistré plus de 400 millions de vues l'an dernier.

L'entreprise se lance dans une diversification de l'offre avec le développement de produits « prêts-à-consommer » (sérum, crèmes de jour) qui représentent désormais 90 % des ventes. Autre axe stratégique : l'extension du réseau de magasins physiques avec, à ce jour, 22 boutiques ouvertes dans toute la France, dont Paris, Marseille, Montpellier, Dijon, Lyon, Lille et Rennes. Résultat : « En 2024, les ventes ont été équitablement réparties à 50 % en boutique et à 50 % sur le web », précise l'enseigne. Pour

2025, plusieurs projets sont en cours avec l'ouverture de magasins à Rouen, Cannes et en région parisienne. À ce stade, l'entreprise compte une usine de production et un laboratoire de R&D installés à Cabrières-d'Avignon. Elle possède également un centre de logistique implanté à une vingtaine de kilomètres, à Châteauneuf-de-Gadagne. Mais, pour suivre la cadence, un nouveau site va voir le jour à Cavaillon - toujours dans le Vaucluse - d'ici à 18 mois, pour y installer un centre de stockage des matières premières et deux laboratoires qualité et de R&D.

Avec 15 % des ventes en ligne vers l'international, Aroma-Zone - qui a un magasin à Bruxelles - s'exporte également hors des frontières. « Nous sommes plébiscités dans beaucoup de pays », souligne Sabrina Herlory-Rouget. Mais pas question de se brûler les ailes. À ce stade, l'enseigne prévoit de conquérir un seul pays, le Royaume-Uni, à la toute fin 2025. « Nous sommes en hypercroissance, mais nous souhaitons prendre le temps », poursuit la PDG, dont la priorité reste la consolidation sur le marché français. Bien consciente qu'aujourd'hui, tout le défi sera d'installer cette dynamique de croissance dans la durée. ■

À Barcelone, l'effet Trump sidère la tech européenne

Lucas Mediavilla Envoyé spécial à Barcelone

Le désalignement des États-Unis avec l'Europe appelle à la conquête de son autonomie stratégique en la matière.

« Une humiliation par deux gangsters ». Ce dirigeant européen de l'univers des télécoms ne prend pas de pincettes pour exprimer le sentiment de nausée qui l'a traversé devant le clash en mondovision entre Volodymyr Zelensky et le duo présidentiel américain la semaine dernière. À Barcelone, lors du grand salon des télécoms qui se terminait jeudi soir, la nouvelle Administration Trump n'était pas sur toutes les lèvres mais sans doute dans pas mal d'esprits. À ceux qui auraient oublié l'arrivée du nouveau shérif en ville, Brendan Carr, récemment nommé à la tête du puissant régulateur américain des télécoms et de la tech, était là pour donner la piqûre de rappel. Le style était certes bien moins violent que celui du vice-président JD Vance lors du sommet de Munich. Il faut dire que le propos de son discours, centré sur l'industrie des télécoms et de la tech, prêtait moins à la controverse.

Dans son discours, Brendan Carr n'en a pas moins détaillé les lignes directrices de son mandat (liberté d'expression et abolition de la « censure », dérégulation, leadership dans l'IA) en égratignant au passage l'Europe. Il a brocardé le DSA, le texte européen censé notamment encadrer la publication de contenus illicites en ligne, qualifié de régulation « excessive » et « incompatible » avec les valeurs américaines. « S'il y a une envie en Europe de s'engager dans une réglementation protectionniste pour donner un traitement disparate aux entreprises technologiques

américaines, l'Administration Trump a été claire : nous allons nous exprimer et défendre les intérêts des entreprises américaines », a-t-il encore indiqué.

Une menace à peine voilée, au moment même où une commission parlementaire américaine somrait la commissaire européenne à la Concurrence, Teresa Ribera, de s'expliquer sur les règles mises en place par l'UE pour encadrer les pratiques concurrentielles des Big Tech américaines. Autant de symptômes de la détérioration du dialogue transatlantique, qui s'applique aussi à la tech.

« Tout le monde parle du dernier réveil pour l'Europe. C'est une phrase que je ne comprends pas. Le patient est réveillé depuis longtemps, maintenant il faut qu'il se lève du lit et commence à marcher »

Le PDG d'un leader européen des télécoms

Au Mobile World Congress, ce n'est pas la menace de barrières douanières (25 % sur tous les produits) qui inquiète le plus l'industrie. Certains acteurs sont certes exposés au marché américain, à l'image de ce gros équipementier européen qui confie pouvoir s'appuyer, si besoin, sur la localisation de sa chaîne d'approvisionnement implantée aux États-Unis. Une stratégie héritée de la



Le Mobile World Congress, le grand salon des télécoms de Barcelone, s'est achevé jeudi soir. BRUNA CASAS/REUTERS

période Covid, qui permet de naviguer dans la tempête. D'autres pourraient accuser le coup mais celui-ci ne serait pas mortel. En 2023, les exportations des produits télécoms et électroniques vers les États-Unis atteignaient 13,1 milliards d'euros, très loin de celles de l'industrie médicale et pharmaceutique (55,6 milliards), de l'automobile (40,7 milliards) ou des médicaments (36,1 milliards).

L'arrivée de la nouvelle Administration a d'autres effets tangibles. Au moins deux acteurs de l'industrie des télécoms européens, fournisseurs des ambassades américaines, confient avoir été menacés par l'Administration américaine de rupture de contrats, voire de poursuites judiciaires, s'ils n'abandonnent pas leur politique dite de diversité et d'inclusion. Une extraterritorialité « sidérante », à entendre un dirigeant visé par cette politique, symptôme là encore de l'imprévisibilité de Washington autant que de sa brutalité dans la conduite des négociations.

Mais c'est bien le désalignement des États-Unis avec l'Europe sur la question ukrainienne qui inquiète le plus. Elle est à l'évidence un appel pour le continent et ses acteurs à la poursuite

d'une autonomie stratégique, et pas seulement pour les technologies liées à la défense. « Tout le monde parle du dernier réveil pour l'Europe. C'est une phrase que je ne comprends pas. Le patient est réveillé depuis longtemps, maintenant il faut qu'il se lève du lit et commence à marcher », tonne le patron d'un leader européen des télécoms.

D'autres industriels demandent d'en tirer des conséquences concrètes. « S'ils ne sont plus nos amis, un acteur comme Starlink par exemple (le service d'internet par satellite d'Elon Musk, NDLR) ne doit plus être envisagé comme solution sur le continent », explique un dirigeant dans le secteur des antennes télécoms. Une référence aux négociations menées par le gouvernement italien avec l'opérateur satellitaire pour implémenter ses technologies pour de la connectivité critique. Selon Bloomberg, Rome serait sur le point d'abandonner l'idée.

Un acteur du secteur évoque ouvertement la nécessité de repenser la relation à la Chine. « Si les nouvelles règles du jeu consistent à défendre ses propres intérêts, les technologies chinoises sont souvent meilleures et moins chères que

les américaines », explique-t-il. Les entreprises asiatiques, Huawei en tête, sont évidemment aux aguets. Face à la stratégie de confrontation impulsée par la technocratie américaine, les acteurs chinois rivalisaient tous à Barcelone de discours sur leur volonté de collaborer avec l'Europe de la tech.

Une façon de revenir dans les bonnes grâces de la tech européenne, qui ne doit pas être traitée avec naïveté. La Chine n'est pas l'allié du Vieux Continent. Cette déclaration dit par ailleurs tout de l'impasse dans laquelle se trouve le Vieux Continent en matière d'autonomie stratégique. Un fatalisme d'ailleurs palpable lorsqu'on déambulait dans les halls 2 et 3, les principaux, du grand salon des congrès barcelonais. Qualcomm, Cisco, Microsoft, Meta, Google mais aussi Huawei, ZTE, Xiaomi, Honor... les stands de ces acteurs américains et chinois n'ont pas désempli pas pendant les trois jours du salon. Des géants des puces, des serveurs, des routeurs, du cloud, des logiciels, de l'IA, des smartphones; autant de produits et services critiques de l'écosystème numérique sur lesquels l'Europe n'existe pas, ou presque. ■

Vivendi n'est pas vendeur de l'éditeur de jeux vidéo Gameloft

Chloé Woitier

Délesté de Havas, Canal+ ou Hachette, le holding d'investissement a publié jeudi ses premiers résultats annuels.

Après Louis Hachette Group en février, puis le groupe Canal+ et Havas cette semaine, Vivendi a clôturé jeudi le bal des résultats annuels de l'ex-conglomérat, éclaté en quatre entités en décembre. « L'objectif de cette opération structurelle est de redonner

une autonomie et une capacité de croître à chaque entité, qui conserve un actionnaire de référence commun et la présence de Yannick Bolloré ainsi que la mienne dans les différents conseils », rappelle Arnaud de Puyfontaine, le président du directoire de Vivendi. Trois mois plus tard, la valorisa-

tion combinée des quatre entités reste peu ou prou identique à celle du groupe Vivendi précission. « La création de valeur s'inscrit dans le temps, mais nous sommes optimistes au vu des résultats historiques de Havas et des performances de Louis Hachette Group et du groupe Canal+ ».

Ceux de Vivendi sont moins lisibles pour le profane. Cette entité n'a plus qu'un seul actif opérationnel, l'éditeur de jeux vidéo Gameloft, valorisé 234 millions d'euros dans ses comptes. Le reste du portefeuille est composé de prises de participations dans les médias : Media for Europe (ex-Mediaset), Banijay, Universal Music, Telecom Italia, Prisa et Telefonica. L'ensemble a rapporté 167 millions d'euros de dividendes en 2024, pour une valorisation du portefeuille de 6,8 milliards d'euros au 31 décembre.

vendeurs de Gameloft, ce n'est pas à l'ordre du jour », affirme Arnaud de Puyfontaine.

« C'est une société de taille moyenne pour le secteur du jeu vidéo, elle n'a pas encore atteint la masse critique pour voler de ses propres ailes. Le moment venu, nous aurons plusieurs options devant nous, dont celle de l'indépendance. Mais, en attendant, c'est une maison qui opère un beau retournement vers la création de jeux multiplatforme (aussi bien pour mobile que pour consoles et PC, NDLR). Gameloft est petit en taille mais grand en savoir-faire, et travaille notamment avec Disney, Hasbro, Netflix ou Tencent. Son ambition est d'être un acteur consolidateur plutôt qu'un actif consolidé. »

L'éditeur de jeu vidéo (Asphalt, Disney Dreamlight Valley...), entré dans la galaxie Vivendi en 2016, a en effet obtenu le feu vert pour réaliser des acquisitions. Avec 293 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2024 (-5,7%), « notre taille est notre talon d'Achille. Nous voulons donc grossir davantage en organique et via de la croissance externe », indique Alexandre de Rochefort, son directeur général. Aucune opération ne devrait toutefois avoir lieu cette année.

La console et le PC pèsent désormais 42 % des recettes de Gameloft, longtemps centré à 100 % sur le mobile. Ce virage s'est accompagné d'une restructuration et d'une baisse des coûts (2900 salariés contre 3600 fin 2022, fermeture de plusieurs studios). Son flux de liquidités opérationnel est de 22 millions d'euros en 2024. « Le Gameloft d'aujourd'hui a des bases beaucoup plus solides, même s'il nous reste encore du travail pour améliorer notre marge et retrouver de la croissance », insiste Alexandre de Rochefort. Sur ce dernier point, le groupe mise sur de grosses productions qui seront publiées à partir de 2026. ■

LA SÉANCE DU JEUDI 6 MARS

LE CAC													
JOUR	%VAR.	+HAUT JOUR	+BAS JOUR	%CAPECH	SI/12	JOUR	%VAR.	+HAUT JOUR	+BAS JOUR	%CAPECH	SI/12		
ACCOR	47,05	-1,23	49,03	46,82	0,313	+0,02	LEGRAND	106,2	0	107,45	105,35	0,263	+12,93
AIR LIQUIDE	180,5	-0,28	182,2	177,94	0,185	+15,03	LMVH	653	-17	669,8	646,3	0,128	+2,75
AIRBUS	173,06	+0,16	175	168,36	0,184	+11,81	MICHELIN	34,51	+2,43	34,8	33,53	0,466	+8,52
ARCELORMITTAL SA	32,17	+6,63	32,18	30,78	1,001	+43,42	ORANGE	11,6	+0,69	11,645	11,415	0,32	+20,48
AXA	38,65	+0,86	38,91	38,12	0,26	+12,62	PERNOD RICARD	104,1	+0,34	105,1	102,65	0,257	-4,5
BNP PARIBAS ACT.A	77,17	+3,36	77,72	75,6	0,439	+30,31	PUBLICIS GROUPE SA	92,66	+1,18	93,6	90,74	0,333	-10,04
BOUYGUES	36,66	+5,1	36,96	34,34	0,638	+28,45	RENAULT	48,86	-0,67	50,08	48,27	0,555	+3,85
BUREAU VERITAS	29,16	+0,69	29,26	28,28	0,493	-0,61	SAFRAN	258,7	-0,77	262,9	254,7	0,198	+21,97
CARGEMINI	157,15	+4,28	157,45	151,4	0,517	-0,63	SAINT GOBAIN	105,9	+5,32	106,2	100,35	0,517	+23,57
CARREFOUR	13,06	+2,59	13,125	12,75	0,788	-4,88	SANOFI	109,62	+0,75	110,26	108,22	0,159	+16,94
CREDIT AGRICOLE	16,58	+1,84	16,595	16,365	0,284	+24,76	SCHNEIDER ELECTRIC	223,75	-1,06	227,9	220,2	0,249	-7,12
DANONE	70,44	-0,42	70,84	69,46	0,303	+8,17	SOCIETE GENERALE	42,015	+3,84	42,28	40,795	0,635	+54,69
DASSAULT SYSTEMES	40,43	+3,16	40,63	39,26	0,186	+20,69	STELLANTIS NV	11,81	+1,99	12,04	11,63	0,163	-6,6
EDENRED	34,3	+4,89	34,93	32,65	0,644	+8,03	STMICROELECTRONICS	24,035	+4,61	24,265	23,325	0,543	-0,99
ENGIE	16,785	-0,68	17,035	16,66	0,33	+9,63	TELEPERFORMANCE	107,7	+7,43	107,8	101,9	0,69	+29,57
ESSILORLUXOTTICA	271,5	-3,1	281,8	266,6	0,222	+15,24	THALES	247,2	+0,73	264,4	247,2	0,58	+78,29
EUROFINS SCIENT.	51,72	+2,01	51,8	50,62	0,243	+4,89	TOTALENERGIES	56,32	+0,61	56,85	55,92	0,238	+5,53
HERMES INTL	258,8	-3,14	269,1	257,4	0,109	+11,46	UNIBAIL-RODAMCO-WE	75,9	-4,34	78,7	75,12	0,554	+4,37
KERING	259,1	+0,02	266,15	256	0,267	+8,75	VEOLIA ENVIRON.	30,47	+1,3	30,55	29,94	0,396	+12,39
L'OREAL	365,8	+0,38	366,35	358,25	0,117	+7,01	VINCI	118,85	+1,24	119	117,4	0,308	+19,16

LES DEVISES

AUSTRALIE	DOLLAR AUSTRALIEN	1,7037	AUD
CANADA	DOLLAR CANADIEN	1,5509	CAD
GDE BRETAGNE	LIVRE STERLING	0,8379	GBP
HONG KONG	DOLLAR DE HONG KONG	8,3922	HKD
JAPON	YEN	159,24	JPY
SUISSE	FRANC SUISSE	0,9565	CHF
ETATS-UNIS	DOLLAR	1,0796	USD
TUNISIE	DINAR TUNISIEN	3,317	TND
MAROC	DHARAM	11,103	MAD
TURQUIE	NOUVELLE LIVRE TURQUE	39,3233	TRY
EGYPTE	LIVRE EGYPTIENNE	53,09	EGP
CHINE	YUAN	7,8247	CNY
INDE	ROUPIE	94,08	INR
ALGERIE	DINAR ALGERIEN	141,18	DZD

L'OR

Lingot 1KG	86 563,5€	+7,43%
Lingot 100g	8 667,25€	+7,42%
Lingot 50g	4 340,63€	+7,41%
Lingot ONCE (31,10g)	2 704,51€	+7,4%
Lingot 10g	876,83€	+7,34%
Lingot 2.5g	225,13€	+7,09%
20Fr NAPOLÉON	539,95€	+7,43%
20Fr SUISSE	533,92€	+7,43%

CRYPTOMONNAIES

Sponsorisée par Bitpanda : https://www.bitpanda.com/fr		
Bitcoin	90 388,83€	-4,52%
Ethereum	2 239,019€	-33,38%
BNB	598,679€	-15,41%
Solana	146,23€	-24,74%
XRP	3,505€	+7,11%



Mediawan achète le producteur du « Discours d'un roi » et de la série « Slow Horses »

Caroline Sallé

Le groupe français acquiert 51 % d'un des fleurons de la production indépendante en Angleterre et en Australie.

Dimanche, Pierre-Antoine Capton comptait parmi les prestigieux invités de la 97^e cérémonie des Oscars. Le PDG et cofondateur de Mediawan, avec Xavier Niel, le patron de Free, et le banquier Matthieu Pigasse, était venu soutenir *Nickel Boys*. Produit par Plan B, la société de Brad Pitt que le frenchy a rachetée en 2022, le long-métrage concourait dans la catégorie du meilleur film et du meilleur scénario adapté. S'il n'a pas rapporté de statuette dans ses bagages, Pierre-Antoine Capton peut toutefois savourer un autre succès.

Mediawan vient de faire l'acquisition de See-Saw Films, le producteur derrière *Le Discours d'un roi*, réalisé par Tom Hooper ; *Une vie*, avec Anthony Hopkins ; *The Power of the Dog*, de Jane Campion, qui est également à l'origine de séries comme le phénomène *Slow Horses* et *Apple Cider Vinegar* pour Apple TV+ ou *Heartstopper*, un succès sur Netflix.

Cofondée en 2008 par Emile Sherman et Iain Canning, la société australo-britannique a accumulé les récompenses et les audiences sur le petit écran sur le grand écran : 13 Emmy Awards, 5 Oscars, 5 Golden Globes, 15 Bafta... Le producteur travaille pour les plus grandes plateformes de streaming et chaînes de télévision : Amazon Prime, Lionsgate, Netflix, Apple TV+, AMC, BBC, Sky, Starz ainsi que de grands studios comme Sony, Universal, Warner Bros...

Et il ne manque pas de projets. La société prépare les saisons 5 et 6 de *Slow Horses* pour Appl TV+ en plus de deux nouvelles séries, *Grown Ups*, pour Netflix, et *Rivers of London*, pour Sky. Elle a démarré la production de *Tenzing*, le biopic du célèbre alpiniste de l'Everest Tenzing Norgay, avec Tom Hiddleston et Willem Dafoe, pour Apple. Grâce à son partenariat avec Michael Ende Productions, See-Saw Films va pouvoir développer des films en live action adaptés du roman culte de l'écrivain, *L'Histoire sans fin*.

En novembre dernier, See-Saw Films mandatait la banque d'investissement ACF, spécialisée dans les fusions et acquisitions, afin d'étudier une ouverture de son capital, voire la possibilité d'une vente. « En réalité, cela fait déjà trois ans que nous discutons avec eux. Nous avons pris le temps de nous connaître », assure Pierre-Antoine Capton. Mediawan a

pris une participation majoritaire à hauteur de 51 % du capital de See-Saw Films. L'opération comprend une partie en cash. Mais l'essentiel de la transaction s'effectue en titres Mediawan. Comme lors du rachat de 60 % du capital de Plan B, la société de Brad Pitt. « Emile Sherman et Iain Canning restent associés à Mediawan et deviennent actionnaires minoritaires du groupe », détaille Pierre-Antoine Capton.

Avec plus de 100 millions de livres sterling (120 millions d'euros) de chiffre d'affaires, See-Saw Films constitue l'un des fleurons de la production indépendante outre-Manche. « Cette alliance est un bon moyen pour See-Saw Films de créer de la valeur dans le futur. Pour Mediawan, c'est l'occasion de s'associer avec l'acteur de la production indépendante le plus prestigieux d'Angleterre et

d'Australie, pour accélérer notre développement en Europe et à l'international. » Cette nouvelle acquisition va ainsi permettre à Mediawan d'asseoir sa présence en Grande-Bretagne, où il détient déjà deux sociétés de production (dont celle à l'origine du documentaire sur Super-Man et Christopher Reeve, salué par la critique) et de s'établir sur un nouveau territoire : l'Australie.

Présent dans 14 pays, Mediawan, qui rassemble déjà plus de 80 labels de production et a réalisé un chiffre d'affaires de 1,5 milliard d'euros, se renforce donc un peu plus. À l'origine très franco-français, le groupe est désormais largement tourné vers l'international. « Les États-Unis sont notre premier marché, devant l'Allemagne et la France. »

Mediawan, l'une des principales majors européennes, sortira en juin le

blockbuster *FI*, avec Brad Pitt et Lewis Hamilton, dont le budget avoisine les 250 millions de dollars. Elle aspire à développer de plus en plus « de contenus et de franchises ultra-premium », insiste Pierre-Antoine Capton. Nous sommes

« Nos producteurs de cinéma ont généré près de 900 millions d'euros de recettes au box-office, l'an dernier. Mediawan séduit parce qu'il permet aux talents et aux producteurs d'accélérer leur croissance »

Pierre-Antoine Capton
PDG et cofondateur de Mediawan

« Mediawan a été créé il y a sept ans, c'est encore une start-up ! Il faut se consolider pour être plus fort », confie Pierre-Antoine Capton, PDG de Mediawan.



FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

aujourd'hui associés à 550 talents créatifs, rappelle-t-il. Entre Beetlejuice Beetlejuice, L'Amour ouf, Le Comte de Monte-Cristo... Nos producteurs de cinéma ont généré près de 900 millions d'euros de recettes au box-office, l'an dernier. Mediawan séduit parce qu'il permet aux talents et aux producteurs d'accélérer leur croissance. Nous sommes un groupe où le savoir-faire est beaucoup partagé. Demain, See-Saw Films pourra côtoyer les équipes de Plan B, travailler avec Dimitri Rassam ou Hugo Sélinac... Intégrer cet écosystème ultra-créatif permet de générer plus de valeur ensemble », explique Pierre-Antoine Capton.

Cette nouvelle acquisition de See-Saw Films, après celles récentes de Leonine Studios ou de Plan B à Hollywood, est aussi « un signal que l'on envoie au marché international. 2025 s'annonce comme une année de consolidation en Europe. Beaucoup de discussions ont déjà lieu autour de certains acteurs. Aux États-Unis aussi, l'industrie évolue rapidement. Mediawan se positionne clairement comme un acquéreur. » En France, Federation, le producteur du *Bureau des légendes*, cherche à ouvrir largement son capital, voire à vendre. Un dossier que regarde Mediawan ? « Tout le monde discute avec tout le monde. »

Ces dernières années, la stratégie de croissance de Mediawan, qui s'est construite via l'acquisition de sociétés concurrentes, a été largement soutenue par le fonds américain KKR. Récemment, le marché s'est remis à bruiser autour d'un possible départ de cet investisseur, entré au capital en 2020. « Depuis le premier jour où KKR a investi, on m'annonçait qu'il allait partir. Cela fait cinq ans que ce fonds nous accompagne. KKR a décidé de prolonger son investissement dans Mediawan et d'accompagner la stratégie de ses fondateurs pour accélérer notre développement, annonce Pierre-Antoine Capton. Henry Kravis, le cofondateur de KKR, suit personnellement Mediawan de très près. Nous partageons énormément avec lui. Aujourd'hui, nos actionnaires continuent de nous suivre et sont prêts à investir sur le long terme, déclare Pierre-Antoine Capton. Mediawan a été créé il y a sept ans, c'est encore une start-up ! » Alors que le marché se contracte, « il faut se consolider pour être plus fort », insiste son PDG. Pour Mediawan, en somme, *big is beautiful*. ■

JCDecaux dépasse son chiffre d'affaires d'avant la pandémie

Amélie Ruhlmann

Le leader mondial de la publicité extérieure a fait mieux qu'attendu en 2024, malgré un marché chinois en berne.

Dopée par la digitalisation et la hausse des mobilités, la publicité extérieure est en passe de tourner la page des « années noires » de la crise sanitaire. Le leader du marché, le français JCDecaux, a publié ce jeudi des résultats meilleurs qu'attendus pour 2024. Son chiffre d'affaires culmine à 3,6 milliards d'euros, en croissance de 10,2 % sur un an. Soit davantage que ses revenus d'avant-pandémie, qui s'élevaient à 3,5 milliards d'euros en 2019.

« 2024 a été une année de très solide performance, notamment grâce à un quatrième trimestre record et meilleur que nos prévisions, tirée, entre autres, par la croissance de la communication extérieure digitale et programmatique », se réjouit Jean-Charles Decaux, président du directoire et codirecteur général. En novembre, le groupe avait déçu les marchés en anticipant une « croissance modérée » en fin d'année, plombée par les incertitudes budgétaires françaises et britanniques. Il n'en a rien été. En dépit d'un « contexte macro-économique incertain », JCDecaux est parvenu à enregistrer 3,6 % de croissance organique sur le dernier trimestre 2024.

Sur l'ensemble de l'année, la publicité sur les lieux de transport (gares, aéroport...) a grimpé de 12,8 %, l'affichage de 9,7 % et le mobilier urbain de 8,7 %. Le groupe a dégagé une marge opérationnelle de 746,5 millions d'euros, en progression de 15 %. Fort de ces résultats, il a annoncé le versement d'un dividende de 0,55 euro par action, une première depuis cinq ans. À la Bourse de Paris, vers 10 h 30, l'action du groupe a bondi de 13,72 %, à 16,41 euros.

Une ombre au tableau demeure cependant, la Chine. Le pays constituait le premier marché du groupe avant le Covid-19. Il est désormais le troisième. Sa part dans le chiffre d'affaires total est passée de 18 % en 2019 à 10 % en 2024. Les revenus venus de Chine sont désormais inférieurs à ceux générés en France ou au Royaume-Uni... Ce manque à gagner explique pourquoi le résultat net du groupe est toujours en deçà de son niveau d'avant-crise, malgré la plus-value enregistrée par la revente fin mai des parts détenues dans le groupe suisse APG-SGA. Il s'élève à 258,9 millions en 2024, contre 267 millions en 2019.

« C'est assez frustrant de voir la Chine à des niveaux assez bas », reconnaît Jean-

Charles Decaux. « Mais le pays reste le plus grand marché pour l'OOH. Au regard de nos acquis, nous serons très bien placés pour profiter du redémarrage progressif de l'activité. Même si ce n'est pas encore significatif, on sent qu'il y a une volonté du gouvernement et des entreprises de reprendre l'investissement. » Le français a réajusté certains de ses contrats, en accord avec ses partenaires chinois, pour traverser cette mauvaise passe.

L'IA de plus en plus présente

La croissance organique a cependant été soutenue dans l'ensemble de l'Asie-Pacifique (+9,8 %) et aux États-Unis (+6,4 %). « Quand notre activité dans un pays connaît quelques difficultés, nous parvenons à compenser. C'est l'une des forces de notre modèle économique : être peu dépendant d'une seule zone géographique », affirme Jean-Charles Decaux. Avec une progression de l'activité deux fois supérieure à la France en 2024, le Royaume-Uni est devenu le marché le plus dynamique du groupe (+18,4 %). Trois quarts des revenus réalisés dans le pays sont issus de l'affichage extérieur sur écrans numériques (DOOH). En France, la part du DOOH ne dépasse pas

les 10 %, plombée par l'interdiction de ces solutions sur le mobilier urbain à Paris et à Lyon.

Car l'avenir de la publicité extérieure est digital. « D'ici à cinq ans, le DOOH aura passé la barre des 50 % du marché de la communication extérieure », anticipe le dirigeant. En 2024, les revenus du groupe issus de ce segment ont bondi de 21,9 %, pour atteindre 39 % du chiffre d'affaires total. JCDecaux est également bien positionné sur la publicité programmatique, c'est-à-dire automatisée sur le modèle de la publicité sur internet. Le groupe agit sur l'ensemble de la chaîne de valeur, en proposant aux annonceurs sa plateforme programmatique de planning et de trading (« adtech ») VIOOH. L'intelligence artificielle y est de plus en plus présente. « Nos clients ont la possibilité de concevoir des campagnes grâce à l'IA sur nos plateformes programmatiques. En fonction du brief, cet outil génère des recommandations créatives et des plans médias », illustre le dirigeant.

La digitalisation rend la publicité extérieure hautement désirable pour les annonceurs. Selon GroupM (WPP), à l'échelle mondiale, ce pan devrait croi-

tre de 7,2 %, pour atteindre 56 milliards de dollars en 2025, plus que la presse écrite. JCDecaux estime avoir les atouts pour profiter au mieux de cet envol. « Nous avons réussi à devenir leader mondial, tout en proposant le positionnement le plus « premium » de notre industrie avec le niveau d'endettement le plus faible », argue le directeur général. Le groupe table sur une croissance organique d'environ +5 % au premier trimestre 2025 et vise un taux de marge opérationnelle supérieur à 20 % en 2026.

Seul acteur tricolore à figurer dans le top 20 des entreprises tirant leurs revenus de la publicité, JCDecaux ne se figure pas de concurrents globaux susceptibles de mettre en péril sa position. Si ce n'est les géants du web. « Les Gafam sont à la fois nos très gros clients et nos principaux concurrents », affirme le patron. Mais il estime que l'affichage extérieur est loin d'avoir dit son dernier mot. « Nous sommes perçus par les marques comme un média responsable et utile. Sur nos écrans, les annonceurs ont des garanties de brand-safety, ce qui n'est pas toujours le cas sur les plateformes. Les marques se détournent de ces dernières, on commence à le ressentir. » ■

LE FIGARO et vous



ARTS

À LA BOURSE DE COMMERCE, LA COLLECTION PINAULT OFFRE UNE BELLE PROMENADE DANS L'HISTOIRE DES CORPS ET DES IDENTITÉS **PAGE 30**



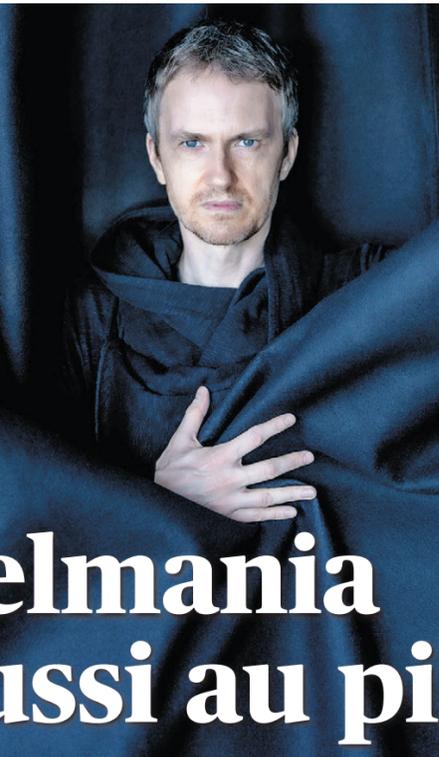
VOYAGE

DECATHLON, COLUMBIA, SALOMON... LES MARQUES D'OUTDOOR À LA CONQUÊTE DU TOURISME SPORTIF ET DE PLEINE NATURE **PAGE 32**

MARC BORGREVE; KALUPO KIKKAS; MARCO BORGREVE / PARLOPHONE RECORDS LTD / WARNER CLASSICS; LYODOH KANEKO; SCOTT A. GARFITT / INVISION / AP; LAUNCHMETRICS; COURTESY PINAULT COLLECTION / JOCHEN LITTKEMANN; T. BLAIS



De gauche à droite : Bertrand Chamayou, François-Xavier Poizat, Alexandre Tharaud et Philippe Bianconi.



La Ravelmania s'exprime aussi au piano

En dehors du « Boléro », le compositeur a produit une œuvre pianistique pléthorique. Pour fêter ses 150 ans, plusieurs intégrales montrent la fascination qu'il exerce sur les pianistes. **PAGE 28**



Dries Van Noten

Défilés de Paris : nouvelle ère chez Dries Van Noten et Tom Ford

PAGE 33



Tom Ford

« Golem » : un super-héros à La Colline

Nathalie Simon

Dans ce nouveau spectacle, Amos Gitai raconte comment est né le mythe de cet être d'argile, métaphore, selon lui, du monde contemporain. Un hymne à la tolérance.

Tableau 1. Le spectateur est accueilli dans la salle de La Colline par un morceau de harpe. Suit un film d'une vingtaine de minutes. Des soldats forcent des hommes à se regrouper. Autre séquence, dans un hôpital de fortune. Une femme raconte l'histoire d'une fillette à laquelle sa famille raflee a confié la garde de la maison, mais la petite a peur au son des détonations. Des images, en noir et blanc cette fois, montrent des enfants qui regardent la caméra avec curiosité.

L'image disparaît. Une dizaine de comédiens déambulent en silence. De nombreux paquets de vêtements tombent soudain des cintres. Les acteurs s'en emparent avec lenteur, les endossent ou s'assoient dessus.

Micha Lescot dit avec un humour pince-sans-rire les mots de Joseph Roth, auteur de *Juifs en errance*, qui évoque la persécution des juifs d'Europe de l'Est. « *Mais les hommes savent que les catastrophes sont de courte durée. En revanche, si cette folie se prolonge, les bras secourables se paralysent, le feu de la miséricorde s'éteint.* »

Tableau 2. En chemise et pantalon, Irène Jacob explique de sa belle voix de conteuse le mythe du Golem dans la tradition juive. Et la « nécessité de créer un être artificiel pour se protéger », un « super-héros » fabriqué dans de l'argile, capable de sauver l'homme, à condition qu'il en garde le contrôle. Intervendra-t-il en faveur du rabbin accusé d'avoir enlevé et tué la fille d'un chrétien pour boire son

sang ? Ou est-il pendant les pogroms ? Le public est plongé dans l'effroi. En français, yiddish, espagnol, anglais, arabe et hébreu, les récits prononcés par les « personnages » restituent fièrement et de manière glaçante les exactions. Il respire enfin, mais pas longtemps, face au juge joué par Micha Lescot ou le domestique du rabbin.

Chaos organisé

Après *House*, qui mettait en scène l'histoire d'une maison située à Jérusalem Ouest, en 2023, Amos Gitai a puisé dans ses propres films (*Naissance d'un Golem*, 1991, *Golem. L'esprit de l'exil*, 1992 et *Golem. Le jardin pétrifié*, 1993) et des textes de Joseph Roth et d'Isaac Bashevis Singer (*Le Golem*, 1969) pour écrire avec Marie-

José Sanselme un spectacle patchwork, anarchique, bigarré esthétiquement et narrativement. Multidisciplinaire aussi. L'architecte de formation mêle jeu, mime, musiques, chants et vidéos.

Un chaos organisé règne sur le vaste plateau. Des éléments de décors suspendus ; façades de maison, table ou encore échelle retiennent les lumières rougeoyantes des projecteurs. Pour le cinéaste, le Golem est la métaphore du monde contemporain. Et celui-ci va mal. Sans illusion, mais ayant foi en l'humanité, Amos Gitai offre une réponse cathartique, un plaidoyer contre toutes les guerres, comme une ode à la fraternité. ■

« Golem », à La Colline (Paris 20*), jusqu'au 3 avril.



Bee de Chaumet

Thierry Hillériteau

Bertrand Chamayou, Alexandre Tharaud, Philippe Bianconi, François-Xavier Poizat... Chacun s'est lancé dans son intégrale du compositeur. Tous se sont emparés de son langage harmonique. En disque comme en concert.

Bertrand Chamayou l'avoue d'emblée : « Chez lui, tout est piano et il n'y aurait sans doute pas de composition ravelienne sans cet instrument qu'il chérissait tant. » Cet instrument, l'interprète toulousain le connaît bien. Il a eu à plusieurs reprises l'occasion de l'approcher, dans la maison même du compositeur, à Montfort-l'Amaury. Comme dans le récent et très beau film sans paroles *Ravel en mille éclats*, réalisé par François-René Martin et Gordon, où celui qui préside désormais aux destinées du Festival Ravel, au Pays basque, interprète sur le piano du compositeur la *Pavane pour une infante défunte*. L'une de ces nombreuses partitions érigées par leur auteur au rang de chef-d'œuvre orchestral... Mais qui, avant, furent de véritables sommets pianistiques, et le sont restés.

« C'est l'un des mystères les plus fascinants de l'œuvre ravelienne, poursuit Chamayou. Dans toute l'histoire de la musique, il est rarissime, voire unique, d'avoir autant d'œuvres d'un même compositeur qui existent à la fois dans la version orchestrale et dans la version piano... Et où l'une n'occulte pas l'autre. Or, chez Ravel, qu'il s'agisse de la Pavane, des Valses nobles et sentimentales, du Tombeau de Couperin, de Ma mère l'Oye, les deux versions fonctionnent incroyablement. Comme si, chez lui, le côté fondamental du piano, d'où part le geste créateur, et cette pensée colorée qui en fait un orchestrateur de génie étaient totalement imbriqués. Toute sa musique pour piano a une dimension orchestrale. Et toute sa musique pour orchestre a une dimension pianistique. »

« Lorsque j'ai enregistré ma première intégrale des œuvres solo de Ravel, en 2003, c'était aussi la concrétisation d'un vieux rêve. Je pensais que j'allais être le seul. Mais en fait, non ! La même année, il y a eu six intégrales Ravel »

Alexandre Tharaud Pianiste

Une double dimension qui exerce, sur les pianistes du monde entier, un pouvoir d'attraction particulièrement fort. Et souvent dès le plus jeune âge. Bertrand Chamayou en sait quelque chose. Son coup de cœur pour le compositeur remonte à ses 9 ans. « C'était d'abord un choc visuel, raconte-t-il. Se remémorant la vision de la partition de *Jeux d'eau*. J'ai tout de suite été attiré par ce côté aquatique qui pouvait presque se lire littéralement sur la partition. Mais, très vite, la passion pour Ravel est devenue obsessionnelle. Je voulais tout avoir. Les partitions pour piano, mais aussi pour orchestre. Et j'ai rapidement compris que l'un n'allait pas sans l'autre. »

Il y a dix ans, il est allé au bout de son rêve de gosse. Enregistrant chez Warner Classics l'intégrale de l'œuvre pour piano du compositeur. Une intégrale qu'il reprend en concert ce 7 mars, jour anniversaire des 150 ans de Ravel, à la Philharmonie de Paris. Ce, après l'avoir complétée et prolongée par un nouvel album, *Ravel Fragments*, qui sort également ce 7 mars, et où il a rajouté plusieurs transcriptions de la main de Ravel (de sa *Valse* et d'extraits de *Daphnis et Chloé*) qu'il avait écartés à l'époque, ainsi que des œuvres inspirées par Ravel et sa propre transcription de la chanson pour choeur *Trois beaux oiseaux du paradis*. « Lorsque je me suis attelé à cette transcription, je me suis aperçu que tout tombait parfaite-

Maurice Ravel, au début du xx^e siècle.

« Ravel Party » ou le match des intégrales piano

ment au piano, sans même avoir à changer une note. Comme s'il l'avait d'abord lui-même écrit pour le piano », renchérit-il dans un éclat de rire.

Ce côté central du piano, chez Ravel, nombreux sont les interprètes à le ressentir. Au point que depuis quelques années, la course aux intégrales de l'œuvre pour piano ne cesse de s'accroître. « Une intégrale Ravel, c'est toujours une date dans la vie d'un pianiste », acquiesce Alexandre Tharaud. La sienne, il l'a gravée il y a vingt ans, à l'époque pour Harmonia Mundi. Avant de la compléter l'an dernier chez Warner par l'enregistrement de ses deux concertos avec l'Orchestre national de France (deux concertos qu'il reprenait également en concert le 28 février dernier à la Philharmonie). « Lorsque j'ai enregistré ma première intégrale des œuvres solo de Ravel, en 2003, c'était aussi la concrétisation d'un vieux rêve. Je pensais que j'allais être le seul. Mais en fait, non ! La même année, il y a eu six intégrales Ravel », se souvient-il avec un sourire.

Une course intégrale que l'interprète comprend parfaitement. « Presque tous les pianistes rêvent de la jouer. Pas seulement parce que le piano est central dans la vie de Ravel, mais parce que le piano de Ravel est central durant toute votre vie de pianiste, analyse-t-il avec poésie. Je ne connais aucun autre compositeur qui vous accompagne à ce point tout au long de votre évolution. Ravel, c'est l'ami des enfants. Certaines pièces, comme son *Prélude*, sont abordables très tôt. Et c'est un créateur qui a toujours laissé une grande place à l'enfant qui sommeillait en lui. Cela se sent dans son rapport à sa mère, à ces jouets qu'il collectionnait. Il n'est pas comme Debussy qui écrit pour enfants en les regardant de son Olympe. Lui s'agenouille avec eux et leur dit : « Amuse-toi avec moi », et les enfants le sentent tout de suite. »

Un compagnonnage qui se poursuit à chaque âge de la vie. « Son menuet sur Haydn est comme ces Rubik's Cubes auxquels on joue à 10 ans. Puis à l'adolescence, il vous permet de découvrir la virtuosité avec des œuvres lisztziennes comme *Une barque sur l'océan*, tellement bien écrites que même le corps dérangé de l'adolescent semble pouvoir entrer dans la main de Ravel comme dans un gant. Sans parler de la satisfaction que procure l'admiration virtuose, à un âge où le regard de l'autre devient si important. Puis vient le temps de l'introspection. Celui de la violence, avec ses concertos, la manière dont il sait faire trembler

les murs, comme dans le Concerto pour la main gauche. Un peu à la manière d'un Beethoven avant lui. Celui de la contemporanéité... Tant et si bien que lorsque vous jouez son intégrale en concert, vous avez l'impression littéralement de jouer toute votre vie ! C'est extrêmement grisant, alors que l'ensemble tient en réalité en un peu plus de deux heures... »

« La force du piano de Ravel, c'est son incroyable variété de styles dans un corpus qui a en même temps une unité, dans le langage harmonique notamment. Il ne se répète jamais et reste pourtant reconnaissable en quelques accords »

Philippe Bianconi Pianiste

Une densité qui donne à cette intégrale de l'œuvre pianistique une sorte de « format idéal », confirme Philippe Bianconi. Ce dernier a gravé sa première intégrale ravelienne chez Lyrinx voici trente ans. Il y est revenu en 2023, cette fois pour La Dolce Volta, offrant une seconde lecture passionnante. Plus lyrique. Plus sombre, aussi. « La force du piano de Ravel, explique-t-il, c'est son incroyable variété de styles dans un corpus qui a en même temps une unité, dans le langage harmonique notamment. Il ne se répète jamais et reste pourtant reconnaissable en quelques accords. » Une dichotomie qui selon lui oblige à être dans la recherche permanente. « Car lui-même était toujours en recherche. Cela se ressent dans sa musique, qui mêle une quête de la forme parfaite, et en même temps un lyrisme, une expressivité dont il ne faut pas avoir peur. Même chose avec son langage harmonique. Contrairement à Debussy, qui vous perd parfois, Ravel est capable de truffer ses accords de dissonances sans jamais lâcher son discours tonal. C'est sans doute ce qui fait que le public lui-même adhère aussi facilement aux intégrales de son œuvre pour piano, plus qu'avec n'importe quel compositeur », argue-t-il.

Un avis partagé par François-Xavier Poizat. Le jeune Franco-Suisse de 35 ans a créé la surprise cet automne en publiant chez Aparté une ambitieuse intégrale en 6 CD, qui reprenait non seulement ses œuvres pour piano solo mais aussi ses deux concertos, sa musique de

chambre avec piano ainsi que ses mélodies, dont beaucoup restent encore à redécouvrir. Un projet fleuve qui s'étala sur dix-huit mois et mobilisa, en plus du Philharmonia Orchestra, plus d'une vingtaine de partenaires chambristes ! « Ravel est un compositeur qui me fascine depuis l'enfance. Peut-être parce que je suis à moitié chinois et qu'il y a dans sa musique un universalisme, un goût de l'ailleurs qui parle à tous, souligne l'intéressé. Mais aussi et surtout parce que, chez lui puis chez tout autre compositeur, le piano est l'instrument fédérateur par excellence. Cela se ressent par exemple quand vous interprétez ses mélodies. À la différence des compositeurs de lieder ou même de nombreux compositeurs de mélodies françaises, le piano, ici, n'accompagne pas le chant. C'est plutôt le chant qui commente le piano. La voix est traitée presque comme une couleur instrumentale, alors que le piano est souvent porteur d'un certain lyrisme. »

« Un lyrisme qui semble naître de presque rien, renchérit Alexandre Tharaud avec admiration. Si ce n'est de cette recherche extrêmement pointilleuse, obsessionnelle de la perfection. Il pouvait passer des mois à enlever le superflu. C'est comme une nécessité : on a l'impression que chez lui, plus le cadre est petit, plus il arrive à créer un monde gigantesque ! » Un côté obsessionnel contagieux, si l'on en croit le pianiste, aux talents de conteur à nul autre pareil : « Il m'est arrivé plusieurs fois de rêver de Ravel, nous glisse-t-il. Je déjeune dans un restaurant, et on vient me prévenir qu'il est là, dans la salle d'à côté. Je me lève, bouleversé. Je voudrais lui commander 24 préludes pour piano. Mais rien ne sort. Je cherche la formule parfaite. Et je ne la trouve pas... » ■

- « Ravel en un week-end », à la Philharmonie de Paris (19^e), du 7 au 10 mars.
- Prochaines intégrales Ravel en concert par Bertrand Chamayou, à l'Opéra de Dijon (21), le 10 avril, à Lyon (69), le 11 avril, au Grand Théâtre d'Aix-en-Provence (13), le 13 avril.
- Prochains concerts d'Alexandre Tharaud dans les concertos de Ravel, avec l'Orchestre de l'Opéra de Rouen, à l'Opéra de Rouen (76), les 14 et 15 mars.
- Concert de « vernissage » du coffret Ravel de François-Xavier Poizat, au Victoria Hall de Genève (Suisse), le 11 mars.
- Festival Ravel 2025, au Pays basque, du 19 août au 7 septembre.
- Journées Maurice Ravel de Montfort-l'Amaury, avec Philippe Bianconi, Jean-Marc Luisada, François-Frédéric Guy..., du 28 septembre au 12 octobre.



Ravel. L'œuvre pour piano, par Philippe Bianconi.



Maurice Ravel. Complete Works for Solo Piano, par Bertrand Chamayou.



Ravel. Piano Concertos, par Alexandre Tharaud, avec l'ONF.



Ravel. The Complete Works with Piano, par François-Xavier Poizat.

La jeunesse fêtée aux Victoires de la musique

Thierry Hillériteau

Elle a été au cœur de cette soirée télévisuelle, qui a cependant oublié un anniversaire de taille : celui du père du « Boléro »



BRUNO TOCABEN

À l'Opéra de Rouen, les Victoires de la musique classique ont réussi l'exploit de ne pas passer une note de Maurice Ravel, pourtant né il y a tout juste 150 ans.

Bien sûr, on leur a longtemps reproché d'ouvrir systématiquement la cérémonie avec le *Boléro* de Ravel. Au point que, depuis quelques années, la cérémonie des Victoires de la musique classique met un point d'honneur à varier les plaisirs et à éviter le plus célèbre ostinato de l'histoire de la musique. Mais pour une fois on ne leur en aurait pas voulu ! Et puis, si vraiment ils voulaient éviter les poncifs, ils auraient pu piocher dans n'importe quelle autre œuvre du compositeur français.

Mais non. Pour leur 32^e cérémonie, qui avait lieu ce 5 mars à l'Opéra de Rouen, soit moins de 48 heures avant la date anniversaire officielle du compositeur né le 7 mars 1875, les Victoires de la musique classique ont réussi l'exploit de ne pas passer une note de Maurice Ravel. Pourtant, des anniversaires, il y en a eu ! De celui des *Quatre Saisons* de Vivaldi qui a ouvert la cérémonie et dont on fête en 2025 les 300 ans « supposés » de la composition. À celui de Pierre Boulez, né il y a un siècle et disparu il y a bientôt dix ans. En passant par le roi de la valse Johann Strauss II. Les 150 ans de Ravel auraient bien mérité ne serait-ce qu'un clin d'œil.

D'autant que, pour le reste, la soirée ne manqua pas de séquences mémorables, remplissant à plein son rôle de révélateur de talents. Cette jeunesse, il n'aura pas fallu attendre bien longtemps pour l'entendre sur la scène des Victoires. Après une farandole de *L'Arlésienne* de Bizet, qui aura permis d'apprécier une fois encore l'éclat des couleurs dont l'Orchestre de l'Opéra de Rouen, ici placé sous la baguette du jeune Victor Jacob, est capable, le duo de pianistes Ismaël Margain et Guillaume Bellom a en effet empoigné le premier mouvement du *Concerto pour deux pianos* de Poulenc. Un choix de programmation audacieux.

À l'image d'une cérémonie qui, loin de certaines de ses habitudes, n'a pas fait la part belle qu'aux tubes du grand répertoire. À cette célébration de l'esprit français, teinté de cette gaieté dont Poulenc sait faire preuve, succédait une jeune voix promise au plus bel avenir : Julie Roset. Nommée dans la catégorie des Révélation lyriques, l'Avignonnaise, qui entonna un air de *La Fille du régiment* de Donizetti, se vit remettre le trophée des mains de Natalie Dessay. La Victoire du compositeur de l'année, remise à Régis Campo pour son concerto pour thérapie et orchestre *Dancefloor With Pulsing*, aura délivré deux leçons en mode majeur. D'une part, qu'un compositeur contemporain sait être bien plus drôle qu'un comique chevronné comme Élie Semoun qui lui remettait son trophée. D'autre part que le thérapie, véritable omni instrumental, né comme une utopie dans les années 1920, n'est pas mort avec son créateur, Léon Théramine. Lorraine Campet, qui devait faire entrer un peu plus tard la contrebasse dans l'histoire en lui apportant sa première Victoire

(celle de la révélation instrumentale), permit un coup de projecteur plein de lyrisme et d'humour sur un instrument qui peine bien souvent à trouver le chemin des salles de concert classique.

Pas d'évocation de la jeunesse sans sa figure obligée d'enfant prodige, *ostinato* presque aussi incontournable sur les plateaux télé d'aujourd'hui que dans le monde de la musique classique. Cette année, c'est le pianiste Lucas Chiche, 13 ans, révéilé il y a deux saisons dans l'émission « Prodiges », qui s'y collait sur fond de valse d'un Chopin. Un moment télévisuel aussi convenu que l'indéboulonnable discours du représentant syndical de l'orchestre dénonçant le sous-financement annoncé de la culture. Des marronniers auxquels on préféra nettement la prestation, dans le concerto pour flûte et harpe de Mozart, de la flûtiste Juliette Hurel et de la harpiste paraplégique Anja Linder, vue notamment lors de la cérémonie de clôture des Jeux paralympiques. Un coup de projecteur sans emphase sur l'un des angles morts d'un monde classique : la place du handicap, dans les conservatoires et sur les scènes internationales.

La Victoire de la soliste Lucile Boulanger marque le triomphe du renouveau baroque et une percée historique pour la viole de gambe, instrument remis au goût du jour par Jordi Savall dans les années 1990

Le renouveau baroque était sans conteste le grand triomphateur de la soirée. Présent comme jamais dans les deux catégories reines, celles de l'artiste lyrique de l'année et du soliste instrumental de l'année, avec les deux tiers des nommés venant des musiques anciennes, il a particulièrement brillé lors des dernières minutes de la cérémonie. Outre la révélation lyrique remise à Julie Roset, découverte en grande partie grâce au baroque, la Victoire de la soliste instrumentale revient en effet à Lucile Boulanger. Une Victoire en forme de percée historique pour l'instrument remis au goût du jour dans les années 1990 par un certain Jordi Savall, à la faveur du film *Tous les matins du monde* : la viole de gambe !

Même confirmation côté voix, où la Victoire de l'artiste lyrique récompensa en fin de cérémonie Lucile Richardot, formée sur les bancs de la Maîtrise de Notre-Dame de Paris, et dont le mezzo délicieusement androgyne lorgne volontiers vers l'alto. Elle livra un envoûtant extrait du *Messie* de Haendel... Elle ne manqua pas de tacler avec humour le service public dans un délectable discours improvisé, où elle remercia la SNCF pour accepter enfin les contrebasses dans les trains. ■

DU CŒUR À LA MAIN

DOLCE&GABBANA

Exposition
au Grand Palais
du 10 janvier
au 31 mars 2025

expositiondolcegabbana.com



Explorez la vision créative et le savoir-faire de Dolce&Gabbana

Produite et présentée par :

DOLCE & GABBANA

WGC

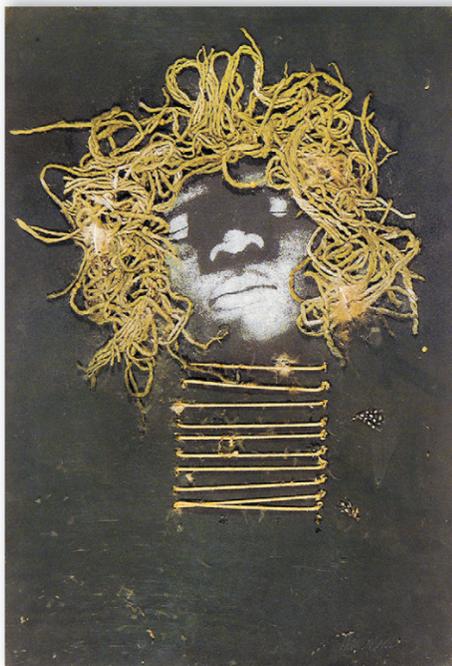
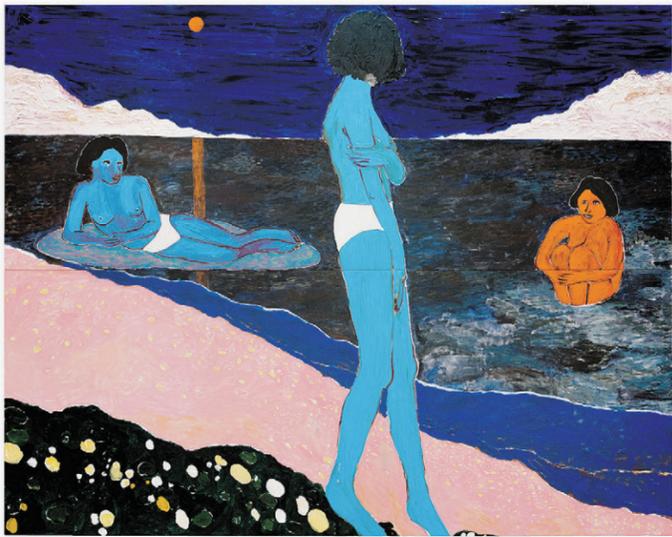
GrandPalais
Rmn

Avec le soutien de :

RATP

LE FIGARO

france.tv



Le corps, éternel sujet de l'histoire de l'art. Les artistes, hier comme aujourd'hui, puisent dans ce matériau premier, le miroir de la vie et de la mort, ce double qui toujours se transforme au fil des ans, des âges, des époques, des sociétés. Le corps est tour à tour un continent, une couleur, une réalité, une jouissance, une limite ou un espoir. C'est le propos envoûtant de «Corps et âmes», nouvelle promenade au cœur de la Collection Pinault à la Bourse de Commerce, qui propose en une quarantaine d'artistes contemporains une lente danse des corps, de Georg Baselitz à David Hammons, d'Arthur Jafa à Marlene Dumas, de Michael Armitage à Miriam Cahn. Autant d'explorations personnelles plutôt radicales d'un sujet partagé par tous. Elles touchent par leur sincérité, bousculent parfois par leur crudité, laissent au final un sentiment de vérité mélancolique.

Le corps fait œuvre politique. Il travaille durement en peintre en bâtiment (*Housepainter I*, 1984-1988, un travailleur noir qui repeint la vie en rose) ou médite en peintre tout court, désenchanté, usé par la vie (*Seated Artist*, autoportrait de 1971 couvert de peintu-

Bourse de Commerce : « Corps et âmes » danse entre la vie et la mort

Valérie Duponchelle

La Collection Pinault offre une superbe promenade dans l'histoire des corps et des identités, à travers 40 artistes contemporains.

res), selon l'Américain Duane Hanson qui intègre les questions sociales dans son œuvre hyperréaliste et qui meurt à 70 ans, en 1996, intoxiqué par les résines polyester de ses sculptures. Le fil rose de la peinture les relie aux deux tableaux du Canadien devenu Américain, Philip Guston (1913-1980), dont les tableaux, énigmatiques comme des brouillons ou des «cartoons», moins abstraits qu'il n'y paraît, ont une espèce de chair débordante

(*Lamp*, 1974, et *Light on Green Sea*, 1977). L'émotion est en réserve.

Le corps chante à pleine gorge et les yeux fermés sous l'effort avec Marian Anderson (1897-1993), première contralto américaine mise en gloire par Richard Avedon dans son rôle d'Ulrica dans l'opéra de Verdi *Un ballo in maschera*, à New York le 30 juin 1955. On l'avait vue déjà en majesté dans «Iconic Avedon : A Centennial Celebration of

Richard Avedon», en janvier 2024 chez Gagosian à Paris après New York. C'est une icône de la photographie comme de la cause afro-américaine. Richard Avedon était un ami de collège de l'écrivain James Baldwin, il fusionna leurs visages pour *Nothing Personal*, livre de légende écrit à quatre mains en 1964. «Dans les États-Unis des années 1960, marquées par les assassinats de Martin Luther King, Malcolm X, et J.F. Kennedy, par la guerre du Vietnam, les luttes pour les droits civiques et le droit à l'avortement, les artistes veulent donner corps à leurs idées», souligne cette exposition très incarnée dont Emma Lavigne, directrice générale de la collection, est la commissaire.

«Gideon Appah partage les couleurs absolument irréelles de la peinture avec Gauguin, créant dans le tableau un lieu où la réalité et l'imaginaire se mélangent. C'est aussi une référence aux "Baigneuses" de Cézanne»

Emma Lavigne
Commissaire de l'exposition

Le corps fait de la résistance. C'est le «Corps témoin» qui ouvre cette exposition où le corps noir a la part belle, jusqu'à la *Nana noire* de Niki de Saint Phalle, à seulement une semaine de l'ouverture de «Paris noir. Circulations artistiques et luttes anticoloniales, 1950-2000» au Centre Pompidou (du 19 mars au 30 juin). Le corps noir s'impose sur les cimaises, offre une autre perspective sur les canons de la peinture. Du Brésilien Antonio Oba, 42 ans, dont le *Cantor de Coral* à l'œil ébloui fait l'affiche de la Bourse de Commerce, à David Hammons, 81 ans, dont les anthropométries sont saisissantes d'invention (*Black Mohair Spirit*, 1971) et qui incarne plus que tout autre l'identité afro-américaine. Du natif du Mississippi Arthur Jafa, 64 ans, lion d'or à la Biennale de Venise 2019, qui inonde la Rotonde de ses chants de révolte avec son film *Love is the Message, the Message is Death*, au peintre d'Alabama Kerry James Marshall, 69 ans, qui dessine juste une silhouette noire au fusain (*The Wonderful One*, 1986).

Le corps noir peut être bleu comme *La Danse* ou *La Musique* de Matisse. C'est le regard du Ghanéen Gideon Appah, 38 ans, dont les belles errent comme des statues du modernisme sur une plage rose. «Gideon Appah partage les couleurs absolument irréelles de la peinture avec Gauguin, créant dans le tableau un lieu où la réalité et l'imaginaire se mélangent. C'est aussi une référence aux Baigneuses de Cézanne», souligne Emma Lavigne. Depuis l'exposition phare «Danser sa vie», en 2011 au Centre Pompidou, elle

De gauche à droite :
The Woman Bathing (2021), de Gideon Appah ; Black Mohair Spirit (1971), de David Hammons ; Cave (2021), de Michael Armitage.
VENUS OVER MANHATTAN ; ADAGP, PARIS ; PINAULT COLLECTION / THEO CHRISTELIS / WHITE CUBE

n'oublie jamais d'associer arts, musique et mouvement (*Light of the Lit Wick*, 2017, une danseuse noire dans un justaucorps blanc par la Britannique d'origine ghanéenne Lynette Yiadom Boakye). Les deux grands formats de Gideon Appah 2021 ouvrent en douceur le parcours de l'exposition qui mise ainsi sur la beauté de l'art, de la danse et du chant comme antidote à la violence, à l'indifférence ou à l'injustice (*Cloudscape*, 2004, de Lorna Simpson, mettant en scène l'artiste Terry Adkins sifflant dans la brume et, à travers lui, les figures de l'histoire de la musique afro-américaine).

Le corps noir peut être rouge comme l'empreinte de feu Ana Mendieta, l'artiste du body art qui quitta Cuba avec sa sœur en 1958 au moment de la révolution. La terre noire ainsi creusée prend la forme de son corps, empreinte qu'un liquide rouge remplit et à laquelle elle redonne vie (*Siluetta Sangrieta*, 1975). «Il y a quelque chose de mystique dans ce rapport à la terre qui marque l'exil, quelque chose de presque maternel, comme un cordon ombilical qu'Ana Mendieta essaierait de renouer avec la Cuba de son enfance», analyse Emma Lavigne. Le visage peut être noir ébène avec la photographe sud-africaine Zanele Muholi, comme son corps nu et luisant (*Lisbonile, Bellcourt, Seattle*, 2019). «Je voulais me servir de mon visage pour rappeler aux gens, quand ils y sont confrontés, l'importance du visage noir, pour qu'on reconnaisse qu'il appartient à un être à part entière, un être pensant, conscient de ses droits», dit cette militante de l'image, comme ses formidables compatriotes William Kentridge et Robin Rhode. Déclaration tout aussi frontale que les peintures de la Sud-Africaine Marlene Dumas, aussi blonde que ses modèles sont ostensiblement africains (*Alien*, 2017, et *Birth*, 2018).

Le corps peut être multicolore. Comme les visages d'éternité peints tels des statues de pierre par Michael Armitage, artiste britannique né au Kenya en 1984 et star de la Biennale de Venise 2019 (*Cave*, 2021, et *Dandora (Xala, Musiciens)*, 2022). «Il y a dans l'art un côté poétique auquel on ne peut pas se fier comme à un document historique, mais ce côté poétique peut être émouvant et il peut être aussi une manière subtile, moins politique, d'interroger une situation», dit cet artiste de Londres. C'est sans doute le sens aigu de la couleur, ces verts intenses qui frôlent un corps trop rose, ces bleus azur qui cernent un visage fantomatique, ce rouge violent de la bouche et du sexe, qui font de Miriam Cahn, peintre qui fit polémique au Palais de Tokyo, une artiste aussi puissante, même dans ce drôle d'hommage impudique à son père.

Même la vieillesse et la mort qui s'annoncent sont en couleurs avec le grand Georg Baselitz, 87 ans, dont l'ensemble *Avignon* - huit peintures monumentales où la touche multiplie les audaces chromatiques sur un fond noir comme la nuit - fit l'événement de la Biennale de Venise 2015, grâce au commissariat de feu Okwui Enwezor. Suspendus dans les airs et la pénombre, ces incroyables autoportraits dont la tête plonge vers l'abîme témoignent de sa lucidité, de sa vitalité, de sa puissance picturale. Un maître absolu qui clôt l'exposition de toute sa force. ■
«Corps et âmes», à la Bourse de Commerce (Paris 1^{er}), jusqu'au 25 août. Catalogue bilingue français-anglais, Pinault Collection/Éditions Diecta.

108^e
ÉDITION

À la FOIRE internationale DE CHATOU

L'authenticité est la clé, la qualité au rendez-vous !

DU 7 AU 16 MARS 2025

Explorez un monde où l'expertise règne de l'antiquité au vintage, où quelques 340 antiquaires et brocanteurs vous accueillent avec passion, prêts à partager leur connaissance, à vous guider dans vos choix, à vous faire découvrir l'histoire fascinante qui se cache derrière chaque objet.

UN ÉVÉNEMENT ORGANISÉ PAR LE

SNCAO SA Syndicat National du Commerce de l'Antiquité, de l'Occasion et des Galeries d'Art

CHATOU ÎLE DES IMPRESSIONNISTES

TOUS LES JOURS DE 10H À 19H - PRÉSENCE D'EXPERTS
ENTRÉE 10 EUROS - RER A - PARKING ET SERVICE VOITURIER

WWW.FOIREDECHATOU.COM

foiredechatou-officiel
foiredechatou

L'Authenticité Qualité

« Here », de Zemeckis, connaît une seconde vie

Étienne Sorin

Passé inaperçu à sa sortie en novembre 2024, le dernier long-métrage du réalisateur est à découvrir en VOD et en DVD.

En 1995, *Forrest Gump*, l'épopée du candide impliqué dans les événements majeurs de l'histoire des États-Unis, remporte six Oscars, dont ceux du meilleur film, du meilleur réalisateur pour Robert Zemeckis et du meilleur acteur pour Tom Hanks. En 2025, *Here*, du même réalisateur, est complètement absent des nominations. Les votants des Oscars n'en ont sans doute même jamais entendu parler. *Here* est pourtant un prototype insensé au sein d'une industrie qui condamne au formatage et une des œuvres les plus personnelles de son auteur.

En trente ans, la cote de Zemeckis a baissé à Hollywood. Les années 2000 et 2010 ont été compliquées pour le réalisateur de *Qui veut la peau de Roger Rabbit* et de la trilogie *Retour vers le futur*. Il a continué d'expérimenter, développant la performance capture avec plus ou moins de bonheur (*Le Drôle de Noël de Scrooge*, *La Légende Beowulf*, *Le Pôle Express*). Il a ensuite semblé naviguer à vue (*Flight*, *The Walk*, *Alliés* et *Bienvenue à Marwen*) avant de se réfugier dans l'enfance (*Sacrées sorcières*, *Pinocchio*).

Here aurait dû marquer le retour au premier plan de Zemeckis. Il a pourtant été mis sous l'éteignoir. Son recours à l'intelligence artificielle, sujet particulièrement sensible à Hollywood, et son pari conceptuel osé ont fait reculer la société de production Miramax. Sorti en France par SND début novembre 2024, sans être montré à la presse et sans promotion, *Here* n'a été vu que par 60 000 spectateurs, avant de disparaître des salles au bout de deux semaines. Sa carrière américaine a subi le même sort.

Pour *Here*, Zemeckis réunit la même équipe que *Forrest Gump* : le scénariste



Vu depuis la salle à manger, le salon est le décor unique de *Here*, les plus belles années de notre vie. Robert Zemeckis y fait entrer la grande histoire autour d'un couple pivot (Tom Hanks et Robin Wright). SND

Eric Roth, le compositeur Alan Silvestri, le directeur de la photo Don Burgess, la costumière Joanna Johnston et les acteurs Tom Hanks et Robin Wright, rajeunis par l'intelligence artificielle en temps réel sur le plateau – la technologie Metaphysic Live, qui puise dans une banque d'images. Ce geste est empreint de nostalgie. Une nostalgie trompeuse. Ce n'était pas mieux avant. C'est la même histoire depuis la

nuit des temps, en tout cas depuis les Amérindiens, indigènes qui habitent la terre sur laquelle sera construite la maison de *Here*, en face d'une demeure coloniale. Les hommes et les femmes tombent amoureux, fondent une famille, perdent leur travail, souffrent de maladie, en meurent parfois. Ils éprouvent des joies et des peines, nourrissent des regrets et des remords, noyés ou non dans l'alcool.

Here est une adaptation du roman graphique de Richard Maguire, Fauve d'or au Festival d'Angoulême en 2016. *Here* est l'histoire d'un lieu. Une maison. Un salon. C'est le décor unique du film. Il est vu depuis la salle à manger. Robert Zemeckis n'utilise qu'un seul angle de caméra, une seule valeur de plans. Il raconte l'histoire de cette maison à différentes époques, avant même sa fondation, en 1907, jusqu'à 2024, à

travers ses occupants – comme le canapé, le poste de télévision est un marqueur temporel important.

Zemeckis fait entrer la grande histoire entre ces quatre murs (la guerre d'Indépendance, la Première Guerre mondiale, Pearl Harbor, le Vietnam), les faits de société (la ségrégation raciale, la condition des femmes, le Covid-19). C'est déjà osé, mais Zemeckis va plus loin en ne respectant pas l'ordre chronologique. Des cases s'ouvrent et s'agrandissent à chaque nouvelle séquence. Si le dispositif est complexe à décrire, il est parfaitement fluide à l'écran.

Proustien et oulipien

On ne sait pas si le réalisateur a lu la *Recherche* et le Georges Perec de *La Vie mode d'emploi* et des *Choses*, mais *Here* est un film à la fois proustien et oulipien. Palimpseste vertigineux en même temps qu'éloge du rêve américain, il raconte l'histoire la plus banale du monde. Il le fait en empruntant à l'ancêtre du cinéma, le théâtre (le salon est une scène où défilent les personnages) et à son futur, l'IA. La technologie n'est rien sans le regard d'un cinéaste. La conclusion rappelle que Zemeckis n'est pas qu'un génial illusionniste. Une pièce vide, deux chaises, deux acteurs et le seul mouvement de caméra du film, il n'en faut pas plus pour mettre en scène l'une des séquences les plus bouleversantes vues au cinéma ces derniers mois. « *Le temps file* » (« *time flies* » en version originale, « *Tempus fugit* » chez Virgile), répètent Richard (Tom Hanks) et Margaret (Robin Wright), couple pivot des trois générations qui se succèdent sous le même toit. En 1h45, *Here* tente de le capturer. Une entreprise vouée à l'échec, mais qui échoue ici avec une grâce infinie. ■

Actuellement en VOD, en DVD et BRD le 12 mars.

Jeanne d'Arc comme on ne l'a jamais vue

Claire Bommelaer

Les Archives nationales exposent un portrait de la pucelle d'Orléans croquée par un greffier en 1429.

Une petite silhouette de six centimètres dessinée en marge d'un registre judiciaire de 1429. Il faut se pencher et plisser les yeux pour repérer l'unique portrait contemporain de Jeanne d'Arc, actuellement exposé aux Archives nationales, à Paris. Mais la rencontre avec cette jeune femme en cheveux tenant une lourde épée vaut tous les efforts.

On doit ce dessin à un greffier, Clément de Fauquembergue, qui était chargé de tenir le Registre du conseil, sorte de journal officiel des arrêts prononcés par le Parlement, mais aussi de rendre compte de l'actualité politique. Le 10 mai 1429 lui arrive une nouvelle stupéfiante : les Anglais, qui assiégeaient la ville d'Orléans, ont été mis en déroute par une « pucelle portant bannière ». Fauquembergue mentionne en quelques lignes la levée du siège d'Orléans, et croque dans la foulée le portrait d'une Jeanne qu'il n'a jamais vue. « Il veut prendre date en l'inscrivant dans le registre », explique Amable Sablon du Corail, responsable du département médiéval aux Archives nationales. Depuis, ce « portrait imaginaire » intrigue les historiens. Figurée cheveux longs et dénoués, avec une poitrine opulente, en robe, épée à sa gauche, son célèbre étendard à droite, elle est loin d'une pucelle en habits d'homme, avec l'armure complète que lui avait donnée Charles VII.

« J'y vois une référence à la figure de l'Amazone, seul modèle offert par la culture savante du temps pour rendre compte de l'inimaginable, et qui engendrait autant l'admiration que la répulsion », poursuit le conservateur. Jeanne d'Arc, souligne-t-il, est la preuve que

la société médiévale n'était pas aussi cadennassée que l'on voudrait le croire : « À l'époque, les hommes pouvaient admettre sa transgression, car elle était inspirée par Dieu. »

« Voir en vrai »

L'exposition de ce dessin, mythique pour les médiévistes, fait partie d'un cycle d'expositions, démarré en 2021, d'abord nommé « Les Essentiels », puis « Les Remarquables ». Piochant dans leur collection – 460 kilomètres linéaires de documents ! –, les Archives nationales sortent depuis des pièces exceptionnelles ayant fait l'histoire de France. Régulièrement, une liste de documents est proposée au grand public, qui peut voter en faveur de ce qu'il souhaite voir en priorité. Outre la Déclaration des droits de l'homme ou les rouleaux du procès des Templiers (1307), le public a ainsi réclamé de « voir en vrai » le discours de Simone Veil sur la loi relative à l'IVG (1974), la convention de construction de la tour Eiffel (1887) ou le testament de Victor Hugo.

Les archives « nominées » sont sorties des réserves pendant seulement trois mois, pour des raisons de conservation. Le dispositif proposé aux visiteurs est toujours le même : la pièce est en vitrine dans la salle des Princes, sous une lumière douce, un livret de visite expliquant l'objet et son contexte est disponible, et des entretiens filmés d'historiens ou d'archivistes donnant des détails et un contexte sont projetés. Le tout est gratuit – et il serait dommage de s'en priver. ■

« 1429. Jeanne d'Arc. Le premier portrait », aux Archives nationales (Paris 3^e), jusqu'au 19 mai.

PYRAMIDE VIDEO PRÉSENTE

FESTIVAL DE VENISE 2024 COMPÉTITION

Camille Cottin Sara Forestier India Hair
Damien Bonnard Grégoire Ludig et Vincent Macaigne

Trois Amies

un film de Emmanuel Mouret

« MOURET EST UN VIRTUOSE »
LE FIGARO ★★★

« CE FILM POURRAIT DEVENIR VOTRE COMÉDIE ROMANTIQUE PRÉFÉRÉE »
VOGUE

DISPONIBLE EN DVD, BLU-RAY ET VOD

Télérama LE FIGARO

Dix-sept heures. L'heure de chausser les skis à Cervières. On n'a pas attendu la fermeture des remontées mécaniques : la petite station de ski de fond du Briançonnais, entre les Écrins et le Piémont italien, n'en a pas. À deux pas de Montgenèvre et de Serre Chevalier, ce village agricole blotti dans ses montagnes à 1620 mètres s'est même illustré par l'opposition farouche de tous ses bergers au plan Neige qui devait faire de lui, au début des années 1970, une des plus grandes stations des Alpes du Sud. L'histoire fit grand bruit, le sujet d'une « affaire sensible » sur France Inter dont le récit documentaire est toujours à l'écoute en podcast. Depuis le hameau du Laus, à 1740 mètres, jusqu'au refuge de l'Izoard, à 2300 mètres, nous montons à peaux de phoque : le dîner nous attend. L'heure du repas est précise, notre cadence l'est moins. Le petit groupe est éclectique. Nous faisons l'expérience d'un voyage proposé par Decathlon Travel, filiale du grand magasin de sport.

« Un voyage Wedze ? », ironisent certains en évoquant la marque maison pour les vêtements et matériels de sports de glisse que l'on a vu fleurir sur les télésièges et autres tire-fesses lors des dernières vacances d'hiver. Que nenni. Decathlon ne conçoit rien, au contraire de The North Face ou de Columbia qui, parallèlement à leurs équipements, produisent des voyages (lire ci-dessous). C'est une « marketplace », enregistrée en tant que société à mission (elle vend des séjours bas carbone), qui « met en lumière » des séjours (au nombre de 1400 aujourd'hui) pensés pour elle en exclusivité par des agences spécialistes de leur destination et de leur sport (au nombre de 80 aujourd'hui). Lancée en 2021, la plateforme propose ainsi des « vacances sportives ou actives » autour d'une trentaine de disciplines et 150 destinations ; la France arrive en tête (60 % des ventes) et la rando constitue 50 % des réservations. La marque tait le montant de la commission qui lui est reversée. « Nos partenaires sont satisfaits », assure-t-on sans contradiction. Notre spécialiste s'appelle Azi-mut, « environ 1200 voyageurs par an ».

« Le ski de rando, c'est l'essence du ski. Et par rapport à la randonnée estivale, c'est toi ici qui fais ta trace, qui choisis ton itinéraire »

Damien Fontaine

Guide de haute montagne

Son dirigeant, Michel Morere, est un passionné d'alpinisme, de ski et de VTT. Depuis dix-sept ans, son association crée « des voyages outdoor immersifs et solitaires hors des sentiers battus ». Pas assez grande pour vivre seule, elle propose aussi son expertise à des majors du secteur, 66° Nord, Altaï, Terres d'aventure, Atalante, l'UCPA. Decathlon Travel lui assure 10 % des réservations, de quoi surfer sur la tendance du tourisme de pleine nature. Cervières est son camp de base, l'homme y tient un hôtel-gîte, Le Petit Cerf, simple mais convivial, baigné d'une atmosphère de refuge de montagne, sa table bénéficie des mains d'or d'un grand chef, Daniel Bry, qui ne veut, malgré l'âge, rendre son tablier.

Nous montons donc. L'ascension se fait par une nuit sans lune, sous une pluie d'étoiles qui semblent tomber du ciel à mesure qu'il noircit. C'est devenu si rare un ciel qu'aucune pollution ne trouble. L'application Starwalk met des mots sur les astres. Les nuages les effacent comme un tableau magique. Cette voûte nous



Descendre à skis de randonnée dans la nature vierge (ici, le Briançonnais sauvage) : le réconfort après l'effort de la montée à peaux de phoque.

Des magasins de sport à la plateforme de voyage : Decathlon se fait la malle

Valérie Sasportas Envoyée spéciale à Cervières (Hautes-Alpes)

L'enseigne de grande distribution surfe sur la tendance du tourisme de pleine nature en proposant des « vacances actives ». Nous avons testé le week-end d'initiation au ski de randonnée dans le Briançonnais.

absorbe, nous fait « oublier » les muscles qui s'échauffent, le cœur qui bat plus fort, le souffle qui est plus court au fil de l'altitude, le froid dont l'effort trompe le resenti - température extérieure -4°C, impression +20°C. « J'aime la neige, c'est un univers froid où tu peux avoir chaud », apprécie Damien Fontaine, guide de haute montagne qui a quitté la ville pour vivre cette vie-là. 20 heures. Dans ce refuge Napoléon du col de l'Izoard, que nous atteignons exsangues, flotte un arôme de fondue. Entre les murs fument des rires. Sur une ardoise en bois au-dessus du bar, une inscription fait mouche : « Ici, mieux que le Wifi, pour rester connecté avec les amis, un truc infaillible : l'apéro ». Il n'y a pas de réseau. Dans l'entrée, chacun a dû laisser ses chaussures de ski, troquées contre des Crocs. Dehors, il fait nuit noire, température polaire. « À cette heure-là, je dors ! », s'exclame Élodie en regardant sa montre. 22 heures. L'heure d'ajuster sa lampe frontale. La descente est à skis. Le silence s'installe en même temps que monte une certaine inquiétude... « Pourquoi a-t-on dit oui ? », songe-t-on à part soi. L'obscurité est si épaisse que les halos de nos petites lumières suffisent à peine à éclairer les traces de notre guide... Celui-ci, très en avant de nous - si bien qu'on ne le voit plus ! -, jauge notre niveau. Car demain, on remettra les peaux. Après un bon sommeil au Petit Cerf, on ira skier entre les mélèzes. « Le ski de rando, c'est l'essence du ski », juge Damien. Et par rapport à la randonnée estivale, c'est toi ici qui fais ta trace, qui choisis ton itinéraire. » Dans le Briançonnais

s'ouvre la voie de l'aventure, des itinéraires sauvages dans une vallée préservée.

L'expérience « Decath » s'inscrit dans le programme de fidélité, sa meilleure publicité. Dans les 1700 boutiques implantées dans plus de 70 pays, le voyage n'est pas (encore) un sujet qui tient le haut du pavé. C'est après l'avoir acheté que la plupart des clients poussent la porte des magasins, pour s'équiper. « On travaille sur un mode très start-up, et sur les valeurs de Decathlon, vitalité, authenticité, responsabilité », déclare Estelle Verdier, directrice générale. C'est une experte digitale, qui a fondé en 2013 au Kenya où elle a vécu dix ans, le bureau régional de Jumia Travel, une agence panafricaine de voyages en ligne cédée en 2019 à un autre

agence panafricaine. Sportive, Estelle Verdier dit l'être bien moins que le staff des magasins, des millennials passionnés.

Avec la plateforme sont partis « autour de 8 000 voyageurs en 2024 et 20 000 depuis 2021 », chiffre Estelle Verdier. Qui sont-ils ? Que cherchent-ils ? « La plupart achètent un voyage de 6 jours pour un panier moyen de 1500 euros, à une personne et demie. L'âge tourne autour de 45 ans. Beaucoup sont des « solos travellers » alors que je pensais qu'on allait attirer beaucoup de familles », observe-t-elle. L'offre a été adaptée à ces personnes qui partent seules (70 % de la clientèle), sans tribu ni conjoint, mais qui intègrent des groupes de 4 à 10 participants. Un parcours « à fond la forme ». ■



Deux randonneurs à skis attaquent la montée vers le sommet de l'Arpelin, sur la commune de Cervières. À droite, le refuge Napoléon du col de l'Izoard. TBLAIS

CARNET DE ROUTE

PRÉPARER SON SÉJOUR

Decathlon Travel propose 25 voyages à skis de randonnée dans les Alpes et dans les Pyrénées pour tous les niveaux. Les débutants (mais possédant un niveau piste rouge-noire en ski alpin), peuvent choisir l'option que nous avons testée. Trois jours d'initiation à Cervières Izoard, à partir de 495 € par personne du 28 au 30 mars, au départ de la gare de Oulx (Italie) ou de Briançon, avec hébergement en pension complète en gîte-hôtel Le Petit Cerf, matériel de glisse et encadrement d'un guide de haute montagne. Compter 4h30 en moyenne par jour de rando à skis [Decathlontravel.com](https://www.decathlontravel.com)



Ces marques d'outdoor à la conquête du tourisme

Elles nous équiperont des pieds à la tête et organisent même le voyage. De grandes marques d'outdoor poussent la logique de l'aventure au-delà des magasins en concevant des escapades qui épousent la dynamique d'un marché en pleine expansion. The North Face, propose des expéditions guidées dans des montagnes du monde entier et des voyages d'exploration. Son site (thenorthface.fr) rassemble tous les événements de l'année dans ses camps de base, comme ces deux jours dans la vallée Blanche au départ de Chamonix, encadré par des athlètes de la marque et des guides, pour perfectionner ses compétences en alpinisme tout en testant les derniers produits de la discipline, avec nuit en pension complète en

refuge. « Une expérience unique en haute altitude, alliant apprentissage technique et moments de partage avec d'autres passionnés » qui vient d'avoir lieu. D'autres sont à venir. Dans l'esprit de son cofondateur en 1966, l'alpiniste américain Doug Tompkins, l'intention est de « rendre les activités de plein air accessibles à tous, indépendamment des antécédents et capacités physiques ». Et participe aussi de la volonté de cet entrepreneur écolo de militer en faveur de la sensibilisation à la préservation de la nature.

Ambiance bon enfant

En montagne encore, Salomon (le fabricant de skis mais aussi de chaussures de trail et de running), propose des stages de glisse en haute montagne avec sa

Mountain Academy on Snow, optimisant deux jours de pratique sur le terrain, encadrés par des professionnels de la montagne et ambassadeurs de la marque dans une ambiance bon enfant. Nous avions testé et validé ce programme de formation au ski de randonnée et à la gestion des risques en montagne dans la petite station haut-savoisyarde de la Sambuy qui a dû fermer à cause du réchauffement climatique. Sur le site de Salomon, les dernières impressions de voyage datent de 2023 et aucune nouvelle proposition n'est pour l'instant mise en ligne. Une autre académie hisse les amateurs sur les sommets : l'Arc'teryx Academy, du spécialiste des vêtements et accessoires pour l'alpinisme et l'escalade Arc'teryx (arcteryx.com/fr). Les ateliers 2025 de for-

mation, d'inspiration et de pratique dans différents massifs seront mis en ligne d'ici quelques jours.

Booster la pratique

S'adressant à un public plus large, la marque de Sportswear Columbia mise, elle, sur la randonnée à travers la Columbia Hike Society. Ce club, né au Royaume-Uni en 2022 et arrivé en France deux ans plus tard, s'adresse aux marcheurs de tous niveaux. Et entend booster la pratique avec des événements organisés avec des professionnels de la montagne et des créateurs de contenu « passionnés par la nature ». La promesse, lue sur le site (columbiaportswear.fr) : « Des randonnées expérimentielles (sic!) à travers toute la France.

Que ce soit pour explorer les montagnes majestueuses des Alpes, les forêts enchantées des Pyrénées, ou les sentiers côtiers pittoresques de la Bretagne, nous avons une aventure qui vous attend. »

Enfin citons Merrell, fabricant de chaussures de rando tout terrain (y compris dans l'eau), qui, comme Decathlon Travel (lire ci-dessus), met en lumière sur son site (merrell.com) des aventures outdoor conçues par des spécialistes à travers son Hiking Club. Ainsi de cet itinéraire créé par AllTrails sur la route des Mamellones, au sud-est de Murcie (Espagne), en compagnie d'une professeure de yoga et alpiniste, Irène Algar, qui « encadre et anime également des ateliers et des retraites de yoga à destination des coureurs et des sportifs. » ■ **V.S.**

Valérie Guédon

Un Dries Van Noten après Dries, un Tom Ford sans Tom, une Stella McCartney en plein forme et un Balmain toujours Rousteing... Les femmes sexy sont de sortie.

Plus facile de reprendre le flambeau d'un créateur que le monde de la mode adulte. C'est pourtant bien la tâche incombant à Julian Klausner, le nouveau directeur artistique de Dries Van Noten. Quand DVN a annoncé quitter ses fonctions en juin 2023, le dernier des Six d'Anvers en activité a laissé beaucoup de journalistes, d'experts et de clientes, orphelins. Son successeur qui fut son collaborateur ces six dernières années, s'est donc attelé à la tâche. Sans pression particulière et avec simplicité. « Je me suis rappelé mes premiers souvenirs de mode, enfant, le nez dans la malle à costumes, essayant de fabriquer quelques looks de manière très instinctive, explique le diplômé de La Cambre de 33 ans. Le lieu du défilé (les galeries du Grand Foyer de l'Opéra Garnier, NDLR) nous est apparu très tôt ce qui est une chance. Avant même de choisir les matières, j'ai pu imaginer ce vestiaire dans un contexte. Ce premier défilé symbolise un lever de rideaux sur une femme arpentant les coulisses de l'Opéra, attrapant et mélangeant sur elle tout ce qu'elle aime. » C'est littéralement ce que le Bruxellois à donner à voir ce mercredi après-midi. Une femme le visage nu, un filet à perruque couvrant sa chevelure, émerge du dédale de couloirs sous les dorures et les stucs. Elle porte un magnifique pardessus d'homme ourlé au revers de gros fils. Évidemment, les initiés y cherchent Dries. Mais Klausner emmène la marque ailleurs. De ces 55 passages se dégage un vestiaire poétique, remarquablement exécuté et quelques (très beaux) vêtements. Tels ces vestes masculines à la carrure (légèrement) exagérée, tailleur en jacquard orné de cabochons et ces magnifiques fourreaux drapés de soie à motifs cravates.

La petite centaine d'invités patiente tranquillement, un martini dry (avec une seule olive) à la main, sur les confortables canapés de velours gris du Pavillon Vendôme. Nous sommes au défilé Tom Ford, mercredi soir. Le premier rang - et l'unique - est impressionnant : Kate Moss, Anna Wintour, elle-même en grande discussion avec Tom Ford himself, Jared Leto venu à pied de sa chambre du Costes, Setsuko Klossowska de Rola, Golshifteh Farahani, Lou



Dries Van Noten



Balmain



Stella McCartney



Tom Ford

DVN: PHOTO DANIELE OBERRAUCH / GORUNWAY.COM; IK ALDAMA; KRISTY SPAROW / GETTY IMAGES FOR TOM FORD

Ça balance pas mal à Paris

Doillon, juste à côté de Domenico De Sole, ex-associé de Ford et ex-patron du Gucci Group. Tous (nous compris) n'auraient raté pour rien au monde les débuts d'Haider Ackermann pour la griffe américaine. À 53 ans, le styliste officiel de Timothée Chalamet et Tilda Swinton, a marqué le petit milieu de la mode dans les années 2000 avec son vestiaire romanesque teinté de couleurs pierres précieuses, puis un passage éclair (mais réussi) à la tête des collections de Berluti (2016-2018) avant de connaître une traversée du désert. C'est donc un peu le poste de la dernière chance où il succède à Peter Hawkings, qui n'a pas tenu le choc plus de deux saisons.

Tout commence dans le noir sur la voix de Nick Cave fredonnant *Into My Arms*. Une femme aux cheveux laqués, les lèvres ourlées de rouge carmin, s'avance dans la pénombre, éclairée dans son dos par une lumière blanche. Elle toise l'assistance de son pas lent, en blouson de biker et pantalon de cuir, un portefeuille en croco glissé dans la poche arrière. Sa main gantée tient une pochette bordeaux du même croco, l'autre est enfoncée dans la poche. Même style pour l'homme qui la suit. Puis un cortège de femmes puissantes, sûres d'elles-mêmes et de leur séduction, en costume d'homme taillé sur mesure, longue jupe de mousseline à la taille asymétrique, manteau en cuir rigide rouge car-

min (toujours), chemise bleu oxford (en cuir) ouverte jusqu'au nombril et rentrée dans un pantalon qui fait la jambe kilométrique. De gros bracelets à tous les poignets. Des talons aiguilles et vertigineux aux pieds. Le soir, elle enfle une robe en biais laissant paraître une jambe (athlétique) ou un scintillant fourreau de strass brodé façon python. Si cette collection s'émancipe du sexy frontal à la Tom Ford, l'ensemble a ce souffle érotique qui fait du bien à la marque. Ackermann embrasse fougueusement Ford. Dans les coulisses, il murmure aux journalistes : « Est-ce que je vous ai tous séduits ? » Oui, M. Ackermann. Envoyés, même.

Quelques heures plus tôt, nous étions conviés au défilé Stella McCartney dans un building récemment sorti de terre, porte de Saint-Ouen. Étrange choix pour la Britannique qui avait plutôt habité son public aux fresques de l'Opéra et à la lumière zénitale de la serre du parc André Citroën. Changement de décor, donc, pour la « Stella Corp », la firme imaginaire de cette *working girl* toute en jambes et en épaules de conquérante qui slalome entre les bureaux et les chaises à roulettes où sont assis rien de moins que la première dame Brigitte Macron, Shaheen Spiteri du groupe Texas et l'ex-reine d'Angleterre de *The Crown*, Olivia Colman. La fille du Beatles nous rejoue la

partition du powerdressing des années 1980 avec le sens du glam et du green dont elle a le secret. Les costumes de banquier sont amples et confortables, portés avec des baskets de running, les robes plissées à la taille s'arrêtent sous les fesses. Angelina Kendall, le top model du moment, se déhanche comme une *passista* du Carnaval de Rio, en body brodé de pampilles argent. Pourquoi pas, avec un corps pareil, on la suivrait n'importe où. La collection s'appelle « Laptop to Lapdance » (« de l'ordinateur portable à la danse dans les clubs de striptease »). Des danseurs et danseuses de pole dance incognito au premier rang tombent la chemise et le manteau pour effectuer leur numéro. Un show aussi foutraque que rafraichissant et, bien sûr, fait à base de « 98 % de matériaux éco-conscients et 100 % sans cruauté animale ».

En coulisses du défilé Balmain mercredi à 20h30 dans la Grande Halle de la Villette, Olivier Rousteing lance à une poignée de journalistes : « Nous avons retiré les rembourrages des vestes ! Eh oui c'est très bizarre pour moi, car vous savez comme j'aime ces épaules pagodes et cette extravagance qui ont fait mon succès. Mais je voulais un vestiaire plus décontracté, un esprit couture avec une nouvelle sensualité. Ce défilé est le début d'une nouvelle ère, d'une nouvelle femme

Balmain. Je travaille pour cette maison depuis quatorze ans. Ce qui fait de moi l'un des plus vieux directeurs artistiques du circuit. Et pourtant, je n'ai que 40 ans ! » Il en rit. Mais effectivement, alors que l'industrie du luxe rebat les cartes actuellement (dans l'espoir de redonner du souffle à des résultats en berne), le golden-boy doit se réinventer. Il s'est donc offert les services d'une styliste renommée et de l'œil bankable de Juergen Teller pour sa dernière campagne. Sur le podium, si son vestiaire est plus « casual », la femme Balmain peine à chaloquer dans ses cuissardes raides comme la justice. Pareil pour ses robes moulées sur le corps en résine façon croco et imprimé en 3D. Elle est bien plus à l'aise dans ses grands pull-overs en angora ou en cachemire orange et jaune drapé à la « Monsieur Balmain ». Se renouveler sans se déjuger, c'est toute la problématique d'Olivier Rousteing qui aura toujours ses fans, à l'image du premier rang particulièrement pop. Péle-mêle, Kim Cattrall, la Samantha de *Sex and the City*, Guillaume Diop, l'étoile de l'Opéra de Paris, Doja Cat (toute de Balmain vêtue lors des derniers Oscars) ou encore la nouvelle héroïne de *The White Lotus*, Leslie Bibb. « Je me sens simplement chanceux de pouvoir continuer de faire les choses à ma façon », conclut le créateur. ■

Delphine Arnault : « La création est un sujet qui me passionne depuis longtemps »

Propos recueillis par Hélène Guillaume

Le point positif de cette saison de transition pour de nombreuses grandes maisons (en raison du mercato des directeurs artistiques) est la place laissée à la jeune création qui fait des étincelles en ce début de Fashion Week de Paris. Sur les podiums, mais aussi au siège social de LVMH, avenue Montaigne, où avait lieu ces mercredi et jeudi, la demi-finale du concours de mode orchestré par le groupe depuis déjà douze ans. Cette année, outre les 80 experts mandatés par le prix, le grand public peut également voter en se rendant sur le site Lvmhprize.com afin de soutenir son créateur fétiche et le retrouver pour la grande finale (dont la date n'est pas encore communiquée). Rencontre avec Delphine Arnault, la créatrice du LVMH Prize.

LE FIGARO. - Cette édition du prix est particulièrement riche en nouveaux talents. Que pouvez-vous nous en dire ? DELPHINE ARNAULT. - D'abord, nous avons reçu plus de 2000 candidatures pour cette édition, ce qui est incroyable. Ici, vous avez vu le travail de vingt d'entre eux. Seulement huit seront sélectionnés, mais tous peuvent être fiers du chemin parcouru. Durant ces deux jours, ils vont rencontrer tout ce qui fait notre industrie, des stylistes, des acheteurs, des photographes, des make-up artists... Tout à l'heure, il y avait David Sims, ce matin, Anna Wintour. Pour beaucoup, ces rencontres vont changer leur carrière. C'est une chance et ils le méritent. Je suis sincèrement admirative de ces personnalités qui non seulement ont une vision créative, mais prennent le risque de lancer leur propre marque. Je dis toujours que c'est le travail d'une vie quand on monte sa maison, une aventure entrepreneuriale rythmée par la cadence ultra-soutenue des collections.

Aujourd'hui, le prix est devenu un passage obligé pour les jeunes marques, il a été l'incubateur de toute une génération. Effectivement, Simon Jacquemus, Virgil Abloh, Marine Serre, Demna, Grace Wales Bonner, entre autres, ont participé aux éditions précédentes. Surtout, ce prix a été pensé pour que, si on a déjà commercialisé deux collections, on puisse présenter sa candidature en remplissant très simplement son dossier en ligne. Nous avons aussi une équipe de scouts à travers le monde qui identi-

fient des talents. C'est vraiment un postulat du prix de s'adresser à toutes les nationalités. Depuis les débuts, une cinquantaine est parvenue jusqu'aux demi-finales à Paris, cette fois, nous avons trois « nouveaux pays », avec Yasmin Mansour qui vient d'Égypte, Ahmed Hassan et sa marque KML d'Arabie saoudite, et David Boye et Doe Kusi de Boyedoe du Ghana. Certains ont fait des écoles prestigieuses, comme la Saint Martins School de Londres,



Hier, avenue Montaigne, Delphine Arnault (debout, au centre), entourée des vingt demi-finalistes du LVMH Prize 2025. LVMH

d'autres viennent d'horizons différents et sont autodidactes. Ils ont chacun leurs univers et c'est d'ailleurs l'un des intérêts du prix qui nous permet de voir l'état de la mode à un instant T. En une décennie, nous avons vu défiler ici toutes les tendances qui traversent la mode, du *genderless* à l'artisanat, pour lequel nous avons créé un prix l'an dernier. À la fin, le produit reste clé, mais nous prenons aussi en compte leur personnalité, nous regardons la façon dont ils

partagent leur vision, dont ils s'expriment. Sachant qu'ils sont soumis au stress de rencontrer ces gens importants de l'industrie, mais aussi lors de la finale, quand ils sont face au jury, à Nicolas Ghesquière, Maria Grazia Chiuri, Pharell Williams, Marc Jacobs, Jonathan Anderson, Phoebe Philo...

Bien que vous ayez de grandes responsabilités au sein du groupe et à la tête de Dior, vous êtes toujours personnellement très impliquée dans cette initiative. D'abord, je suis entourée d'une équipe de passionnés, Jean-Paul Claverie (directeur du mécénat du groupe) suit tout de près Isabella Capece (communication), Fabrice Paineau (responsable artistique)... Et, oui, ce projet me tient vraiment à cœur. C'est de la responsabilité du groupe d'identifier et d'aider les jeunes marques. C'est une forme de transmission, de générosité, notamment de la part de nos directeurs artistiques. Dès le premier jour, j'ai été très soutenue par Nicolas (Ghesquière) et Karl (Lagerfeld), qui lui-même avait été repéré grâce au concours du Woolmark Prize alors qu'il était tout jeune. La création est un sujet qui me passionne depuis longtemps et qui est essentielle pour notre groupe. ■

« Anatomie d'une anti-star » : Sandra Hüller, la discrète

Céline Fontana

Après le film « Sissi et moi », Arte diffuse un portrait de l'actrice allemande, héroïne d'« Anatomie d'une chute ».

Cadre de haut niveau déstabilisée par son père dans *Toni Erdmann*, écrivain soupçonné du meurtre de son mari dans *Anatomie d'une chute*, épouse parfaite d'un dignitaire nazi dans *La Zone d'intérêt...* Ou comment résumer l'actrice allemande Sandra Hüller en trois longs-métrages forts, aux antipodes, et multi-primés : Festival de Cannes, Oscars, César... La partie émergée, pour le public français, d'une carrière commencée sur scène outre-Rhin et qui compte quelque 40 films pour le cinéma et le petit écran.

À 46 ans, réservée mais déterminée, la comédienne lance avec humour : « À l'école maternelle, je jouais un nain dans *Blanche Neige, je me suis dit qu'un jour j'inverserais les rôles!* » Sandra Hüller a grandi en RDA, auprès de parents éducateurs. Elle avait 11 ans à la chute du Mur. « C'est une société qui valorisait la communauté, j'ai été élevée ainsi, se sou-

vient-elle. *Tout semblait plus facile avant la révolution.* » Au lycée, elle se découvre un « impérieux besoin de jouer », qu'elle assouvit dans une école d'art dramatique. Très vite, elle devient l'égérie du théâtre allemand. Un théâtre contemporain très avant-gardiste dont on découvre de nombreux extraits.

« L'absurde tralala cannois »

Sandra Hüller tourne son premier film, *Requiem*, en 2005 seulement, à 27 ans. Elle y incarne une jeune femme atteinte d'épilepsie, persuadée qu'elle est possédée par le démon : des scènes d'une violence rare et éprouvante, qui montre le niveau d'investissement de l'artiste. « Le cinéma est plus difficile à cause de ces pics émotionnels, analyse-t-elle. *Sur scène, la montée est graduelle.* ». Invitée de la Berlinale pour le long-métrage, elle avoue déjà : « *Je cherche à me protéger, des propositions, des interviews, même des compliments, je n'ai pas l'habitude.* »



Sandra Hüller : « Je cherche à me protéger, des propositions, des interviews, même des compliments, je n'ai pas l'habitude. »

Son premier séjour sur la Croisette en 2016 pour *Toni Erdmann* la conforte dans son opinion. « *Tout ce tralala cannois, c'est absurde* », dit-elle riant à ce souvenir. Elle y reviendra pourtant avec *Anatomie d'une chute*, palme d'or en 2023, avant de connaître la dimension supérieure de la médiatisation dans la course aux Oscars. Le film français obtiendra la statuette du meilleur scénario, le trophée de la meilleure actrice lui échappant au profit d'Emma Stone. « *De toute façon, elle déteste l'esprit de compétition* », souligne un de ses nombreux metteurs en scène qui témoignent.

Au-delà du portrait, complet mais rien convenu et au ton parfois sentencieux, le documentaire offre l'occasion d'en savoir plus sur son processus de travail : « *J'absorbe le personnage, il se fait une place en moi* », confie Sandra Hüller, plus rare encore en interview depuis les Oscars. Mais l'actrice s'interroge parfois, notamment pour le film de Justine Triet. « *Je ne savais pas avant le tournage si mon personnage avait vraiment tué son époux. Comment gérer ça? Imaginez que je la défende et qu'elle soit finalement coupable?* » La réalisatrice lui conseille de jouer l'innocence : « *J'avais écrit le rôle pour elle. Sandra est magique, car elle peut incarner une personne complexe, antipathique, diabolique même, ou en tout cas ambivalente. Elle sait se libérer de la morale.* »

L'approche est aussi délicate pour *La Zone d'intérêt* (César du meilleur film étranger 2025), écrit et réalisé par Jonathan Glazer, sorti en 2023, et adapté du roman éponyme de Martin Amis. Sandra Hüller y incarne la femme du commandant Rudolf Höss, qui vit avec sa famille dans une maison qui jouxte le camp de concentration d'Auschwitz. « *Je n'étais pas dans la performance, l'ambition n'avait pas sa place ici* », dit-elle. Avant de conclure, en écho : « *Ma vie professionnelle repose sur des engagements, l'acceptation des autres, la tolérance.* » ■

« Sandra Hüller, anatomie d'une anti-star »
À 23 heures, sur Arte
Notre avis : ●●○○

« Une petite flûte », un délicieux retour en enfance

Thierry Hillériteau

Au Théâtre des Champs-Élysées, Julie Depardieu adapte « La Flûte enchantée » de Mozart pour les familles. Un bain de jouvence.

« *Victoire, victoire!* », chante le parterre rempli d'enfants. Sous la direction du chef Joël Soichez. Et à l'unisson des trois dames, métamorphosées pour l'occasion en félins au pelage bleuté... Retour en enfance garanti avec cette nouvelle production des opéras participatifs chers au public du Théâtre des Champs-Élysées. Captée début 2024, celle-ci fait la part belle à l'ultime opéra de Mozart. En ramenant ses dimensions merveilleuse et exotique à hauteur de nos chères têtes blondes. Noir félin (devenu l'emblème de la Reine de la nuit) et ibis immaculé (celui de Sarastro) jouant au chat et à la souris sur fond d'ombres projetées dès l'ouverture...

Décoraux aux couleurs de l'Égypte semblant surgis d'un jeu d'origami... Savoureuse panoplie de costumes orientaux aux allures de bande dessinée (Monostatos coiffé d'un masque de crocodile, Pamina en Cléopâtre revisitée, Papageno façon grand vizir...). Dans l'économie de moyens qui est le propre de ces versions miniatures des grands standards du répertoire, la metteuse en scène Julie Depardieu a su trouver la juste fantaisie qu'il fallait pour séduire tous les publics.

Il faut dire que la barre est chaque année un peu plus haute. Avec ses 18 000 spectateurs par saison, l'opéra participatif, devenu une tradition du Théâtre des Champs-Élysées, draine un public de fidèles. Aussi exigeante sur la

qualité des arrangements (outre les quatre ou cinq airs et chœurs spécialement réharmonisés pour être chantés par le public, chaque titre se voit traduit en français, le tout ramené à une heure quinze de spectacle et arrangé pour effectifs légers) et de l'adaptation musicale que sur celle des interprètes, cette *petite flûte* a déjà tout d'une grande.

Le public n'hésite pas à donner de la voix

En plus de la luxueuse orchestration signée Robin Melchior, servie avec brio par les musiciens des Siècles, le plateau vocal n'a rien à envier à celui des précédentes éditions - *Un élixir d'amour*, l'adaptation de *L'Élixir d'amour* de Do-

nizetti, avait permis de révéler le ténor Sahy Ratia en 2022, et l'an dernier, une Cenenrentola, la Cendrillon de Rossini, avait mis sous le feu des projecteurs Juliette Mey. Mention particulière pour le Tamino délicieusement clair et lumineux, parfait d'intelligibilité, de Fabien Hyon. Et la Pamina nuancée à l'extrême et touchante d'abandon de Lauranne Oliva, qui vient ici rappeler qu'elle n'est pas qu'une voix et la bête à concours qui défraya la chronique en début de saison. Elle s'avère également être une comédienne des plus prometteuses. Même engagement scénique chez Louise Pingot, qui dans les rôles plus menus de Papagena et de la Première Dame fait mouche.

L'auditoire réagit avec enthousiasme à chaque facétie de Papageno (Adrien Fournaison), et soutient son « héros » Tamino avec des vivats. Et tremble et s'insurge lorsque Pamina menace d'attenter à ses jours. Un public qui n'hésite pas à donner de la voix, mais aussi à se prêter au jeu des chorégraphies répétées spécialement pour chacune de ses interventions. Artistes et spectateurs sortent de ce véritable bain de jouvence aux anges... La critique aussi. Vivement l'année prochaine. ■

« Une petite flûte »
À 21 heures, sur Le Figaro TV
Notre avis : ●●●●

MOTS CROISÉS

Par Vincent Labbé

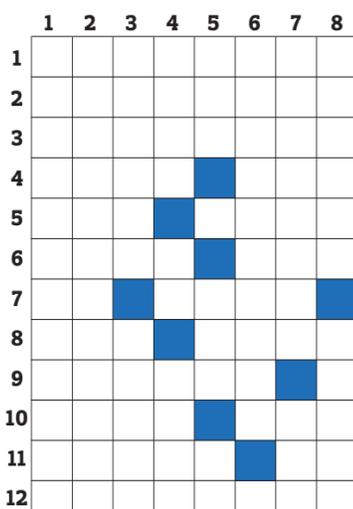
PROBLÈME N° 6859

HORIZONTALEMENT

1. Tirer sur une tige. - 2. La marque d'un esprit étroit. - 3. Refus dû à la volonté. - 4. Fait puissamment travailler des cordes. Série automobile au cœur du vingtième. - 5. Où il y a de la joie, chez Schiller. Non imprimée. - 6. Voit d'un mauvais œil. Direction. - 7. Suit l'actualité de près. Sortie de cours. - 8. Répond illico à son jumeau. Thor et Odin. - 9. Prédisposition aux allergies courantes. - 10. Torrent pyrénéen. Son mur est difficile à franchir. - 11. Rencontres au sommier. Consulté en ligne. - 12. Garnis de crocs.

VERTICALEMENT

1. Le « en même temps ». - 2. Le nouveau sacrement. - 3. Se laisse aller à bien des débordements. A obligé tout un chacun à avancer masqué. - 4. Sous sole en cuisine. Mistral lui donna un nouveau souffle. Met les gaz. - 5. Serpente en Valachie. De la musique en Algérie, de l'audiovisuel en Italie. Servait à faire la vaisselle, symboliquement. - 6. Mauvais comme la gale. - 7. Teintée de rose chair. Clameur dans les tribunes. - 8. Lâchement abandonnée. Mathématique ou anatomique.



SOLUTION DU PROBLÈME N° 6858

HORIZONTALEMENT

1. Dépeçage. - 2. Alevinat. - 3. Reconnue. - 4. WC. Leeds. - 5. Itou. erl. - 6. Nimes. le. - 7. los. Eton. - 8. En. Noël. - 9. Moines. - 10. Nouure. - 11. Eure. Rap. - 12. Sharpéis.

VERTICALEMENT

1. Darwiniennes. - 2. Election. Ouh. - 3. Pec. OMS. Mura. - 4. Évolue. Nouer. - 5. Ciné. Seoir. - 6. Année. Ténéré. - 7. Gaudirole. Ai. - 8. Étésien. Seps.

LE FIGARO Jeux

TÉLÉCHARGEZ L'APPLICATION

MOTS MÉLANGÉS

RCI JEUX

Barrez dans la grille tous les mots proposés. Cherchez-les horizontalement, verticalement ou diagonalement. Il ne vous restera alors que les lettres formant le mot mystérieux.

ARMURE	ENVINÉ	LUTHIER	RÉGENT	SODA
ARTEL	ÉRODÉ	MAGNUM	REQUÊTE	TAMIS
BONSAÍ	FURTIF	MIOCHE	RIEUR	TOLÉRANCE
COSTAUD	GOUFFRE	MONOLOGUE	ROND	TORRÉFIER
ÉCOT	GRANDIOSE	NORMAND	ROUND	TOURNOI
ÉNUMÉRÉ	HIBOU	RABROUER	SEING	TRAVERSÉE

E	P	T	T	R	E	E	R	L	M	H	H	F	D	E
S	A	D	O	S	E	U	E	A	U	I	I	N	N	T
O	D	U	L	R	E	T	G	S	B	T	O	C	E	E
I	N	A	E	I	R	N	O	O	R	R	H	C	N	U
D	A	T	R	A	U	E	U	U	L	E	O	I	H	Q
N	M	S	A	M	I	G	F	M	R	O	V	U	E	E
A	R	O	N	M	U	E	F	I	E	N	N	A	E	R
R	O	C	C	O	I	R	R	X	E	R	O	O	R	R
G	N	I	E	S	B	S	E	D	O	R	E	I	M	T

3	7	6	4	2	9	5	1	8
9	1	8	6	5	3	7	4	2
5	4	2	7	8	1	3	9	6
1	8	3	5	9	4	2	6	7
4	9	5	2	6	7	1	8	3
6	2	7	3	1	8	4	5	9
2	6	4	8	3	5	9	7	1
8	5	1	9	7	2	6	3	4
7	3	9	1	4	6	8	2	5

1	3	7	9	6	5	8	4	2
8	6	9	2	4	7	1	5	3
4	2	5	8	3	1	7	6	9
6	7	3	1	8	9	5	2	4
5	1	2	3	7	4	6	9	8
9	8	4	5	2	6	3	1	7
3	4	8	6	1	2	9	7	5
7	9	1	4	5	3	2	8	6
2	5	6	7	9	8	4	3	1

SOLUTION DU MOTS À MOT

Les mots sont :
RECUIT - BLÂMER - AGONIE.

Les meilleures formules déjeuner du 2^e arrondissement

Alice Bosio et Emmanuel Rubin

De la cantine libanaise à l'étoilé végétal, en passant par les bistrot et les tables italiennes : nos dix bons plans pour une pause



Où déjeuner dans ce quartier central à l'offre pléthorique ? Nos meilleures adresses, parmi lesquelles piocher au gré des circonstances et des envies.

Libanais Qasti Green

FORMULES DÉJ. : 20 € et 26 € (sem).
41, rue des Jeûneurs.
Tél. : 01 53 40 86 82. Tlj sf dim. (dîn).

LE LIEU. Un an que le chef Alan Geam s'est aventuré en dehors de son petit empire libanais du 3^e arrondissement pour lancer, avec sa nièce Zeina Hachem aux commandes, cette adresse qui s'amuse à décliner les mezzes et les shawarmas dans des versions strictement végétariennes. Le cadre confortable joue l'exotisme chic, avec chaises tressées, alcôves, murs peints de branches de cèdre et banquettes vert émeraude.

LE DÉJEUNER. La formule, copieuse et idéale à partager, propose de choisir deux mezzes parmi une sélection de dix, dont les délicieux classiques hummous, labneh (agrémenté de chou kale frit), baba ganoush ou beignets fatayars aux épinards. Mais aussi deux créations habituellement réalisées avec de la viande : un étonnant shawarma de céleri, champignons et halloumi ; une moussaka en réalité plus proche d'une ratatouille. L'ensemble, souvent porté sur l'acidité, ne fait jamais regretter le bœuf ! D'honnêtes desserts complètent le tout s'il vous reste de la place (baklava, mouhalabieh, glace Bachir...).

Bar à vin Le Rubis

FORMULES DÉJ. : 23 € et 27 €.
14, rue Léopold-Bellan.
Tél. : 09 84 39 42 49. Tlj sf sam. (déj) et dim.

LE LIEU. Ses carreaux noirs en devanture sont désormais parmi les aimants préférés du Paris bobo-vélo-goulot, qui, plus souvent qu'à son tour, se presse à serrer les coudes aux chaises Thonet, tirer la moleskine des banquettes, faire swinguer les années 1960 du carrelage et pousser les murs de pierre. Repris il y a peu par un tonus d'équipe souriante, causante et, pour tout avouer, aussi vivante que ces vignes et ces bouteilles.

LE DÉJEUNER. Appuyé chaque midi d'un plat (vraiment) du jour (ce mardi-là, une tartiflette calorique et calorifère), un bon sens de formule où les hors-d'œuvre se rappellent à notre bon souvenir (top céleri rémoulade) préparant à un pot-au-feu fumant, pas fumeux, copieusement argumenté de légumes dont pas un ne semble manquer à l'appel du bouillon (carottes, poireaux, pommes de terre et surtout na-

vets). En regrettant de ne pas avoir tâté de la terrine en entrée, on prend sa revanche, côté dessert, avec une habile version du genre structurant la poire et le vin rouge. L'ensemble avec cette politesse rare d'être proposé midi et soir.

Bistrot à vin Club Cochon

FORMULES DÉJ. : 23 € et 28 €.
38, passage des Panoramas.
Tél. : 01 88 61 15 75. Tlj sf dim. et lun.

LE LIEU. À se retrouver ainsi au cœur très battant de ce monument de passage qui, hors l'électricité, n'a rien perdu de son chic Louis-Philippe, cette cave à manger a bien compris que le décor n'avait pas besoin d'en rajouter si ce n'est la large soif des boutanches au caasier, les natures vives de jambon en vitrine et le charme rétro d'assiettes à fleurs. Pour le reste, le sac et le ressac des flâneurs des Grands Boulevards se chargent de l'atmosphère.

LE DÉJEUNER. C'est la petite cruauté des tables à spécialités lorsque, à les croiser à la carte comme en salle, les œufs brouillés au condiment de chorizo et le chou farci vous narguent d'œillades appuyées. Bonne fille, la formule console avec des œufs mayo bien calibrés, bien gavés et même lardés avant que le cochon ne la ramène, grillé à la façon d'un gyros, copieusement nourri de fenouil, ail confit, purée maison largement montée au beurre. Final en forme de grosse madeleine comprise avec le café. À moins que ce ne soit l'inverse.

Balkanique Ibrik Kitchen

FORMULES DÉJ. : 27 € et 34 €.
9, rue de Mulhouse.
Tél. : 01 70 69 42 50. Tlj sf dim.

LE LIEU. Née à Bucarest, Ecaterina Paraschiv, dite Cathy, a fui le régime de Ceausescu avec ses parents quand elle était enfant. Après une première carrière d'avocate fiscaliste, cette autodidacte a lancé Ibrik Café en 2017, puis ce restaurant plus ambitieux dédié à la cuisine des Balkans traitée façon bistrot (Roumanie, mais aussi Turquie, Grèce...), l'année suivante. En guise de cadre, une grande salle aux allures de maison de campagne épurée, avec murs, sol bruts et tables en marbre noir.

LE DÉJEUNER. Plus bistrannique le soir, la carte du midi joue le réconfort, et offre, dans sa formule, le luxe du choix entre quatre entrées, six plats et trois desserts. L'ensemble est soigné, multiplie les préparations, comme dans cette brick à l'agneau de 7 heures parfumé et crème de menthe ou dans cette jolie ciulama végé - des champignons divers sautés, gnocchis de polenta et jaune d'œuf cru, rendus gourmands par

une sauce crémée. Démoniaques beignets papanasi au fromage frais et coulis de fruits rouges pour terminer.

Néo-italien Altro Frenchie

FORMULES DÉJ. : 29 € et 34 € (sem).
9, rue du Nil.
Tél. : 01 42 21 96 92. Tlj.

LE LIEU. Toujours pas de plage sous les petits pavés de la rue du Nil, mais, par-dessus, un an déjà que l'annexe du Frenchie s'est tournée vers l'Italie. La bonne bouille de street food a basculé en un joli minois de trattoria avec la complicité d'un plafond miroir qui reflète les clins d'œil déco à la dolce vita romaine en même temps qu'il renverse les petites tables, les banquettes, et certains soirs, carrément les têtes.

LE DÉJEUNER. La Botte comme on l'aime, sans prise de crâne et la bouche vite pleine en piochant dans une carte aussi réduite qu'elle a la bougeotte. Ouverture avec une bruschetta deux fois craquantes (en texture comme à accueillir blettes et ricotta), suivie de ce méconnu cotechino préféré à des spaghetti oignons, anchois. En Italie, la tradition veut que cette saucisse de porc cuite soit le premier plat de l'année, mais, ces jours-ci, opportune, fumante, juteuse sur un ragù de lentilles qui l'est d'ailleurs tout autant. Fromage plutôt que dessert (un vache taleggio lombard et son chutney de figues).

Nouvelle brasserie Café Compagnon

FORMULES DÉJ. : 29 € et 34 € (sem).
22-26, rue Léopold-Bellan.
Tél. : 09 77 09 62 24. Tlj.

LE LIEU. Est-ce un bistrot qui aurait poussé, large et profond, ses grands murs blancs ? Une brasserie d'aujourd'hui qui aurait choisi le velours plutôt que le cuir à ses banquettes ? Ou ce principe de grand café parisien qui inviterait le bois blond d'un mobilier



Trattoria chic Caffè Stern

FORMULES DÉJ. : 30 € et 38 €.
47, passage des Panoramas.
Tél. : 01 75 43 63 10. Tlj sf dim. et lun.

LE LIEU. L'adresse parisienne des frères Alajmo, triplement étoilés au Calandre (Padoue), continue de se planquer passage des Panoramas, dans ce qui fut l'atelier de gravure d'un dénommé Moïse Stern. Ce Caffè qui n'a de café que le nom - plutôt une trattoria chic aux accents gastronomiques - a soufflé ses dix bougies en novembre dernier, mais le décor signé Philippe Starck, qui a placé dans la succession de petits salons boisés au charme indéfectible un loup ailé en vitrine, n'a pas pris une ride.

LE DÉJEUNER. Voisinant une carte aux tarifs soutenus, le menu midi est une aubaine, d'autant qu'il a l'élégance d'offrir deux choix et de changer chaque jour (comme annoncé sur le compte Instagram du resto). Ce midi-là, après un amuse-bouche autour de la carotte, on se régale ainsi d'un trio de cicchetti soignés (les tapas vénitienes) - purée onctueuse, ragout de lentilles et cotechino ; salade de fruits de mer ; salade fenouil, orange et olives -, puis d'un maquereau pané ultracroustillant façon milanaise avec écume de poireau et chichorie sautée, avant de fondre pour une irrésistible tasse chocolat, noisettes et café tout en textures.



Bouchon Aux Lyonnais

FORMULE DÉJ. : 32 € (sem).
32, rue Saint-Marc.
Tél. : 01 42 96 65 04. Tlj sf dim. et lun.

LE LIEU. Ça bouge dans le bouchon à la façade de bois rouge repris, il y a près de vingt ans, par Alain Ducasse. Le chef multi-étoilé vient d'en laisser les clés - tout en restant actionnaire minoritaire - à la famille Dumant, derrière laquelle se cache la success-story bistrotière du Paris Seize, du Chardonnay ou de l'Auberge Bressane. Une passion en douceur puisque le décor rétro charmeur (moules, faïences, banquettes) n'a pas bougé, pas plus que la chef en cuisine, la Lyonnaise Victoria Boller.

LE DÉJEUNER. Autre inchangé (pour le moment, la maison souhaitant le faire évoluer) : le menu du travailleur, soit une entrée, un plat et un dessert, renouvelés de façon hebdomadaire seulement. Un généreux triptyque (auquel il faut ajouter cervelle de canut-rossette en amuse-bouche et tarte citron noir et praline rose en mignardise), parfaitement exécuté et très réconfortant malgré un manque, ce midi-là, de verdure : délicat velouté de topinambour et ses croûtons beurrés ; hachis parmentier à



sément

du midi de qualité.



Aux Lyonnais.

EMILIE FRANZOSI : AUX LYONNAIS ; CAFÉ STERN ; CLUB COCHON ; LE RUBIS

l'effiloché de bœuf fondant et chapelure croustillante; panna cotta vanille et coulis de groseille acidulé.

Bistrot de chef
Jôia

FORMULES DÉJ. : 34 € et 39 € (sem).
39, rue des Jeûneurs.
Tél. : 01 40 20 06 06.
Tlj sf dim. (dîn.) et lun.

LE LIEU. Plus de six ans après son ouverture, l'adresse décontractée de la multi-étoilée Hélène Darroze continue son petit bonhomme de chemin dans la gourmande rue des Jeûneurs, entre plats tradi à l'accent Sud-Ouest et élans voyageurs. Il faut dire que son vaste cadre sur deux étages façon maison de ville (parquet, murs rouge et vert en clin d'œil basque), avec sa grande cuisine ouverte au rez-de-chaussée, fait toujours son effet, malgré une musique jazzy un peu forte.

LE DÉJEUNER. La formule «semainier» propose de choisir entre deux entrées et deux plats (un seul dessert). Des classiques de bistrot aux détails soignés – la touche Darroze –, à l'image de cette salade d'endives assaisonnée façon Caesar et agrémentée de poutargue, de cette belle saucisse purée généreusement garnie de jus de viande ou de ce merlu à la grenobloise, pommes de terre sarladaises et tombée d'épinards. Faites l'impasse sur le banana bread en dessert, un poil sec.

Gastronomique
Fleur de Pavé

FORMULE DÉJ. : 62 € (sem.).
5, rue Paul-Lelong.
Tél. : 01 40 26 38 87.
Tlj sf sam. (dép.), dim. et lun.

LE LIEU. Comme son quartier, qui se partage entre une Bourse désormais très calme et un Sentier toujours bien allumé, la maison cache plaisamment son double jeu à la faire à pile ou face, étage ou rez-de-chaussée, comptoir (presque) cuisine d'en bas ou salon en coquette contemporaine d'en haut.

LE DÉJEUNER. Sans faire trop de retard à Bibendum Michelin, mais histoire de justifier le supplément d'euros que l'on y verse, saluer l'un des plus sages menus accordés, à Paris, par un authentique étoilé. Tarif inversement proportionnel au talent versé par Sylvain Sendra, avec la brioche jofflue, les amuse-bouches, les mignardises attentionnées à escorter les quatre services très végétaux d'un repas au jour le jour l'inspiration. Bluffant dernièrement à y aller d'un plat carrément signature en forme de chou-fleur vanille, monstrueux de finesse et d'équilibre entre l'onctueux et le coulant. À deux doigts de le reprendre en dessert!

HACHÉ MENU
PAR EMMANUEL RUBINJIP, LA CORÉE
ASSEZ FLOP!

Tant qu'à nous bassiner tous les six mois d'un énième essai sur la France fracturée avec ses quartiers gentrifiés qui se foutent d'un périph zombifié, qui lui-même se contrebalance des territoires oubliés n'ayant à peu près rien à cirer du grand nulle part rural, nos socioconstatologues seraient bien inspirés de répliquer leur prochain opus sur l'air du «dis-moi ce que tu auras, je te dirai qui tu es, où tu vis, comment tu mâches». Encore plus drôle quand l'exotisme s'en mêle puisque désormais, au grand banquet de la mondiale, Marx retrouve les crocs. Une *Internationale* de la table où chacune de nos classes s'évade comme elle peut. Les moyennes ont leur sushi mou, les banlieues leur gras kebab, les roca-des leur triste burger tandis qu'au centre-ville verni des cités-mondes, l'appétit start-up sort ses baguettes dorées pour taper dans l'Asie mutée. De ce côté-là, la Corée a franchement la cote. Séoul est la nouvelle destination cool, *Squid Game* cartonne sur Netflix, la K-pop remplit les stades et, dans le 11^e food de lui-même, ce Jip cuisine le pays du Matin calme. Enfin presque...

Squid Room Avant que d'astiquer le petit chic de la vaisselle céramique et de creuser les bols, planter le décor d'une microsalle-comptoir qui semble vous prévenir qu'il va falloir bien se concentrer sur les nourritures à venir. Le casting de la susmentionnée série *Squid Game* n'y ferait pas trois pas dans son désormais fameux et suicidaire «1, 2, 3, soleil» mais les petits minois de l'Est parisien, par la food alléchée, ne traînent pas, eux, à y pianoter leur «Instagram et colégram».

Tofu frais, caviar d'aubergine, bouillon Première à tomber sur le coin du bec, cette composition dans son jet-lag! Le tofu encore à Séoul, le caviar d'aubergine trop en avance sur la saison et le bouillon à distance comme, entre deux continents, les océans séparent. Où sommes-nous? Quelque part entre plongée sans profondeur et fusion, piège à c...

Duxelles de champignons, patate douce, béarnaise À la suite, un petit couloir végétal sans plus d'altitude que celle que l'on nous promet (sans jamais la tenir) dans les *first class* des longs-courriers. La béarnaise pas mal montée mais franchement perdue et même dubitative à arbitrer champi et tubercule. Ça se gobe fissa, ça s'oublie aussi sec.

Nouilles jjajangmyeon Sur ce coup, le propos promis nettement plus dans sa matrice, le chef mieux à la manœuvre avec de plus déroutantes et sincèrement coréennes nouilles jjajangmyeon bien tendues, corsées de sauce soja, promptes à embarquer leur gourmandise en chargeant la valise de haricots noirs, de bœuf et d'épinards aux anchois.

Salade de fruits, sorbet maison, tapioca Dans l'interzone, un dessert à la façon des bagages sur les tapis d'aéroport. Là encore vite avalé, entre le content d'être arrivé et le pressé de s'en aller.

MAIS ENCORE...

LE SERVICE. Poli à vous faire coulisser l'assiette entre deux sourires.

LE PUBLIC. Les murs ont des miroirs mais les clients ont le nez sur l'écran.
EST-CE CHER? Rien d'effrayant! Le menu à 35 € avec quelques suppléments baladeurs.

FAUT-IL Y ALLER? Aucune urgence.
112, rue de la Roquette (11^e).
Rés. : contact@jip.paris
Tous les soirs sf dim. et lun.
Métro : Voltaire.

Ypseli (2^e).

YPSSELI

Ypseli, oups la Grèce!

Emmanuel Rubin

Les anciens grands magasins À Réaumur accueillent une taverne hellène qui goûte plus le «bouffe business» que l'authenticité.

Même si la cuisine au beurre se démène aujourd'hui pour une revanche, accordons le ventre parisien, depuis vingt ans, dans le syndrome de l'huile d'olive. Pas le loisir, ici, d'en donner les raisons, mais en même temps que les peaux courent, l'été, à se dorer, les appétits de la ville n'en finissent plus de virer héliotropes. Au plus petit prétexte, tous tournés vers le solaire, les sud, les Mare, les *Nostrum*.

N'en reste pas moins que, à tant vouloir faire Méditerranée, les garde-mangers dédiés commencent à sérieusement s'épuiser. L'Italie? Fatiguée d'être trop convoquée. L'Espagne? À la ramasse de ses sempiternelles tapas. Le Levant? Au creux d'une vague mille fois répétée. Visiblement au tour de la Grèce de s'y coller dans l'espoir de faire oublier cette mauvaise réputation de racole, qui, trente ans durant, de tristes feuilles de vigne en misère de moussakas, de mauvaises fresques Pirée en méchantes tavernes Huchette, faillirent la plomber.

Une grosse semaine que, à Réaumur-Sébastopol, des petits malins du

«bouffe business» nous la remixent en loft et en large et, si le marbre et le béton s'y découvrent un certain chic, on se sent, ici, à peu près Athènes comme à Manhattan. À peine plus relevé lorsque les assiettes zigzaguent entre les tables et les écrans TikTok. Au menu du déjeuner, sous un poulpe giouvetsi et kri-tharaki, une petite ligne s'amuse à autoqualifier le plat de «touristique, délicieux, une valeur sûre».

Lorsqu'il déboule en riz et en sauce, on se dit que les deux dernières mentions sont probablement inutiles et que la première a déjà le mérite de l'aveu.

Dix ans après l'Italie Big Mamma, voici la Grèce Ypseli, son marketing de calamar grillé, son afterwork de beignets de courgette (hors saison) et son dépaysement d'école de commerce.



YPSSELI
88, rue Réaumur (2^e).
TÉL. :
Sans tél.
HORAIRE :
Tlj sf dim et lun.
De 8h à 23h.
MÉTRO :
Réaumur-Sébastopol.



LES INVISIBLES

Les Invisibles

Genre : si les passages sont les veines de Paris, ils en deviennent aussi les petits ventres. Celui de la discrète cité Bergère se gagne enfin son bistrot et si le décor balance entre rétro et néo, les nourritures ne restent pas dans les courants d'air. Produits campés, recettes maniées et veine régionaliste bien trempée.

Prix : environ 35-40 €. Formules déj. en semaine à 20 € et 27 €. Terrine de cochon, châtaignes et porto : du répondeur. Estouffade lyonnaise de basse côte de bœuf : bien en sauce. Riz au lait, vanille et praline rose de Lyon : petite mécanique des fluides.
Avec qui? Un faux timide.
Bonne table : sous un joli miroir gravé, à l'angle de la banquette. Service de jeunes gens bien.
18, cité Bergère (9^e).
Tél. : 01 45 23 33 33.
Tlj sf dim. et lun. Jusqu'à minuit.
Métro : Grands-Boulevards.



RAMDAM LE COMPTOIR

Ramdam Le Comptoir

Genre : dans la foulée d'une première adresse rue de Trévis, cette bande bobo double la mise sans s'éloigner des parallèles Grands Boulevards. Forcément après la case bistronomique, on passe à une case «cave à manger» asticotant les habituels chou-fleur rôti, œuf parfait, saucisse purée. L'ensemble bien flaconné, bien embouché.

Prix : env. 35-40 €. Épaule d'agneau confite, pain brioché, sauce BBQ : plaisir remboursé. Saucisse de Toulouse, purée, jus de viande, condiment céleri, pickles d'oignons rouges : tout bien à sa place. Ganache chocolat, crème anglaise, fleur de sel : un petit caractère.
Avec qui? Un fort en gueule.
Bonne table : côté banquette avant le printemps en terrasse. Service boute-en-train.
15, rue de Trévis (9^e). Tél. : 01 42 26 19 32.
Tlj sf sam. (dép.) et dim. Jusqu'à minuit.
Métro : Grands-Boulevards.



CAFÉ DU CANAL

Café du Canal

Genre : dans le mille de ce canal Saint-Martin, qui, à force de saisons, commençait à sérieusement lasser de s'autoparodier (même popote, même boutanche), retour d'un post-troquet – ouvert tôt, couché tard – où cave, assiette, banquette et bonnes têtes renouent au bon petit goût du déluré.

Prix : environ 30-40 €. Formule déj. à 21 €. Bouillon de poulet et boulettes de matzo : réparateur. Tourte d'agneau (en suggestion du soir) : maternante. Carrot cake : un sacré moelleux.
Avec qui? Une Arletty d'aujourd'hui.
Bonne table : la 9. Service engageant.
52, rue Bichat (10^e).
Tél. : 01 42 02 40 32.
Tlj sf lun. et mar. (dép.).
Jusqu'à minuit.
Métro : Goncourt.



Le Vieux Port.



Hors saison, Cannes se joue en version originale

Sophie de Santis Envoyée spéciale à Cannes (Alpes-Maritimes)

Ralentir le temps, profiter des premiers rayons du printemps, vivre au rythme des Cannois... En mars, on se pose sur la Croisette,

Authenticité. Il est permis d'espérer que la Côte d'Azur puisse encore en offrir ! Choisir la fin de l'hiver pour flâner à Cannes peut être une aventure pleine de (bonnes) surprises. Loin de l'agitation irréaliste du Festival, en mai, et de l'affolement des mois d'été, la ville de seulement 70 000 habitants, bat à un rythme paisible, privilégiant les rendez-vous culturels et gourmands. Pour vivre Cannes comme un Cannois (ou presque), il suffit de se laisser guider. On commence par arpenter les allées nouvellement végétalisées de la rue Félix-Faure, près de la mairie, si l'on veut pointer avec les anciens à la pétanque. Et les rejoindre ensuite à la terrasse d'un troquet du côté du boulevard du Midi, ou encore au marché Forville (partiellement ouvert pendant la restauration). Ici, les étals sont garnis de produits frais locaux (pêche du jour et légumes de petits maraîchers) tous les matins du mardi au dimanche. Cannes, c'est aussi la cité de la création artistique. En attendant, les projets prometteurs du Musée international du cinéma, de celui d'art africain (collection Pigozzi), ou encore d'arts et traditions populaires, l'art contemporain se réinstalle sur la Croisette.

On poursuit la balade jusqu'à la Malmaison, villa classée de 1901, qui renaît depuis quelques semaines, à deux pas du très moderne Marriott. La spécificité urbanistique de Cannes étant de mixer sans complexe les architectures Belle Époque et les structures parfois disgracieuses des années 1970. Des contradictions stylistiques qui font assurément son identité. La Malmaison, bâtisse néoclassique, qui a survécu aux ravages du temps, vient d'être admirablement restaurée. Sa surface d'exposition a été triplée (600 m²), sur trois étages. L'exposition inaugurale « Luxe, calme et volupté » (à voir jusqu'au 20 avril), hommage baudelairien, met à l'honneur près de 130 œuvres inspirées par les paysages méditerranéens, réalisées par une cinquantaine d'artistes d'époques et de styles très divers. Mais tous ont été fascinés par cette lumière du Sud. Les maîtres Cézanne, Monet, Picasso ou Charles Camoin. Ou plus tard, Vincent Bioules qui nous plonge dans la chaleur des tonalités avec *Le Mois d'août* (2015), ouvrant une fenêtre sur la végétation luxuriante. Suivent ensuite Combas, le Sétois d'adoption, et toute une nouvelle jeune génération représentée notamment par Ronan Barrot, Marion Charlet ou encore la talentueuse Christine Safa, 30 ans, qui utilise des pigments pour son superbe *Nathan (Venise)* (2023), inspiré des fresques pompéiennes. À suivre aussi,

Nazanin Pouyandeh (fraîchement intégrée dans l'écurie Templon), qui avait déjà été invitée au Suquet des artistes en 2019. Elle revient avec *La Ronde* (2024), dans la joie d'un hommage à *La Danse* de Matisse. Après la beauté des paysages du Sud, la Malmaison recevra la poésie des perles de verre de Jean-Michel Othoniel (dès le 17 mai). Et, pour prolonger la visite, n'oubliez pas de grimper sur le toit-terrasse et profiter de la vue panoramique. Un salon de thé y sera bientôt installé.

■ 47, bd de la Croisette.
Tél. : 04 97 06 45 21.
cannes-france.com

Visites

1. Le Suquet des artistes

Au cœur du vieux village, l'ancienne morgue sert de lieu de résidence et d'exposition pour les jeunes artistes depuis 2016. On y voit, jusqu'au 18 mai, le travail iconoclaste de Florence Obrecht, qui nous entraîne dans une « Odyssée », à travers de grands portraits peints, des coiffes, des étoffes et des objets, inspirés de personnages croisés lors de séjours en Bulgarie ou en Pologne. Elle revisite le folklore de ces cultures, entre joie et introspection. En sortant, pensez à visiter l'église.

■ 7, rue Saint-Dizier.
Tél. : 04 97 06 45 21. Cannes-France.com

Où dormir ?

2. Hôtel Belle Plage

Depuis l'été dernier l'établissement a acquis fièrement sa 5^e étoile. Le Belle Plage, ouvert il y a environ deux ans,



Hôtel Belle Plage.



avec ses 55 chambres et appartements, son incroyable toit-terrasse et son spa confortable installé dans une villa avec jardin de l'autre côté de la rue, peut rivaliser avec la concurrence cannoise, plutôt féroce ! Ses atouts ? L'accueil affable et décontracté, le décor, où domine le bois tout en rondeurs, les balcons vue mer, son emplacement décalé, du côté des plages du midi. Le bémol ? Le petit déjeuner, certes perché au 8^e étage, mais qui n'offre qu'un banal buffet pour 35 euros. La chambre classique, à partir de 190 € ; la supérieure, à partir de 310 €. Profitez de l'apéro pour admirer le coucher du soleil (cocktails, 18 €). Brunch le dimanche de 11 h 30 à 15 heures, 79 €.

■ 2, rue Brougham, square Mistral.
Tél. : 04 93 06 25 50.
hotelbelleplage.fr



L'Atelier Bon Sens d'Héléne Jamin.

3. Hôtel Le Suquet

Yannick Bastoni est retourné dans le quartier de son enfance après une riche expérience hôtelière parisienne. L'Olivier était à vendre, il l'a acheté pendant le Covid. Après rénovation de cette bâtisse datant de la fin du XIX^e siècle, voici un petit hôtel 4-étoiles familial comptant 22 chambres (un projet d'extension en ajoutera bientôt 8), perché dans les vieilles ruelles du Suquet. Le décor est simple et frais, la vue sur le clocher ou l'Estérel ajoute à son charme discret. À partir de 88 € la chambre double ; 22 € le petit déjeuner.

■ 5, rue des Tambourinaires.
Tél. : 04 93 39 53 28.
hotelsuquetcannes.com



Le fort Royal, sur l'île Sainte-Marguerite.

4. Chambre d'hôtes Villa Galoubet

Dans cette jolie maison de 1925 restaurée, Héléne Jamin, créatrice de bougies parfumées (voir ci-dessous), propose trois chambres d'hôtes confortables au mobilier rustique sur jardin (110 € avec petit déjeuner).

■ 11, rue Campestra.
Tél. : 07 86 83 38 87. chambres-hotes.fr

À table !

5. Le Pompon

Une petite cantine sans prétention à l'abri d'une ruelle, perpendiculaire à la très animée artère piétonne Félix-Faure. Derrière les fourneaux, Bruno Baccati compose une ardoise de petites portions gourmandes à partager au gré de produits frais du marché. À tester, l'œuf en croûte de céréales pour débiter, avec une crème de céleri-rave, fève tonka, betterave et sarrasin (12 €). Orignal et croustillant. Même audace pour la daurade ou sériole marinée et crème aux œufs de truite, raifort et citron (17€). Le clou ? Le dessert tout en agrumes : un biscuit à la roquette, crème citron, cédrat confit, huile verte (11 €). Le chef a une formation de pâtissier, et ça se confirme.

■ 4, rue Émile-Négrin.
Tél. : 04 93 30 31 23.
lepomponcannes.com

6. Zuma

Spectaculaire ! Et le mot est faible. Au sein du Palm Beach - architecture massive de 1929 luxueusement rénovée il y a quelques mois dans un style inspiré de



La Ronde (2024), de Nazanin Pouyandeh.

ALLARD/STOCK ADOBE - NAZANIN POUYANDEH/ADAGP PARIS - BELLE PLAGE HOTEL - H. JAMIN - J. KELAGOPIAN/MAIREI DE CANNES

Nos cinq adresses coup de cœur à Saint-Malo

Marcelle Ratafia

Étoilé décontracté, nouveaux bistrots, crêperie british : quel festin en pays malouin !

Des adresses à l'abri des remparts, un étoilé de son temps, une table mythique rajeunie... La cuisine dans la Cité corsaise se porte comme un charme.

La plus nature Bouliche

CARTE : 30-50 €
16, rue Ville-Pépin. Tél. : 09 86 06 66 19.
Tlj sf dim, lun, mar. (din.) et mer. (dég).

LE LIEU. Au cœur de Saint-Servan, bourg ancien devenu quartier de prédilection des jeunes foyers malouins, cette adresse s'est insérée il y a quelques mois dans la populeuse artère centrale, débordante de lieux de tentation. Pensé par les propriétaires du Mignon Café, coffee-shop sis à quelques numéros, le nouveau-né est baptisé du nom local d'un instrument de pêche. Sobre et lumineux, ce restaurant aux murs de brique fait la part belle aux tables qui se touchent et aux vins naturels (à prix doux).

L'ASSIETTE. Quadra au cool très sûr, Nicolas Polla sert une cuisine plus impétueuse qu'apprêtée. Le lieu jaune snacké encore frétilant est servi dans un bouillon de cochon coquin avec des nouilles udon maison : une réussite ! Et si la pêche est présente, le potager n'est pas en reste, du dahl vert crème de coco-piment aux maillons choux de Bruxelles et grenailles rôtis au fromage blanc citronné. Pour clore le repas, du simple : affogato ou riz au lait et praliné noisette du Piémont (en manque toutefois de crémeux).

BRAVO. L'atmosphère décontractée, la qualité des produits, des associations au fort tempérament.

DOMMAGE. Un courant d'air près de la porte.

La meilleure Le Saint Placide

MENUS : 42 € (dég.), 75 € et 105 €.
6, place du Poncel. Tél. : 02 99 81 70 73.
Tlj sf dim, lun. et mar. (dég).

LE LIEU. Hors des remparts, dans un coin calme de Saint-Servan, il serait dommage de rater cet étoilé contemporain déjà vingtenaire. Derrière l'allure placide de la douillette salle aux tons gris, la fougue du couple Morbihan est intacte. En cuisine, Luc a débouché le second de Guy Savoy, s'escrimant à satisfaire tous les appétits, entre menu truffe et caviar pour épurien fortuné, ébouriffant terre mer et solide partition végétarienne. En salle, la diligente Isabelle peaufine le choix de vaisselles extravagantes, splendeurs de collectionneuse chinées au fil des années.

L'ASSIETTE. Désireux de trouver une formule plus rapide et abordable au déjeuner en des temps où les exigences étoilées ne coïncident pas forcément avec les attentes de clients pressés, le couple étrenne un menu qui fera certainement date. Avec des entrées à partager : gravlax maison, houmous de lentilles aux croûtons dorés et autres hors-d'œuvre bien tournés. À suivre, un classique - tournedos Rossini, vol-au-vent veau et homard - ou d'exquises saint-jacques rôties sur « célerisotto ». Le dessert ne dément pas : une merveille soufflée tiède au chocolat 70 %.

BRAVO. La formule déjeuner.
DOMMAGE. La distinction masculin/féminin des plats.

La plus british Bergamote

CARTE : 20-40 €.
3, place Jean-de-Châtillon.
Tél. : 02 99 40 28 14.
Tlj de 11 heures à 19 heures.



Bergamote.

BERGAMOTE : BETTON FILS ; BOULICHE : LE SAINT-PLACIDE



Betton Fils.

BRAVO. L'accueil aux petits oignons, le cadre douillet, la terrasse en face de la cathédrale.
DOMMAGE. Le menu un peu long.

La plus palace Le Cap Horn

MENUS : 45 € (dég.), 58 € et 78 €.
CARTE : 60-100 €.
100, bd Hébert. Tél. : 02 99 40 75 40. Tlj.

LE LIEU. Des trois restaurants du majestueux Grand Hôtel des Thermes, celui-ci s'étend face à la mer et, n'en déplaise aux curistes en mal de décompte calorique, met le cap sur une cuisine gastronomique dont le beurre n'est pas exempt. Pas plus que les ingrédients baroudeurs : vétéran de cuisines étoilées du monde entier, le chef Daniel Le Guenan déploie un attirail de condiments et d'épices que ne renierait pas Olivier Roellinger, son voisin cancalais.

L'ASSIETTE. En poste depuis 2022, le chef dépeussière tout en douceur, avec une carte discrètement créative flattant une pêche altière et des classiques légèrement secourus. Côté mer, le bar nacré dans une émulsion de verveine est délicieusement diététique, tandis que le turbot grillé au beurre au kumquat se harache de shiitakés et d'un persil crémeux. Côté classiques, lièvre à la royale ou filet de bœuf au foie gras cuit à la ficelle rassurent une clientèle fidèle. Signés par le pâtissier Sylvain Dahirel, les desserts sont un appel à peine voilé à rejoindre la cure - surtout l'obscène soufflé au chocolat coulant.

BRAVO. La vue, la carte des vins plutôt abordable.

DOMMAGE. Une déco qui mériterait elle aussi d'être rafraîchie, la débauche de fruits exotiques sur certains plats.



Bouliche.



Le Saint-Placide.

La plus bistrotonique Betton Fils

MENUS : 22 € et 26 € (dég.).
CARTE : 40-60 €.
7, rue des Grands-Degrés.
Tél. : 02 22 66 89 49. Tlj sf dim. et lun.

LE LIEU. Derrière les remparts, les toques douées sont de légion. Mais ce nouveau venu a de quoi ferrailer. Installé dans un bistrot d'angle tout de vieilles pierres habillé, le trentenaire a déjà un CV en « betton ». Ancien escrimeur de haut niveau, Victor Betton se remet d'une blessure en se formant chez Ferrandi. Après avoir cuisiné au Plaza Athénée et à l'Élysée, il vient rôder dans les belles tables de la Côte d'Émeraude. Dans ce repaire bien à lui, il entend rendre un tendre hommage à son arrière-grand-père, épicière en Mayenne, par ce « fils » qu'il accole à son nom.

L'ASSIETTE. Malgré un parcours très sélect, l'ancien duelliste préfère se débattre avec une cuisine bistrotonique volontiers canaille, où la pêche et le gibier guerroient à fleuret moucheté. À la carte, qui change chaque semaine, le tartare de langoustines et risotto cotoie lièvre à la royale ou cerf rôti. Et le midi, une formule avantageuse offre d'orientales saint-jacques nacrées au sumac et leche de betterave, un filet de canette rosé aux gnocchis de courge avant une chavirante mousse chocolatée tiède et feuillantine pralinée.

BRAVO. Le cadre, le rapport qualité-prix, les cuissons précises.
DOMMAGE. Pas de menu le soir.

sans extravagance.

l'arabo-mauresque -, Zuma apporte sa touche asiatico-chic. La vaste salle du restaurant, au décor tout en claustras de bois, peut accueillir près de 370 convives (restaurant, bar, terrasse et salons compris). Avec les cuisines ouvertes (le sushi bar d'un côté, le grill robata de l'autre), l'ambiance est théâtrale, sans être surjouée. Cette première adresse Zuma en France, ouverte en 2024 (après de nombreuses autres dans le monde), est une attraction pour sa cuisine japonaise contemporaine : nigiri sushi, sashimi (assortiment 6 pièces, 40 €), brochettes de poulet cébette (14 €), poulet mariné au miso d'orge rôti au bois de cèdre (39 €). Comptez sur le menu à 80 € pour goûter aux différentes spécialités. Service souriant mené tout en souplesse par un directeur aguerrri, Jean-Michel Sourdrille, qui a fait ses armes à Londres. En basse saison, ouvert le soir uniquement.
■ Palm Beach, place Franklin-Roosevelt. Tél. : 04 12 38 12 38. zumarestaurant.com

7. Copal Beach

Sur les 33 plages cannoises ouvertes toute l'année, le Copal (anciennement 3.14), a choisi la tonalité sud-américaine, les pieds dans le sable. Sous la houlette du chef colombien Juan Arbelaez, la carte tient ses promesses de cuisine dépaysante et épicée juste ce qu'il faut. Comme le demi-poulet asado quinoa soufflé, sauce tomate hogao, servi avec frites paprika et ail (35 €). À midi seulement. On peut y siroter un cocktail (18 €) jusqu'à 18 heures en admirant le bleu des vagues.
■ 63, bd de la Croisette. Tél. : 04 93 94 25 43. copal-beach.com

Expérience

8. L'Atelier Bon Sens

De son expérience de 30 ans chez les plus grands parfumeurs (Firmenich, IFF, Takasago), Hélène Jamin a trouvé une autre passion en arrivant sur la Côte d'Azur il y a six ans : fabriquer des bougies parfumées artisanales et naturelles. Dans sa grande maison, cachée au fond d'un jardin, elle a installé son atelier, aménagé de meubles et d'objets chinois, pour composer son répertoire de bougies odorantes à base de cire végétale de soja et mèche en coton ou bois. Elle a mis au point une quinzaine de références olfactives : bigaradier, fleur d'oranger, basilic... qu'elle « cuisine » avant d'en remplir des tasses de récupération en

porcelaine ancienne ou des petits pots en céramique réalisés pour elle à Vallauris. Hélène Jamin, très impliquée dans la vie locale à travers une association de créateurs, la République des arts, partage également son savoir-faire lors d'ateliers. Elle reçoit de 4 à 10 personnes, le samedi notamment, pendant 1h30-2 heures (45 € par pers.) pour réaliser une bougie personnalisée, dosée généreusement à 10 % de parfum. Sur réservation.
■ 11, rue Campestra. Tél. : 07 86 83 38 87. atelierbonsens.com

À bord du bus panoramique

Pour 1,80 €, prenez-vous pour un touriste sur la Croisette ! Grimpez sur le toit ouvert du bus impérial pour admirer palmiers et plages en longeant la belle bleue, du quai Laubeuf jusqu'au Palm Beach. Grisant !
■ palmdeplacements.fr

Excursion

9. Le fort Royal, île Sainte-Marguerite

Les îles de Lérins sont la bouffée d'oxygène de Cannes. Saint-Honorat, la plus sauvage, où les moines cisterciens occupent toujours le monastère, et Sainte-Marguerite, idéale pour une promenade botanique, et surtout pour la visite du fort Royal. La fameuse prison du Masque de fer fut construite en 1687 sur ordre de Louis XIV pour y incarcérer un seul homme, Eustache Dauger, dont le visage resta caché derrière un masque de fer. Il y sera enfermé pendant onze ans. Voltaire, Dumas et d'autres ont tenté de percer le mystère de ce personnage encombrant pour le roi, qui, selon de nombreuses hypothèses, était son demi-frère adultérin. Sa légende continue de passionner aujourd'hui. Christophe Roustan Delatour, directeur adjoint aux musées de Cannes, vient de publier un épais volume *Le Masque de fer. Un secret d'État révélé* (Favre), qui lève le voile sur la personnalité de Dauger. La traversée en bateau dure 20 minutes (18,50 €, trans-cote-azur.com). La visite guidée de la prison et du site archéologique (6,50 €, tlj sauf lundi, gratuite de juin à sept.). Le reste de l'année, visite guidée de 1 à 9 pers. : 60 €. mediationmusees@ville-cannes-fr
■ Rendez-vous à l'embarcadère Quai Laubeuf. cannes-france.com

GIVENCHY
PARIS



DÉFILÉ FEMME AUTOMNE HIVER 25
VENDREDI 7 MARS 2025
11H